# REVUE

DES

# DEUX MONDES

XXXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME XXVIII. — 1er JUILLET 1860.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

# REVUE

DES

# DEUX MONDES

XXXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME VINGT-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1860

11.502

054
R3274
1860 v.4

# POLITIQUE EXTÉRIEURE

## DE LA FRANCE

*L'Empire et l'Angleterre*, par M. A. Dechamps. — II. *L'Angleterre, la France et la Guerre*, par M. le comte Du Hamel. — III. *La Nouvelle Carte d'Europe*, par M. Edmond About.

### I.

La France est échue au gouvernement actuel dans une situation qui différait en tout de celle où l'avaient trouvée les gouvernemens précédens. Au dedans, elle était dominée par un sentiment de lassitude et de découragement qui ne la laissait plus aspirer qu'au repos. L'ordre matériel et le développement énergique de l'autorité semblaient seuls l'objet de ses vœux; tout le reste n'était que luxe dangereux pour les nations : dispositions assurément fort nouvelles pour la nôtre, et qui devaient étonner les hommes de 1830, ceux même de 1815. Au dehors, la scène était peut-être plus changée encore, quoique le changement fût moins apparent. Les événemens de 1848 avaient brisé les derniers anneaux de l'alliance célèbre sous le titre de sainte, nom adouci et pacifique de l'ancienne coalition. L'Europe avait commencé à se décomposer; les querelles de l'unité et de l'hégémonie germaniques avaient jeté un levain de discorde durable entre l'Autriche et la Prusse. L'une des deux avait contracté envers la Russie des obligations qui ne lui laissaient que jalousie et ressentiment. L'empereur Nicolas, plus favorable, en sa qualité d'absolutiste, aux gouvernemens révolutionnaires qu'aux monarchies constitutionnelles, avait pardonné à la France 1830 en faveur de 1848.

L'Angleterre, séparée plus décidément que jamais du reste du continent, ne se trouvait en intelligence possible qu'avec le cabinet de Paris, quel qu'il fût, car là du moins elle ne rencontrait pas d'ancien régime. La France enfin, après l'effroi que sa dernière révolution avait porté en Europe, venait d'en traverser une dans un sens tout opposé. La république, qui avait déjà de ses propres mains opéré à Rome la contre-révolution, faisait place de nouveau à cette forme de la monarchie administrative, le rêve favori de tous les rois des temps modernes. On ne craignait plus de nous l'exemple contagieux de la démocratie triomphante, et chaque état, délivré, comme d'un cauchemar, de l'apparition de la révolution française sous sa forme populaire, croyait rentrer dans la plénitude de sa liberté d'action et reprendre le droit de revenir aux inclinations naturelles, fruits de ses traditions et de ses intérêts, et aux ambitions traditionnelles de sa politique.

Ainsi tandis que la situation intérieure semblait ne demander que repos et prospérité, la situation extérieure comportait, si elle ne l'annonçait, la renaissance des dissensions diplomatiques et le jeu d'une politique européenne moins uniforme, moins comprimée que dans le passé par la préoccupation unique du *statu quo* de 1815. Tout au dedans poussait exclusivement la société aux travaux et aux arts purement économiques; tout au dehors portait les puissances aux conceptions et aux calculs qui compromettent l'union du monde. C'était un de ces momens où le pouvoir, s'il le voulait, serait maître, ou peu s'en faut, d'essayer du despotisme au dedans et de la perturbation au dehors.

Sans aller jusque-là, il était inévitable que cette double possibilité, que cette double tendance, qui naissait de la situation générale des choses, se manifestât à un certain degré dans les actes. On ne vient pas ici caractériser le gouvernement ni le juger : on décrit les faits, on ne les qualifie pas; on rappelle sans nulle observation que le gouvernement s'est organisé en dehors des principes de la liberté politique, et que dans ses rapports avec l'étranger il est sorti de l'immobilité à laquelle s'attendait l'opinion publique. Aussi peut-on se rappeler la surprise qu'éprouvèrent les plus prévoyans, lorsque l'expérience leur apprit qu'une administration sans contrôle n'était plus impossible, que la France était beaucoup plus aisément gouvernable que ne le persuadaient la peur et la faiblesse aux esprits exclusivement conservateurs. L'étonnement redoubla lorsqu'on vit des dissidences sérieuses éclater entre les grandes puissances, ces dissidences engendrer des ruptures, ces ruptures aboutir à la guerre, et que retentit enfin ce premier coup de canon entre les signataires des traités de Vienne, ce premier coup de canon annoncé si longtemps comme le signal d'une conflagration universelle. On a

vu des hommes éclairés, des hommes d'état expérimentés, tomber pour ainsi dire des nues, lorsqu'un mouvement téméraire et prématuré du cabinet de Saint-Pétersbourg arma l'alliance de la France et de l'Angleterre. Qu'on se rappelle quelle incrédulité, puis quel dédain malveillant, enfin quelles prévisions sinistres, précédèrent, accompagnèrent même notre expédition dans la Mer-Noire! Il ne fallut pas moins que la voix toute-puissante des événemens pour prouver à des sceptiques très éclairés la possibilité de la guerre, celle du débarquement, celle du succès, celle enfin de la paix, sans que les dernières extrémités fussent atteintes, ni l'Europe remise en combustion. Cette première épreuve constata cependant combien la situation du monde politique était changée.

Il faut remarquer toutefois que si la guerre de Crimée excitait des inquiétudes et pouvait remettre en question la tranquillité générale, c'était une guerre qu'on pouvait encore qualifier de conservatrice. De la part de la France et de l'Angleterre, elle était entreprise pour le salut de l'ordre existant. C'est l'empereur Nicolas qui avait pris l'initiative d'un changement, c'est l'absolutisme moscovite qui était le perturbateur. Ce que soutenaient les armes des alliés, c'était le maintien de l'empire ottoman, ou la distribution actuelle des forces et des territoires en Europe et dans cette petite partie de l'Asie liée au sort de l'Europe. La victoire que nous avons remportée est celle du *statu quo*. Aussi pûmes-nous compter sur la neutralité bienveillante, même sur un certain appui du plus conservateur des gouvernemens : je veux parler de l'Autriche, qui, ayant à perdre des possessions encore précaires après quarante ans de domination, s'était toujours montrée la plus timide à suivre les inspirations mêmes de son ambition particulière. Ses craintes sur les bords du Pô avaient tempéré ses convoitises sur les rives du Danube, et il fallut, pour qu'elle se déclarât même d'une manière incomplète et tardive, que sécurité lui fût accordée sur ses frontières du sud-ouest, qu'enfin la première grande guerre depuis 1815 fût soigneusement préservée de toute apparence de portée révolutionnaire. Rassurée à cet égard, l'Autriche a pu intervenir indirectement, mais efficacement, et encore son action la plus décisive s'est-elle prononcée au moment de la paix. Elle a contribué à l'obtenir avantageuse pour les alliés. Il était temps, car la guerre pouvait malaisément se prolonger une année sans exciter, soit en Finlande, soit en Pologne, des mouvemens ou des tentatives de mouvemens qui en auraient changé le caractère. Des appels à des sentimens d'indépendance nationale étaient près de se faire entendre.

De cette nécessité de maintenir à la conduite des hostilités un caractère de régularité qui permît de compter sur la tolérance ou même le concours moral ou matériel des gouvernemens conserva-

teurs résultait un des inconvéniens de la guerre de 1854, du moins aux yeux de ceux qui comptent pour quelque chose les droits et les vœux des nations. Elle ne pouvait être sagement entreprise sans que l'on ménageât l'Autriche, et le premier des ménagemens nécessaires était le soin de lui donner sécurité sur ses possessions italiennes. Non-seulement les deux puissances alliées devaient s'engager à n'y pas porter le trouble, engagement facile à prendre et à tenir, mais elles devaient encore les garantir moralement, pour ainsi dire, à leurs maîtres ombrageux, et renoncer à exercer avec un peu d'insistance le rôle protecteur qu'elles avaient pris dans les états situés au midi des Alpes. On se rappelle qu'alors l'Angleterre, la France même, appuyaient de leur influence les réclamations du Piémont, les doléances de la Lombardie et de la Vénétie. On avait commencé, la première surtout, à appeler l'attention sur l'état de l'Italie centrale, sur le gouvernement du royaume des Deux-Siciles. Il se pouvait donc que, dans l'intérêt de la guerre projetée, on fût réduit à la dure nécessité de retirer toute faveur à l'Italie, de la sacrifier, pour ainsi dire, au succès d'une cause qui intéressait plus directement la balance de l'Europe. Ce danger fut heureusement paré par le gouvernement sarde. Une détermination prise à propos, avant même que l'Autriche hésitante se fût prononcée, fit entrer le Piémont dans l'alliance anglo-française, et réunit son contingent à nos deux armées. On peut s'en souvenir, cette résolution surprit le public et fut d'abord peu comprise. C'est un des actes de politique les plus remarquables dont il nous ait été donné d'être témoins. Par là, le cabinet de Turin s'attirait la bienveillance nécessaire de la France et de l'Angleterre; il les retenait sur la pente où les plaçait l'intérêt de leur commune entreprise, et prévenait cet abandon absolu de la cause italienne que l'Autriche aurait pu exiger pour prix de sa coopération. Il obtenait au moins que la balance fût égale entre l'Autriche et le Piémont. L'un devait entrer sur le même pied que l'autre dans le congrès qui devait suivre la fin des hostilités, et l'on sait comment, en présence même du ministre de Vienne, le négociateur piémontais parvint à faire prononcer officiellement par un congrès ce nom de l'Italie qu'on avait rayé de la carte politique, et même écrire dans un procès-verbal qu'elle avait des plaintes et des griefs à faire entendre. Ce fut là un coup de partie pour le Piémont, et quiconque a des yeux put voir déposer ce jour-là en terre féconde la semence de ce qui devait croître et fructifier plus tard.

A partir de ce moment, ce qu'on avait pu soupçonner devint visible, ce qu'on avait pu deviner devint manifeste, et ceux que les importans événemens du commencement de 1859 ont pris entièrement au dépourvu avaient volontairement tenu fermés leurs yeux et leurs oreilles. La politique du Piémont était aussi claire que le jour.

Son plan général n'avait rien de mystérieux. On pouvait douter que l'exécution en fût si proche, qu'il dût prendre une telle étendue, rencontrer autant de facilité, surtout que les choses fussent à ce point préparées dans les esprits et acceptées aussi généralement des classes supérieures dans la péninsule; on en pouvait douter, dis-je, et même on pouvait désirer que le temps mûrît davantage une entreprise qui paraissait précipitée, qu'une prudence plus circonspecte limitât le champ, soit de l'émancipation, soit de la conquête. Ces questions ne sont pas de mon sujet, et je conçois tous les doutes, toutes les inquiétudes, les critiques même et jusqu'aux vœux que je ne partage pas. Il suffit ici de rappeler que depuis 1856 il n'a guère été douteux un moment que, l'occasion propice survenant, la pensée de l'expulsion de l'Autriche et d'une concentration d'états italiens aboutissant à l'agrandissement du Piémont ne se déployât en passant du projet à la tentative. En France, encore tout meurtris des coups de l'expérience, nous nous défions de ce qui est audacieux, brusque, novateur, systématique. Nous pouvons n'avoir pas tort; mais tout le monde n'a pas eu nos revers, et il faut concevoir que d'autres gardent les illusions que nous avons perdues, les espérances que nous avons déposées, l'ambition qui nous a quittés.

D'un autre côté, il était de notoriété générale qu'au sein du gouvernement français régnait une pensée favorable à ce qu'on est convenu de nommer l'émancipation de l'Italie. Bien des circonstances s'étaient réunies pour rendre évident que là était la question qui pouvait le mieux, qui devait le plus sûrement provoquer une résolution d'intervenir en matière de politique étrangère. Cette intervention pouvait être plutôt diplomatique que guerrière, plus défensive qu'agressive; les événemens pouvaient l'ajourner, la limiter, l'affaiblir, et le droit public, autant que la raison d'état, pouvait la réduire à une simple résistance contre une intervention opposée. Dans quelles bornes, dans quels cas la justice et la prudence avouaient-elles l'action de la France au-delà des Alpes? Questions graves qu'il serait maintenant oiseux d'agiter et qu'il n'est pas besoin d'avoir résolues théoriquement, comme l'a fait pratiquement le gouvernement français, pour reconnaître les conséquences de la solution qu'il leur a donnée. Il est parfaitement indifférent que nous approuvions ou non ce qu'on a voulu faire, quand c'est fait. Répétons seulement que l'acte ne pouvait être entièrement imprévu. J'admire ceux qui, soit en France, soit en Europe, ont accueilli, avec un étonnement qui dure encore, la parole décisive prononcée le 1er janvier 1859. Ceux qu'elle inquiéta le plus auraient dû s'en étonner le moins.

Quoi qu'il en soit, l'événement a prononcé, et il ne m'en coûte pas de le reconnaître, il a prononcé d'une manière plus favorable que ne le promettaient les conjectures d'une prudence éprouvée.

Quand on connaissait le train du monde depuis tantôt cinquante ans, et justement parce qu'on le connaissait, il était permis d'appréhender pour la France des obstacles, des mécomptes, des complications, qui, grâce à Dieu, ne se sont pas réalisés. Peut-être a-t-il fallu pour cela restreindre le programme de la guerre d'une manière inattendue; mais plus inattendu était encore l'abandon par lequel, après deux mois de lutte, un jeune empereur inaugurait son règne en cédant sa plus belle province. Cet aveu de découragement et d'impuissance n'était pas à espérer, et les apparences de l'Autriche ne décelaient pas tant d'affaiblissement. En tout cas, si ce premier dénoûment compliquait les affaires d'Italie, il dégageait la France des plus sérieuses difficultés qu'elle eût à encourir. Il se peut que celles qui agitent encore la péninsule, que la plus grave, celle de concilier la souveraineté pontificale avec l'indépendance nationale, eussent été notablement amoindries, si la Vénétie avait cessé d'être autrichienne; mais il est certain qu'en rapprochant le but qu'elle voulait atteindre, la France a simplifié sa tâche et, sans se délivrer de tout embarras, écarté ou ajourné toute chance de sérieux péril. Elle ne peut guère désormais être engagée dans les affaires d'Italie qu'autant qu'elle le voudra. C'est du moins un dédommagement pour ceux qui auraient voulu qu'elle ne s'y engageât pas du tout.

Mais la guerre la plus heureuse a ses conséquences, et la dernière qui a illustré nos armes ne nous a pas laissés dans une situation simple et unie. Il faut bien remarquer que la guerre d'Italie diffère profondément de la guerre de Crimée. Tandis que celle-ci tendait à maintenir l'ordre établi, celle-là avait pour objet de le changer. Si l'une pouvait être dite conservatrice, l'autre devait être autrement qualifiée. Elle répondait à d'autres opinions, satisfaisait d'autres vœux, excitait d'autres espérances. Nous ne sommes pas de ceux, on le sait, qui prenons en mauvaise part ce nom : la révolution; pour nous, ce n'est donc pas diffamer la guerre d'Italie que de dire qu'elle était conçue dans l'esprit de la révolution. Nous avons lu souvent l'assertion contraire; mais c'était avant la guerre une puérilité ou un mensonge. Après la guerre, c'est plaider l'évidence même que de dire qu'elle menait à des résultats peu agréables à l'esprit purement conservateur.

Comme ce point est délicat, nous y insisterons. Les choses difficiles à dire doivent être expliquées loyalement, pour écarter tout soupçon en évitant toute équivoque.

Nous venons de traverser une année riche en événemens qui ont porté le trouble jusque dans les opinions indépendantes. Les plus libres esprits ont eu de la peine à distinguer, à s'avouer les caractères et les conséquences de la guerre inopinée dont l'Italie a été le théâtre. Ceux même qui avaient en d'autres temps hypothétique-

ment souhaité, éventuellement admis une guerre analogue, ont comme hésité à la reconnaître dès qu'elle s'est présentée à leurs yeux. Quoiqu'elle pût dès longtemps se prévoir dans un avenir indéterminé, elle a apparu comme une surprise dans les circonstances où l'Europe était placée, comme une anomalie au milieu des opinions jusque-là seules protégées, comme un effet contradictoire avec sa cause. Et cependant elle était bien, quoi qu'on fît pour en douter, la solution, cherchée par les armes, d'une question d'indépendance nationale et de liberté politique. Ceux qui n'auraient pas conseillé une entreprise ne sont pas dispensés d'en apprécier les résultats. Si l'on n'accordait d'attention qu'aux choses qu'on approuve, si l'on n'était juste que pour ce qui plaît, on risquerait d'être fort souvent étranger à son pays et à son temps, et l'on vieillirait dans une indifférence grondeuse qui ne sied qu'aux partis sans avenir. Il a donc fallu, dès le début, considérer en elles-mêmes les suites naturelles de ce premier pas de la France dans la carrière des nouveautés européennes. En ne désirant certes pas qu'elle allât plus avant, on ne pouvait feindre d'ignorer ou de méconnaître la portée de l'événement, et le plus prompt à craindre ou à maudire le soulèvement du patriotisme ou du libéralisme à Florence ou à Bologne devait, au premier coup de canon, s'y attendre comme à une chose certaine, et, peu s'en faut, nécessaire. Tout l'ordre établi dans la péninsule devait être à la fois ébranlé. Le drapeau d'Arcole, en s'y montrant, ne pouvait avoir qu'une signification : c'est un talisman dont la puissance serait indépendante de la volonté même de ceux qui l'emploient.

L'avenir est obscur; le nouveau paraît toujours aventureux. On peut concevoir de l'incertitude sur la réussite finale de ce qui s'est tenté, sur la durée de ce qui s'établit. Nous qui souhations bonne et longue fortune aux patriotes qui, pendant près d'une année, ont étonné l'Europe par leur modération et leur persévérance dans la soi-disant patrie de l'exagération et de la mobilité, nous ne sommes pas plus leur caution que leur juge, et nous voudrions les suivre dans toutes leurs espérances; mais, nous en convenons, ils ont eu raison de penser que le vieil étendard de la révolution française, en passant les Alpes, donnait le signal à toutes leurs aspirations d'indépendance et de liberté. Leur cause tant vantée fût tombée au rang des chimères et des bravades, s'ils n'avaient vivement saisi cette occasion soudaine, bizarre au premier aspect, d'essayer le grand renouvellement national dont ils avaient quarante ans entretenu le monde. Qu'on s'étonne tant qu'on le voudra, que des conservateurs de décembre, un peu déconcertés, s'efforcent de pallier ou de contester l'évidence: l'extension de la triple liberté des élections, de la tribune et de la presse, était, avec le réveil des passions pa-

triotiques, le but vers lequel, en s'ébranlant, marchaient nos légions; elles ont combattu pour servir en Italie les principes au nom desquels se font toutes les révolutions.

Maintenant ce serait peut-être le lieu de poser une question à nos adversaires : Dites-vous des Alpes comme Pascal des Pyrénées, « vérité au-delà, erreur en-deçà? » Pourquoi redouteriez-vous en France ce que vous suscitez en Italie?

## II.

L'état de l'Italie laisse incertaines deux graves questions que le temps seul peut décider. D'abord la conception des hommes politiques de ce pays, cette conception née de la raison d'état plutôt que de l'instinct des masses, la réunion de toutes les parties de l'Italie septentrionale sous une même monarchie est-elle destinée à réussir? Puis, fût-elle par elle-même destinée au succès, la laissera-t-on définitivement s'accomplir, et aucune force étrangère n'interviendra-t-elle pour l'entraver, pour provoquer localement ou généralement une réaction contraire? La France ne peut pas grand'chose à la solution favorable de la première question; elle peut beaucoup pour celle de la seconde, et si elle parvient à empêcher une ingérence diplomatique ou armée de répéter dans la péninsule quelque chose qui rappelle le précédent toujours invoqué de 1820, elle aura plus fait contre les principes et les œuvres de 1815 que par ses victoires mêmes de Crimée et de Lombardie. Heureux le jour où les nations abandonnées à elles-mêmes disposeraient seules de leurs destinées! Dussent-elles se perdre, que ce soit du moins par leur propre faute!

Mais quoi qu'il advienne de l'Italie, quelle que puisse être sur la constitution intérieure de la France l'influence de nos victoires, ce ne sont pas là les seules conséquences qui doivent préoccuper les esprits, celles qui excitent le plus de sollicitude et projettent le plus de nuages sur le fond de l'avenir. Le changement apporté par la dernière guerre, soit dans la distribution des territoires et des populations décrétée à Vienne il y a quarante-cinq ans, soit dans les relations des puissances signataires de ces traités entre elles, est une nouveauté plus frappante et plus considérable qu'une révolution même. Une révolution, c'est chose commune : nul ne s'étonne quand il lit dans le journal qu'une mutinerie de peuple ou d'armée vient de décider un roi absolu à changer de ministres, ou à donner une charte; mais plus de deux cinquièmes de siècle se sont écoulés pendant lesquels on s'était persuadé que l'*uti possidetis* européen était une arche sainte qu'on ne pouvait toucher sans encourir l'arrêt d'un aréopage de rois. C'était une de ces extrémités que même par la pensée on craignait d'aborder, et lorsque l'homme d'état qui a

traité ces questions avec le plus de courage et de sagacité avait dit ces mots mémorables : « Il faut détester les traités de 1815 et les observer, » il avait fait entendre la parole de la sagesse et le cri du patriotisme. Le temps a marché : ce qui était défendu a paru permis, ce qui était chimérique a pris l'air possible; le nouveau a lancé les esprits dans l'inconnu, car non-seulement l'Italie encouragée ou soutenue par la France a pu abolir des trônes, réunir des états, transférer des couronnes, changer des capitales, au nom de la nationalité et de l'autonomie qui en découle, mais la France a déplacé ses frontières, repris ce que l'Europe lui avait ôté, modifié son territoire politiquement et stratégiquement, sans que la question soit devenue européenne, sans que le monde se soit ébranlé. C'est là sans aucun doute un changement dans les dispositions des cabinets et dans l'esprit du continent. C'est là un changement qui, encore que naturellement expliqué par les circonstances, n'aurait pas été prédit par tout le monde, et dont l'importance ne saurait être méconnue, quoiqu'il fût plus fâcheux de l'exagérer que de la méconnaître, car à la méconnaître on ne risquerait que d'outrer la sagesse; à l'exagérer, on s'exposerait à devenir téméraire, et en France l'excès est plus à craindre que la mesure.

Cette situation nouvelle et ses effets n'affectent pas uniformément tous les esprits : les plus mécontens la nient ou s'en effraient; ceux qui la nient sont de ces croyans en petit nombre pour qui la terre ne tourne pas, et qui rêvent toujours d'une Europe couronnée comme d'une sainte hermandad de rois armés contre la révolution. Que Dieu leur donne la douceur de rêver en paix et n'exauce jamais leurs rêves! De plus habiles, qui redoutent ce que ceux-là désirent, ont peine à se persuader que le danger qu'ils craignent ne soit pas à nos portes. Ceux-ci résistent à croire que le cadre dans lequel les circonstances nous avaient placés puisse être impunément brisé ou élargi. Sagement opposés à tout ce qui choque la justice et la prudence, ils sont portés à prendre pour des règles éternelles de justice et de prudence même des nécessités passagères, et parce que dans un certain état du monde la bonne politique a prescrit une certaine réserve, ils veulent que la même loi commande la même réserve à toutes les situations, et que le temps ne change rien à rien. Oui, la justice est immuable, et elle est la loi de la politique comme de tout le reste; mais des faits nouveaux engendrent des droits nouveaux. Qui sait si la France était rigoureusement fondée en droit à conquérir l'Algérie, mais qui doute qu'elle ne le soit à la défendre, et que la puissance de l'Europe qui la lui ravirait par force ne lui prît son bien? Les limites de la prudence sont encore plus mobiles. Les témérités d'un temps cessent dans un autre d'être des témérités. Un but qu'il eût été jadis insensé de se proposer devient un jour une chose

praticable. Les moyens d'action croissent de notre temps dans d'inconcevables proportions. Les armées, les flottes, les finances offrent des ressources qu'on ne pouvait prévoir; mais surtout les intérêts et les sentimens se modifient avec les circonstances, et l'homme d'état doit tenir compte de tous ces changemens. Assurément j'estimerai toujours plus celui qui n'en exagérera pas la portée que celui qui croira tout possible, parce que la part de l'impossible a un peu diminué. La sagesse qui reste en-deçà des limites du vrai est cent fois préférable en matière de gouvernement à la présomption qui les dépasse, comme la profusion est plus nuisible que la parcimonie. Cependant il faut bien s'avouer que l'époque actuelle comporte des facilités politiques qui n'ont pas toujours existé, et il y aurait manque de sagacité autant que de patriotisme à nier la position toute nouvelle que la dissolution de l'alliance européenne et la condition particulière de chacune des puissances qui la composaient ont faite à notre pays.

Cela dit, reconnaissons que dès qu'on sort du cercle des vrais politiques, l'entraînement est plus à craindre que la méfiance. La situation des affaires est plus propre à enhardir les imaginations qu'à refroidir les esprits. Bien qu'imparfaitement comprise, les événemens qui l'ont amenée ont produit leur effet naturel et transporté peu à peu l'opinion du champ limité des conventions établies dans celui des spéculations arbitraires. Le public croit moins à certaines règles, à certains points fixes qui, pendant ces dernières années, contenaient les calculs de la diplomatie et les fantaisies des publicistes. Dans le monde officiel lui-même, on aborde tous les sujets; la conversation admet toutes les hypothèses, et il n'y a plus guère de questions interdites. L'opinion se permet tout, la conjecture atteint tout, on s'attend à tout. Les indifférens eux-mêmes, les circonspects, les sages accueillent comme suppositions ou comme probabilités des choses qui leur auraient paru jadis des énormités extravagantes, et, sans les approuver ni les désirer, ils se familiarisent ainsi avec les éventualités qui les alarment le plus. La conversation, en se prolongeant, change insensiblement le premier aspect des choses, et, sans diminuer les difficultés réelles, elle atténue les apparentes. Ce dont on a beaucoup parlé finit par être moins invraisemblable.

Rien de plus dangereux pourtant qu'une telle disposition des esprits. Tout gouvernement éclairé doit y prendre garde, car elle lui ôte ce frein de la raison publique qui lui est toujours si nécessaire. Ayant lui-même à se défendre de ses propres entraînemens, il doit craindre ceux dont l'opinion lui donnerait l'exemple, et, toujours attentif à n'entreprendre que ce qu'il peut faire, fuir les gens qui lui disent qu'il peut tout faire. Or le nombre de ceux-ci n'est pas des

moindres. Si le public est un peu trop prompt à tout accepter comme praticable, les conseillers ne manquent pas au pouvoir pour lui dire que tout est le plus aisé du monde, et les brochures de ces derniers temps ont assez montré dans quelle carrière illimitée de projets et d'hypothèses se joue l'esprit de système et de combinaison. Il est devenu fort douteux qu'un congrès s'assemble pour régler l'Europe; mais nous avons un congrès de brochures d'où assurément, si toutes les paroles portaient coup, ne sortirait pas la paix du monde.

Essayons de nous rendre compte des circonstances réelles qui, exagérées par des esprits chimériques ou complaisans, ont pu prêter à tant de spéculations sur les possibilités de l'avenir, et présentons les choses par le plus beau côté.

Tout est dit ou du moins tout est su de ce qui concerne la France. Sa force militaire et financière n'est un secret pour personne. Le parti qu'on peut tirer d'une telle force est considérable. Rien cependant n'est infini, et il ne faut abuser de rien. La politique qui se croit toute-puissante atteint bientôt ses limites, et tombe de faiblesse avant le temps. Point d'état en Europe qui se sente en ce moment supérieur à la France, cela est notoire; point d'état conséquemment qui ne souhaite rester avec elle en de bons rapports, et ne soit même, pour les conserver, prêt à des concessions. C'est une situation dont il faut user avec prudence, afin de la prolonger, car elle cesserait avec l'isolement des puissances entre elles, et le plus sûr moyen de les remettre ensemble serait d'exiger trop de chacune d'elles et de les menacer toutes.

L'Angleterre a laissé tomber peu à peu toutes ses alliances; celle même avec la France s'est relâchée. C'était la plus utile, la plus naturelle, et, chez nos voisins, longtemps la plus populaire. Ce serait se flatter que d'ignorer quelles défiances sont venues se mêler aux sentimens de bienveillance politique et de communauté d'intérêts qui unissaient cette nation à la nôtre. Des nuages se sont élevés sur les desseins, sur les intentions de la France : on nous regarde avec inquiétude, cela est certain; mais un préjugé aussi aveugle qu'il est invétéré peut seul soutenir que les sentimens d'entente cordiale aient fait place à une inimitié sourde et résolue, et que systématiquement l'opinion anglaise arme contre nous en attendant que son gouvernement l'imite. Certaines passions historiques en Angleterre sont fort loin de se ranimer. Ce pays est devenu essentiellement pacifique. On peut n'y pas croire, on peut même en faire un sujet d'épigrammes; mais le fait est certain, et il n'est pas un des moindres signes des progrès supérieurs que la civilisation a faits dans les îles britanniques. L'ambition d'intervenir en toute occasion dans les affaires du continent est fort affaiblie, et subordonnée au calcul des intérêts positifs de la société. En même temps, une sympathie

plus intelligente s'est développée pour le sort des nations; leurs vœux, leurs droits trouvent en Angleterre une plus généreuse sollicitude. La liberté n'y est plus monopolisée par le patriotisme, et le monde ne connaît point de cause libérale qui ne rencontre à Londres de nombreux défenseurs. Cette circonstance gêne encore l'Angleterre dans le choix de ses alliances : elle lui rend difficiles certaines solidarités, certaines ruptures, certaines guerres. Elle eût par exemple absolument empêché l'année dernière le ministère Derby lui-même de se lier étroitement à l'Autriche contre l'Italie, s'il en avait eu la pensée. Que l'on raille tant qu'on voudra l'Angleterre de s'être départie de la politique hautaine et violente de cet ancien torysme qu'il est de mode aujourd'hui d'exalter après l'avoir maudit, que l'on s'expose par des sarcasmes à piquer d'honneur l'orgueil britannique et à rallumer des passions éteintes pour le bonheur du monde : nous ne pouvons, nous, que nous réjouir de voir l'Angleterre délivrée d'une politique qui apparemment ne lui avait pas mérité la reconnaissance de l'humanité. En tout cas, ce ne serait pas à la France de déplorer l'abandon de ces traditions de jalousie et de vengeance dont elle a si longtemps fait un crime à l'aîné des peuples libres.

Ce n'est donc pas de gaieté de cœur ni par une impulsion passionnée que l'Angleterre rentrerait dans la carrière des coalitions: la nécessité seule l'y ramènerait. En attendant, les alliances mêmes lui sont difficiles. Une rivalité qui ne peut s'éteindre aisément la sépare de la Russie : elle ne peut sans effort se rapprocher d'une puissance asiatique et qui convoite Constantinople; il ne lui est pas beaucoup plus aisé de se lier avec l'Autriche, avec les principes et les intérêts qu'elle soutient en Italie, et la politique autrichienne en Orient, bien qu'elle lui porte moins d'ombrage que la politique russe, demeure pourtant peu conciliable avec l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, que l'Angleterre n'a pas abandonnées.

Reste la Prusse, dont l'alliance, jusqu'à présent médiocrement utile, est encore un obstacle au rétablissement d'une parfaite intelligence entre les cabinets de Vienne et de Londres. La Prusse est la dernière des grandes puissances, mais elle n'est pas la moins importante par les prétentions, par une ambition équivoque et agitée qui permet peu de compter sur elle, et qui force à la considérer en tout comme une difficulté, rarement comme un appui. Une opposition de vues, de principes, d'intérêts, l'éloigne manifestement de l'Autriche. Elles peuvent être rapprochées, jamais unies. Malgré les efforts de la Saxe et de la Bavière, les dernières dissidences, les derniers griefs subsistent, et par conséquent, à moins de se sentir menacée, la cour de Berlin hésitera longtemps à entrer en conflit diplomatique avec la France. Dans l'essai laborieux de ses institutions nou-

velles, dans le travail de sa réformation militaire, surtout dans ses efforts pour tourner à son profit les idées unitaires de l'Allemagne, elle est condamnée, au moins pour un temps, à de grands ménagemens pour la puissante voisine que les traités de 1815 lui ont donnée. Si sa présence aux bords du Rhin nous importune quelquefois, notre proximité la gêne également, et elle ne risquerait pas une rupture ou une menace qui la mettrait seule aux prises avec nous. D'ailleurs aucune question connue d'intérêt ou de dignité ne nous divise en ce moment, et au fond les desseins de la France en Italie ou en Orient ne la touchent pas d'une manière essentielle et directe.

Il vaudrait mieux ne pas parler de l'Autriche. Les échecs qu'elle a éprouvés au dehors et au dedans, les revers de ses armes, les agitations de plusieurs de ses provinces, le naufrage de sa réforme administrative l'ont trop affaiblie pour qu'elle ne ménage pas la France, et qu'entre ses griefs contre l'Angleterre et les griefs de la Russie contre elle, elle ne cherche pas à se préparer de notre côté appui ou tolérance pour le jour où ses prétentions sur le cours oriental du Danube viendraient à se produire et à demander accès dans le monde des faits.

La Russie a répété sur tous les tons qu'elle ne fixait plus exclusivement ses regards sur l'Occident. Elle a abandonné ou du moins modifié cette politique prétentieuse qui a si mal tourné à l'empereur Nicolas, après avoir trente ans fait illusion à l'univers. Le caractère de son souverain et les créations administratives qui l'occupent promettent un temps de relâche à l'Europe. Des gens bien informés veulent même que sa principale ambition se tourne vers l'Asie. Il se peut; mais on ne doit pas oublier qu'*en se recueillant*, comme elle dit, elle se fortifie, qu'elle ne sortira pas plus faible de cet *interim* administratif auquel pour le moment elle semble se réduire, et l'Europe fera bien de ne point s'endormir sur la foi de cette conversion récente à la politique des mesures économiques et des arts de la paix. Cependant le présent ne menace pas. Quant à la France en particulier, elle n'a point à craindre. La Russie sait que toutes les fois que la France et l'Angleterre se mettent d'accord contre elle, elle ne peut rien, et la Turquie est fermée à ses armes. Elle a donc tout intérêt à empêcher que cet accord ne se reproduise, et le peu d'espoir qu'elle doit concevoir de ramener jamais l'Angleterre à ses vues l'oblige à se ménager presque à tout prix la bonne volonté de la France. Au moins doit-elle se garder de provoquer son inimitié, et la question de la Turquie, toujours à l'état d'arrière-pensée, toujours sous-entendue, même quand on la tait, est un moyen toujours disponible aux mains de la France de ramener à elle les espérances du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Voilà donc cette situation générale des grandes puissances, qui, jointe à la crainte toujours subsistante de renouveler par des commotions quelconques les crises particulières au XIXe siècle et de provoquer par la guerre la révolution, donne à la France un assez libre espace pour se mouvoir sans péril et pour faire preuve d'influence et d'activité.

On ne nous accusera pas d'avoir, en le traçant, enlaidi le tableau de la situation. Nous l'avons décrit comme le voient ceux-là même dont nous n'avons pas les illusions. Tels sont les faits dont l'aspect rassurant endort la prudence des prudens eux-mêmes et monte la tête aux téméraires, aux étourdis, qui ne voient plus de danger et ne connaissent plus d'obstacles. Qu'on y pense cependant, les barrières qui isolent les grandes puissances ne sont pas de celles qu'on ne peut abattre. Les oppositions qui les séparent peuvent être conciliées, les questions qui les divisent peuvent être soit résolues, soit ajournées. Qu'un intérêt commun, saisissant, dominant, leur apparaisse un jour; il peut les rallier en quelques momens, et tout s'évanouirait, rivalités et ressentimens, devant un danger commun venu d'un même point de l'horizon. Nous avons vu trop longtemps la crainte seule d'une révolution purement possible maintenir dans une oppressive et redoutable unité le faisceau des monarchies continentales, et encore l'Angleterre se retirait-elle alors de l'alliance. Que serait-ce si, pour d'autres causes, elle la suscitait et la formait elle-même? Ce que la crainte de la révolution a fait, une crainte différente l'avait déjà antérieurement produit. Que la France ne l'oublie pas, elle a dans son passé deux moyens d'effrayer le monde. A ceux qui prêchent la politique perturbatrice au dedans, on rappelle d'ordinaire, comme un épouvantail salutaire, cette seule date: 1793. A ceux qui conseilleraient avec le même aveuglement la politique perturbatrice au dehors, on ne manquerait pas d'une date à citer : 1813.

Ce n'est plus, je le sais, à la prétention déclarée de la monarchie universelle, ce n'est plus à la restauration de l'empire de Charlemagne que les écrivains qui veulent transformer l'Europe nous convient aujourd'hui. Il est un certain nombre d'idées plus plausibles qui courent le monde depuis ces dernières années, et qui, soigneusement recueillies, commentées, peuvent être offertes, sans effrayer ou révolter les esprits, au public, et, en s'y prenant avec adresse, aux gouvernemens. Après avoir bien constaté l'expérience faite par la guerre d'Italie, bien expliqué l'état de l'Europe qui vient d'être retracé, on demande fièrement quelquefois, plus souvent avec modestie, s'il n'y aurait pas quelques raisons de solliciter ou d'exiger de l'Europe son acquiescement à un nouvel arrangement territorial,

et d'ordinaire on cite à l'appui, ou le principe des nationalités, ou la théorie des frontières naturelles, ou l'imminence de la question d'Orient, qui, devant tout absorber, pourrait tout apaiser.

## III.

La nationalité n'est pas une chose nouvelle, car elle s'établit par l'histoire et remonte aux origines des races humaines. Chose étrange, nouvelle en est l'idée dans la politique. On ne voit guère qu'à aucune époque des temps modernes cette idée ait joué un grand rôle dans les combinaisons des congrès et dans les calculs des conquérans. Ce sont plutôt les livres que les traités qui l'ont introduite dans l'opinion, et de l'opinion dans les affaires. Les Allemands, dont l'oreille n'est pas toujours flattée du mot de nationalité, quand on le prononce à l'occasion des Italiens ou des Slaves, devraient s'en prendre surtout à eux-mêmes, si notre temps a mis au monde cette thèse de savans qui tendrait à soumettre la politique à l'ethnographie et le règlement des intérêts positifs aux conjectures de l'érudition. De là cette forme pour ainsi dire littéraire qu'a prise depuis un temps un principe qui ne devrait être que l'expression d'un fait reconnu. On a voulu même en faire la clé de l'histoire. Un habile historien a inauguré parmi nous une méthode qui lie au mouvement des races le mouvement des choses humaines, et quelque part que l'on consente à faire, avec Augustin Thierry, dans la constitution sociale de la Grande-Bretagne, à la superposition de diverses couches de tribus conquérantes, il répugne de tirer de ce fait unique les institutions et les guerres de l'Angleterre, par exemple l'avénement de Guillaume de Nassau ou la conquête de l'Inde; mais c'est surtout dans la pratique des affaires qu'il est impossible de faire d'une question de nationalité une question d'archéologues, et de décider, tantôt par la forme du crâne, tantôt par la langue, tantôt par l'architecture, de l'état politique d'une société. Que dirait-on s'il nous était proposé de constituer une nation à part avec les populations d'une portion de l'Écosse, de deux tiers de l'Irlande, du pays de Galles, et des départemens de notre ancienne Bretagne? Un royaume gaélique serait cependant une restauration scientifiquement réclamée.

On me dira, et l'on aura raison, que c'est de nationalité politique qu'il s'agit : c'est de ce résultat des événemens et des siècles, qui est comme l'état civil d'une agrégation d'hommes attachés à un certain sol, réunis par de certains souvenirs, constitués sous un certain nom que l'histoire a consacré. J'entends ce langage, et une nationalité ainsi établie est toujours respectable. On remarquera cependant que bien souvent l'ethnographie, loin de la confirmer, chica-

nerait ses titres. La guerre, la conquête, le commerce, l'action de quelques hommes nés pour donner des lois au monde, ont souvent, favorisés par les accidens du climat ou du sol, composé et maintenu des sociétés multiples dans leurs élémens, et dont l'unité a résidé tout entière dans une solidarité historique entre tous leurs membres. La nationalité polonaise, qui, ensevelie toute vivante, s'agite encore dans son cercueil et trouble parfois le monde de ses gémissemens, aurait de la peine à soutenir scientifiquement contre ses oppresseurs l'existence indépendante, l'unité distinctive qu'elle réclame, et le panslavisme est l'argument trouvé tout exprès pour lui démontrer qu'en la tuant on la fait vivre, et qu'on la reconnaît en l'effaçant. Que réclame-t-elle donc au vrai? Non un privilége de race, mais sa place historique.

C'est peut-être au reste une indignation juste, mais tardive, contre le partage de la Pologne, qui a le plus contribué à propager, à accréditer en Europe l'argument tiré de la nationalité. On voudrait, et certes ce vœu est légitime, que jamais spoliation aussi criante ne vînt de nouveau flétrir les pages de l'histoire; mais ce vœu, mais le sentiment de justice politique qui l'inspire n'a ses fondemens que dans certains faits complexes et notoires qui sont présens à la mémoire de tous les hommes, et non dans les recherches des érudits ou les témoignages des physiologistes. Ces faits sont plutôt de l'ordre moral que de l'ordre matériel : ces faits sont les souvenirs d'une nation.

Or les choses morales, c'est-à-dire les sentimens et les idées en politique, sont l'ouvrage des événemens. Il y a peu de peuples, — y en a-t-il même? — qui puissent prétendre à une unité plus caractérisée que celle du peuple français. Il n'y en a pas un qui eût plus mérité qu'on inventât pour lui cette locution fameuse : se mouvoir comme un seul homme. Qui pourrait soutenir cependant que les causes autres que la politique aient une grande part à cette vigoureuse constitution de notre nationalité? J'en appelle au sentiment patriotique des braves habitans de l'est de la France : faut-il une antique communauté d'origine, d'antécédens et de langue, faut-il une incorporation qui se perde dans la nuit des temps pour ranger, pour rallier des populations bien diverses sous la loi d'une forte et indivisible nationalité? La révolution et les guerres de la révolution ont plus fait pour l'unité de l'est de la France que n'auraient fait dix siècles.

Félicitons-nous donc si dans les conseils de l'Europe la nationalité est devenue un objet digne de considération. Espérons que des peuples, ces corps vivans, ne seront plus coupés en morceaux qui remuent tout sanglans comme les tronçons d'un serpent; mais ne nous laissons pas séduire ou troubler par ce mot de nationalité toutes

les fois qu'on nous le prononce. Ne l'employons, ne l'acceptons pas sans le définir, sans regarder s'il a un sens sérieux et réel et quels faits en motivent l'emploi.

Les applications les plus connues que l'on ait faites dans ces derniers temps de l'idée de nationalité sont, comme on sait, le panslavisme, le teutonisme, l'italisme. Or il s'agit de la France apparemment; nous n'écrivons que pour elle. Que lui disent ces trois mots? Et comment pourraient-ils servir à motiver pour elle le besoin ou l'ambition de délimitations nouvelles? Directement cette triple nationalité ne nous touche point. Le panslavisme n'est qu'une théorie forgée après coup pour exprimer certaines affinités, certaines sympathies soigneusement et artificieusement cultivées, pour faciliter, dans un avenir indéfini, certains envahissemens dès longtemps médités. Notre intérêt, celui du monde, est de résister plutôt que de satisfaire aux idées d'invasion qui se cachent derrière cette pédantesque formule. L'hypocrisie, qui se fait si savante, n'en est pas moins reconnaissable.

Le teutonisme a été inventé contre nous. Une certaine unité germanique est souhaitée par la démocratie allemande, parce que la centralisation et la démocratie s'appellent l'une l'autre; mais elle avait été conçue auparavant par des rois et des ministres afin d'opposer un corps compacte à la puissance française, accoutumée dès longtemps à diviser l'Allemagne pour la vaincre. Cette forme du principe de la nationalité n'a rien assurément qui mérite notre intérêt. Si elle osait davantage, si par aventure elle devenait plus offensive, si le teutonisme, prenant pour auxiliaire la linguistique, envahissant en idée toutes les provinces où l'on entend l'allemand, jetait un œil de convoitise sur tel ou tel de nos pays frontières, nous n'aurions à lui faire que la réponse historique : « Viens les prendre. »

Singulière prétention que celle de cette théorie de publicistes philologues d'après laquelle il faudrait scinder les anciens Pays-Bas et attribuer séparément à l'Allemagne et à la France la partie flamande et la partie wallonne, en sorte que la ville de Bruxelles elle-même, grâce à ses deux moitiés différentes de race et d'idiome, devrait être divisée et ne pas appartenir au même maître! Évidemment le germanisme n'est encore qu'un prétexte destiné à masquer des ambitions ou des jalousies nationales. Au fond, quel peuple n'est pas en quelque façon germain? L'Anglo-Saxon et l'Anglo-Normand en Angleterre ne sont-ils pas plus Germains que Celtes, et la nation qui porte le nom des Franks, qui a gardé la loi des Saliens, ne pourrait-elle pas aussi bien prétendre par l'origine à passer le Rhin que s'attendre à le voir franchir? Toutes ces réminiscences à demi fabuleuses pour les masses sont bonnes peut-être pour colorer

des chants patriotiques, non pour motiver de sérieuses conventions internationales et de justes attributions territoriales.

Ce qui fait que des trois noms de nationalité, germanisme, panslavisme, italisme, le troisième a une signification légitime, c'est que l'Italie, avec l'identité de langue et de littérature, a une seule frontière, les Alpes, et partout ailleurs la mer pour ceinture. Une nationalité péninsulaire vaut la peine qu'on en parle, et ce n'est point là une conception paradoxale de l'esprit de système et d'archaïsme. Encore est-il si vrai que les souvenirs politiques sont le principal fondement d'un véritable esprit national que la difficulté capitale de l'établissement de l'unité italienne réside dans l'antiquité et la persistance des traditions qui en diversifient les élémens. Le temps seul, qui a incorporé à si grand'peine Gênes au Piémont, nous apprendra si les annexions qu'une politique hardie a commencées peuvent greffer d'une manière durable sur un même tronc les branches vigoureuses d'un arbre destiné à supporter tant de vents et d'orages.

A défaut de la nationalité, nos écrivains invoquent un autre principe : celui des frontières naturelles. Celui-ci a ce caractère d'être très souvent en contradiction avec celui-là. L'ethnographie et la topographie ne se sont pas toujours accordées ensemble, et les hommes ont été rarement les maîtres absolus de choisir leur domicile et de mesurer leur domaine sur la terre. Ce n'est pas que le principe des frontières naturelles soit nouveau. On lit dans Tite-Live : *Non sine providentissimo deorum immortalium consilio Alpes Italiam et Galliam diviserunt.* Les Français depuis Charles VIII l'ont souvent mis en oubli, ce *conseil* si éminemment *providentiel*, et l'Autriche répugne depuis bien plus longtemps à le prendre pour son compte, si bien qu'il a fallu que la France passât ces mêmes Alpes pour le lui rappeler. Espérons que *les dieux immortels* sont en train d'avoir raison, et que le principe des frontières naturelles, si heureusement uni pour l'Italie à celui de la nationalité, lui profitera dans un avenir définitif. N'en concluons pas néanmoins que l'on en puisse faire indistinctement et partout l'aveugle application et l'invoquer à tout propos. Si la nature a limité par la mer, les fleuves ou les montagnes certaines portions de la terre habitable, et dessiné elle-même certaines contrées, la nature n'a pas fait les nations; leur existence est historique et non pas naturelle. Tandis que la nature est pour ainsi dire fatale, l'histoire est le champ de la liberté. C'est en vertu de la liberté humaine, c'est par suite de ces diversités que crée entre les hommes la volonté mue par le besoin, le calcul, la passion ou la fantaisie, mais surtout dirigée ou servie par les dons individuels de l'intelligence et du courage, que les enfans de Japet

ont eu l'audace de parcourir, d'envahir, de s'approprier toutes les parties du commun héritage du genre humain. Des faits particuliers qui remplissent les fastes des nations sont la raison de leur existence, de leur durée, de leur puissance, de leur établissement étroit ou large, fort ou faible, à la surface du globe. Il y a là des résultats séculaires dont il faut tenir compte, et ce n'est point par hasard que telle ou telle tribu de colons, d'émigrans ou de conquérans, a donné son nom au sol qu'elle a trempé de son sang et de ses sueurs. Aucun droit primitif, antérieur à l'histoire, ne peut être réclamé par un peuple à telle ou telle portion du territoire européen, et l'état de nature est une fiction aussi chimérique à introduire dans le droit des gens que dans le droit municipal. Ce qui est vrai, c'est que les circonstances ont souvent colloqué les peuples de telle manière qu'ils ont des points faibles à défendre, des voisinages dangereux ou tentans, des capitales mal placées, qu'ils voient enfin hors de chez eux certains obstacles naturels dont ils envient la protection. Ce qu'on appelle les frontières naturelles, c'est en général un agrandissement utile, qui donne une frontière plus facile à défendre et plus commode pour attaquer. Il est tout simple qu'un peuple ou un gouvernement désire une occasion d'acquérir un tel avantage quand il est à sa portée; mais il serait trop naïf ou trop hardi d'ériger cet intérêt en droit, ce désir en principe. En cette matière, l'argument décisif est l'inscription gravée sur le bronze des anciens canons.

La guerre est donc en général au fond de la doctrine des frontières naturelles, la guerre, qui n'est pas toujours la justice. On ne peut raisonnablement se flatter que des voisins s'empressent à céder un territoire qu'on ne désire que pour les mieux braver au besoin, et ce n'est pas d'habitude à de telles concessions que s'emploie la diplomatie. En un mot, des frontières naturelles sont une ligne stratégique. Une telle ligne, quand on ne l'a pas, le moyen de l'avoir, c'est de la conquérir.

Cette ligne, la révolution française nous l'avait conquise. Qui l'a perdue? Ce n'est pas la révolution. Lisez ce dernier volume, l'œuvre admirable et désolante d'un grand historien qui entend, je suppose, la guerre et la politique, vous y verrez comment deux fois encore, après les plus terribles revers, à Prague, à Francfort, notre patrie pouvait sauver ce legs précieux de la république, comment elle a été sacrifiée aux illusions invincibles de celui qu'elle aurait encore choisi pour la défendre, comment le génie même perd les royaumes en se croyant plus grand que la nécessité. Mais ce dont l'abandon nous a tant coûté, à quel prix l'avions-nous acquis? Il a fallu pour l'un des coalitions victorieuses, pour l'autre il avait fallu des coalitions vaincues. Si l'histoire dit vrai, les frontières naturelles sont à

ce prix. Ceux donc qui écrivent qu'il les faut reprendre ont une pensée qu'ils n'écrivent pas : l'empire, c'est la guerre.

Faut-il maintenant discuter l'espérance hypothétique d'une transformation de l'Europe telle que, même sur notre frontière de l'est, l'œuvre des traités de Vienne pût être modifiée par de simples négociations, et les congrès de la paix ont-ils tellement gagné leur cause que des états voisins consentent d'un commun accord à s'affaiblir tous pour en fortifier un seul et à mettre contre soi les chances de la guerre? Nous autres écrivains, nous pouvons nous supposer de telles bonnes fortunes; mais des gouvernemens sensés n'en font point la base de leurs desseins. On dit que l'unité allemande au-delà du Rhin aurait cette vertu pacificatrice. Il n'y paraît pas jusqu'à présent, et le germanisme dans ses chansons et ses journaux a plus parlé d'avancer que de reculer; la démocratie croit toujours avoir un pacte avec la victoire. Cependant on paraît compter sur la révolution en Allemagne. Alors il faut ou la vaincre ou la défendre, cette révolution, pour obtenir quelque chose de sa faiblesse ou de sa reconnaissance. Le but à atteindre serait donc séparé de nous par deux choses : une révolution et la guerre. — Mais, dira-t-on, n'exagérez pas, il n'est point question d'un remaniement total; nous parlons de redressemens partiels, de modifications secondaires. — L'hypothèse est plus abordable, j'en conviens, l'avenir a des secrets qu'ignorent ceux-là mêmes qui croient nous les dire. Cependant de quoi s'agit-il? Il est certaines stipulations du congrès de Vienne qui sont de véritables traités de barrière contre la France. C'est d'abolir ou de modifier ces traités qu'il s'agit. Consultons l'expérience. Le gouvernement du roi Louis-Philippe a mis à néant celui qui avait formé et armé contre nous le royaume des Pays-Bas, le dernier traité avec la Sardaigne en vient d'abolir un autre en nous rendant la Savoie; mais, dans les deux cas, il a fallu du canon et des circonstances telles qu'elle missent le droit du côté de notre intérêt. Ces exemples confirment assez clairement ce que nous avons vu dans la doctrine des frontières naturelles, un appel éventuel à la guerre, et, ajoutons vite la condition obligée, des circonstances qui légitiment la force ou la menace. Or il n'y a guère qu'un dérangement notable dans la balance de l'Europe qui soit la circonstance propre à motiver une demande de compensations. Rien n'est donc plus évident que ceci : c'est que la politique que nous combattons comme politique absolue est liée à deux éventualités, un remaniement de la carte d'Europe et une guerre. Ceux qui la soutiennent répudient donc pour leur compte, s'ils sont sincères, le programme de la paix.

La paix a duré; elle a éclairé et enrichi le monde, mais elle a eu ses ennuis et ses disgrâces. Quelle chose humaine est sans misères?

Il se peut que les imaginations dégoûtées des froides émotions du bonheur public recherchent dans les hasards de plus âcres jouissances. Il se peut, j'en doute, à vrai dire, que la société moderne se lasse des soucis et des joies de l'activité lucrative, et prenne en dégoût la prospérité opulente que lui font le commerce et l'industrie; mais le seul réveil de cette passion de péril et d'aventure qui s'empare quelquefois des nations pourrait expliquer ces appels retentissans à l'esprit d'agrandissement et de conquête. Si l'on ne croit cette fibre déjà tendue, il serait puéril de chercher à la faire résonner. Si l'on n'est pas sûr d'exciter cette sorte de fébrile ambition, il serait imprudent, odieux même, d'offrir à la vanité nationale une tentante amorce. Il faut regarder en face les extrémités qui sont au terme de la route où l'on presse son pays d'entrer, et ne pas cacher à nos enfans que c'est la voie sanglante encore jonchée des ossemens de leurs aïeux.

Ce n'est pas là ce que laisse ignorer l'auteur d'une brochure intitulée : *L'Angleterre, la France et la Guerre.* Il semble n'avoir d'autre but que de dénoncer à son pays l'hostilité injurieuse dont il accuse envers nous la Grande-Bretagne. Il n'a pas écrit un mot qu'on ne crût calculé pour ranimer entre elle et nous les ressentimens et les jalousies qui pourraient à jamais envenimer nos rapports, et sans alléguer, sans insinuer un motif ou un prétexte, on dirait qu'il court au-devant d'une guerre à laquelle cependant il ne laisse apercevoir d'autre but que de *nous venger de Quiberon et de Waterloo.* Le temps est loin où le représentant le plus auguste de la légitimité remerciait l'Angleterre après la Providence de l'avoir replacé sur le trône. Une aversion systématique pour ce pays est devenue un des caractères des anciens amis de la restauration. A ces traditions de famille, M. le comte Du Hamel unit ses sentimens personnels, et la sincérité de son patriotisme, qui assurément ne peut, quand on le lit, être mise un moment en doute, le porte à confondre dans une même rancune les griefs de l'ancien royalisme et ceux du premier empire. Aussi n'espérez pas que la vue des institutions de l'Angleterre le désarme. En général, ce que les ennemis de l'Angleterre lui pardonnent le moins, c'est d'être libre; mais de quelque sentiment qu'ils s'inspirent, ces conseils belliqueux semblent ne supposer aux rapports des peuples entre eux d'autres règles que les passions. Ils supprimeraient toute politique, car la passion est le contraire de la politique. Ils condamneraient toutes les relations internationales à une suite éternelle de représailles. Et cependant, croyons-le bien, la revanche de Waterloo, c'est l'émulation, c'est la rivalité des deux peuples qui se combattaient alors, transformée en une lutte de prospérité, de puissance, de grandeur, et, s'il se

peut, de liberté. La revanche de Waterloo, c'est l'abandon sans retour de la politique fatale qui a amené Waterloo.

Ce n'est pas que l'Angleterre ait été si constamment bien inspirée depuis quelques années qu'elle pût se dégager de toute responsabilité, si jamais une collision venait à diviser le monde entre elle et nous. Je suis loin, comme l'auteur d'un écrit d'ailleurs remarquable, *l'Empire et l'Angleterre*, de trouver dans tout ce qui s'est passé depuis quinze mois de nouvelles preuves de l'habileté et de l'influence du gouvernement britannique. Je crains que M. Dechamps, qui est, comme on sait, un des membres éminens du parti catholique belge, n'ait cédé à des préventions naturelles contre le protestantisme, lorsqu'au milieu d'observations et de conjectures que l'Europe fera bien de recueillir, il mêle des accusations un peu banales, un peu gratuites, qui grandissent l'Angleterre en la rendant odieuse, en méconnaissant à la fois ses intentions et ses erreurs. Ainsi, tandis que les uns semblent ne plus voir à Londres qu'un gouvernement de marchands crédules et débonnaires qui se paient de paroles et ne tiennent qu'à leur repos, les autres persistent à supposer l'Angleterre animée d'un génie remuant et machinateur qui par tous moyens arrive d'un pas infaillible à son but et domine ceux-là même auxquels il semble céder. L'amour-propre de nos voisins trouverait mieux son compte à cette dernière injustice; mais franchement ils ne l'ont pas plus méritée que l'autre, et l'une comme l'autre pourrait entraîner nos deux pays dans une erreur funeste au bonheur de tous deux. Quant à nous, si une telle erreur devait prévaloir, nous n'aurions rien à dire, sinon que le monde verrait une guerre sans nécessité, sans intérêt, sans justice, mettre aux mains deux nations qui depuis quarante ans se sont quelquefois servies l'une l'autre et ne se sont fait aucun mal : étrange gloire pour les cabinets des deux pays !

Mais il ne faut pas confondre avec l'idée d'une guerre purement dédiée à la vindicative vanité des nations les combinaisons, belliqueuses au besoin, de ces politiques dont la pensée voyage sur les bords du Rhin ou de l'Escaut. Quoique peu disposé à les y suivre, nous reconnaissons que l'état des affaires ne se refuse pas absolument à des spéculations qu'en d'autres temps on aurait traitées de visions dangereuses. Il n'est pas jusqu'à ce remaniement complet de la carte d'Europe qu'un heureux élève de Voltaire fait improviser dans un dîner aux convives qu'il invente, ou plutôt qu'il déguise, dont la pensée ne doive paraître plus sérieuse que la forme. Ces idées ne viennent point par hasard, dans un moment plutôt que dans un autre: elles sont liées cette fois à une opinion qui depuis un temps a pris de la consistance. C'est que la question d'Orient va

renaître, et renaître cette fois pour recevoir une solution finale. Et de ce qui aurait jadis présagé des luttes sans fin, on fait sortir l'espoir d'un arrangement pacifique qui comprendrait toutes les questions en une seule.

Il faut cependant convenir qu'au premier abord la question d'Orient ne semble mettre d'accord les gouvernemens qu'en les plaçant simultanément sur le qui-vive, et en leur faisant à tous une commune nécessité d'aviser. Autrement, en elle-même, on ne voit pas qu'elle soit un trait d'union qui rapproche tous les intérêts, toutes les opinions, tous les efforts. Nulle question au contraire ne donne immédiatement naissance à des dissidences qui semblent moins conciliables. Dans l'hypothèse d'un partage de l'empire turc, la Russie jusqu'à présent s'est réservé Constantinople; l'Autriche ne se peut contenter si elle n'a les bouches du Danube. Un coup d'œil jeté sur la carte montre que ces prétentions sont absolument contradictoires. Une solution souvent préférée par la presse, en donnant satisfaction à l'Autriche, réunirait Constantinople à la Grèce, et formerait avec la Roumélie un grand état indépendant, tandis que les bords méridionaux de la Mer-Noire et toute l'Asie-Mineure seraient la part de la Russie. On peut admettre, par pure hypothèse, qu'aucun intérêt, aucun préjugé, n'éloignerait la France ni la Prusse de cette solution; mais, tandis qu'elle satisferait peu les Russes, elle ne serait, pas plus que tout autre mode de partage, du goût des Anglais, qui maintiennent avec persévérance le *statu quo*, qui ne transigent ni sur l'existence, ni sur l'indépendance, ni sur l'intégrité de l'empire ottoman. L'Angleterre n'en convoite aucune province autant qu'elle en redoute le partage. Rien n'annonce encore qu'elle se laisse ébranler sur ce point fondamental de sa politique. Dans ce conflit de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie, il est difficile de prévoir avec certitude ce que ferait la Prusse. Elle aurait probablement grand besoin de la tergiversation dans l'action et de l'obscurité dans le langage qui sont les deux ressources habituelles de sa politique. Quant à la France, elle semble engagée par les précédens au système de l'Angleterre. Elle a pu y faire quelques exceptions, s'emparer d'Alger, protéger la demi-émancipation de l'Égypte, mais elle a pris la part principale à la guerre de Crimée; elle a versé son plus noble sang pour empêcher la Russie de régner à Constantinople. Une tradition du cabinet de Paris, une tradition que recommande le nom de Napoléon, nous dit que c'est un agrandissement que nous ne devons jamais souffrir. Quoique plus rapprochée aujourd'hui de la Russie, il est impossible que la France s'associe sans restriction à tous ses desseins. Des circonstances nouvelles, la marche des faits, peuvent avoir modifié l'état de la Turquie et notre

manière d'en juger : ce qui a pu être sauvé une fois ne peut l'être toujours; mais toutes les considérations prises de la balance de l'Europe subsistent, et il est toujours désirable de maintenir, s'il est possible, une répartition équitable de force et de territoire. La France est, surtout en cette question, la gardienne de l'équité. Aucune puissance n'est moins intéressée qu'elle au partage de l'Orient. Sa part est faite d'avance, c'est l'Algérie. Rien ne la presse d'y ajouter quelque chose, et de s'étendre sur d'autres points du littoral de la Méditerranée. Elle est donc bien placée pour conseiller à tous la patience, la justice, la modération. Il faudrait des faits bien notoires et bien impérieux pour la déterminer seulement à prononcer cette parole : « Il y a lieu de partager l'empire ottoman, » car c'est de cela qu'il s'agit; c'est d'une Pologne immense que l'Europe aurait à faire sa proie. Des écrivains qui savent tout assurent que le moment est venu. D'autres, encore plus savans, prétendent que la parole qui le déclare est dite. Nous qui ignorons tout cela, bornons-nous à représenter qu'il y a une grande distance d'une délibération sur des mesures à prendre en commun pour protéger les chrétiens d'Orient à l'ouverture officielle, par voie de licitation diplomatique ou armée, de la succession des héritiers d'Othman et de Mahomet II, une grande distance entre la déclaration de l'opportunité d'aviser au partage et l'adoption d'un plan de partage exécutable, une grande distance enfin entre l'adoption d'un plan et l'exécution du plan adopté. Y songe-t-on bien? C'est l'expropriation d'une dynastie et d'un peuple opérée à force ouverte, de la Moldavie jusqu'à la Nubie, de l'Albanie jusqu'à la Perse! En vérité, il faut être bien convaincu que la supériorité de civilisation est un blanc-seing qui autorise à tout faire, pour raisonner de sang-froid d'une telle spoliation. C'est donc un terrible privilége que de s'appeler chrétien, quand on veut s'agrandir. Cependant, le droit concédé, dans cette succession infinie de points à régler et de partis à prendre, quelle inépuisable mine de conflits, d'hésitations, d'ajournemens, d'artifices, de ruptures, de violences! Que d'occasions de se suspecter et de se nuire! Le monde est changé, soit; mais il ne serait plus le monde des hommes, s'il était aussi simple de terminer une telle affaire que de la commencer. Nous faisons donc toute réserve sur les bruits qui ont couru; mais s'ils avaient de sérieux fondemens, si la question d'Orient était sérieusement posée en Europe, nous avouons qu'elle est d'une importance à effacer toutes les autres questions qui nous agitent. Il est évident qu'elle ouvrirait à chacun de telles perspectives, elle imposerait tant de soins, commanderait tant de ménagemens, susciterait tant d'inquiétudes et d'ambitions diverses, que toute puissance devrait craindre alors de se faire un ennemi de plus,

qu'aucune ne pourrait être tentée de se créer spontanément, pour d'autres intérêts devenus aussitôt secondaires, une difficulté et une opposition nouvelles. Chacun enfin pourrait être amené à transiger sur toute chose pour avoir satisfaction sur une seule. Reconnaissons encore que si la France se prévalait de son désintéressement dans le partage pour exercer une médiation morale et réclamer de tous une solution pacifique, elle pourrait rendre un grand service à la civilisation et à l'humanité, et justement obtenir, ailleurs qu'aux confins de l'Asie, des compensations aux agrandissemens que sa tolérance ou son concours aurait laissés à des puissances rivales. Mais, encore une fois, c'est là une pure hypothèse qui n'est permise que la plume à la main, et avant qu'elle se réalise, le Danube et le Borysthène auront encore versé bien des fois tout le volume de leurs eaux dans la Mer-Noire.

## IV.

Les mouvemens européens, les révolutions de la politique internationale ont ce privilége d'éveiller, de captiver par excellence l'attention populaire, et il est à remarquer que dans les masses, et jusque chez les ignorans habitans des campagnes, les événemens extérieurs passent moins inconnus, excitent plus d'intérêt que ces révolutions domestiques qui devraient cependant influer plus directement sur le sort du peuple. C'est que la multitude aborde surtout la politique par l'imagination; les lumières et la réflexion lui manquent pour y atteindre par la raison. Ainsi s'explique cette empreinte universelle et profonde que laissent après eux les hommes extraordinaires, qui semblent plus faits pour être les héros d'un poème que ceux de l'histoire, ces hommes qu'on renonce à juger d'après les règles communes et qui s'emparent des esprits par l'admiration plus que par la reconnaissance. La raison en effet rabattrait beaucoup de la gloire qu'un facile enthousiasme décerne à leur génie, sans calculer le prix fatal dont les contemporains ont payé le spectacle qu'il leur a donné; elle contesterait cette gloire inutile, et finalement funeste, qui n'a fourni à l'humanité qu'un sujet d'éternel entretien. L'humanité même ne compte pas ainsi, et dans son abnégation aveugle elle s'immole par milliers d'hécatombes à l'égoïsme grandiose de ceux qu'elle renonce à juger comme des hommes, puisqu'elle en fait des demi-dieux. Un nom qui est dans toutes les mémoires a seul eu de nos jours le dangereux pouvoir de ne jamais soumettre celui qui l'a porté qu'à la mesure de l'imagination des hommes, de l'imagination qui, à proprement parler, n'a pas de mesure, et dépasse toutes les proportions pour atteindre par le vague à l'infini. Certes, on ne peut dire qu'il y a dix ans cette fa-

culté qui tient parfois une si grande place dans notre nature et dans notre histoire fût dans ses jours d'ardeur et d'audace. Les craintes suscitées par les événemens de 1848 et leurs suites inquiétantes avaient seules absorbé ce qui nous restait de goût pour l'exagération, et nous avions épuisé nos facultés inventives à grossir sans limites des dangers effectifs et d'apparens dangers. Or un tel emploi de l'imagination semble l'éteindre, et jamais nation n'a paru moins portée à l'exaltation qu'alors que, préoccupée exclusivement de l'ordre dans les cités et de la sûreté des propriétés et du commerce, notre France semblait n'avoir plus de sa vie à demander au pouvoir que les soins en grand d'un commissaire de police, regardant comme le bien suprême la paix des rues et des foyers. Alors sans doute l'imagination parmi nous semblait éteinte : elle s'est rallumée cependant. La France a longtemps hésité, résisté; elle ne voulait pas reprendre aux chances hasardeuses de l'existence sociale, et il n'a pas fallu moins que la puissante stimulation des événemens pour l'arracher aux préoccupations exclusives des intérêts matériels et économiques. On a pu douter longtemps, je l'avoue, que sa lassitude cédât à cet instinct aventureux de sa nature qui s'endort par momens et ne s'éveille que par intervalles. Les faits ont été les plus forts; en renouvelant sans cesse des provocations inattendues, ils ont ramené les esprits dans la sphère des spéculations, des prévisions, des aspirations qu'excite le spectacle des crises générales. L'Europe, se donnant sans cesse en représentation, a fini par attirer sur elle cette attention d'un peuple un moment subjugué par le souvenir de ses inquiétudes et la fatigue de ses épreuves. La France est redevenue jusqu'à un certain point un pays d'imagination, et la politique extérieure le sujet dominant des pensées et des discours. Qui répondrait cependant que ce fût l'aliment le plus sain qu'on puisse donner à l'esprit public? Séduite facilement par l'attrait de la nouveauté et l'apparence de la grandeur, l'opinion, dans un si vaste champ de conjectures et d'hypothèses, perd facilement de vue les règles du juste et du possible, et dans l'immensité des affaires et des questions les principes échappent et laissent place libre aux suggestions chimériques du raisonnement et de la passion, du raisonnement qui néglige les faits, de la passion qui ignore les scrupules. Toute nation qui ne songe plus qu'à la politique du dehors se néglige elle-même et va bientôt s'égarer. Un gouvernement qui mettrait tout son enjeu sur cette carte unique, en même temps qu'il donnerait beaucoup au hasard, perdrait, comme un navire sans lest, la faculté de se diriger avec méthode, de se ralentir quand il le faut, et de s'arrêter à temps. Je ne craindrai pas de dire que le conseil de se *connaître soi-même*, ce conseil qui semble tout philosophique, s'applique aux nations comme aux indivi-

dus, et peut servir de règle à la politique aussi bien qu'à la morale. Les peuples aussi font bien de penser à eux avant de porter au loin leur curiosité vagabonde, non qu'ils doivent s'engourdir dans une étroite préoccupation de leur bien-être et de leur repos; mais ils s'oublient, mais ils s'ignorent quand ils ne demandent à leur gouvernement que des spectacles émouvans qu'ils n'auront eux-mêmes ni choisis ni prévus. Penser à soi pour un peuple, c'est pourvoir à sa dignité, et sa dignité, c'est de rester l'arbitre de ses destinées. C'est de veiller par sa raison, de concourir par sa volonté à tout ce qui se fait en son nom. Sa dignité, c'est de fonder ou de maintenir celle de tous les citoyens qui le composent en les faisant maîtres de leur conscience, de leur pensée, de leur travail, de leurs suffrages. Sa dignité, c'est d'être libre. Le calcul de l'utile a son rôle, la spéculation conquérante a ses jours, l'imagination d'un grand peuple ne veut pas qu'on la néglige; mais avant tous ses calculs et tous ses rêves, il placera sa raison, s'il a une fois annoncé à l'univers qu'il s'appartient à lui-même. Quand on a fait la révolution française, on répond de soi, et la responsabilité n'est à l'abri que sous la garde de la raison. C'est la raison, premier apanage de la race humaine, qui est aussi pour un peuple le principe du devoir et du droit, qui lui apprend à concilier les nobles choses et les choses utiles. Par elle, il s'élève sans s'égarer; sans s'abaisser, il se ménage; il sait oser ce qu'il faut oser et craindre ce qu'il faut craindre. Par elle, au-dessus des succès de la force et des joies de la prospérité, il met la justice; mais si l'on a dit qu'il faut être juste pour être libre, il est encore plus vrai qu'il faut être libre pour être juste, car la raison et la justice en politique sont le prix du concours, et, seul, le débat public les met en lumière et leur décerne la puissance. Revenons d'une erreur trop répandue par l'artifice et la peur; on nous a trop dit que la liberté politique ne traînait après elle qu'agitations et désordres, que du sein des discussions qui l'attestent et l'alimentent ne naissaient que péril et calamité, comme si l'indifférence servile de tout un peuple ne pouvait pas l'entraîner à la dérive jusqu'au sein des crises qu'il n'a pas su prévoir, comme si le trouble et la ruine n'étaient jamais sortis des délibérations d'un despotisme silencieux! C'est la liberté au contraire qui, éclairant un peuple dans sa marche, lui montre la voie qu'il doit suivre; c'est elle qui seule le rend capable de comprendre les expériences qu'il a faites, les leçons qu'il a reçues. C'est elle qui, par un orageux apprentissage, le ramène à la sagesse, à la modération, à la justice. La liberté est le port après avoir été la tempête.

CHARLES DE RÉMUSAT.

# PROGRÈS ET DÉCOUVERTES

# DE LA MÉTÉOROLOGIE

*Klimatologische Beiträge*, von Dove, Berlin, 1857-1860. — *Annuaire de la Société météorologique de France*, 1853-1859.

Il est une science à la portée de tous les esprits, qui, pour être cultivée, même avec succès, ne demande presque aucune préparation, qui fournirait facilement une ressource admirable à ceux qui, peu disposés à s'assujettir à des études préliminaires longues et ardues, se sentiraient néanmoins quelque goût pour l'observation des phénomènes naturels : on pourrait l'appeler plaisamment la science de la pluie et du beau temps, bien qu'elle se décore d'ordinaire du nom assez magnifique de météorologie. Le baromètre, le thermomètre, la girouette, sont les simples instrumens qu'elle emploie; son champ est l'atmosphère terrestre, dont elle s'efforce d'analyser les mouvemens réguliers ainsi que les perturbations.

Comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, ainsi nombre de gens ont fait et font encore de la météorologie sans en connaître même le nom. On s'est à toute époque occupé de comprendre les signes du temps; le laboureur les consulte pour ses cultures, l'homme de guerre dans ses expéditions, le marin dans ses voyages. Que d'observations le paysan n'a-t-il pas le loisir de rassembler pendant ces longues journées passées en face de grands horizons! Son œil contemplatif s'accoutume à lire dans le ciel, à saisir dans les formes et les lignes des nuages, dans les tons de la lumière, dans la trans-

parence variable de l'air, une infinité de nuances qui échappent à celui qui ne vit pas au sein même de la nature. Le paysan n'a pas besoin de girouettes pour savoir d'où vient le vent, d'anémomètres pour en mesurer la force; le balancement des arbres, le mouvement léger des graminées qui se penchent, la direction des nuées, lui en apprennent assez : il sait d'où vient la pluie, comment se forment les orages, comment s'annonce une belle journée; son langage est semé d'expressions riches et originales qui peignent toutes les variations, tous les pronostics du temps. Il ne faut pas dédaigner cette science pratique, fruit d'une expérience séculaire, ni ces dictons où elle s'exprime sous forme naïve; si les explications qu'elle propose sont souvent erronées, les faits qu'elle prend pour base sont toujours certains. La lune rousse, par exemple, ne mérite assurément pas toutes les invectives dont elle est l'objet; mais il est incontestable que la période de l'année qu'on désigne ainsi est très dangereuse pour les jeunes pousses, souvent gelées et roussies par le refroidissement nocturne, parce qu'elles s'abaissent alors à une température inférieure à celle de l'air. Les paysans attribuent cet effet à la lune, parce que le rayonnement agit avec d'autant plus d'énergie que le ciel est plus serein, et que la lune par conséquent brille avec plus d'éclat. C'est dans les pays de montagnes, où le temps est si incertain et change avec tant de rapidité, qu'on a souvent occasion d'apprécier cette connaissance locale des climats, qui ne fait défaut aux habitans d'aucun pays. Dans les Alpes, on peut toujours se fier presque aveuglément, sous ce rapport, à ces excellens guides dont la prudence et la perspicacité sont vraiment admirables. Qu'un orage, que la pluie vous surprenne et vous emprisonne dans quelque chalet écarté, ne cherchez point à faire prévaloir votre avis contre celui de votre guide; de temps en temps il ira humer l'air à la porte, regardera les divers coins de l'horizon, et quand il vous donnera le signal du départ, vous pourrez le suivre sans crainte. La façon dont les vapeurs rampent le long des montagnes, la hauteur qu'elles atteignent, le point où elles s'accumulent, tout lui fournit des indications précieuses, rarement mises en défaut.

Les matelots ont une science toute semblable. L'habitude des longs voyages, des climats différens, les familiarise avec une foule de phénomènes météorologiques qu'ils interprétent avec une grande sûreté de jugement. Ils connaissent les caractères d'un temps sûr et d'un vent favorable, savent discerner les pronostics de ces tempêtes redoutables qui, surtout dans certaines mers, font subir aux navires les plus terribles dangers. Les expressions ne manquent pas dans la langue technique des hommes de mer pour peindre tout cet ensemble de signes menaçans qui précèdent une grande convulsion naturelle,

l'aspect effrayant du ciel, les nuages accumulés en lourdes et sombres masses, la couleur des flots, les formes particulières des crêtes écumeuses qui tracent comme des éclairs fugitifs sur le fond céruléen des eaux, les dentelures bizarres de l'horizon qui indiquent une mer soulevée et horriblement agitée.

Les paysans et les marins sont donc meilleurs appréciateurs du temps que les citadins, dont l'horizon est pour ainsi dire borné à l'enceinte des villes. Ceux-ci néanmoins portent le même intérêt aux phénomènes de l'atmosphère. Si ce n'est, à la ville comme aux champs, le sujet le plus important des conversations, c'est presque toujours le premier, celui sur lequel on retombe le plus naturellement, la planche de salut que l'on tend aux timides et aux sots. On a toujours parlé du temps, si l'on n'a pas toujours parlé de météorologie, et, bien que le nom ait été inventé de nos jours, je suis tenté de croire que nos aïeux avaient plus que nous souci de ce qu'il représente. En faut-il donner une preuve? On voit bâtir aujourd'hui nombre de belles maisons, de châteaux, où l'architecte a oublié la girouette. Jadis, dessinée avec goût, de formes originales, elle ornait toujours les toits des habitations. Il y a quelque chose de poétique dans cet emblème du changement et de la fixité réunis dans un seul objet : n'est-ce pas l'image de notre propre vie, de tant d'efforts, de troubles, de luttes sur un point étroit où l'on naît, et où il faut mourir? La girouette domine la maison; elle marque fidèlement toutes les incertitudes, toutes les tempêtes du ciel; au-dessous s'agitent toutes les passions humaines. Elle grince encore, à demi usée, au-dessus des vieilles demeures désertes, que plus rien n'anime au dedans, et ses brusques mouvemens forment un contraste lugubre avec le calme et le silence que la mort et l'oubli ont laissés derrière eux. Qui n'a admiré les magnifiques baromètres et thermomètres du XVIII^e siècle, véritables meubles usuels, construits avec luxe et solidité, larges, grands, faciles à consulter? Chaque membre de la famille devait évidemment tous les jours en lire les indications. Où sont aujourd'hui les baromètres dans nos maisons élégantes? On n'en connaît plus guère qu'un seul, celui des fonds publics. Y a-t-il encore, dans notre temps affairé, des hommes qui conservent assez de loisirs pour se livrer à l'étude patiente et régulière de quelques phénomènes naturels, qui, au milieu de tant d'agitations morales, conservent assez de quiétude d'esprit pour s'asservir, sans y être tenus par des fonctions spéciales, à des observations minutieuses, faciles, mais qui réclament une extrême régularité? Où sont d'ailleurs les hommes assez modestes pour consentir à accumuler durant une longue suite d'années des chiffres ingrats, pour se livrer à des calculs absolument désintéressés, qui ne peu-

vent rapporter aucun profit, qui ne mènent ni à la fortune, ni à la réputation? Bien peu en vérité se contenteront d'ajouter un élément unique à une foule d'autres élémens, dans la seule espérance que de ce vaste ensemble surgisse un jour quelque grande théorie. De là même sont nées pour la météorologie des conditions nouvelles qui méritent examen.

Bannie de nos foyers, où nous pourrions si facilement la recevoir, la météorologie s'est vue forcée de s'installer dans des observatoires spéciaux : elle y absorbe d'une manière fâcheuse un temps qui pourrait être plus utilement consacré à l'observation des phénomènes célestes. Tandis qu'associée aux travaux et aux occupations ordinaires, surtout parmi ceux qui habitent la campagne, elle pourrait remplir agréablement des heures trop souvent inoccupées, elle n'est plus qu'une fatigue et un objet de dégoût pour ceux qui dans les grands observatoires ou dans des stations spéciales en sont devenus les victimes. En prenant le rang de science officielle, elle a dû former ses cadres; elle a enrégimenté et assujetti des intelligences d'un ordre souvent supérieur à des soins qu'elles doivent trouver fastidieux, en comparaison des objets plus élevés qu'elles se sentent capables d'atteindre. Ce mariage un peu forcé qui s'est opéré par le hasard des circonstances entre l'astronomie et la météorologie a sans doute quelques avantages réels, mais ce n'est pas toujours la science qui en tire profit. Que d'illusions ne crée pas dans la masse du public le mot d'observatoire! Tout d'abord il éveille le respect, l'admiration instinctive pour les plus hautes études, les spéculations les plus transcendantes. Tout le monde ne fait pas très nettement la distinction entre un observatoire astronomique et un observatoire météorologique, surtout depuis qu'un très grand nombre d'établissemens ont à la fois ce double caractère. Les météorologistes recueillent ainsi une part de la considération qui de tout temps et à fort bon droit s'est attachée aux astronomes de profession, et ils acquièrent quelquefois, à bien bon marché, la réputation de vrais savans. Ceux qui sont placés à la tête des observatoires astronomiques peuvent de leur côté, quand l'esprit de recherche scientifique s'y éteint et que les découvertes y font défaut, être tentés de créer des illusions sur la fécondité des établissemens qu'ils dirigent, sur le nombre et l'importance des travaux qui s'y poursuivent, en accumulant d'indigestes observations météorologiques dans de majestueux in-quarto qui trouvent une place obligée sur les rayons des bibliothèques savantes. On conçoit ainsi jusqu'à un certain point la défiance avec laquelle des esprits sérieux ont parfois accueilli les prétentions de la météorologie; ils ont craint sans doute de voir les études importantes sacrifiées à des recherches moins utiles, noyées dans une mer de chiffres stériles; ils n'ont pas vu sans inquiétude la

science nouvelle prendre une place de plus en plus prépondérante dans des lieux où elle ne devrait être qu'une humble auxiliaire. Quand la munificence princière ou publique édifie des observatoires astronomiques dans des contrées peu mûres pour un mouvement scientifique sérieux, on peut être certain que la météorologie s'y fera la part du lion, parce qu'elle ne réclame pas de ceux qui la cultivent la forte éducation mathématique, les qualités d'ordre supérieur nécessaires à l'astronome véritable. Que d'exemples de ce genre ne pourrait-on citer, aux États-Unis, en Russie, dans d'autres pays encore!

Toutefois cette réaction contre la météorologie a été poussée jusqu'à l'injustice : on est allé jusqu'à dire qu'elle n'avait aucune utilité, que, privée de méthode, elle n'avait pas même d'objet bien déterminé. Pour montrer l'exagération de ces reproches, il suffit de rappeler quels services a déjà rendus cette branche spéciale de la météorologie qui a la mer pour domaine. Les cartes de Maury, le directeur de l'observatoire national de Washington, sont une œuvre dont les hommes de mer reconnaissent toute l'importance. En contribuant à augmenter la célérité ainsi que la sécurité des voyages, l'officier américain a rendu à l'humanité un de ces bienfaits qui ne peuvent se mesurer, parce que les effets s'en multiplient sans cesse et sortent indéfiniment les uns des autres. Il est bien vrai qu'on peut invoquer les travaux mêmes de Maury pour prouver que la météorologie n'arrive à des résultats appréciables qu'autant qu'elle s'applique à des questions nettement définies et se crée des méthodes propres à faire sortir une théorie du chaos des observations individuelles amassées pendant un grand nombre d'années. Le défaut de méthode et l'incertitude même des problèmes sont, on doit bien le dire, les vices principaux de la science nouvelle. La plupart de ceux qui s'y adonnent ne s'assignent aucun but positif; sous prétexte que les théories ne doivent se fonder que sur l'observation des faits, ils enregistrent machinalement des nombres qui ne disent rien à l'esprit et qui restent oubliés dans la poussière des bibliothèques, faute d'une méthode propre à extraire des observations ce qu'elles contiennent d'essentiel, à les condenser, à les résumer dans une synthèse graduelle et de plus en plus générale.

La météorologie n'a pas jusqu'ici de véritable doctrine; aussi, pour en faire connaître l'état actuel, il suffit presque d'énoncer les objets divers qu'elle poursuit, car ses efforts n'ont encore été sur aucun point couronnés d'un complet succès. Le but immédiat de l'observateur est la connaissance du temps; mais qu'est-ce que le temps? Nous en parlons tous les jours, sans analyser les élémens complexes qui entrent dans ce simple mot. Bien portans ou malades, nous ressentons tous plus ou moins vivement les effets de cet ensemble at-

mosphérique qui se modifie à toute heure autour de nous : un air plus ou moins chargé, la chaleur et le froid, l'humidité ou la sécheresse, l'état électrique, toutes ces circonstances agissent sur notre santé, notre humeur, sur le développement de la nature animale et végétale. Un changement d'une fraction de degré dans la température moyenne de la surface terrestre serait un arrêt de mort pour des milliers d'êtres animés, et le malade est obligé d'aller de climats en climats chercher un air qui puisse soulager ses souffrances.

A l'aide de quels instrumens pouvons-nous scruter toutes les particularités du temps? Il en faut bien peu : il suffit de mesurer le poids et la température de l'air, l'humidité qui s'y trouve, la direction et la force des vents, la quantité d'humidité qui se condense sous forme de pluie. L'instrument qui nous apprend quelle est la pression de l'air est, chacun le sait, le baromètre. C'est une balance d'une extrême délicatesse, où une colonne de mercure fait équilibre à la colonne aérienne qui se trouve au-dessus de nos têtes et comprime notre corps : elle nous révèle toutes les fluctuations de cette grande mer aérienne au sein de laquelle nous vivons. Les hommes peuvent exister sous des pressions atmosphériques très différentes; ceux qui sont sur le bord des mers reçoivent tout le poids de l'atmosphère, ceux qui habitent les montagnes portent en moins le poids d'une colonne d'air égale en hauteur à l'élévation du point où ils se trouvent au-dessus du niveau général de l'Océan. L'organisation humaine paraît se prêter, sous ce rapport, à des circonstances notablement différentes : ainsi la ville de Mexico a 2,277 mètres d'altitude; Quito, dans l'Amérique du Sud, est à 2,908 mètres au-dessus du niveau de la mer; Puno, sur les bords du lac de Titicaca, n'a pas moins de 3,912 mètres d'altitude : c'est à peu près l'élévation de l'Aiguille-du-Midi (3,986 mètres) en Savoie. L'homme peut donc vivre dans des régions où le voyageur ressent d'ordinaire ce qu'on nomme le mal des montagnes : c'est une souffrance très vive, qui tient à la raréfaction de l'air, à l'abaissement de la température, et que M. Gay-Lussac éprouva dans sa fameuse ascension en ballon.

Il y a dans chaque point de la terre une pression barométrique normale qui dépend de l'altitude au-dessus du niveau général des eaux; mais cette pression est soumise dans tous les lieux à de légères variations, parce que la mer atmosphérique qui passe au-dessus de nos têtes a ses flux et ses marées, et ne conserve pas constamment, à cause de sa nature aérienne et changeante, la même densité. Les hauteurs de la colonne mercurielle dans le tube barométrique se mesurent en millimètres et en dixièmes de millimètres, ainsi que l'on peut s'en assurer dans les tableaux que l'Observatoire a pris l'habitude de publier. L'évaluation de longueurs aussi faibles que des dixièmes de millimètres s'obtient à l'aide d'un petit instru-

ment très ingénieux, nommé *vernier*, qui glisse le long de l'échelle barométrique fixe, et qui doit être adapté à tous les baromètres de précision. Dans les mêmes tableaux, on voit inscrite à côté de la pression barométrique l'observation de la température de l'air. Ces deux élémens doivent toujours être réunis, parce que le météorologiste, chaque fois qu'il fait une observation barométrique, doit la corriger en cherchant quelle modification elle subirait, si la température de l'air était constante et égale à zéro. Si cette hypothèse était réalisée, le mercure subirait, dans la colonne de verre où il monte et descend, un léger mouvement, dont la valeur s'obtient très facilement par un petit calcul. C'est pour faire cette correction qu'on observe toujours la température après avoir fait une observation barométrique, et c'est dans cette vue qu'un thermomètre est souvent fixé sur les baromètres mêmes. Indiquons quelques précautions à prendre pour ceux qui se livrent à ce genre d'observations. Ils doivent toujours avoir soin de placer le baromètre à une place où le soleil ne puisse pas l'échauffer, et éviter pour la même raison de le tenir rapproché du feu. L'instrument doit être maintenu aussi verticalement que possible et être fixé d'une manière bien solide. Le baromètre employé dans la plupart des stations météorologiques porte le nom de baromètre de Fortin : le mercure y est, pour chaque observation, ramené au même niveau dans la cuvette où il reçoit la pression de l'atmosphère. On arrive à ce résultat en tournant une vis qui comprime ou abaisse le fond élastique sur lequel pèse le mercure jusqu'à ce que le niveau du métal touche exactement la pointe effilée d'un petit cône d'ivoire fixe. On est assuré que le contact est rigoureusement obtenu quand ce cône et son image sur le miroir mercuriel ne se touchent que par un seul point. On fait aujourd'hui beaucoup de baromètres métalliques qu'on nomme anéroïdes : ce sont des boîtes cylindriques en métal où l'on fait le vide, et dont le fond cède sous la pression variable de l'atmosphère. Les indications de ces instrumens sont très irrégulières et tout à fait insuffisantes pour l'observation scientifique; ils sont néanmoins très commodes pour des besoins ordinaires, surtout en mer, à cause de la facilité avec laquelle on peut les suspendre, sans crainte qu'ils se brisent, comme les baromètres en verre.

L'observation barométrique se complète encore, dans les tableaux météorologiques, par l'indication de la direction régnante du vent et de l'état général du ciel. Ces élémens sont d'une importance capitale dans l'appréciation exacte du temps et des changemens qui s'y préparent. Aidé de ces informations, un observateur judicieux peut jusqu'à un certain point se flatter de prédire le temps : je ne voudrais pas, bien entendu, lui donner le conseil de s'attribuer le rôle d'un Mathieu Laensberg, de faire des prédictions à long terme,

et d'annoncer, avec l'imperturbable confiance des almanachs, des événemens météorologiques certains. Prédire à l'avance des étés froids, des hivers chauds, des perturbations dans les caractères ordinaires des saisons, c'est spéculer un peu trop largement sur la bonhomie et la crédulité du public. Ce n'est que pour un terme très rapproché qu'on peut arriver à prédire le temps, quand on a par une longue observation acquis la parfaite connaissance d'un climat; encore ne peut-il être question que de probabilités plus ou moins fortes, et jamais de certitude complète. On croit généralement que le baromètre est l'instrument exclusif d'une semblable recherche, qu'il sert surtout à annoncer le beau ou le mauvais temps : cette doctrine est si bien établie, que les divers attributs du temps sont inscrits le long des divisions de l'échelle barométrique. Torricelli avait déjà observé lui-même que le baromètre baisse à l'approche de la pluie, et monte quand le temps se met au beau; mais cette règle souffre des exceptions. Il faut bien comprendre que le baromètre n'indique jamais qu'un état *actuel* de l'air, et ne fournit aucune indication absolue sur les modifications qui peuvent s'y opérer. Le mercure monte aujourd'hui, qui peut affirmer qu'il continuera à monter demain, ou me dire s'il reviendra à son ancien niveau? Il est heureusement un phénomène météorologique dont les indications sur ce point essentiel complètent de la manière la plus heureuse celles que donne le baromètre, c'est le phénomène du vent. En regardant d'où il souffle, on peut, non point avec certitude, la certitude est exclue des spéculations météorologiques, mais avec un grand degré de confiance, annoncer quel sera le changement le plus prochain dans la direction du vent, et en déduire, connaissant l'état actuel du ciel, les changemens qui en résulteront dans le temps. Énoncer une semblable proposition, c'est reconnaître implicitement que les variations de la rose des vents ne sont pas absolument arbitraires et sont soumises à une loi générale.

La découverte de la loi qui règle les vents est la conquête la plus importante que la météorologie ait faite de nos jours. Tout l'honneur en est dû à un savant berlinois, M. Dove, qui depuis de longues années enrichit la science nouvelle par les plus remarquables travaux. C'est dans les ouvrages de cet éminent physicien, dont les études se poursuivent encore aujourd'hui, que la météorologie peut chercher ses meilleurs titres pour prétendre au nom de science, qu'on a quelquefois voulu lui dénier. Expliquons en quoi consiste la loi à laquelle le nom de Dove reste attaché, et qu'on appelle aussi quelquefois la loi de rotation des vents. L'air participe au mouvement de rotation qui emporte la terre autour d'un axe. Nul au pôle, ce mouvement atteint des vitesses de plus en plus fortes jusqu'à l'équateur. Lorsque, par quelque cause particulière, une masse d'air se trouve poussée

plus près de l'équateur, elle arrive dans des régions où la vitesse rotative de la terre est supérieure à la sienne; il en résulte que ce courant polaire avance plus lentement vers l'orient que les points de la surface du globe qui sont au-dessous de lui, et paraît ainsi, pour un observateur placé sur la terre, se mouvoir d'orient en occident. Si j'ai bien expliqué ce phénomène, on comprendra que tous les vents qui viennent du pôle nord et se dirigent vers l'équateur sont, par suite du mouvement même de la planète, déviés de plus en plus vers l'ouest, et tendent ainsi graduellement à se convertir en vents d'est. Ainsi, quand un courant polaire s'établit dans l'atmosphère, on le voit venir d'abord du nord, puis du nord-est, enfin de l'est. En comparant la rose des vents à une horloge, on peut dire que le vent tourne du nord à l'est dans le même sens que les aiguilles. — Si maintenant, au lieu d'un courant polaire, il s'agit d'un courant équatorial ou parti de l'équateur, il montera d'abord, je suppose, directement vers le nord; mais, pénétrant dans des latitudes où la vitesse du mouvement de la surface terrestre s'atténue de plus en plus, le courant, qui conserve sa vitesse rotative, ira plus vite vers l'orient que les parties de la terre qu'il dominera. L'air paraîtra donc venir du côté de l'occident, et s'infléchira de plus en plus dans cette direction. Les vents du sud ont donc une tendance naturelle à tourner vers l'ouest, et entre ces deux points cardinaux le vent se meut encore dans le même sens qu'entre le nord et l'est, comme une aiguille d'horloge, pour rester fidèle à ma comparaison.

Tous les courans aériens ont pour origine une différence de température dans les diverses parties de l'atmosphère. Considérons par exemple une île entourée par l'océan : dans la journée, la surface solide de l'île s'échauffe plus vite que le miroir des eaux; au-dessus du sol, l'air, de plus en plus léger, montera dans les parties hautes de l'atmosphère, et sera remplacé à mesure par de l'air des régions marines environnantes. Cet appel d'air n'est autre chose que ce que l'on nomme la *brise de mer*. La nuit, un phènomène inverse a lieu; l'île se refroidira plus vite que la mer, et l'air, se mouvant en sens inverse, formera la *brise de terre*. Agrandissons ces phénomènes : au lieu d'être quotidiens et locaux, qu'ils se produisent sur les grandes masses terrestres du continent asiatique et sur l'Océan-Indien, qui les environne; les brises de mer et de terre vont devenir ce que les marins nomment les *moussons*, vents qui soufflent une partie de l'année du côté des terres brûlantes de l'intérieur de l'Asie, l'autre partie de l'année en sens opposé. Enfin prenons pour théâtre du phénomène la terre entière, et nous comprendrons pourquoi, la planète étant sans cesse échauffée sous les tropiques et refroidie aux pôles, deux courans atmosphériques fondamentaux et permanens doivent s'établir, l'un poussant l'air refroidi vers l'équa-

teur, l'autre ramenant l'air chaud vers les pôles. Dans la région des tropiques, ces deux courans sont bien distincts et nettement séparés; ils restent superposés l'un à l'autre sans se mélanger; le courant inférieur forme ce qu'on nomme les vents alizés, si remarquables par leur constance et si favorables à la navigation. Dans la zone des climats tempérés, le courant équatorial et le courant polaire, ou en d'autres termes le vent chaud et le vent froid, sont au contraire constamment en conflit, et c'est à ce perpétuel combat que tient l'extrême variabilité du temps à nos latitudes.

On a vu comment le vent du sud tend à tourner vers l'ouest, et celui du nord vers l'est; aussi peut-on dire que dans toutes nos régions européennes, en Angleterre, en France, en Allemagne, il n'y a que deux vents principaux, dont l'un oscille entre le sud et l'ouest et vient le plus généralement du sud-ouest, dont l'autre s'agite entre le nord et l'est et nous arrive de préférence dans la direction du nord-est. Dans les deux autres quadrans de la rose, entre l'ouest et le nord, l'est et le midi, il n'y a, on peut le dire, que des vents de transition, qui marquent le passage d'une des directions principales à l'autre. Lorsque le courant polaire doit succéder au courant équatorial à la surface de nos terres, le vent se porte du sud-ouest à l'ouest, puis passe rapidement du côté du nord. Le courant polaire règne pendant quelque temps, devient de plus en plus oriental; de l'est, le vent saute vers le midi, et la même série de phénomènes se reproduit ainsi perpétuellement. La comparaison de la rose des vents avec une montre est donc, on le voit, parfaitement exact; seulement, tandis que dans cette dernière l'aiguille avance avec une vitesse uniforme, dans la rose le mouvement de rotation des vents se fait avec des vitesses très inégales, et les courans séjournent surtout dans les angles opposés du nord-est et du sud-ouest.

Cette prédominance successive des vents détermine complétement les particularités les plus générales de nos climats. Le vent du nord et du nord-ouest vient du pôle; l'air qu'il amène est froid, par conséquent lourd; il fait monter le baromètre; l'air qu'il rencontre est plus chargé de chaleur et d'humidité, puisque le courant polaire succède au courant équatorial : à ce contact, le vent du nord s'échauffe et s'empare de la vapeur d'eau, c'est-à-dire qu'il emporte et dissout les nuages. En hiver, ce vent de bise donnera donc un temps froid et clair; en été, il éclaircira aussi le ciel et modérera la chaleur. On a remarqué que le vent polaire a en hiver une tendance plus septentrionale, en été plus orientale. Or, dans la partie de l'Europe que nous habitons, plus le vent se rapproche de l'est, plus il nous arrive desséché après avoir balayé les grandes régions continentales du nord de l'Asie, les monts Ourals et la Russie.

Le courant équatorial atteint nos latitudes dans la direction du sud-ouest; il a passé sur la plaine liquide de l'Océan-Atlantique, et s'y est, grâce à sa température élevée, chargé d'une immense quantité de vapeur d'eau. L'air chaud et humide qu'il nous apporte est léger et fait descendre le baromètre. Quand le courant équatorial pénètre dans un pays refroidi par le courant polaire, la vapeur d'eau qu'il porte se condense, le temps se couvre; en hiver, la température s'adoucit, il pleut ou neige, suivant le degré de froid qui régnait auparavant; en été, il pleut, le temps devient d'abord assez doux, parce que les nombreuses couches de nuages qui se forment par la condensation de la vapeur d'eau interceptent les rayons du soleil comme un écran, et que, d'une autre part, la condensation de la vapeur en pluie absorbe une grande quantité de la chaleur de l'air. Si alors le vent du sud-ouest persiste, l'air en prend peu à peu la température, les nuages se dissipent et se résolvent en vapeur d'eau invisible, le ciel devient d'une admirable clarté : bientôt commencent les chaleurs lourdes et accablantes qui préparent les orages.

Tous les autres vents, je l'ai déjà dit, ne sont que des intermédiaires entre ces deux grands courans atmosphériques, polaire et équatorial : aussi partagent-ils en quelque sorte les caractères de ces courans, dont ils marquent la succession. Le vent du nord étant froid, le vent de l'ouest humide, le vent du nord-ouest doit naturellement être à la fois humide et froid. Les vents qui soufflent entre l'est et le sud sont secs et chauds. On a remarqué que le vent d'est, lors même qu'il est très chaud, donne rarement lieu à des orages à cause de sa grande sécheresse. Pour qu'il soit accompagné de ce phénomène météorologique, il faut que plusieurs jours de très forte chaleur aient amené l'évaporation dans l'atmosphère d'une grande quantité d'eau; dans ce cas, les orages sont marqués par une extrême violence, car ils sévissent sur de vastes plaines continentales qui n'absorbent point l'électricité.

La direction du vent a une influence prépondérante sur les caractères du temps; mais les effets du même vent diffèrent suivant les conditions particulières de l'atmosphère qu'il traverse. S'il fait chaud, le vent froid occasionne une condensation de vapeur, et la pluie continue jusqu'à ce que l'air soit descendu à la température du vent. Quand cet équilibre est rétabli, le ciel redevient clair. Si pendant l'hiver le temps est doux et si le vent tourne du sud-ouest au nord-ouest, il doit, par des raisons semblables, commencer à neiger, puis le temps se met au beau et au froid. Fait-il au contraire froid quand arrive un vent chaud, ce vent se refroidira en abandonnant sa vapeur sous forme de nuages et de pluie, puis le ciel se découvrira de

nouveau. Ces alternances sont très fréquentes à l'époque des équinoxes; les ondées torrentielles et les échappées de soleil se succèdent alternativement, et ces variations sont alors une conséquence du passage du soleil dans un autre hémisphère et du trouble général qui en résulte dans l'atmosphère.

Pendant que le vent accomplit sa rotation régulière de l'est au sud, du sud à l'ouest, de l'ouest au nord, du nord à l'est, le baromètre en accuse sans cesse toutes les variations. Par le vent du nord-est, la pression barométrique dépasse d'environ 6 millimètres celle qu'on observe par le vent opposé du sud-ouest. Le baromètre nous apprend aussi quand le temps doit s'établir d'une manière stable. Pour le *beau fixe* par exemple, il monte un peu au-dessus de la pression maximum ordinaire; pour le *mauvais temps fixe*, il descend au-dessous du minimum de pression correspondant au vent équatorial. Quand on met les attributs du temps sur l'échelle barométrique, on inscrit *temps variable* en face de la division qui représente la moyenne barométrique de l'année entière. Dans leur mouvement giratoire, les vents, avons-nous dit, s'arrêtent de préférence dans nos climats à l'angle du nord-est et à celui du sud-ouest. Il faut ajouter que la station du vent se prolonge surtout dans ce dernier angle : c'est de ce côté que le vent souffle pendant une bonne moitié de l'année. On peut facilement en avoir des preuves en examinant par exemple dans quel sens s'inclinent les arbres isolés dans de grandes plaines où rien n'arrête l'effort des courans aériens; ceux qui font tourner les moulins à vent pour les amener dans la direction où ils peuvent le mieux recevoir l'impulsion de l'atmosphère connaissent bien cette prédominance des vents du sud-ouest. C'est à l'air chaud et humide du courant équatorial que l'Irlande doit cette belle végétation qui l'a fait surnommer la verte Érin. La prédominance des vents du sud-ouest dans toute la partie de l'Océan-Atlantique qui sépare les parages de la Nouvelle-Angleterre de ceux de la Grande-Bretagne explique aussi pourquoi la traversée des navires est plus rapide des États-Unis en Angleterre que dans le sens opposé.

Il faut, dans nos climats, un certain nombre de jours pour que le mercure du baromètre, après s'être élevé au-dessus du point le plus bas, revienne à son point de départ : cette espèce de marée du mercure, image raccourcie d'une grande marée atmosphérique, coïncide avec une rotation complète de la rose des vents. Ainsi se trouvent liés, par une loi générale, les mouvemens du baromètre et des courans aériens. Cette belle loi de la rotation des vents, déjà entrevue confusément par bien des observateurs, parmi lesquels nous pourrions nommer Aristote, Pline et Bacon, a été mise par M. Dove hors de toute contestation; elle est devenue en quelque sorte le fon-

dement de la météorologie. Dans nos pays, il faut environ de dix à vingt jours au vent pour exécuter sa rotation tout entière. Un pareil phénomène ne peut, on le conçoit aisément, avoir une absolue rigueur : la flèche de la girouette est parfois soumise à des oscillations, et ne tourne pas invariablement du même côté; mais au milieu de ces variations elle a un mouvement général que la loi de Dove exprime. Les rotations qui se font parfois dans le sens contraire à ce mouvement général, et qu'on pourrait nommer rétrogrades, n'atteignent jamais en ampleur les rotations directes. C'est ainsi qu'en observant la rose des vents pendant cinq années consécutives à Berlin, depuis 1831 jusqu'à 1835, on a trouvé qu'en moyenne, pour douze révolutions directes ou conformes à la loi de Dove, il n'y en avait que trois rétrogrades. La rotation ordinaire ne manque donc jamais de s'accomplir malgré ces interruptions. On comprendra bien ce phénomène en le comparant à la marche d'un homme qui, pour parcourir une certaine distance, ferait quelques pas en avant, puis un pas en arrière, puis avancerait de nouveau, pour reculer encore d'une quantité moindre. Ces reculs ne l'empêcheraient point, à la longue, d'arriver au terme fixé : il s'agit simplement pour lui de faire plus de pas vers son but qu'en sens contraire. A la réunion de l'association britannique pour l'avancement des sciences qui eut lieu à Glasgow au mois de septembre 1855, en rendant compte des travaux de l'observatoire météorologique de Liverpool, on montra que de 1852 à 1855 il y avait eu en moyenne vingt-cinq révolutions directes des vents dans cette ville sur neuf révolutions rétrogrades : la différence était donc égale à seize, c'est-à-dire que la flèche de la girouette était revenue seize fois à sa place première après s'être tournée vers tous les points de l'horizon. A l'observatoire de Greenwich, des observations faites pendant quatorze années, de 1842 à 1855, montrent qu'en moyenne la girouette revint treize fois par année, après des tours entiers, à la place occupée par elle au 1er janvier. A Bruxelles, ce chiffre s'est élevé à quatorze en moyenne, d'après M. Quételet, depuis 1842 jusqu'à 1846. Ces chiffres sont assez peu différens à Liverpool, à Bruxelles, à Berlin, et je pourrais même ajouter en Russie, car des observations faites à Kharkof par M. Lapshine montrent que l'excès des révolutions directes sur les révolutions rétrogrades s'y est élevé à quinze pendant les années 1845-1849. Ce fait important prouve que le régime des vents, si l'on pouvait employer ce mot, est à peu près le même partout, et que les effets s'en font sentir d'une manière assez uniforme sur des zones terrestres d'une très grande étendue.

Les gens de mer se sont toujours défiés à bon droit des mouvemens du vent qui s'opèrent en sens rétrograde; quand le vent passe

de l'ouest à l'est par le sud, on dit qu'il tourne contre le soleil; quand il passe de l'ouest à l'est par le nord, il suit le soleil. On comprend ainsi aisément ce proverbe des marins anglais :

> When the wind veers against the sun
> Trust it not, fort back it will run.

La loi de la rotation normale des vents a déjà été reconnue dans toute l'Europe, dans l'Amérique du Nord et dans l'autre hémisphère, sur la côte du Chili et à l'embouchure du Rio de la Plata. On peut dès ce moment admettre qu'elle a un caractère de généralité qui la rend partout applicable, et qu'elle est propre à donner les indications les plus sûres pour la prédiction du temps à des termes rapprochés. Pour l'interpréter d'une manière convenable, il est nécessaire de savoir exactement de quelle façon les instrumens météorologiques accusent les divers mouvemens du vent. Le baromètre descend à mesure que le vent va de l'est au sud-est et au sud; il arrive au point le plus bas par le vent de sud-ouest, remonte quand le vent vient de l'ouest, du nord-ouest et du nord, et arrive au point le plus élevé quand le vent se fixe au nord-est. Le thermomètre suit une marche également liée à la direction des courans atmosphériques; il monte par les vents d'est, du sud-ouest et du sud, reste stationnaire pour celui du sud-ouest, baisse pendant que le vent tourne de l'ouest au nord, remonte quand le vent dépasse le nord-est. Les oscillations ou les marées barométriques et thermiques obéissent donc fidèlement à la loi de succession des vents, et les arrêts, les points les plus élevés et les plus bas de l'échelle que longe le mercure, sont en coïncidence avec les directions les plus remarquables et les plus constantes du courant équatorial et du courant polaire. Quant à la vapeur d'eau constamment répandue en proportion variable dans l'atmosphère, elle suit directement dans son état d'élasticité les variations de la température, et elle exerce une pression d'autant plus forte qu'elle est à une température plus élevée. Il en résulte que la force élastique de la vapeur d'eau disséminée dans l'atmosphère augmente quand le vent passe de l'est au sud, devient stationnaire quand le vent franchit l'intervalle du sud et de l'ouest, diminue quand celui-ci passe de l'ouest au nord, et redevient stationnaire quand le courant polaire a la direction normale du nord-ouest. Les pressions de l'air sec suivent une marche exactement opposée : elles sont en rapport immédiat avec les variations du baromètre; or le poids de l'amosphère se compose du poids d'une certaine masse d'air sec augmenté de celui d'une certaine quantité de vapeur d'eau; les variations qui se produisent dans ce poids, dont le baromètre indique le total, se composent donc de deux élémens

distincts qu'il importe de connaître dans l'appréciation exacte du temps.

De cet ensemble d'observations on peut conclure sans difficulté qu'au point de vue de la prédiction du temps les indications du baromètre ont besoin d'être interprétées d'une manière judicieuse, et qu'il faut tenir compte de la rotation des vents et de l'état du ciel. Les échelles fixes qu'on attache aux baromètres, et sur lesquelles on écrit le temps en face des diverses hauteurs que le mercure atteint, peuvent être souvent trompeuses; entre autres défauts, elles ont l'inconvénient de s'appliquer aussi bien à l'hiver qu'à l'été, quoique les marées atmosphériques et par conséquent les marées barométriques soient bien plus considérables dans la saison froide que dans la saison chaude. L'échelle hivernale devrait occuper un espace au moins deux fois plus grand que l'échelle de l'été. La condensation de la vapeur d'eau et par conséquent la formation de la pluie, de la neige, du grésil, des brouillards, se produisent dans des circonstances barométriques toutes contraires, suivant que le vent souffle du côté de l'ouest et du côté de l'est; quand il souffle de l'occident, la condensation de la vapeur d'eau coïncide avec l'ascension du baromètre; quand le vent souffle du côté de l'est, elle coïncide au contraire avec la descente du mercure. C'est surtout parce que le premier de ces deux phénomènes manque rarement de se produire que le baromètre a conservé son crédit. C'est pour la même raison qu'on entend dire : la neige amène de nouveaux froids; cela est bien vrai quand elle tombe par un vent occidental, mais cesse de l'être quand le vent est oriental, ce qui est à la vérité beaucoup moins fréquent : dans cette dernière circonstance, le temps s'adoucit au contraire après que la neige est tombée.

Les instrumens qui nous apprennent de quelle quantité d'humidité l'air est chargé se nomment *hygromètres;* il y en a de toute sorte : tantôt c'est un cheveu qui, par la contraction ou l'allongement, indique l'état hygrométrique de l'atmosphère, tantôt on reproduit en petit dans des appareils variés le phénomène de la rosée, en obtenant la condensation artificielle de la vapeur d'eau atmosphérique sur une surface qui se refroidit et dont on connaît la température. Le rapport entre la température à laquelle cette rosée se forme et celle de l'air indique immédiatement la proportion de l'humidité qui s'y trouve répandue. Nos sens nous permettent aussi d'apprécier, quoique d'une façon grossière, l'état hygrométrique du ciel; ainsi, quand l'air est parfaitement sec, les objets nous paraissent plus lointains, les horizons plus profonds, les lumières éloignées semblent des points très faibles. Quand l'atmosphère est tout imprégnée de vapeur d'eau et que la pluie est prochaine, les horizons se rétré-

cissent, les plans les plus éloignés, au lieu d'être perdus dans une poussière nébuleuse, ont une netteté inaccoutumée, les montagnes lointaines prennent une teinte plus bleue; la nuit, les lumières s'entourent d'une large auréole et semblent plus colorées. Ce sont là des signes presque infaillibles de pluie; mais ces nuances qui tiennent aux distances, aux tons plus ou moins chauds de la lumière, à la netteté ou au vague du lointain, peuvent à peine se décrire en termes appropriés; l'observation personnelle et l'habitude de la contemplation permettent seules de les bien saisir.

La vapeur d'eau compte pour une proportion extrêmement variable dans le poids total de l'atmosphère qui pèse sur le baromètre, et, sans l'hygromètre, nous ne pourrions mesurer la part exacte qui revient à cet élément. M. Dove a le premier porté une attention sérieuse sur l'importante distinction qu'il y a toujours lieu de faire entre le poids de l'air et celui de l'eau qui s'y trouve évaporée. Dans certaines stations météorologiques qui jouissent d'un climat constamment très sec, l'un de ces élémens se trouve éliminé. Beaucoup d'observatoires météorologiques disséminés dans les grandes plaines de l'empire russe sont dans ce cas, ceux par exemple d'Ekaterinenbourg et de Nertshinsk. Sur ces points, on peut facilement étudier les variations diurnes de la pression barométrique, car, indépendamment des grandes marées qui tiennent à la rotation du vent, on y observe une petite oscillation barométrique journalière, déterminée par les changemens de température qui s'opèrent dans l'atmosphère durant un jour et une nuit. Partout où l'air est complétement sec, un abaissement correspond au moment où la température est la plus froide, un relèvement accompagne le moment le plus chaud de la journée. Dans les lieux ordinaires où l'air est humide, la même règle s'applique, pourvu qu'on ait soin de retrancher de la pression barométrique totale la part qui revient au poids de la vapeur d'eau. Outre les variations journalières du baromètre et celles que détermine la rotation des vents, on distingue encore celles qui différencient les diverses saisons de l'année. Dans ces derniers chiffres, la relation de la hauteur du mercure avec la température n'est pas aussi nettement marquée que dans l'intervalle de vingt-quatre heures; néanmoins l'on peut dire d'une manière générale que le baromètre se tient le plus haut dans les mois les plus froids, et le plus bas dans les mois les plus chauds.

Le baromètre et le thermomètre sont deux instrumens météorologiques inséparables. L'observation du thermomètre doit se faire chaque jour à des intervalles bien choisis, et devrait aussi avoir lieu la nuit. Il est souvent inutile de conserver tous les chiffres ainsi relevés quand ils ne doivent servir qu'à calculer la moyenne thermique de l'année entière ou celle des mois et des saisons. M. le pro-

fesseur Dove a réuni dans de magnifiques cartes publiées sous les auspices de l'Académie des sciences de Berlin les résultats des observations faites dans mille stations environ du globe. Sur ces cartes, les points qui jouissent de la même température moyenne sont réunis entre eux par des lignes qui donnent ainsi aux yeux une représentation graphique de la distribution de la chaleur sur le globe.

On connaît assez bien aujourd'hui tout ce qui se rapporte aux températures moyennes de l'année dans beaucoup de régions terrestres, ainsi qu'aux variations périodiques de la chaleur dans les différentes saisons; mais on est encore bien loin d'avoir approfondi ce qui touche aux variations irrégulières des phénomènes météorologiques. Il est incontestable pourtant que les climats subissent parfois une sorte de dérangement plus ou moins prolongé, et que les températures s'écartent d'une manière anomale des moyennes ordinaires que l'observation d'un très grand nombre d'années avait fait reconnaître. Ces déviations peuvent embrasser des saisons, sinon des années entières, et se font quelquefois remarquer sur des parties fort étendues de la terre. On a estimé que, pour élucider cette difficile question des perturbations irrégulières du temps, il est nécessaire de prendre des moyennes de température qui embrassent une période moindre qu'un mois, et dans la plupart des observatoires météorologiques on s'assujettit à enregistrer des moyennes qui comprennent cinq jours consécutifs. On arrivera sans doute un jour à de curieux résultats en comparant l'intensité des variations non périodiques dans les diverses parties de la terre; on reconnaîtra sur la planète des régions à climats plus ou moins stables, et l'on sera peut-être conduit à trouver l'origine de ces perturbations.

Les variations irrégulières du climat présentent un intérêt des plus vifs, parce qu'elles s'accompagnent d'ordinaire de toute une série de phénomènes météorologiques exceptionnels. Sous ce rapport, nous ne pouvons mieux faire que de jeter les yeux sur l'année qui vient de s'écouler, et qui mérite assurément une mention spéciale dans les fastes météorologiques. L'hiver de 1858 à 1859 fut, on peut s'en souvenir, peu rigoureux; l'été qui le suivit se montra très chaud, et même exceptionnellement sec; c'est à cette dernière circonstance sans doute qu'il faut attribuer l'apparition inattendue, dans la nuit du 28 au 29 août, d'une aurore boréale dont la splendeur fut admirée, non-seulement à Paris et dans tout le nord de l'Europe, mais jusqu'à Rome, où une semblable apparition est un phénomène très rare. L'aurore fut aperçue aussi à San-Francisco en Californie, au Canada, dans les États-Unis jusqu'à la latitude de Saint-Louis; dans la partie nord du continent américain, où les aurores boréales sont assez fréquentes, on n'en avait pas vu d'aussi belle depuis vingt ans. L'intensité des forces qui donnent naissance

à cette poétique et mystérieuse apparition doit avoir été très puissante, car le ciel s'illumina jusqu'à l'île de Cuba, qui se trouve pourtant placée au-delà du tropique du Cancer.

Une seconde aurore boréale, qui fut comme une terminaison de la première, se montra en quelques endroits le 2 septembre, notamment à la Guadeloupe et à Cuba, où cette nouvelle illumination fut même plus brillante que la première. L'hémisphère opposé à celui que nous habitons paraît avoir ressenti au même moment le contre-coup de ce grand phénomène magnétique. La nuit du 1er septembre, on aperçut une aurore australe dans le Chili, à Concepcion, à Santiago, à Valparaiso. Pendant toute la période de ces apparitions, le magnétisme terrestre paraît avoir été fortement en jeu, et notre planète ressentit ce qu'on peut nommer un véritable orage magnétique. Les délicates aiguilles dont les oscillations trahissent les moindres fluctuations de la force magnétique restèrent dans un état d'agitation continuelle et se trouvèrent comme affolées pendant une grande partie de ce temps. Plusieurs jours déjà avant l'aurore boréale vue à Paris, les mouvemens incohérens de la boussole attestaient à l'Observatoire de grandes perturbations; l'orage devint ensuite assez fort pour mettre obstacle à la transmission des dépêches sur un très grand nombre de lignes télégraphiques; les fils, qui sont toujours en communication avec la terre, se trouvaient parcourus par des courans venus du sol et tout à fait impossibles à contrôler. Le même fait se reproduisit aux États-Unis. Le 12 octobre, les aiguilles magnétiques ressentirent un nouvel orage à Paris, à Lisbonne, à Rome, à Pétersbourg; mais l'intensité de cette perturbation ne fut point assez grande pour permettre à l'aurore boréale de se montrer.

Il serait peu philosophique de ne pas chercher quelque connexité entre l'ensemble des phénomènes que je viens de rappeler et les ouragans qui se déchaînèrent pendant le mois d'octobre 1859 sur une partie de l'Europe. La tempête sévit principalement sur les côtes occidentales de notre continent, et notamment sur celles de l'Angleterre. De nombreux naufrages signalèrent la fatale nuit du 26 octobre, entre autres celui du bateau à vapeur le *Royal-Charter*, venant d'Australie avec quatre cents passagers, qui alla se perdre corps et biens non loin de Holyhead sur les rochers de la côte. La tempête n'épargna pas même les navires réfugiés dans les ports: dans celui de Holyhead se trouvait à l'ancre ce gigantesque *steamer* qui, nommé d'abord le *Leviathan*, s'appelle aujourd'hui le *Great-Eastern* (1). Durant la nuit du 25 octobre, l'énorme vaisseau courut

(1) Ce vaisseau-monstre, de 22,500 tonneaux, la dernière œuvre du célèbre Brunel,

les plus sérieux dangers. J'ai rarement lu un récit plus dramatique que celui d'un correspondant du *Times* qui se trouvait à bord pendant la tempête. Toute la nuit, il fallut mettre les roues en mouvement pour lutter contre l'effrayante pression qui raidissait les ancres et menaçait sans cesse de les rompre. La jetée qui fermait le port était dominée par un phare; longtemps elle fut assiégée par les vagues furieuses qui venaient de la haute mer; elle céda enfin, et en un instant les immenses madriers furent balayés par les vagues. Le phare s'écroula, et la seule lumière qui éclairât cette scène de désolation fut éteinte. La pluie tombait à torrens, le vent soufflait avec une telle violence qu'il était impossible d'entendre les ordres et de se tenir sur le pont du navire; on voyait passer de temps en temps les silhouettes sombres de quelques bâtimens en détresse que le vent poussait aux rochers de la côte. Le vaisseau géant put néanmoins résister à ce conflit des élémens; les madriers de la jetée vinrent embarrasser ses roues et son hélice, une des ancres céda, mais au matin le bâtiment était encore à sa place, au milieu d'une mer qui commençait à se calmer et balançait sur ses vagues déjà moins puissantes les nombreux débris dont elle était jonchée.

L'escadre d'évolutions anglaise subit également l'assaut de cette épouvantable tempête, et dans l'histoire des mouvemens qu'elle exécuta on a signalé des détails météorologiques d'un très grand intérêt. La flotte avait quitté Queenstown pour faire l'exercice à feu en pleine mer; dès que la tempête se déclara, l'amiral résolut de faire tête courageusement. Le vent atteignit bientôt une intensité effrayante, puis tout d'un coup il tomba, le ciel se découvrit et le soleil brilla quelque temps; après cette courte éclaircie, le vent vira subitement du sud-est au côté opposé de l'horizon, et l'ouragan un moment interrompu reprit toute sa fureur. Cette série de phénomènes indique que la tempête était du genre de celles que l'on nomme tempêtes tournantes ou cyclones, véritables trombes de vent qui balaient la terre en tournant sur elles-mêmes.

M. Dove, tirant profit de toutes les descriptions connues des tempêtes tournantes, est parvenu à élucider, mieux que personne ne l'avait fait avant lui, les lois qui règlent ces grandes perturbations atmosphériques. Il attribue les tempêtes tournantes au conflit de deux grands courans aériens qui soufflent dans des directions opposées. On ne saurait mieux faire comprendre le mouvement d'une semblable tempête qu'en le comparant à ceux des danseurs qui

paraît voué à toutes les mésaventures. Ses débuts ont été si malheureux qu'en ce moment les compagnies d'assurances demandent une somme six fois plus grande que de coutume aux hardis amateurs qui vont bientôt accompagner le *Leviathan* dans un voyage d'essai à New-York.

tournent tout en avançant. On peut observer le même phénomène en petit dans une de ces colonnes de poussière qui l'été balaient souvent les chemins. On les voit tourner légèrement et en même temps progresser, quelquefois vite, quelquefois avec une extrême lenteur. Un intéressant passage des *Observations sur les Tempêtes tournantes*, publiées par ordre de l'amirauté anglaise, donne une idée exacte de ces ouragans (1). « Un caractère remarquable de ces ouragans est l'accroissement de leur violence dans le voisinage du centre du tourbillon. Ceux qui ont acheté chèrement leur expérience en traversant le centre d'un de ces ouragans parlent du bouleversement de la mer comme de quelque chose d'horrible; s'élevant en montagnes pyramidales de tous les côtés de l'horizon, elle retombe sur le navire, et déferle sur lui comme sur un rocher. D'un autre côté, il y a des exemples d'un ouragan qui se calme brusquement au centre même du tourbillon, les nuages se dispersent pendant quelques courts momens trompeurs; mais bientôt, comme s'il acquérait une nouvelle force par un instant de calme, le vent revient en décuplant sa furie. On peut ajouter que peu de navires ont passé par une semblable épreuve sans y laisser leurs mâts ou leur gouvernail, ou même sans éprouver de plus grands malheurs encore, et que par conséquent, quelle que soit la perte de temps, de travail et de chemin que cela doive coûter, tout homme dans son bon sens doit s'éloigner du centre d'un ouragan. »

Tous ceux qui se sont attachés à l'étude de ces dangereuses tempêtes, qui balaient souvent des espaces immenses, ont observé que le mouvement de rotation s'opère toujours dans le même sens à l'intérieur du tourbillon aérien. Dans notre hémisphère, il a lieu en sens contraire à la marche du soleil, c'est-à-dire de droite à gauche, pour un observateur qui serait placé au centre. Dans l'hémisphère boréal, le mouvement se fait de gauche à droite. En parlant de la rotation normale des vents, j'ai fait voir que le vent tourne comme l'aiguille d'une horloge; dans le tourbillon des tempêtes, il tourne au contraire dans le sens opposé. Cette observation est extrêmement précieuse, car elle permet au navigateur qui croit être entré dans la zone d'une cyclone de gouverner de façon à échapper en ne courant que les moindres dangers. Les tempêtes tournantes ont pour théâtre habituel l'Océan-Atlantique, où elles suivent de préférence la grande courbe tracée par le courant marin nommé *gulf stream*, qui verse les eaux chaudes des tropiques dans les mers du nord; elles se font sentir aussi sur l'Océan-Indien et dans les mers de la Chine, où on les nomme *typhons*. Les points de départ habituels de ces trombes

(1) Nous empruntons la traduction de M. Hommey, lieutenant de vaisseau de la marine française.

aériennes sont les mers des Antilles, les parages de Madagascar et ceux des Philippines. Elles sévissent surtout dans chaque hémisphère après le solstice d'été, c'est-à-dire, dans notre hémisphère, du mois de juillet au mois d'octobre, et, dans l'hémisphère opposé, de janvier en avril. Dans l'Océan-Atlantique, elles sont le plus fréquentes pendant les mois d'août et de septembre; dans l'Océan-Indien, en septembre, octobre et novembre, quand la mousson du sud-ouest est remplacée par celle du nord-est.

Le baromètre annonce toujours les tempêtes tournantes par un abaissement exceptionnel, et les indications qu'il fournit sont particulièrement sûres dans les mers torrides, où les typhons sévissent avec le plus de fureur, parce qu'entre les tropiques il se maintient à des hauteurs tellement constantes qu'une variation importante permet de prédire à coup sûr une catastrophe. La vitesse de translation de ces tempêtes n'est pas très considérable; le centre du tourbillon ne parcourt que dix ou trente milles à l'heure : aussi, quand il traverse un continent, on peut aisément en suivre la marche et en annoncer l'arrivée par des dépêches télégraphiques. La force de ces ouragans est quelquefois terrible. En 1825, un rapport du général Baudrand constate que le vent enleva à la Guadeloupe trois pièces de 24; en 1837, pareille chose se renouvela sur les batteries de l'île danoise Saint-Thomas, l'une des Antilles; la même tempête fit d'épouvantables brèches au fort construit à l'entrée du port; une maison entièrement neuve fut arrachée à ses fondations. Sans remonter si loin, la tempête du 2 juin de l'année actuelle 1860 eut des effets semblables à Saint-Malo : la bourse en construction fut entièrement rasée, les charpentes et les murailles furent démolies, et il ne reste aujourd'hui que les fondations.

La question des tempêtes tournantes a été l'objet de remarquables travaux, dus principalement à M. Redfield, de New-York, qui a spécialement étudié la marche des ouragans qui balaient les côtes des États-Unis, et à sir William Reid, ancien gouverneur des îles Bermudes. Toutes leurs observations tendent à confirmer la justesse des inductions de M. Dove. Ils ont montré en outre que les tempêtes prennent naissance d'ordinaire dans la zone tropicale, commencent à se diriger dans la direction du sud-ouest au nord-est sur l'hémisphère boréal; qu'aussitôt arrivées dans la zone tempérée, elles dévient et marchent du sud-ouest au nord-est en s'infléchissant ainsi presque à angle droit. Dans la zone tropicale, le tourbillon conserve partout le même diamètre; dans la zone tempérée, il s'élargit de plus en plus à mesure qu'il arrive à des latitudes plus septentrionales. Ainsi les tempêtes de l'Atlantique ont pour point de départ les petites Antilles; elles longent la ligne qui unit Porto-Rico à Haïti et Cuba, rasent la Floride, suivent les contours des États-Unis,

et le tourbillon agrandi, après avoir traversé l'océan, vient épuiser sa fureur sur l'extrémité occidentale de l'Europe. Quelquefois cependant les tempêtes vont des Antilles se jeter droit au fond du golfe du Mexique, remontent l'immense vallée du Mississipi et viennent balayer le Canada et les états de la Nouvelle-Angleterre. La grande tempête de 1830 toucha l'île Saint-Thomas le 12 août, les Bahamas le 14, le 15 et le 16 elle franchit la Georgie et les Carolines, le 17 la Virginie, le Maryland, New-Jersey et New-York, le 19 elle atteignit Terre-Neuve; elle mit ainsi sept jours entiers à parcourir l'orbe atlantique. Quand un navire se trouve entraîné dans le tourbillon, il arrive quelquefois qu'il accomplit circulairement un très grand parcours sans beaucoup avancer. Les typhons des mers de la Chine sont remarquables par la lenteur du mouvement de translation. Piddington, qui décrivit il y a déjà longtemps les tempêtes de ces parages, raconte que le brick *Charles Heedle* appareilla de Maurice en février 1835; rencontrant un typhon et emporté avec lui, le brick dessina cinq grandes circonférences et parcourut ainsi treize cents milles pour se retrouver, la tempête terminée, à trois cent cinquante-quatre milles seulement du port.

En analysant soigneusement les pressions barométriques sur tous les points du globe où on les a observées, M. Dove s'est trouvé amené à penser qu'il existe, outre les courans réguliers, l'un polaire, l'autre équatorial, un courant élevé qui déverse sur le continent américain et dans la direction de l'ouest à l'est l'air échauffé sur les immenses plateaux de l'Asie et de l'Afrique; ce courant supérieur rencontre le vent de sud-ouest, qui est le contre-courant ordinaire des vents alizés, et le force à redescendre. Un tourbillon prend ainsi naissance et se dirige du sud-est au nord-ouest, en avançant au milieu des vents alizés; arrivé dans la zone tempérée, le tourbillon s'élargit en traversant les masses d'air qui vont du sud-ouest au nord-est. — J'avoue que l'explication des tempêtes de l'Océan-Atlantique présentée par M. Dove laisse bien des doutes dans mon esprit. Je ne vois pas très clairement comment l'hypothèse d'un déversement d'air opéré dans les régions supérieures de l'atmosphère peut s'accorder avec le remarquable abaissement de la pression barométrique qui signale toutes les grandes tempêtes tournantes; mais l'autorité de M. Dove en météorologie est si considérable que j'ai dû rapporter une explication qui en tout cas peut mettre les savans sur la voie de recherches fécondes.

Les tempêtes tournantes ne s'annoncent pas seulement par l'abaissement du baromètre : d'autres circonstances permettent de les prédire. Dans cette immense trombe cylindrique, l'air monte sans cesse en tournant, et il se forme une condensation de vapeur d'eau dans les régions élevées : c'est pour cela que les marins redoutent avec

tant de raison les petits nuages noirs qui apparaissent tout d'un coup au milieu d'un ciel serein. Ces nuages, qu'on nomme *œils de bœuf*, grandissent rapidement et remplissent bientôt tout le ciel : alors la tempête se déclare. Grâce à ces divers pronostics, la marche des ouragans de l'Océan-Atlantique est aujourd'hui assez bien connue pour qu'on puisse en annoncer l'approche d'un port à l'autre sur les côtes des États-Unis. Sur le bord occidental de la région parcourue par ces tempêtes, le vent souffle du nord-est, et du sud-ouest sur le côté opposé de la zone. Le long des côtes de l'Amérique du Nord, le vent des tempêtes est donc ordinairement un vent du nord, ce que Franklin avait déjà remarqué; quand elles viennent affleurer l'Europe, c'est au contraire un vent du sud-ouest.

Les tempêtes qui prennent naissance dans les limites mêmes de la zone tempérée sont beaucoup moins importantes et beaucoup plus irrégulières que celles qui ont pour berceau les régions tropicales. Elles sont dues apparemment à la rencontre des courans polaire et équatorial, qui, au lieu de se traverser ou de se superposer en couches parallèles, entrent directement en lutte. Lorsque l'une de ces grandes masses d'air refuse en quelque sorte le passage à l'autre, il se produit une grande accumulation d'air, et le baromètre monte très haut. Bien trompé serait alors celui qui, se fiant aux inscriptions de l'échelle barométrique, annoncerait le beau temps fixe : un épouvantable ouragan lui donnerait bientôt un démenti.

La grêle, un des phénomènes météorologiques les plus bizarres, prend d'ordinaire naissance dans des tourbillons ou trombes d'air qui sont des miniatures des grandes tempêtes tournantes. On peut en prévoir l'approche quand on voit se former un nuage en colonne qui touche la terre d'un côté, de l'autre le ciel, avec des contours nettement accusés. Une espèce de bruissement particulier annonce la chute des petits projectiles de glace, qui se forment par le tournoiement rapide d'un grain de neige à l'intérieur d'un nuage où il se trouve sans cesse jeté du côté le plus chaud au côté le plus froid, et s'entoure ainsi chaque fois d'une couche de glace nouvelle.

Par les renseignemens qu'elle fournit, la météorologie s'est trouvée en mesure de rendre des services immenses à la marine, et le cercle de ces heureuses applications doit s'étendre chaque jour. Chaque année, le nombre des naufrages, ou du moins la proportion de ces catastrophes au nombre des navires nécessaires au commerce du monde, ira en diminuant, à mesure que l'on connaîtra mieux les règles que la nature s'impose jusque dans ses fureurs les plus sauvages, et que la télégraphie électrique mettra plus de points terrestres en communication, soit sur les continens, soit à travers les mers. La météorologie marine restera sans contredit la branche la plus essentielle et la plus utile de la science nouvelle, dont j'ai pré-

senté les méthodes principales et les résultats les plus saillans. Les navigateurs de tous les pays civilisés rivalisent aujourd'hui de zèle pour ajouter de nouveaux matériaux à ceux que Maury a coordonnés dans une première synthèse. La météorologie terrestre est soumise aux mêmes lois générales que celle des mers, mais tandis qu'à la surface des océans aucun obstacle n'en dénature les effets, sur la terre ferme au contraire, l'élévation variable du sol, la nature particulière des terrains, les accidens topographiques, les chaînes de montagnes contribuent à compliquer les phénomènes.

A travers cette diversité, on peut encore distinguer toutefois des climats généraux qui embrassent des régions très considérables de la surface terrestre : ces régions se subdivisent elles-mêmes en provinces météorologiques distinctes, souvent renfermées entre des limites fort étroites. Prenons la France pour exemple : elle se divise en deux grandes régions météorologiques, la région septentrionale et la région méditerranéenne. La première n'est que la continuation des îles britanniques, des Pays-Bas, de l'Allemagne du nord, pays à altitudes peu élevées, où les pluies, fréquentes, mais modérées, sont amenées par les vents d'ouest qui soufflent de l'Océan-Atlantique. Dans la zone méditerranéenne, qui forme ce que l'on nomme le midi de la France, les pluies sont apportées par les vents d'est qui balaient la grande mer intérieure qui sépare l'Europe de l'Afrique; elles sont torrentielles, tombent en quantités très inégales dans les diverses saisons : un été extrêmement sec sépare un automne et un printemps très pluvieux. Si, la part des climats généraux faite, nous examinons en détail les grandes zones dont je viens de parler, nous pourrons y découvrir une foule de petites provinces climatologiques bien définies; je n'en donnerai qu'un exemple : l'Alsace, abritée contre les vents d'ouest par la chaîne des Vosges, qui longe comme une haute muraille la vallée du Rhin, protégée contre les vents d'est par la Forêt-Noire, qui court parallèlement à la chaîne française, n'est ouverte qu'aux vents du nord et du sud, qui sont les vents du chaud et du froid excessifs : aussi les étés y sont-ils extrêmement chauds, et les verts bouquets du tabac, les hautes tiges du maïs, se rencontrent en abondance sur les riches plaines de cette partie de notre territoire. Les hivers, en revanche, y sont très rigoureux, la neige oppose souvent un obstacle considérable aux trains de chemin de fer qui circulent entre Strasbourg et Bâle; le Rhin, malgré la violence de son cours, a été quelquefois pris entièrement par les glaces. Des climats provinciaux enfin, on peut descendre aux climats tout à fait locaux. Comme exemple, je citerai Nice, ouverte seulement au vent du sud, Montreux, sur le lac Léman, défendu de tous côtés par des montagnes, et formant comme une oasis méridionale au pied septentrional des Alpes.

Considérée dans les traits les plus généraux, la science nouvelle n'est qu'une branche de la physique générale de notre globe, sur laquelle Alexandre de Humboldt a jeté tant d'éclat par ses longs et remarquables travaux. Des voyages entrepris dans les régions les plus diverses avaient de bonne heure tourné son attention sur les grandes questions de la géographie terrestre. En parcourant l'océan, en traversant les Andes, en visitant les Antilles, l'immense vallée de l'Orénoque, les plateaux élevés de Quito, les steppes désolés de la Russie et de la Sibérie, le savant Allemand étudia toujours avec le plus grand soin toutes les apparitions de la mer et de cet autre océan qu'on nomme l'atmosphère. De toutes les sciences, il n'en est peut-être pas de plus attrayante que la physique terrestre; outre les résultats scientifiques qu'elle recueille, elle peut fournir à un esprit philosophique les documens les plus précieux pour l'histoire des races humaines. Combien ne voit-on pourtant pas d'hommes, et je parle des plus cultivés, de ceux qui sont doués des plus remarquables qualités de l'esprit, complétement étrangers à tout ce qui concerne cette terre où s'écoule leur existence! Ils passent sur ce théâtre sans daigner l'apercevoir, ne regardant jamais qu'en eux-mêmes, sans connaître les pures et profondes jouissances que procure l'étude de la nature. Il y a, je le sais, des sciences qui, par la difficulté des méthodes, par la complication des objets, demeureront toujours l'occupation exclusive d'un petit nombre d'adeptes. Pour s'élever aux spéculations de la haute analyse mathématique, il faut en quelque sorte une organisation cérébrale toute particulière. Ce ne sont pas seulement les sciences abstraites qui restent hors de la portée du vulgaire : parmi les sciences naturelles, il en est dont les profondeurs échappent forcément à ceux que la vocation ne pousse point à y consacrer leur vie tout entière. La majorité des hommes ne peut aspirer qu'à connaître de ces sciences les résultats les plus larges et les plus philosophiques : de ce nombre sont la chimie, la physique proprement dite, la géologie, l'étude des animaux fossiles, la botanique même. Cependant la géographie physique et générale de notre planète pourrait, ce semble, être étudiée avec fruit par le plus grand nombre : elle ne réclame aucune discipline, aucune préparation scientifique sévère. Est-ce parce qu'elle s'adresserait si bien à la masse du public que cette science n'a pas dans notre pays une seule chaire pour se faire connaître? Il y a quelques années, une société météorologique s'est établie en France : ses publications méritent les plus grands éloges; pourtant le cercle de son activité ne paraît pas s'agrandir, et cette utile fondation n'a pas obtenu ce patronage désintéressé des grands noms et de la richesse qui, chez nos voisins d'Angleterre, ne fait jamais défaut aux sociétés savantes et en assure la prospérité matérielle.

L'observation des grands phénomènes physiques de la nature n'a pas seulement de très nombreuses et très utiles applications, elle est encore une source féconde de plaisirs; elle met celui qui vit toujours dans les mêmes lieux en harmonie avec tout ce qui l'entoure, elle exalte ce sentiment si doux qui fait qu'on reste attaché au pays où l'on a reçu les impressions durables de l'enfance, et qu'on aime toujours, si tristes et si désolés qu'ils soient, les endroits où l'on a longtemps vécu. Le voyageur trouve dans la nature extérieure un sujet perpétuel d'intérêt; il compare, il étudie les rapports du monde physique avec les caractères des nations, les mœurs et l'histoire. Je ne me dissimule pas qu'en invitant tout le monde à étudier les sciences, on rencontre la double opposition des savans, qui ont pour tout ce qui n'est pas spécialité scientifique une horreur et un mépris sincères, des esprits délicats et amis des lettres, qui paraissent craindre de voir le sentiment de la conscience et de la personnalité humaine s'amortir chez ceux qui s'occuperaient trop d'un monde inanimé réglé par des lois inflexibles et fatales. Il est bien vrai que les âmes blessées par le spectacle des choses humaines pourraient trouver des consolations dans la contemplation d'un monde infini : qui pourra jamais empêcher que la sérénité, l'immutabilité de la nature ne contrastent avec nos agitations et nos incertitudes? Ce que je ne consentirai jamais à croire, c'est que la connaissance des grandes lois qui président à l'accomplissement des phénomènes célestes ou terrestres puisse abaisser les âmes ou amollir les caractères; il semble au contraire qu'en ne franchissant jamais les bornes de ce cercle étroit où nos intérêts, nos passions, nous mettent en lutte, l'esprit risque de se flétrir comme une fleur qui manque du grand air, et que, n'apercevant rien de stable dans le courant troublé des événemens humains, il perde peu à peu cette confiance virile qui est le secret du courage. L'homme a parfois besoin de reprendre des forces en touchant la terre, comme Antée. Les longs murmures des forêts, accens confus d'une langue surhumaine, les plages où l'on voit éternellement mourir et renaître les flots, la nuit avec ses mondes sans nombre qui nous sourient de loin, toutes ces sensations, tous ces spectacles nous sont bons. Ils agissent sur un sens intime perdu dans les profondeurs mêmes de l'être, sur une poésie native qui sommeille dans tout ce qui est animé. L'étude du monde nous console et nous fortifie, pourvu que nous y cherchions le divin. Les orages du ciel sont moins dangereux que ceux de notre âme, et mieux vaut quelquefois contempler les capricieuses déformations des nuées que les variations des hommes.

AUGUSTE LAUGEL.

# LETTRES INTIMES

## ET ENTRETIENS FAMILIERS

# DE M. A. DE HUMBOLDT

*Briefe von Alexander von Humboldt an Varnhagen von Ense aus den Jahren 1827 bis 1858; nebst Auszügen aus Varnhagen's Tagebüchern und Briefen von Varnhagen und Anderen an Humboldt,* 1 vol.; Leipzig 1860.

Entre les vertus, grandes ou petites, qui recommandent la littérature de nos jours, il est impossible de placer la discrétion au premier rang. Alceste, il y a deux cents ans, parlant de la banalité des feuilles publiques, disait que son valet de chambre était *mis dans la gazette;* aujourd'hui ce valet écrirait la gazette lui-même et raconterait à sa manière ce qu'il a vu ou entendu chez Alceste. Y eut-il jamais pareille manie de commérages? a-t-on jamais abusé ainsi des noms propres, ramassé autant de vilenies, colporté autant de propos scandaleux ou ineptes? Quand on écrira notre histoire intellectuelle et morale, ce genre nouveau, j'en ai bien peur, devra tenir une place considérable dans les appréciations de l'historien. Si le XVII^e^ siècle a eu ses Tallemant des Réaux, si l'on voit pulluler au XVIII^e^ les révélations de salon ou d'antichambre, ces murmures vont se perdre dans le retentissement d'une littérature que passionnaient les grands intérêts de l'humanité. Puissent les *historiettes* et les *révélations* de ce temps-ci ne point apparaître à nos juges comme un des traits caractéristiques de la période que nous traversons!

Des causes très différentes ont contribué à l'accroissement de ces scandales. Il y en a de politiques, il y en a de littéraires. Les unes sont d'un ordre général, les autres tiennent aux circonstances du moment. Pour ma part, je ne suis pas de ceux qui attribuent à telle forme de gouvernement tel défaut de la littérature courante. Il y a peu de dignité, ce semble, à faire dépendre des événemens extérieurs ce qui relève avant tout de notre esprit. Je ne nie pas certes qu'il n'y ait de mauvais jours pour les peuples et que des influences fatales n'y sévissent : je nie que ces influences soient souveraines et qu'on soit excusable d'y succomber. Qui se sent un cœur viril n'admettra jamais de telles excuses. Ne disons donc pas : les circonstances ont tort. Osons dire sincèrement et courageusement : en nous est l'origine du mal, en nous aussi est le remède. Or, parmi les causes purement littéraires qui ont multiplié de nos jours ces puérils racontages, *pernicieux amusemens des esprits oisifs*, comme disait le bonhomme Gorgibus, il faut bien signaler d'abord les exemples donnés à la littérature inférieure par une certaine aristocratie de la plume. Nous avons perdu le respect, disait il y a longtemps déjà M. Royer-Collard; mais ceux qui devaient enseigner ce respect ont-ils été toujours fidèles à leur tâche? Tout en admettant que les plus grands doivent être les plus simples, je crois que M. Ernest Renan, avec son sens moral si haut et si fin, a été parfaitement inspiré quand il a flétri les familiarités de l'écrivain envers le public. Ces confidences sans noblesse, cette façon d'introduire le lecteur chez soi, cette manie de se mettre continuellement en scène, ces démangeaisons qui vous prennent d'étaler à tout propos le moi le plus haïssable, le moi vulgaire, le moi qui ne se respecte pas et s'inquiète peu d'être respecté des autres, tout cela sent l'histrion. A côté du sans-gêne des confidences, il y a les confidences prétentieuses, et après les vanités béates, les vanités féroces. Celui-ci semble dire : regardez-moi vivre, le spectacle en vaut la peine; celui-là raconte sa vie avant d'avoir vécu et reste en contemplation devant son image menteuse; le troisième, dans la furie de son orgueil, fait de sa biographie une espèce d'hécatombe : malheur à qui s'est trouvé sur son chemin et ne s'est pas prosterné! Il n'est pas besoin, je pense, de rappeler ici les œuvres fameuses où l'esprit de personnalité avec ses rancunes, ses colères, ses ardeurs de vengeance, s'est donné audacieusement carrière, se résignant parfois à attendre de longues années, afin que ses accusations, sortant de la tombe, produisissent un effet plus cruel.

Ces trois types, l'écrivain qui se met gaiement en scène et qui tutoie son lecteur, l'écrivain qui se peint et qui s'admire, l'écrivain qui confie à des manifestes posthumes la glorification de sa vie et

l'accomplissement de ses vengeances, ces trois types si fréquens de nos jours, sans parler des variétés qui s'y rattachent, ont dû nécessairement provoquer des répliques joviales ou des représailles amères. Aux familiarités de mauvais goût on a répondu par des bouffonneries d'atelier. Ceux qui étalaient si complaisamment leurs personnes en ont fait pour le spectateur un objet de discussions indiscrètes. Et comment les méchancetés à longue échéance combinées par les orgueilleux n'auraient-elles pas servi d'exemple et d'encouragement aux méchancetés de certains amuseurs publics? Goethe, en 1795, à propos des misères intellectuelles de son pays, a écrit des pages très vives sur le *sans-culottisme littéraire;* je ne viens pas ajouter un chapitre à ce manifeste, je veux seulement rappeler qu'en littérature comme en politique l'apparition des sans-culottes atteste des troubles graves dans la société tout entière, et que les classes d'en haut sont le plus souvent responsables des désordres d'en bas.

Ces réflexions se pressaient dans mon esprit pendant que je feuilletais un recueil de lettres posthumes dont toute l'Allemagne s'est émue. Encore un scandale! me disais-je, encore une excitation à la curiosité sournoise et à l'indiscrétion tracassière! Un grand nom, l'un des plus grands de ce siècle, pourra être invoqué en exemple par les plus petits esprits et les derniers des *pauvres diables*. Ils auront tort, je le sais bien, car le personnage éminent dont je veux parler n'est pas responsable de la faute qu'on lui fait commettre aujourd'hui. Il est mort, et, quoi qu'on puisse dire, je nie qu'un tel homme eût consenti à la publication d'un pareil livre; mais enfin, qu'il soit coupable ou non, c'est toujours lui qui parle, et quand la première émotion sera passée, ce n'est pas de l'indiscret éditeur, c'est de lui seulement qu'on se souviendra. L'usage même qu'on fait de son nom, le jeu qu'on se permet avec ses plus intimes paroles, est-ce là un précédent salutaire? Bien des vanités blessées ont poussé des cris quand cette correspondance a paru. Pour nous, étranger à ces questions de personnes, nous restons fort insensible aux plaintes et aux réclamations dont l'Allemagne a retenti; ce qui nous préoccupe avant tout dans ce singulier épisode, c'est la dignité des mœurs littéraires, déjà tant compromise de nos jours, chez les peuples germaniques non moins que chez les nations romanes; c'est aussi le respect de l'illustre écrivain auquel une main amie vient de porter atteinte avec une si naïve imprudence.

De quoi s'agit-il, va-t-on me dire, et pourquoi des paroles aussi sévères? Le scandale que vous signalez a donc été bien grand? — Le scandale, puisque scandale il y a, tient surtout à la qualité de la personne en cause. Or la personne ici est considérable, et elle remplissait des fonctions de la nature la plus délicate. Il s'agit de

M. Alexandre de Humboldt, l'auteur du *Cosmos*, l'ami de Goethe et d'Arago, l'ami et le confident du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, le savant qui honore le plus l'Allemagne du XIX^e siècle, que la France a aussi le droit de revendiquer, et dont la gloire appartient aux deux mondes. En quelques mots, voici les faits : M. Alexandre de Humboldt, ami du roi, lecteur de la reine, passant souvent de longues heures à expliquer à ses augustes hôtes les écrivains classiques de la France, vivait naturellement au milieu de la société officielle de la cour et en voyait de fort près toutes les intrigues. Aux conférences intimes succédaient les réunions d'apparat; ministres et courtisans défilaient alors devant cet observateur qui connaissait si bien les masques et les visages. Or l'ami du roi était un esprit libéral, nourri des idées du XVIII^e siècle et fort enclin à la raillerie. On pense bien que les incidens dont il était témoin, les propos qui frappaient ses oreilles n'étaient pas toujours de son goût, et comme ses protestations ne pouvaient éclater à la cour, que faisait-il? Rentré chez lui, il prenait la plume, et traçait pour tel de ses amis de petits billets moqueurs où sa verve, longtemps contenue, prenait un libre essor. Le dernier survivant parmi ceux qui avaient été les compagnons de sa glorieuse carrière était M. Varnhagen d'Ense. Humboldt avait fréquenté autrefois, comme tous les savans et les artistes de Berlin, le salon de ce bel-esprit audacieux qui s'appelait Rachel Levin, et lorsque M. Varnhagen d'Ense, en 1814, avait épousé Rachel, des relations affectueuses n'avaient pas tardé à s'établir entre le savant déjà illustre et l'obscur gentilhomme. Varnhagen, qui s'est placé plus tard au premier rang parmi les écrivains du second ordre, Varnhagen, le biographe accompli des poètes et des généraux de son temps, le peintre de la société allemande et russe pendant les guerres de l'empire, n'avait pas encore quitté à cette date son rôle de spectateur actif; il avait servi dans l'armée autrichienne, il s'était battu sous les drapeaux de l'armée russe, et certainement M. de Humboldt ne soupçonnait pas en 1814 que l'aide-de-camp du général Tettenborn serait salué un jour par Goethe comme un des plus dignes ouvriers de la grande culture littéraire. Lorsque Varnhagen eut pris son rang, surtout lorsque l'ancienne société au milieu de laquelle avait grandi Alexandre de Humboldt se fut éclaircie peu à peu, après la mort de Goethe, après la mort de son illustre frère Guillaume, l'auteur du *Cosmos* s'attacha de plus en plus à Varnhagen, qui, par ses souvenirs et ses ouvrages, représentait pour lui tout un monde disparu. C'est donc principalement dans ces vingt-cinq dernières années que Humboldt l'avait choisi pour confident. Chaque fois qu'il sortait mécontent des réunions de la cour de Berlin, il allait trouver Varnhagen, ou bien il lui adressait en quelques

lignes de sarcastiques tableaux qui soulageaient son cœur. Ces lettres pouvaient-elles être destinées à la publicité? Évidemment non.

L'éditeur a beau citer un passage où Humboldt donne ces billets et ces notes en toute propriété à son vieil ami Varnhagen, c'est abuser du texte et méconnaître l'esprit du donateur que de voir dans ces paroles l'autorisation expresse dont on se prévaut. Deux choses à mon avis dominent et décident la question : ces lettres de Humboldt à Varnhagen sont écrites pour la plupart sous une impression de colère (je parle de celles qui ont fait scandale), et de plus les détails qui les remplissent, intéressans peut-être pour le jour ou le lendemain, sont tout à fait insipides à distance, parfois même absolument inintelligibles. Humboldt, malgré sa verve railleuse, avait trop le respect des convenances sociales, respect souvent timide et toujours cérémonieux, on le verra tout à l'heure; il avait trop le sentiment, je dirai presque le souci, l'inquiétude des convenances littéraires, pour livrer ainsi à la foule des paroles peu méditées. Quelques semaines avant la mort de l'illustre maître, un publiciste libéral, M. Jacques Venedey, lui ayant demandé l'autorisation d'inscrire son nom à la première page d'un livre intitulé *Frédéric le Grand et Voltaire*, Humboldt accepta la dédicace de cet ouvrage, puis, retirant pour ainsi dire sa promesse en même temps qu'il l'accordait, il ajouta ces mots : « J'ai la ferme confiance qu'il ne résultera de votre livre aucune complication pénible pour un homme des anciens jours, un vieillard de quatre-vingt-dix ans. J'ai eu bien assez de désagrémens littéraires dans ma vie. » Voilà Humboldt avec sa circonspection facilement alarmée, avec sa modestie si l'on veut, et ne se croyant pas suffisamment protégé par sa gloire contre la responsabilité d'une dédicace qui l'inquiète. Et ce sage, ce délicat esprit, très libéral à coup sûr, mais prudent jusqu'à l'excès, aurait destiné à une publicité retentissante, on peut dire à une publicité de scandale, les libres propos, les futiles bavardages qu'on ne craint pas de répéter aujourd'hui, parce qu'on est bien sûr de les oublier demain! En vérité, il faut une confiance d'une espèce particulière pour admettre de pareilles choses. Pourquoi donc Alexandre de Humboldt a-t-il donné ces lettres à Varnhagen d'Ense? Pour quel usage les a-t-il déposées entre ses mains? La réponse est bien simple : Varnhagen, historien de la société de son temps, très curieux de détails, d'anecdotes, de conversations intimes, était avec cela le plus discret des artistes. Il avait été longtemps diplomate; il avait représenté le cabinet prussien auprès de plusieurs cours d'Allemagne; il savait ce qu'il faut dire et ce qu'il faut taire, *dicenda tacendaque*, selon le précepte d'Horace. Certains critiques dont le jugement compte ont reproché à Varnhagen la réserve diploma-

tique de son style; l'auteur de tant de biographies, le peintre de tant de portraits contemporains n'a jamais alarmé une seule fois les consciences les plus ombrageuses. Certes Alexandre de Humboldt pouvait livrer sans crainte à un tel homme les secrets épanchemens de son esprit. Ces confidences étaient déposées en lieu sûr, c'étaient des notes dont l'historien pourrait faire usage, des matériaux que devait transformer l'ingénieux talent du biographe. Humboldt ne les donnait pas à un éditeur pur et simple, mais à un artiste dont la scrupuleuse réserve lui était bien connue. Il avait pensé que Varnhagen, plus jeune de seize années, lui fermerait les yeux. Ce fut le contraire qui arriva; le 10 octobre 1858, Varnhagen mourut, et Alexandre de Humboldt le suivit quelques mois après. Or Varnhagen avait une nièce, M^lle^ Ludmila Assing, la compagne de ses vieux jours, à qui il avait légué le soin de publier ses œuvres inédites; lui confia-t-il aussi la publication des lettres intimes, des entretiens familiers de son ami? M^lle^ Ludmila Assing l'affirme, et certainement sa parole doit suffire. Je persiste pourtant à croire que si M^lle^ Assing avait hérité du talent et des scrupules de son oncle, comme elle a hérité de ses manuscrits, elle eût compris d'une tout autre manière les obligations que ce legs lui imposait.

On ne se méprendra pas sans doute sur notre pensée. Nous ne contestons pas à un homme tel qu'Alexandre de Humboldt le droit de parler haut à son siècle, de dévoiler ses misères, de châtier ses ridicules; nous regrettons au contraire qu'il ne l'ait pas fait avec une volonté résolue. S'il avait eu les intentions qu'on lui prête, nul doute qu'il n'eût exécuté son projet d'une façon toute différente. Au lieu de ces vaines paroles, au lieu de ces plaisanteries d'un goût médiocre, on aurait eu, j'en suis sûr, le plus vif tableau des choses et des hommes qui avaient passé sous ses yeux. Il pouvait le faire aussi spirituellement et avec plus d'autorité que personne. Un critique de Leipzig, appréciant les émotions très diverses que ce recueil des lettres a causées en Allemagne, prétend que l'impression principale a été celle de la surprise : on ne croyait pas, dit-il, que l'illustre savant pût s'arrêter à des questions de personnes; on se le représentait uniquement occupé de ses immenses études et absorbé dans la contemplation du *cosmos*. Si ce critique a raison, les Allemands connaissaient donc bien peu l'ami d'Arago et de Frédéric-Guillaume IV. Ils ne savaient pas avec quelle facilité cet homme, si réservé en présence du public, se transformait dans l'intimité en un causeur intrépide, en un railleur sans pitié. Seulement cette verve n'osait se manifester; il chuchotait dans l'ombre : que ne parlait-il à voix haute?

Un des écrivains qui ont pris Alexandre de Humboldt sous leur

protection (hélas! la publication de ces lettres lui a suscité les désagrémens qu'il redoutait le plus!), un de ses défenseurs, disais-je, en cette circonstance, s'écrie triomphalement : « Les clameurs provoquées par cette correspondance rappellent l'utile et terrible agitation que soulevèrent par toute l'Allemagne les *xénies* de Goethe et de Schiller. » Non, mille fois non, ce qu'il y a précisément de fâcheux dans ces confidences moqueuses, c'est que ce ne sont pas des *xénies*. Schiller et Goethe veulent décréditer les poètes sans poésie, les romanciers sans invention, les critiques sans idéal, qui affadissent le goût public et finiraient par rendre la nation allemande insensible aux émotions de l'art; que font-ils? Ils ne médisent pas de leurs adversaires dans des notes mystérieuses, ils saisissent l'arc antique, l'arc des grands jours, celui avec lequel le divin Ulysse immola les profanateurs de son foyer. Pénélope, dans ce recueil d'épigrammes, c'est la poésie elle-même; les *xénies* sont le massacre des prétendans, un massacre exécuté par des artistes, avec une force qui n'exclut pas la grâce, avec une verve aussi enjouée que terrible. Des centaines de victimes tombèrent percées de flèches d'or. Eh bien! figurez-vous Alexandre de Humboldt exerçant dans le domaine des idées politiques et morales une fonction analogue à celle-là; voyez-le, mécontent, irrité, se levant tout à coup, et avec l'autorité du génie, avec le prestige de la gloire, frappant d'épigrammes acérées les hommes qui trahissaient les libérales traditions de la Prusse! Ce seraient là les *xénies* de Humboldt, et sous quelque forme qu'il les eût produites, elles auraient leur place à côté des *xénies* de Goethe et de Schiller. Mais non, il se tait, et se contente d'écrire en cachette de petites notes assez mesquines, peinture incomplète d'une société qu'il aurait pu caractériser en traits si expressifs, critique sournoise d'une cour dont il eût peut-être par sa franchise modifié les fâcheuses tendances. Son excuse, je persiste à le croire, c'est que ces billets ne devaient point être publiés sous cette forme. Il meurt; aussitôt voilà ses confidences rassemblées d'une main hâtive et jetées en pâture à la foule.

Cette espèce d'impatience est une des choses qui condamnent le plus hautement, à mon avis, la publication dont l'Allemagne s'est émue. Certes, il est des pages, même médiocres, qui, signées de certains noms, appartiennent nécessairement à l'histoire littéraire. On n'est pas impunément un grand poète, un grand philosophe, un savant du premier ordre; nous voulons connaître les pensées intimes des héros de la vie intellectuelle et morale. S'il y a là une servitude pour l'homme de génie, il faut qu'il s'y résigne; c'est la rançon de sa gloire. Voyez cependant avec quelles précautions respectueuses on avait publié jusqu'ici ces correspondances des esprits

supérieurs. Goethe, pendant une période de dix années, entretient avec Schiller un commerce de pensées familières ou sublimes sur les plus grands intérêts de l'art, et, bien qu'il considère la publication de ce recueil de lettres comme *une véritable offrande à l'Allemagne et à l'humanité tout entière*, c'est seulement dix-neuf années après la mort de son ami qu'il se décide à les mettre au jour. Et quels ménagemens lorsqu'il imprime ces précieuses pages! Avec quels scrupules il efface les noms propres! Comme il craint que le vulgaire intérêt des personnalités ne nuise à l'intérêt des grandes questions poétiques! La publication complète de ces entretiens des deux poètes n'a eu lieu que de nos jours, il y a quatre ans à peine. Les lettres de Goethe à Knebel, si importantes aussi pour l'histoire de l'art, ont paru en 1851, longtemps après que les deux interlocuteurs avaient quitté la scène. La correspondance si belle, si riche, si profondément humaine, de Schiller et de l'excellent Koerner, n'a été livrée au public allemand qu'en 1847. Il y avait quarante-deux ans qu'elle avait été interrompue par la mort du poète de *Guillaume Tell*. Dans toutes ces publications, que l'éditeur s'appelle Goethe, ou que ce soit simplement un lettré, un critique studieux et intelligent, comme M. Guhrauer, on voit régner un même scrupule, à la fois littéraire et moral. Tous les écrivains qui exhument des révélations si intimes attendent que l'attrait d'une curiosité frivole ait disparu; ils veulent éclairer l'histoire et non agiter les salons. Ici, au contraire, on s'est dit : hâtons-nous, le plus vif intérêt de cette correspondance, ce sont les personnalités. La vraie valeur, celle qui dure, est fort mince dans ces pages du grand homme. Nos contemporains les liront avec surprise, la postérité prochaine les dédaignera. Plus nous tardons, plus notre trésor perd de son prix. Chaque jour qui s'écoule, c'est un lecteur de moins. — C'est ainsi que, Alexandre de Humboldt étant mort à Berlin le 6 mai 1859, ses lettres secrètes à Varnhagen d'Ense ont été publiées dès le mois de février 1860.

On le voit, c'est Humboldt lui-même que nous défendons ici. On a publié dernièrement une note de l'illustre maître, qui, prévoyant sans doute l'abus qu'on pourrait faire un jour de ses moindres écrits, avait protesté d'avance contre la publication non autorisée de ses lettres, refusant ce droit de publication, même après sa mort, soit à ceux qui auraient reçu ces lettres directement de lui-même, soit à ceux qui en seraient devenus détenteurs à un titre quelconque. On prétend aujourd'hui qu'il y avait une exception particulière pour les lettres de sa correspondance avec Varnhagen. Laissons aux gens d'affaires ces querelles de procédure, mais maintenons à la critique le droit de juger les procédés. Que l'exception dont on parle soit

authentique ou non, l'éditeur n'était pas dispensé d'avoir du goût. Si la publication de ces lettres diminue un peu, sans profit pour personne et sans intérêt pour l'histoire, la figure si respectée d'Alexandre de Humboldt, était-ce à une personne amie de livrer de tels documens à la foule avec une si singulière impatience?

Nous regrettons d'avoir à le dire, des motifs personnels et un peu mesquins paraissent avoir caché à l'éditeur responsable de cette publication tous les inconvéniens qui en devaient résulter pour une mémoire illustre. M^lle^ Ludmila Assing, fille de M^me^ Rosa-Maria Assing, laquelle était sœur de Varnhagen d'Ense, est une personne spirituelle, instruite, amie des arts, et qui, maniant le crayon avec grâce, a eu l'ambition de se faire un nom dans les lettres. Depuis la mort de sa mère, elle a quitté Hambourg, sa ville natale, et, vivant auprès de son oncle, dans la société la plus littéraire de Berlin, la pensée lui est venue de continuer les traditions de sa famille. A l'exemple de Varnhagen, c'est surtout l'histoire de la société allemande qui éveilla sa curiosité studieuse. Elle débuta en 1857 par un livre intitulé *la Comtesse Élisa d'Ahlefeldt, l'Épouse d'Adolphe de Lützow, l'Amie de Charles Immermann* (1). M^lle^ Assing avait eu entre les mains les documens les plus curieux sur un poétique et touchant épisode de l'histoire intellectuelle de son pays. On ne saurait dire qu'elle en ait habilement profité : ce livre est écrit sans art; mais le sujet est si attachant, les personnages sont si dignes de sympathie, leurs lettres inédites si pleines de dramatiques révélations, que la critique n'eut qu'à remercier l'auteur, sauf à refaire elle-même un tableau compromis par une plume novice. Le second ouvrage de M^lle^ Assing, loin de marquer un progrès, révélait malheureusement la faiblesse de son inspiration. L'auteur s'était proposé une étude sur une femme d'esprit, l'amie du poète Wieland, qui a joué un certain rôle dans la société du XVIII^e^ siècle; malheureusement la destinée de Sophie Laroche est bien loin d'offrir le poétique intérêt qui s'attache aux aventures de la comtesse d'Ahlefeldt. Réduite à ses seules ressources, M^lle^ Assing écrivit un livre ennuyeux. J'ignore ce qu'en pensait Humboldt, mais on sait aujourd'hui ce qu'il en disait à M^lle^ Assing. Le bon vieillard, à l'occasion de ces deux livres, combla de si vifs éloges la nièce de son ami, que celle-ci ne put résister au désir d'initier le public à sa joie. S'il n'y avait ici un peu de vanité féminine, la correspondance de Humboldt et de Varnhagen aurait-elle vu le jour si promptement? Je livre cette pensée aux loyales méditations de l'éditeur. Pour nous, en un sujet si délicat, nous devions exposer les circonstances qui ont accompagné cette publica-

(1) Voyez, sur *la Comtesse d'Ahlefeldt*, la *Revue* du 15 avril 1858.

tion, afin d'en faire sortir, s'il est possible, la complète justification de l'auteur du *Cosmos*. Notre conclusion la plus indulgente, c'est que M^lle Ludmila Assing n'a pas montré, il s'en faut bien, la prudence littéraire qu'on devait attendre d'une jeune femme élevée à l'école du discret Varnhagen. Pour le plaisir de publier trop tôt, et sans choix, un petit nombre de lettres intéressantes, n'a-t-elle pas nui à Humboldt, à Varnhagen, à elle-même? N'a-t-elle pas exposé Alexandre de Humboldt à être accusé d'ingratitude envers les princes ses bienfaiteurs? N'a-t-elle pas mis à nu, sans paraître s'en douter, toutes les petitesses d'esprit qui s'alliaient chez Varnhagen à un incontestable talent? Ce petit nombre de pages intéressantes que je signalais tout à l'heure, dégageons-les nous-mêmes; parmi les deux cent vingt-cinq lettres de ce recueil, choisissons celles dont l'histoire littéraire ou politique peut tirer quelque profit. Si les petites misères de deux esprits d'élite se révèlent à nous dans cette étude, M^lle Assing en sera seule responsable.

La correspondance d'Alexandre de Humboldt avec Varnhagen d'Ense, qui commence le 25 septembre 1827, est assez peu active dans les premières années. La principale occasion des lettres qu'ils échangent, ce sont les écrits de Varnhagen et le grand ouvrage que Humboldt prépare avec un soin religieux. Depuis la publication de ses *Monumens biographiques* en 1824, Varnhagen s'était placé à un rang élevé parmi les écrivains de l'Allemagne; au moment où la génération des maîtres s'effaçait de plus en plus, lorsque Goethe, à Weimar, représentait seul cette période glorieuse, Varnhagen, témoin de cet âge évanoui, ami des philosophes et des poètes, maintenait encore cette tradition, que ses souvenirs allaient faire revivre. Un rapprochement tout naturel devait s'établir entre le savant et l'homme de lettres. En recherchant l'amitié de Varnhagen, Alexandre de Humboldt, avec sa finesse consommée, s'adressait à la fois à l'écrivain habile et à l'historien de l'esprit germanique pendant le demi-siècle qui venait de s'écouler. Quand il lui demandait conseil pour ses écrits, n'était-ce pas une manière de fournir des notes à un futur panégyriste? Les éloges assurément ne pouvaient manquer à un tel homme; mais tous les éloges n'ont pas le même prix, et ce n'était pas chose indifférente pour Humboldt d'avoir sa place assurée dans la galerie de Varnhagen. Les premiers billets des deux amis sont donc spécialement littéraires. C'était l'année où Humboldt faisait un cours sur la physique du globe et y traçait l'ébauche de son *Cosmos*. A cette époque décisive de sa carrière, l'appui de Varnhagen, le dévouement de l'homme qu'il appelait sans cesse l'unique soutien des lettres allemandes, était pour lui, si je l'ose dire, une nécessité de situation. Et quoi de plus facile à conquérir que ce dé-

vouement? Humboldt était un si grand personnage, et Varnhagen, sincère admirateur du talent, avait encore à cette date un faible si marqué pour les gens de cour, qu'un seul mot du glorieux chambellan devait remplir son cœur d'une double joie. Je ne veux pas dire que l'amitié de Humboldt et de Varnhagen n'ait eu d'autre mobile que la vanité; j'indique simplement des nuances qui, en Allemagne, n'ont échappé à personne. L'amitié complète viendra plus tard, grâce à une véritable communauté de sentimens; elle viendra surtout lorsque Varnhagen, privé de ses fonctions diplomatiques, se rapprochera des libéraux, tendra même la main aux démocrates, et donnera librement carrière à ses rancunes. En 1827, Humboldt n'est pas encore pour Varnhagen le confident des amères pensées; c'est un savant illustre, le frère d'un ancien ministre, l'ami du prince royal, et lorsque ce personnage si haut placé écrit d'affectueux billets au mari de Rachel, celui-ci, diplomate fidèle à l'étiquette, lui répond toujours en style de chancellerie. Il en prend si bien l'habitude, notez ce point, que, trente ans après, il le traitera encore d'excellence, et n'omettra aucune des formules de cérémonie, au moment même où Humboldt, devenu sincèrement son ami, lui confiera familièrement ses pensées les plus secrètes.

Au milieu des complimens de Humboldt sur les écrits de Varnhagen, sur sa biographie de Zinzendorf, sur celle du savant médecin Erhard, nous trouvons des détails plus intéressans pour l'histoire littéraire; ce sont, par exemple, les préparatifs de la publication du *Cosmos*. Le 27 octobre 1834, Humboldt écrivait à Varnhagen :

« Je commence l'impression de mon œuvre, de l'œuvre de ma vie. Le monde physique tout entier, tout ce que nous savons aujourd'hui des phénomènes du ciel et de la terre, depuis les nébuleuses jusqu'à la géographie des mousses sur les roches granitiques, j'ai eu la folle idée de décrire tout cela dans un seul et même ouvrage, et dans un ouvrage d'un style vivant qui provoque l'esprit et charme l'intelligence. Toute idée grande et importante, en quelque endroit qu'elle se soit fait jour, y sera consignée à côté des faits. Il faut que ce livre représente une époque du développement intellectuel de l'humanité dans sa connaissance de la nature. Les prolégomènes sont presque entièrement achevés, ils contiennent une rédaction toute nouvelle de mon discours d'ouverture, discours improvisé, mais que j'avais dicté de souvenir le jour même, le tableau de la nature, et les moyens d'éveiller le goût des sciences naturelles selon l'esprit de notre temps. Ces moyens sont de trois sortes : 1° poésie descriptive, description vivante des scènes de la nature empruntée aux récits des voyageurs modernes; 2° peinture de paysage, représentation de la nature exotique par le dessin et la couleur, à quelle époque ce genre a pris naissance, à quelle époque il est devenu un besoin et une noble joie pour l'esprit, pour quel motif l'antiquité, si sensible aux arts, n'a pu connaître celui-là; 3° les plantes, distri-

buées d'après la physionomie naturelle (et non comme dans les jardins botaniques), l'histoire de la description physique du monde, comment enfin l'idée du monde et de la connexion des phénomènes universels est devenue claire pour les peuples à travers le développement des siècles. Ces prolégomènes sont la chose principale et contiennent la partie générale de mon œuvre; ensuite vient la partie spéciale, les détails distribués par ordre... Tous ces détails ne se prêtant pas à une exposition littéraire, comme les combinaisons générales de la science de la nature, il n'y aura là que des faits expliqués en peu de mots et coordonnés logiquement, à peu près comme dans une table des matières, si bien que sur tel sujet, les climats, par exemple, le magnétisme terrestre, etc., le lecteur studieux puisse trouver, condensés en quelques pages, tous les résultats dont l'acquisition lui eût coûté plusieurs années d'étude. L'unité de la forme, la concordance littéraire avec la partie générale du livre est maintenue à l'aide de petites introductions placées en tête de chaque chapitre spécial. Dans son *Manuel d'Archéologie,* qui est un modèle de style, Ottfried Müller a suivi très heureusement la même méthode.

« J'ai désiré, très honorable ami, que vous eussiez par moi-même une idée claire de l'entreprise. L'ensemble n'est pas ce qu'on nomme communément une description physique de la terre; il comprend le ciel, la terre, toute la création. Il y a quinze ans, j'avais commencé à l'écrire en français, et je l'appelais alors *Essai sur la physique du monde.* En Allemagne, je voulais d'abord l'appeler *le Livre de la nature,* comme ces pages d'Albert le Grand que nous a léguées le moyen âge; mais tout cela manque de précision. En prenant pour titre le mot de *Cosmos,* j'ai voulu obliger les gens à nommer le livre ainsi, pour éviter qu'on dise *la Description physique de la terre, par Humboldt,* ce qui rejetterait la chose dans la catégorie des ouvrages de Mittersacher. Le terme *description du monde,* comme on dit *histoire du monde,* serait une expression inusitée que l'on confondrait toujours avec *description de la terre* (*Weltbeschreibung, Erdbeschreibung*). Je sais bien que *Cosmos* est une expression recherchée, qui n'est pas exempte d'une certaine afféterie, mais ce titre, d'un seul mot, dit à la fois ciel et terre, et correspond à la *Géa* du professeur Zeune, un assez mauvais livre par parenthèse, et qui est, celui-là, une véritable *Description de la terre.*

« Maintenant, cher ami, une prière! Je ne puis prendre sur moi d'expédier le commencement de mon manuscrit sans vous supplier d'y jeter le coup d'œil du critique. Vous avez un si grand talent d'écrivain, un style si riche, si gracieux, et avec cela tant d'esprit, tant d'indépendance, que vous ne rejetez jamais une forme de langage par cela seul qu'elle est marquée d'un caractère individuel et qu'elle s'écarte de la vôtre. Ayez donc l'extrême obligeance de lire le discours, et joignez-y une petite feuille sur laquelle vous écrirez sans donner vos motifs : au lieu de ceci, j'aimerais mieux cela; mais ne me reprenez pas sans me corriger. Veuillez aussi me rassurer sur le titre.

« Les défauts principaux de mon style sont un malheureux penchant à employer des formes trop poétiques, une construction longue, embarrassée de participes, le désir de concentrer trop d'idées et de sentimens de toute espèce dans une seule période. Je crois que ces vices radicaux inhérens à ma nature sont atténués par une simplicité sévère, laquelle persiste toujours

même en face des défauts opposés, et aussi par une faculté de généralisation qui me permet de planer, si ce terme ambitieux m'est permis, au-dessus de l'observation scientifique. Un livre consacré à la nature doit produire la même impression que la nature elle-même; mais ce à quoi j'ai visé tout particulièrement, comme dans mes *Tableaux de la nature*, ce qui établit une différence absolue entre ma manière et celle de Forster et de Chateaubriand, c'est que dans mes descriptions, dans mes paysages, j'ai toujours cherché à être vrai, je dis vrai même scientifiquement, sans entrer pour cela dans les arides régions de la science pure. »

Il est fâcheux que nous n'ayons pas les conseils donnés par Varnhagen à Humboldt, car ce qui concerne les grands travaux du savant est en définitive ce qu'il y a de plus intéressant et de plus durable dans cette correspondance. On voit bien ici avec quelle précipitation très peu scientifique et littéraire cette publication a été faite. Les éditeurs qui nous ont donné les lettres de Goethe et de Schiller, de Goethe et de Knebel, de Schiller et de Koerner, de Schiller et de Guillaume de Humboldt, ont compris autrement leur devoir. Nous avons les demandes et les réponses; introduits dans l'atelier des artistes, nous voyons les procédés qu'ils emploient. Rien de plus instructif que cet échange d'idées entre des esprits supérieurs. Si M^lle^ Assing s'était donné le temps de recueillir les lettres de son oncle à Alexandre de Humboldt, elle aurait pu nous donner un livre attrayant et utile au lieu d'une compilation indigeste. Cherchons encore dans ce pêle-mêle, et détachons-en les pages qui méritent d'être sauvées. Nous n'avons pas fini avec le *Cosmos :* à la lettre que nous venons de citer, Varnhagen s'empresse de répondre, sans doute avec mille cérémonies et complimens de cour selon son ordinaire : « L'expression de mon affectueuse confiance, lui écrit Humboldt, vous a rendu trop indulgent et trop louangeur. » Malgré les cérémonies de Varnhagen, ses lettres contenaient de fines remarques littéraires, et Humboldt en profita *dix-neuf fois sur vingt.* L'ouvrage cependant allait s'allongeant toujours sous la plume de l'illustre maître. Comment se résoudre à sacrifier tant de richesses de détail? Comment ne pas ajourner de mois en mois et d'année en année la publication d'une œuvre monumentale qui devait reproduire le tableau même de la création? Ce *Cosmos*, dont les premières feuilles avaient été imprimées au mois d'octobre 1834, n'était destiné à paraître que plus de dix ans après. Voici une lettre du 28 avril 1841 où Humboldt explique de nouveau à Varnhagen la composition de son livre. Elle contient de curieux renseignemens sur cette philosophie de la nature, sur cette construction *à priori* des sciences naturelles que Hegel et Schelling avaient mise à la mode :

« Soyez tout amical et indulgent en lisant ces pages. Je désire que vous

preniez une idée complète de la composition de mon œuvre. Voyez le passage où je parle de Schelling, et la page où il est question de Hegel. L'assurance formelle donnée par moi que je n'entends pas accuser le créateur de *la philosophie de la nature* le disposera sans doute à me pardonner plus aisément les sarcasmes sans pitié que m'inspirent *les joyeuses saturnales, le bal masqué* des plus fous de ses disciples. Il faut avoir le courage d'imprimer ce que l'on a dit et écrit depuis trente ans. Ce fut là une époque déplorable, dans laquelle l'Allemagne s'est profondément abaissée, bien au-dessous de l'Angleterre et de la France. On pratiquait alors une chimie où l'on ne se mouillait pas les mains.

« ...Je voudrais que le caractère de mon livre fût la généralité et la grandeur des vues, la chaleur et, autant que possible, la grâce du style, la traduction des termes techniques en expressions heureusement choisies, propres à décrire les choses et à les peindre aux yeux.

« Corrigez librement, mon cher ami; je suivrai vos indications partout où je le pourrai. Je veux renvoyer dans les notes certains détails d'une érudition qui n'a rien de vulgaire. Il faut que ce livre soit un reflet de moi-même, de ma vie, de ma vieille et antique personne (*meiner uralten Person*). Avec cette liberté d'exécution que je réclame, je puis procéder par aphorismes. Les choses seront indiquées plutôt que développées à fond. Maintes pages ne seront bien comprises que de ceux qui connaissent profondément une branche particulière de l'histoire naturelle. Cependant la forme de mon exposition est telle, je le crois, que rien n'arrêtera ceux qui en savent moins. Mon but véritable est de planer au-dessus de tout ce que nous savons en l'année 1841. *Mens agitat molem;* puisse l'esprit être encore là!

« Qu'un pareil ouvrage ne puisse être achevé par un seul homme, et surtout par un homme qui date de la comète de 1769, cela est clair comme le jour. Les fragmens détachés doivent être publiés par livraisons de douze à quinze feuilles, de telle sorte que ceux qui m'enterreront aient au moins dans chaque fragment une œuvre qui forme un tout.... La partie simplement et scientifiquement descriptive sera toujours mêlée à la partie oratoire. C'est ainsi qu'est la nature elle-même. L'aspect des étoiles scintillantes nous pénètre de joie et d'enthousiasme, et ce sont pourtant ces mêmes étoiles qui se croisent sur la voute des cieux selon des figures mathématiques. L'essentiel, c'est que l'expression reste toujours noble; grâce à cette noblesse du langage, la description de la nature laisse infailliblement dans l'esprit une impression grandiose. »

Ainsi le *Cosmos*, qui semble prêt à paraître en 1834, devient un travail si vaste en 1841, que l'auteur, désespérant de le conduire à bon terme, entreprend de le publier par fragmens, et par fragmens qui composent un tout, afin de laisser au moins quelques parties complètes de son monument inachevé. Au moment où l'immensité de son œuvre lui apparaît, Humboldt ne tremble pas. Quelle juvénile ardeur dans les pages qu'on vient de lire! Notez que celui qui parle ainsi est déjà dans sa soixante-douzième année. Ces scrupules,

ces changemens de plan, ce souci de la forme, cette constante préoccupation de la grandeur et de la simplicité du style, tout cela révèle un esprit de noble race, de la race des Buffon, des Laplace, des Cuvier, de tous ces puissans constructeurs qui n'avaient pas, comme les savans d'aujourd'hui, renoncé à la synthèse, c'est-à-dire au vrai spectacle du monde. Enfin l'héroïque ardeur du vieillard ayant triomphé des obstacles, le premier volume du *Cosmos* paraît au mois d'avril 1845. La correspondance que nous avons sous les yeux fournit quelques détails intéressans sur l'accueil fait à l'œuvre de Humboldt en Allemagne d'abord et bientôt en Europe. Humboldt avait plus d'un ennemi dans la société prussienne; les piétistes de Berlin, le parti catholique des provinces rhénanes le considéraient comme un adversaire secret du christianisme. La publication du *Cosmos* offrait une occasion naturelle à leurs attaques. Un journal qui prétend représenter le catholicisme sur les bords du Rhin, et qui n'exprime que la haine de la France, la haine des principes de 89, se chargea de commencer le feu. Six semaines après l'apparition de son livre, Humboldt écrivait à Varnhagen : « La *Gazette du Rhin et de la Moselle*, dans son numéro du 29 mai, me déclare coupable de voltairianisme; elle m'accuse de nier toute révélation, de conspirer avec Marheineke, Bruno Bauer, Feuerbach; elle m'accuse même, *ipsissimis verbis*, d'avoir dirigé l'expédition contre Lucerne, le tout à propos du *Cosmos*. » A Berlin même, les ennemis avaient parlé; on avait dit au roi que le nouvel ouvrage de Humboldt était anti-chrétien et démagogique. Heureusement le roi, si faible vis-à-vis des piétistes, était dévoué à la science, au grand art, aux lettres sérieuses, et pour toute réponse aux calomnieuses insinuations de tel ou tel de ses conseillers, il avait adressé à Humboldt un billet contenant simplement les beaux vers que Goethe met dans la bouche d'Alphonse, duc de Ferrare, lorsque le Tasse lui présente sa *Jérusalem délivrée :* « Je la tiens donc enfin dans mes mains, cette œuvre qu'en un certain sens je puis appeler mienne! » C'était déjouer d'un seul mot les intrigues qui se préparaient à la cour.

Nous retrouverons tout à l'heure les colères des piétistes berlinois contre Alexandre de Humboldt et les vengeances que celui-ci confie à ses notes familières, mais ce ne sera plus à propos du *Cosmos*. Les lettres qui se rapportent à la publication du grand ouvrage ne renferment plus que des éloges signés des plus beaux noms. Après les vulgaires méchancetés des coteries locales, voici l'opinion de l'Europe qui se produit. M. de Metternich, qui avait un goût si vif pour les sciences naturelles, lui écrivait le 21 juillet 1845 :

« J'ai lu votre *Cosmos*... Pour vous exprimer l'impression que j'ai recueillie de ce livre, je ne puis mieux faire que de vous confesser naïvement l'état de

mon esprit; votre *Cosmos* a provoqué en moi deux sentimens qui se combattent, ou, si vous le préférez, qui se neutralisent l'un l'autre, un sentiment de satisfaction quand je songe aux choses que je sais déjà, un sentiment de regret quand je songe à tout ce que j'ignore. Puis ces sentimens s'évanouissent devant l'admiration que m'inspire votre savoir, qui pouvait seul faire réussir une si gigantesque entreprise. Mais non, le savoir ne suffisait pas pour l'accomplissement de la tâche que vous vous êtes donnée, et ceci m'amène au véritable mérite de l'auteur, je veux dire son talent d'exposition et sa méthode. Vous avez dans cet ouvrage remis en honneur le vieux mot de *discipline* en l'appliquant aux sciences. Dieu fasse que cette idée reprenne aussi ses droits éternels dans la société civile! — Si mes impressions n'ont qu'une mince valeur, il n'en est pas de même du jugement des hommes de science. Ici tous sont ravis d'admiration; je m'associe complétement à eux, lorsqu'ils disent que vous seul parmi les vivans pouviez accomplir une telle œuvre, et que l'idée même du *Cosmos,* exprimée dans le titre, convenait véritablement à votre entreprise. Je vous ai dit que j'avais *lu* le premier volume de l'ouvrage, maintenant je m'occupe à l'*étudier,* et je vous remercie des heures vraiment bienheureuses que vous me procurez, heures bienheureuses en effet que celles où l'on peut quitter le champ ingrat des agitations politiques pour le champ des sciences naturelles! »

Une année après, le 10 mai 1846, M. de Metternich ajoutait quelque chose de plus à cette appréciation si bien sentie. Où les méthodistes de Berlin apercevaient des opinions hostiles à la religion, il voyait au contraire une philosophie de la science toute chrétienne. Il est assez piquant d'opposer à l'orthodoxie tracassière de certains protestans de Berlin la bienveillance, un peu trop crédule peut-être, du spirituel homme d'état. Cette fois je ne traduis plus; la lettre que je vais citer a été écrite en français :

« ... Ce que vous me dites de la prochaine apparition du second volume du *Cosmos* m'en fait attendre l'étude avec un vif désir. On ne vous lit pas, on vous étudie, et la place d'un écolier me va en plein. Personne n'est plus appelé que je le suis à rendre justice à votre remarque relative à l'influence que le christianisme a exercée sur les sciences naturelles, comme sur l'humanité entière et dès lors sur toutes les sciences, car cette remarque s'est depuis longtemps fait jour en moi... Le faux mène au faux, comme le vrai conduit au vrai. Aussi longtemps que l'esprit s'est maintenu dans le faux, dans la sphère la plus élevée que l'esprit de l'homme puisse atteindre, les conséquences de ce triste état ont dû réagir dans toutes les directions morales, intellectuelles et sociales, et opposer à leur développement dans la droite voie un obstacle insurmontable. La *bonne nouvelle* une fois annoncée, la position a dû changer. Ce n'est pas en divinisant les effets que ceux-ci ont pu être suivis dans la voie de la vérité; leur recherche est restée circonscrite dans la spéculation abstraite des philosophes et dans la verve des poètes. La *cause* une fois mise à couvert, les cœurs se sont mis en repos et les esprits se sont ouverts. Ceux-ci sont longtemps encore restés enveloppés dans les

brouillards de la sceptique païenne, quand enfin la philosophie scolastique a été débordée par la science expérimentale. Trouvez-vous mon raisonnement juste? Si vous le trouvez, je ne suis pas en doute que vous ne partagiez ma crainte, que les progrès scientifiques véritables courent le risque d'être arrêtés par des esprits trop ambitieux qui veulent remonter des effets à la cause, et qui, trouvant la route coupée par les limites infranchissables que Dieu a posées à l'intelligence humaine, ne pouvant avancer, se replient sur eux-mêmes et retournent à la stupidité du paganisme en cherchant la cause dans les effets!

« Le monde, mon cher baron, est fort dangereusement placé. Le corps social est en fermentation; vous me rendriez un bien grand service si vous pouviez m'apprendre de quelle espèce est cette fermentation, si elle est spiritueuse, acide ou putride. J'ai bien peur que le verdict ne tourne vers la dernière de ces espèces, et ce n'est pas moi qui pourrais vous apprendre que ces produits ne sont guère utiles. »

Sous l'embarras d'un style médiocrement français, on voit percer ici plus d'une idée profonde. Il y avait, dit-on, chez le prince de Metternich l'étoffe d'un grand naturaliste; il était digne, en tout cas, de converser de plain-pied avec Alexandre de Humboldt. Ses remarques sur l'impulsion féconde que le christianisme a imprimée aux sciences ne sont pas d'un esprit vulgaire. Il avait le plus vif sentiment de la grandeur de la science, et particulièrement de la science de la nature. Je trouve ces mots dans une autre lettre de lui adressée à Humboldt au mois de février 1847 : « L'histoire qu'écrivent les hommes embrasse un point imperceptible dans celle dont la nature possède les matériaux. » N'y a-t-il pas comme un regret sous ces paroles? Mais revenons à Humboldt et aux lettres relatives à la publication du *Cosmos* qu'on a recueillies dans cette correspondance posthume. Le prince Albert était aussi un des admirateurs qui envoyaient directement à l'illustre vieillard de cordiales félicitations. « Puisse le ciel, lui disait-il, dont vous décrivez si magnifiquement *les mers de lumières tournoyantes et les terrasses étoilées*, vous conserver encore bien des années, inaltérablement dispos de corps et d'esprit, pour la patrie, pour le monde et pour le *Cosmos* lui-même! » Mais tous les témoignages que Humboldt recevait d'Angleterre n'étaient pas aussi flatteurs. La *Revue de Westminster* et la *Revue trimestrielle* (*Quarterly Review*) traitaient fort sévèrement le *Cosmos*. Un certain docteur Cross, dans le premier de ces recueils, dit que le style du livre est lâche et des plus médiocres; le *Quarterly Review* affirme que l'auteur a une forme prolixe, et n'a jamais su écrire une page *of vivid expression*. Humboldt, qui rappelle, non sans dépit, ces jugemens de la presse anglaise, se console en pensant que l'Allemagne lui adresse des reproches tout différens. « En Allemagne, ma prose est souvent blâmée comme trop poétique; dans le *Quarterly*

*Review*, on la trouve traînante, sans vie : *not a vivid description.* Comme chaque peuple a sa manière de sentir! » Il pouvait surtout se consoler en communiquant à Varnhagen ce passage d'une belle lettre qu'il avait reçue de M. Mignet le 1er juillet 1846 :

« ... J'ai hâte de vous parler du premier volume du *Cosmos,* qui m'a été remis de votre part, et où vous avez si admirablement montré, pour me servir d'une de vos belles expressions, « l'ordre dans l'univers et la magnificence dans l'ordre.» Je l'ai lu avec le plaisir le plus vif et le plus profitable. C'est une exposition, pleine d'enchaînement et de grandeur, des phénomènes et des lois de l'univers, depuis ces lointaines nébuleuses d'où la lumière n'arrive à nous qu'après deux millions d'années jusqu'aux révolutions qui ont présidé à l'organisation actuelle de notre planète, et ont permis à l'homme de paraître, de vivre et de dominer à sa surface. Pour tracer cet immense tableau dans sa féconde variété et sa majestueuse harmonie, il fallait, comme vous, posséder fortement toutes les sciences, avoir vu la nature sous ses aspects les plus divers et l'aimer profondément, unir enfin une imagination poétique à une intelligence sûre et vaste. Achevez vite ce bel ouvrage pour votre gloire et notre instruction. »

Comment ces lettres de M. Mignet, du prince de Metternich, d'autres encore, se trouvent-elles publiées dans la correspondance familière de Humboldt et de Varnhagen d'Ense? Le lecteur l'a deviné déjà : Varnhagen, nous l'avons dit, observateur et peintre de la société de son temps, était naturellement un grand collectionneur d'autographes. Humboldt, dans les dernières années de sa vie, prenait plaisir à enrichir la collection de son ami. Recevait-il une lettre signée d'un nom glorieux ou simplement de quelque personnage mêlé aux choses publiques, il l'envoyait à Varnhagen. Quelques-unes de ces lettres sont curieuses, la plupart sont insignifiantes. Parmi les lettres qui méritaient d'être conservées, nous signalerons d'abord celles de Mme la duchesse d'Orléans. Il y en a quatre, les trois premières en français, la dernière en allemand. Les premières sont de simples billets, mais où se révèle l'âme la plus noble, où brille l'esprit le plus dévoué à tout ce qui est l'honneur de notre nature; celle qui les écrivit habitait encore Neuilly, et elle priait M. de Humboldt de lui servir de cicérone dans les galeries de Versailles. La dernière page, tracée en langue allemande, est datée d'Eisenach 1849. L'auguste princesse y remercie l'auteur du *Cosmos* de l'envoi de son second volume, dont la traduction française avait paru en 1848. « Les cœurs, dit-elle, éprouvés par les vicissitudes de la vie, les esprits affligés par le désordre des affaires de ce monde, saluent un tel livre comme une source rafraîchissante. » Elle le remercie surtout de sa fidélité à des souvenirs récens encore et déjà si éloignés, elle le remercie de ses bonnes paroles, de ses

réflexions si sages sur les illusions des peuples, de ses encouragemens virils à la patience. « A mon dernier voyage en Angleterre, dit-elle en terminant, le roi s'est beaucoup informé auprès de moi de la santé de votre excellence, et la reine a pris beaucoup d'intérêt aux nouvelles que j'ai pu lui donner de vous. Ils se rappellent tous deux avec plaisir les visites fréquentes que vous leur faisiez à Paris. Mes fils désirent que je les recommande à votre souvenir, et j'espère, moi aussi, que de temps en temps vous vous souviendrez de moi. »

Entre tant de lettres recueillies un peu au hasard par M^lle^ Assing et publiées pêle-mêle, il est naturel que nous recherchions de préférence celles dont les signataires appartiennent à notre histoire. J'aperçois les noms de M. Guizot et de M. Thiers. M. de Humboldt, qui publiait alors l'édition complète des œuvres de son frère Guillaume, venait d'en envoyer deux volumes à M. Guizot, et celui-ci lui adresse ses remerciemens. La lettre est datée de Londres, où M. Guizot représentait la France comme ambassadeur (août 1840). J'y trouve quelques paroles curieuses sur l'absence de la vraie conversation dans les salons anglais, et un vif sentiment de la grandeur de la Prusse, qui s'éveillait alors aux idées libérales et attirait l'attention de l'Europe : « J'envie au baron de Bulow le plaisir de vous voir. Je regrette infiniment sa société à Londres. La conversation, la vraie conversation, nourrie et libre, est fort rare ici. La sienne me manquera beaucoup. Je voudrais bien aller quelque jour vous faire une visite chez vous, voir de près votre pays, celui de tous où l'esprit humain joue le plus grand rôle, et son nouveau roi, digne, me dit-on, d'un tel pays. » Les deux billets de M. Thiers sont de simples lettres de recommandation adressées à M. de Humboldt, la première en faveur de l'un de nos collaborateurs et amis, qui a laissé ici de bien vifs regrets, M. Alexandre Thomas « jeune Français plein de talent, de connaissances et de curiosité ; » la seconde pour M. Duvergier de Hauranne, qui se disposait, en 1857, à visiter l'Allemagne avec son fils. « Vous connaissez trop bien notre pays, écrit M. Thiers, pour que j'aie besoin de vous dire quel rôle considérable et toujours honorable M. Duvergier de Hauranne a joué dans nos assemblées, où il a été toujours fidèle à la cause de la liberté raisonnable, et non-seulement fidèle, mais singulièrement utile. Aujourd'hui, rentré dans la retraite et livré à l'étude, il va voir votre excellent pays, et j'ai pensé que je ne pouvais mieux faire que le recommander à votre bienveillance. Ce sera pour son jeune fils un souvenir impérissable que d'avoir vu le savant illustre qui honore le plus notre siècle... »

Citons encore une lettre qui se rapporte à notre histoire politique; celle-là nous reporte en 1839, au milieu de cette émeute parlemen-

taire qui fit tant de bruit sous le règne de Louis-Philippe. M. le comte Bresson, dont la fin devait être si tragique, était alors ministre de France à Berlin. Le 6 février 1839, adressant à M. de Humboldt un numéro du *Journal des Débats* qui contenait un article sur ses travaux, M. Bresson lui donnait des nouvelles de Paris, et appréciait la situation de l'Europe. On a beaucoup parlé de la coalition; il est curieux de voir l'effet qu'elle produisait à distance. Il paraît qu'à Berlin cet incident de la vie parlementaire rappelait déjà les commotions de 1791, et que les amis de M. Guizot avaient l'air de *girondins en herbe*. Lorsque Humboldt envoie cette page à Varnhagen avec une douzaine de billets signés de noms bien autrement célèbres, il la signale entre toutes comme un document à part.

« ... Hélas! oui (lui écrivait M. Bresson), nous verrons bien des choses, si Dieu nous prête vie; mais qu'il fasse que nous ne revoyions plus celles qui ont déjà passé sur notre siècle! La coalition y travaille cependant de toutes ses forces en sapant le pouvoir royal. C'est un accès de démence qui rappelle 1791. Ce sont des girondins en herbe que nous aurions aimés, et ils seraient les premières victimes englouties sous l'édifice qu'ils ébranlent. Est-il donc nécessaire de faire un grand effort de raison pour voir clairement que le roi est le ciment de toutes choses, qu'il nous tient suspendus sur le chaos, et que, lui de moins ou lui de plus, la situation change de fond en comble? En conscience, le danger vient-il de lui aujourd'hui? Et un ordre de choses si péniblement acquis, si laborieusement établi, sera-t-il sacrifié à la rancune de quelques hommes ou à quelques vaines théories inapplicables en France, bonnes tout au plus en Angleterre, où elles sont consacrées par les âges, et, ce qui vaut mieux encore, administrées par les seules classes éclairées et supérieures?

« Voici les adieux, les derniers, de M. de Talleyrand, à Fontainebleau, le 2 juin 1837 : « Adieu, mon cher Bresson; restez à Berlin aussi longtemps que possible; vous êtes bien, ne cherchez pas le mieux. Il y aura bien du mouvement dans le monde; vous êtes jeune, vous le verrez. » Je vous cite ces paroles parce qu'elles rentrent dans l'esprit de votre billet, dont je vous remercie encore, et qui devient pour moi un titre de famille. »

On peut enfin détacher de ce recueil un dernier épisode relatif à nos affaires de France: ce sont les letttres d'Arago qui nous le fournissent. Personne n'ignore l'affection étroite, l'intime communauté de sentimens et d'études qui unissait le savant prussien et l'astronome français. Humboldt, conservateur facilement alarmé dans ses entretiens avec le comte Bresson, était volontiers avec Arago un homme de mouvement hasardeux. Il venait de lui dédier en 1834 son *Examen de l'histoire de la géographie au quinzième siècle*, il devait écrire vingt ans plus tard une introduction générale à l'édition complète de ses œuvres, mais ce n'était pas seulement l'enthousiasme de la science qui cimentait leur amitié; je

suis aussi libéral que mon ami Arago, disait Humboldt avant 1848. Il l'était au moins dans ses entretiens intimes avec lui, sauf à tenir un langage tout différent à l'ambassadeur de France. Était-ce duplicité? Non, certes; c'était simplement le travail multiple d'un esprit accoutumé à embrasser tous les aspects des choses. Sincère dans son libéralisme, il était sincère aussi dans ses appréhensions. On comprendra qu'à un tel homme Arago ait pu écrire ces lignes tout au moins singulières sous sa plume en 1834 : « J'apprends avec chagrin que tu n'es pas content de ta santé. La mienne est détestable, et je m'en inquiète peu. Tout ce que je vois journellement dans ce bas monde de bassesse, de servilité, d'ignobles passions, me fait envisager avec sang-froid les événemens dont les hommes se préoccupent le plus. » A côté de ces exagérations qui trahissent une injuste colère, une ambition désappointée, il est curieux de placer une lettre écrite quatorze ans plus tard, au milieu des orages de 1848. Le contraste est piquant et instructif. Si la révolution de 1830 avait été pour le savant républicain une source de déceptions, la république de février lui réservait de bien plus cruels déboires. Arago parlait tout à l'heure du dégoût que lui inspiraient les *bassesses* de 1834, dégoût assez profond pour lui faire envisager la mort avec indifférence; n'a-t-il pas éprouvé des sentimens bien plus pénibles encore pendant ces *trois siècles* de pouvoir que lui a donnés la chute de Louis-Philippe? Ce n'est plus de *spleen* qu'il est question ici; il y a quelque chose de navrant dans cette supplique d'un tel homme qui, après de si sérieux services rendus à la société en péril, après tant d'efforts pour maintenir l'ordre, pour sauver la liberté, pour vaincre la démagogie, est obligé de demander grâce à l'opinion des hommes d'élite, non-seulement pour son fils, mais pour lui-même :

« Paris, ce 3 juin 1848.

« Mon cher et illustre ami,

« Mon fils est parti ces jours derniers pour Berlin en qualité de ministre plénipotentiaire. Il est parti animé des meilleurs sentimens, d'idées de paix et de conciliation des plus décidées. Et voilà qu'aujourd'hui votre chargé d'affaires s'est rendu chez notre ministre des affaires étrangères pour lui rendre compte des *inquiétudes* que la mission de mon fils a excitées dans votre cabinet et parmi la population berlinoise. Me voilà bien récompensé, en vérité, des efforts que j'ai faits, depuis mon arrivée au pouvoir, pour maintenir la concorde entre les deux gouvernemens, pour éloigner tout prétexte de guerre! A qui persuadera-t-on qu'animé des sentimens dont je fais publiquement profession, j'aurais consenti à laisser investir Emmanuel d'une mission diplomatique importante, s'il avait été en désaccord avec moi, s'il appartenait à une secte socialiste hideuse, au *communisme*, car, j'ai honte de le dire, les accusations ont été jusque-là? Au reste, j'en appelle à l'ave-

nir... J'ai la confiance que ma conduite, dans les trois derniers mois (j'ai presque dit dans les trois derniers siècles), ne doit me rien faire perdre dans ton esprit. »

Les autres lettres de nos compatriotes fournies par Humboldt à la collection de Varnhagen ne sont que des billets insignifians que l'éditeur eût bien fait de laisser dans le portefeuille de Varnhagen. Il faut faire exception cependant pour deux lettres encore. L'une a été écrite par Mme Récamier à l'occasion de la mort du prince de Prusse, de ce prince chevaleresque qui l'avait aimée d'un amour si ardent, et qui, pendant de si longues années, conserva obstinément l'espoir d'unir sa destinée à la sienne. Si l'auteur du recueil intitulé *Souvenirs et Correspondance tirés des papiers de Mme Récamier* eût possédé cette page, il n'aurait pas manqué de l'insérer dans sa collection; on ne nous pardonnerait pas de l'omettre ici :

« Paris, 28 juillet 1843.

« Je n'ai pas d'expression, monsieur, pour vous dire combien je suis touchée de votre lettre; vous m'avez épargné le saisissement d'apprendre par les journaux une nouvelle aussi douloureuse qu'imprévue. Quoique bien souffrante et bien affligée, je ne veux pas perdre un moment pour vous en remercier. Vous savez, monsieur, qu'il y avait bien des années que je n'avais vu le prince Auguste, mais je recevais constamment la preuve de son souvenir. C'est à l'époque la plus triste de sa vie que je l'avais connu chez Mme de Staël, où il avait rencontré tant de nobles sympathies. Hélas! de la réunion si brillante et si agitée du château de Coppet il ne restait que lui; il ne me reste plus à présent, des souvenirs de ma jeunesse et de tout ce passé de ma vie, que le beau tableau de *Corinne*, dont le sentiment le plus noble et le plus touchant avait orné ma retraite. Je n'ai pas le courage, monsieur, de prolonger cette lettre et de répondre aux détails si intéressans qui terminent la vôtre; permettez-moi de ne vous parler aujourd'hui que de ma douleur, de ma reconnaissance et de mon admiration.

« J. RÉCAMIER. »

L'autre est signée aussi du nom d'une femme, et d'une femme qui a joué un rôle à part dans la société française. On sait avec quelle attention, quel esprit, quelle finesse, Mme la princesse de Liéven a suivi pendant de longues années les vicissitudes politiques de la France. A-t-elle écrit des lettres, des mémoires? Je l'ignore; en tout cas, aucune page de ses souvenirs n'a été publiée. La lettre suivante, qu'elle adressait à M. de Humboldt le 8 janvier 1856, aura donc au moins l'attrait des choses rares. Il faudrait la citer d'ailleurs, ne fût-ce que pour l'étrange anecdote qu'elle renferme.

« Paris, le 8 janvier 1856.

« Vous ne m'avez pas oubliée, mon cher baron. Je le sais par deux mes

sages bienveillans que le baron Brockhausen m'a portés de votre part. Je l'ai bien chargé de vous en témoigner ma vive reconnaissance, mais je trouve mieux encore de vous la dire moi-même. Aujourd'hui je la fais servir de passeport à une question que je me permets de vous adresser.

« Vous qui savez tout, pouvez-vous vous souvenir du fait suivant? L'année 1799 ou 1800, l'empereur Paul imagina de proposer un combat en champ clos, où l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, je ne sais pas quelle puissance encore, videraient leurs différends par la personne de leurs premiers ministres, Pitt, Thugut, etc... La rédaction de cette invitation fut confiée à Kotzebue, et l'article inséré dans la *Gazette de Hambourg*. Voilà le souvenir bien distinct qui me reste. Je n'ai pas rêvé cela. Pouvez-vous compléter cette tradition? Je ne rencontre personne qui puisse se le rappeler. J'ai pensé que vous pourriez venir en aide à ma mémoire, et j'y tiens, parce qu'on croit que je radote.

« Vraiment Paul Ier n'était pas si fou. Ne trouvez-vous pas notre temps plus fou que celui-là? Quel chaos! et pourquoi?...

« Mon cher baron, je vis ici dans un petit cercle intime de vieux amis qui sont aussi les vôtres, et qui vous conservent un bien bon souvenir. Quel plaisir nous aurions à vous y voir, et oublier ensemble les tristesses du jour! Ah! que les hommes et les choses valaient mieux jadis! Est-ce un propos de vieille femme que je vous tiens? »

Mlle Assing ne s'est pas donné la peine de rechercher quelle fut la réponse de Humboldt à cette singulière question. Elle publie ce qui lui tombe sous la main, et passe d'une missive à une autre sans plus se soucier du lecteur ébahi. Tirez-vous de là comme vous pourrez. Continuons donc de faire notre choix dans son portefeuille, et ne lui demandons pas ce qu'elle ne veut ou ne peut nous donner. Il est encore plus d'un nom illustre parmi les signataires des lettres que Humboldt a fournies à Varnhagen, rois et grands-ducs, souverains de la science et de la poésie. A côté d'une lettre de Christian VIII, roi de Danemark, vous en trouverez une du poète italien Manzoni. Le célèbre astronome John Herschel, le grand ministre sir Robert Peel, l'historien américain William Prescott, le poète Ruckert, tiennent dignement leur place à côté du grand-duc de Saxe-Weimar, du grand-duc de Toscane Léopold et du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. Si vous ne cherchez que des signatures célèbres, vous êtes servi à souhait; voulez-vous une anecdote piquante, un trait de mœurs, un signe des temps, un commentaire inattendu de l'histoire qui se fait sous nos yeux, ou bien quelque grande pensée échappée d'un noble esprit, et rendue au hasard de la plume, adressez-vous ailleurs. Ce sont des signatures, non des lettres, que Humboldt envoyait à Varnhagen.

Ce n'est point, à vrai dire, sur la publication de ces autographes que Mlle Ludmila Assing a le plus compté. Il faut bien arriver

enfin aux confidences secrètes d'Alexandre de Humboldt sur la cour de Berlin. Il serait difficile, je l'avoue, de toucher à ces délicates questions, si encore une fois on n'était convaincu que l'auteur du *Cosmos* n'eût point autorisé la divulgation de ces commérages. A quoi bon faire savoir au monde que Humboldt, comblé de bontés par Frédéric-Guillaume IV, admis dans l'intimité de la famille royale, allait se moquer de ses bienfaiteurs chez un vieux diplomate retraité qui enrageait de ne plus jouer un rôle? A quoi bon révéler ce qu'on a nommé la hardiesse de ses opinions religieuses, la franchise de ses sentimens politiques? Nous ne sommes plus libres cependant d'éviter ce sujet: puisque des documens, quels qu'ils soient, sur un homme de ce mérite et de cette renommée ont été communiqués au public, il faut bien les apprécier. Voyons donc chez Alexandre de Humboldt le philosophe religieux et le penseur politique, ou du moins ce qu'en peut montrer la publication de M^lle^ Assing.

Que Humboldt fût l'ennemi des piétistes de Berlin, je le comprends sans peine. Il était sournoisement attaqué par la *Gazette de la Croix*, on redoutait son intimité avec le roi, on s'efforçait de le perdre; il se défendait vigoureusement, quoi de plus naturel? Il se défendait par sa gloire, par ses travaux; il se défendait aussi par son sourire sarcastique et sa parole acérée. Dans tout cela, je ne vois absolument rien qui mérite le moindre blâme, qui puisse causer la plus légère surprise. Livrons-lui donc les Stahl et *tutti quanti*; mais comment lui pardonner tant de sarcasmes amers, tant de railleries hautaines contre un homme tel que M. le baron de Bunsen, l'un des plus grands esprits de notre époque, âme aussi ardemment libérale que profondément religieuse. M. de Bunsen, je ne crains pas de le dire, est dans l'ordre de la foi et des hautes vérités de l'esprit ce qu'a été Alexandre de Humboldt lui-même dans l'ordre de la science et des vérités naturelles. Il embrasse en ses travaux immenses le cosmos spirituel et moral, comme Humboldt le cosmos physique. Quand on songe à ses recherches sur la civilisation égyptienne, sur la Bible, sur la primitive église, quand on se rappelle cette grande philosophie pratique intitulée *Dieu dans l'Histoire*, on peut appliquer à ce magnifique ensemble les belles paroles qu'a inspirées à M. Mignet le vaste tableau du monde matériel tracé par le savant berlinois : « C'est une exposition, pleine d'enchaînement et de grandeur, des phénomènes et des lois de l'univers, depuis les plus lointaines nébuleuses jusqu'aux révolutions qui ont présidé à l'organisation actuelle de notre planète... » Donnez à ces expressions un sens figuré, un sens mystique, si je puis parler ainsi, et voyez si elles ne caractérisent point avec une parfaite exactitude l'encyclopédie religieuse de M. de Bunsen. Était-ce donc l'inspiration religieuse elle-même, le sentiment

du divin, *ce tout de l'homme*, pour parler comme Bossuet, que Humbold poursuivait de ses sarcasmes? Des fanatiques l'ont accusé d'athéisme; mais il a repoussé cette accusation avec force, lorsque, dans la traduction française de son *Cosmos*, il proclame la supériorité de la philosophie sur les sciences physiques. Il reproduit encore cette déclaration de principes dans les lettres que nous avons sous les yeux, et il l'oppose hautement aux attaques de la *Revue de Westminster*. « La physique, dit-il, comme l'indique son nom même, se borne à expliquer les phénomènes du monde naturel par les propriétés de la matière; le dernier but des sciences expérimentales est donc de remonter à l'existence des lois, et de les généraliser progressivement. Tout ce qui est au-delà n'est pas du domaine de la physique du monde, et appartient à un autre genre de spéculations plus élevées. » Non, certes, un tel contemplateur de l'univers ne pouvait nier la cause intelligente et libre, mais n'éprouvait-il pas contre la religion de l'Évangile une espèce d'antipathie bien peu digne d'une intelligence supérieure? Il méconnaissait sans cesse l'affinité du libéralisme véritable et de la pensée chrétienne. Toutes les œuvres qu'inspire l'esprit évangélique lui inspirent des plaisanteries équivoques. A propos des théologiens de son temps, il porte les jugemens les plus singuliers : Schleiermacher, cette âme pieuse et profonde, exaltée tour à tour et déchirée par tant de combats intérieurs, ce Pascal du protestantisme germanique au XIX^e siècle, n'est pour lui qu'un prêtre astucieux, adoptant en apparence toutes les formes des mythes chrétiens et s'accommodant tout bas avec les hommes qui pensent d'une autre manière. Ses éloges ne sont pas moins étranges que ses blâmes. S'il parle de l'auteur de la *Vie de Jésus*, il dira simplement : « La seule chose qui m'ait déplu chez Strauss, c'est sa légèreté en fait d'histoire naturelle. » Je ne sais quelles légèretés scientifiques Humboldt peut reprocher à M. Strauss; quant aux légèretés théologiques et philosophiques de Humboldt, M. Strauss lui-même en serait choqué. Pour qui sait lire au fond des cœurs, il est impossible de méconnaître un sentiment religieux chez M. Strauss; une noble inquiétude anime tous ses travaux, et il essaie de relever à sa façon ce qu'il croit avoir renversé par la critique. Rien de tel chez Humboldt, au moins dans cette correspondance. Sa contemplation du *Cosmos* ne lui a pas enseigné le respect des choses de l'âme. Il est froid, il est sec, il est dur. J'oserai dire que le mot impiété, dans le sens antique et éternel, doit être appliqué ici; Virgile aurait trouvé de l'impiété dans ces lettres. Un jour, accusé d'irréligion par les paysans de ses contrées natales, David Strauss, s'adressant à ces braves gens, leur ouvrit son cœur. Ce discours aux vignerons de Steinheim pourrait se résumer ainsi : « Mes

amis, je suis théologien. Mon devoir est de chercher la vérité sur les choses divines. Ma tâche, hélas! est plus rude que la vôtre. J'ai des doutes, je suis déchiré par bien des tourmens intérieurs, je souffre, je souffrirai, mais je ne suis point un impie. » Qu'il y a loin de ces touchantes paroles aux sèches railleries du savant! Un jour Humboldt reçoit des États-Unis une lettre naïve, cordiale, dont l'auteur, un protestant, un simple membre de la grande communauté chrétienne (rien ne fait croire que ce soit un pasteur), lui parle avec effusion de la douceur de l'Évangile, de la tendresse infinie du Christ, et essaie de l'amener aux pieds du divin maître. Humboldt veut bien trouver une certaine bonhomie dans cette lettre, puis il écrit au bas : *Tentative de conversion venue de l'état de l'Ohio*, et il l'envoie à Varnhagen pour sa collection de curiosités. Je me suis rappelé en lisant cela ces paroles de M. Sainte-Beuve : « Prenez les plus grands des modernes anti-chrétiens, Frédéric, Laplace, Goethe; quiconque a méconnu complétement Jésus-Christ, regardez-y bien, dans l'esprit ou dans le cœur il lui a manqué quelque chose. »

Si quelque chose n'avait pas manqué à Humboldt, il eût été plus franc dans sa conduite publique et plus digne dans l'expression de sa pensée. En revanche cet ennemi du christianisme n'en savait pas moins être bon courtisan. Il y a quelques années, un écrivain français traça la biographie de l'illustre frère de l'auteur du *Cosmos*, de celui qui couronna sa noble carrière politique par de si admirables travaux sur la philologie comparée : plein de respect pour une telle mémoire, plein de respect aussi pour l'homme qui en était le gardien le plus autorisé, l'écrivain dont je parle, avant de publier cette biographie de Guillaume de Humboldt, s'empressa de la soumettre à son frère Alexandre. Or, à une certaine époque de sa vie, Guillaume de Humboldt avait professé un stoïcisme austère, un stoïcisme très noble, très pur, mais sans mélange d'idées chrétiennes, et son biographe avait dû marquer ce point avec précision. Il n'y avait ni blâme ni éloge sous sa plume; dessinant un portrait, il tâchait de n'oublier aucun des signes de la physionomie. Alexandre de Humboldt se récria vivement; cette impartialité si peu diplomatique lui parut pleine de périls. Que penserait le roi? que dirait la cour? N'était-ce pas fournir une arme à ses ennemis? En un mot, il demandait avec instance que ce passage fût atténué. L'écrivain se rendit à son désir, croyant y voir quelque chose de respectable, soit que ce fût simplement la faiblesse d'un vieillard, soit qu'il y eût là un sentiment exagéré de sollicitude pour la mémoire d'un frère; il se demande aujourd'hui, non sans tristesse, s'il n'est pas venu en aide à la timidité d'un courtisan.

C'est aussi cette timidité d'esprit, je ne voudrais pas dire cette

duplicité, qui frappe péniblement dans les lettres politiques où quelques personnes ont cru voir un signe de hardiesse. En plusieurs occasions, Alexandre de Humboldt a défendu efficacement des écrivains libéraux; il a protégé Freiligrath, Robert Prutz, le polonais Mieroslawski, il a pris hautement parti pour les sept professeurs de Gœttingue destitués par le roi de Hanovre Ernest-Auguste, et il a contribué à faire appeler Jacob et Wilhelm Grimm à l'université de Berlin. Ce sont là des titres que nous sommes heureux de proclamer; mais pourquoi cette autorité morale que possédait Humboldt ne s'exerçait-elle pas plus souvent? Certes il ne s'agit pas de répéter contre l'auteur du *Cosmos* les reproches qu'on adressait autrefois à l'auteur de *Faust*; Humboldt n'est pas plus responsable de la politique du roi de Prusse que Goethe ne l'était des idées et des sentimens du grand-duc de Weimar. Voyez pourtant la différence des procédés : Goethe a pu être indifférent à bien des choses saintes, il a pu écarter de lui bien des émotions auxquelles une grande imagination se soustrait rarement; jamais du moins il n'a tenu deux langages; il disait tout ce qu'il pensait, et lorsqu'il parlait du grand-duc Charles-Auguste dans les lettres sans nombre qu'il adressait à ses amis, il n'en parlait pas autrement que si Charles-Auguste eût été là. « Monsieur Goethe, vous êtes un homme, » lui dit Napoléon à Iéna en 1806. Humboldt, sauf en de rares circonstances, n'ose combattre les fausses idées du roi ou le soutenir dans ses défaillances; à peine sorti du château, il se venge de sa propre faiblesse en allant se moquer du roi chez Varnhagen d'Ense.

« J'ai reçu, dit Varnhagen, une nouvelle visite de Humboldt. Il m'a dit tout ce qu'il avait sur le cœur. Il fait ce qu'il peut, mais il ne peut pas grand'chose, et un homme de soixante-quatorze ans est toujours un homme de soixante-quatorze ans. Lui-même fit allusion à son âge d'une façon significative. Ses occupations multipliées l'écrasent, mais il ne saurait se décider à s'en défaire; la cour et le monde sont pour lui comme un manoir familier où l'on a pris l'habitude de passer ses soirées et d'aller boire sa chope. — Le roi, disait-il, n'est occupé que de ses fantaisies, et la plupart de ces fantaisies ont pour objet des choses spirituelles, ecclésiastiques, service divin, constructions d'églises, missions, etc. Les intérêts de la terre le touchent fort peu. La mort de Louis-Philippe amènera-t-elle une crise? Qu'arrivera-t-il lorsque Metternich quittera ce monde? Qu'avons-nous à attendre de la Russie? Tout cela le laisse indifférent, c'est à peine s'il y pense. Quiconque sait devenir son favori et l'occuper des sujets qui lui plaisent est maître du jeu. Bunsen, Radowitz et Canitz occupent la plus haute place dans son esprit, Stolberg ne vient qu'en seconde ligne. Avec cela, des distractions sans nombre et des négligences inouies. Rückert avait envoyé de jolies poésies à la reine à l'occasion du rétablissement de sa santé; on les trouva les plus charmantes du monde, mais l'idée ne vint pas qu'il était convenable de ré-

pondre à cette offrande par une parole de remerciement; enfin, bien tard, la reine en eut l'inspiration : on fit appeler Rückert, mais il y avait trois semaines qu'il était parti en voyage! Le roi voit Schelling à peine une fois dans l'année; depuis qu'il le possède à Berlin, il s'inquiète fort peu de lui. Steffens aussi, qu'il aime cependant, est rarement invité. Reumont fait en ce moment une petite exception; il a quelque part aux faveurs dont jouissent Bunsen et le comte de Bruhl... Bunsen n'a pas gagné en bon sens : il a proposé au roi d'acheter la Californie, d'y envoyer des missionnaires, etc. Il patrone ouvertement les entreprises de Mme d'Helfert; il voulait envoyer un de ses fils avec elle, et lui donner de sa bourse douze mille livres sterling pour fonder des colonies, établir des missions, mais il retira son offre quand il vit que les sympathies du roi étaient fort incertaines. Mme d'Helfert n'a reçu que dix mille thalers du roi, le ministre Rother a fait échouer la suite de ses projets; il a été obligé toutefois d'envoyer deux agens chargés de faire un rapport sur l'état des possessions de Mme d'Helfert dans les Indes-Orientales. On avait voulu aussi que le roi prît part à des établissemens coloniaux dans le Texas, toujours avec des intentions de propagande religieuse. Humboldt avait adressé d'énergiques avertissemens à Bunsen, il lui recommandait d'agir sur Eichhorn, de l'engager à se mettre sur ses gardes, il le priait de songer à la haine qu'excitait la politique de cet homme, et qui retombait sur le roi; quand il le vit ici, il lui parla directement dans le même sens et s'efforça de le toucher, mais Bunsen, qui venait de s'entretenir avec lui sur l'Égypte deux heures durant avec l'intérêt le plus vif, ne répondit pas une syllabe, prit son chapeau et sortit. Humboldt croit qu'il est assez vain pour accepter ici un ministère. Il me semble que Humboldt a trop de relations avec Bunsen et qu'il le traite trop amicalement. — La reine, dit Humboldt, n'a pas de préférences catholiques, elle est au contraire archi-protestante et encore plus zélée dans sa foi que le roi lui-même; c'est elle qui le pousse toujours plus avant dans cette direction, et elle aurait bien plus d'influence encore, si elle s'entendait mieux aux affaires. »

Certes, nous n'avons jamais eu de sympathie pour les personnages politiques que Humboldt accable de ses moqueries; ce sont en réalité les adversaires des idées libérales qu'il appelle *fanatiques*, *imbéciles*, *cafards*, *ruminans*, *Polignac lymphatiques*, *mastodontes berlinois*, *momies en service extraordinaire*; mais encore cette violence de langage est-elle assez étrange dans la défense d'une cause qui a tant de bons argumens à son service: aussi se demande-t-on parfois si c'est bien la cause de la liberté qui passionnait ainsi le vieux savant. Au souci de l'intérêt général ne se mêlait-il pas une préoccupation toute personnelle? Plus on interroge ce recueil de lettres, plus on se persuade que dans les vingt-cinq dernières années de sa vie Alexandre de Humboldt s'occupait surtout d'Alexandre de Humboldt. Ces ennemis de la liberté, que nous avons combattus ici, choquaient sans doute en maintes rencontres les principes de l'ami de Varnhagen; mais c'étaient en même temps des hommes qui

le gênaient à la cour, qui lui prenaient sa place, qui lui disputaient la faveur du roi, qui ne s'effaçaient pas assez complétement devant sa gloire. J'aperçois bien de la vanité dans ces colères; l'intérêt de notre cause n'a-t-il pas servi de masque à de très petites passions?

Cette conjecture ne paraît que trop fondée, lorsqu'on voit depuis vingt-cinq ans les personnages les plus considérables, les esprits les plus dignes de respect, non-seulement en Allemagne, mais en France et en Angleterre, princes, ministres, écrivains, persiflés par Humboldt. Entre toutes les personnes éminentes dont il est question dans ces lettres, une seule peut-être, la princesse Hélène, duchesse d'Orléans, a trouvé grâce devant celui qui s'appelait lui-même *le Vieux de la Montagne*. Plusieurs billets datés de 1836, et les notes que Varnhagen y a jointes, peignent bien l'émotion produite dans les cours du Nord par le voyage des princes français en Prusse; on pressent déjà, en lisant ces notes, quelle sera l'attitude embarrassée de la cour de Berlin, quand la princesse Hélène de Mecklembourg prendra congé de son oncle Frédéric-Guillaume III pour aller épouser le duc d'Orléans. Le 17 mai 1837, Humboldt écrivait à Varnhagen : « La princesse Hélène a triomphé encore hier de maintes résistances brutales par sa grâce charmante et la supériorité de son esprit. C'était chose plaisante que de voir certaines personnes s'efforcer de prendre un air grave, digne, et... bête. Ce qui me cause surtout une vive joie, c'est qu'elle part pour son nouveau pays avec la plus grande sérénité d'âme. » Le constant témoignage rendu par Humboldt à la duchesse Hélène est pour lui un titre qui efface bien des fautes; mais s'il a respecté cette noble figure, combien de fois n'a-t-il pas sacrifié toutes les convenances pour satisfaire une vanité insatiable! Le prince Albert, qui a loué le *Cosmos* pourtant, mais qui peut-être ne l'a pas loué comme l'auteur l'aurait voulu, n'échappe point à la raillerie. Les éloges mêmes qu'il a donnés à Humboldt se retourneront contre lui, transformés en sarcasmes. Pourquoi a-t-il parlé des *terrasses étoilées* splendidement décrites par Humboldt? Il ne sera plus pour Humboldt que l'*homme aux terrasses étoilées*, comme Oronte est l'*homme au sonnet*. Sir Robert Peel, avec sa figure hollandaise, est un esprit à vues étroites et vain beaucoup plus qu'ambitieux. Lord Aberdeen a beau garder obstinément un majestueux silence, il ne persuade pas aux gens qu'il puisse parler en homme d'esprit. M. de Canitz, un politique libéral, un ami de Varnhagen, est appelé *archiaristocrate*, *archithéologien*, et enfin *archi-français*. Pour couronner ces aménités, Humboldt ajoute qu'il est *sot* et *bête*. Le baron de Stein, un des héros du patriotisme allemand, est représenté comme un homme sans caractère et sans principes. Un autre héros de 1813, le général Gneisenau, vénéré de toute l'Al-

lemagne pour l'élévation de ses idées et la constance de son âme, est qualifié d'esprit *frivole*. Maurice Arndt, le vétéran de la poésie nationale, est un personnage à peu près nul qui ne doit sa renommée qu'aux circonstances. Edgar Quinet est traité d'*écrivain venimeux*, parce que, dans ses belles pages sur la littérature allemande, il a marqué en traits profonds l'impassibilité olympienne de Goethe!

Une infatuation sans bornes, une vanité insatiable, voilà ce qui éclate à tout instant sous la fausse bonhomie de cette correspondance intime. Humboldt avait réussi même à souffler ses rancunes à Varnhagen; il semble qu'il prît plaisir à irriter les blessures du diplomate disgracié. Comment ne pense-t-on pas, lui disait-il sans cesse, à utiliser un homme tel que vous? Cruelle flatterie qui faisait saigner la plaie toujours ouverte. Il s'amusait parfois à lui signaler des ennemis qui ne se croyaient pas si terribles. Dans une de ses lettres à Varnhagen, en date du 10 juillet 1854, je trouve des paroles singulièrement énigmatiques dont je crois avoir pénétré le sens. Après quelques invectives contre la *lâche méchanceté* du parti que représente à Berlin la *Gazette de la Croix*, Humboldt ajoute : « Je me suis également tenu sur une constante réserve vis-à-vis de la *Revue des Deux Mondes*, qui est rédigée avec esprit et perfidie. Parce que l'on hait simultanément deux choses, cela ne fait pas qu'on les haïsse pour les mêmes motifs... » Nous nous sommes empressé de consulter les livraisons de la *Revue* qui ont précédé cette explosion de colère; qu'avons-nous trouvé? Un article sur la vie et les écrits de Varnhagen d'Ense, article très bienveillant, très sympathique, mais qui ne plaçait pas Varnhagen au rang de Goethe et de Schiller. C'était à la veille de la guerre de Crimée; l'auteur de l'article, après avoir félicité Varnhagen de ses curieux tableaux de la société allemande sous la révolution et l'empire, l'engageait à ne pas multiplier ses peintures de 1813, à ne pas réveiller les haines d'une époque disparue, à réunir plutôt l'Allemagne et la France contre l'ennemi commun, c'est-à-dire contre la Russie, qui, gouvernée alors par un chef ambitieux, menaçait en Orient la liberté de l'Europe. Ce simple conseil, si naturel à cette date, efface à ses yeux tous les éloges qu'on vient de prodiguer à son ami. Ces pages, trop bienveillantes peut-être, sont une œuvre perfide; il l'affirme, il s'efforce de le croire et de le persuader à Varnhagen. Pauvre esprit supérieur, si grand dans le domaine de la science, si petit dans ce déshabillé de la vie intime indiscrètement dévoilée à nos regards!

Ce qui est assez remarquable, c'est que la raillerie de Humboldt est prétentieuse et pesante; rien de plus entortillé que ses sarcasmes. Comment reconnaître ici l'homme qui a écrit le second volume du *Cosmos?* Comment retrouver dans ces vulgaires épigrammes si péni-

blement contournées la plume qui a rédigé les notes de ce grand livre, ces notes si vives, si lumineuses, où se déploie avec tant d'aisance l'érudition littéraire la plus riche, où brille un si vif sentiment de l'antique poésie? Quand on voit ce puissant esprit céder à des passions misérables et y compromettre son talent, il est impossible de ne pas se rappeler le jugement que Schiller portait sur lui il y a plus d'un demi-siècle : « Je crains, écrivait le noble poète à son ami Koerner le 6 août 1797, je crains que malgré tous ses talens et son infatigable activité, il ne produise jamais rien de grand dans sa science. Il y a chez lui une sécheresse de sentiment qui, pour les sujets qu'il traite, est le pire des défauts. C'est un esprit nu et tranchant qui prétend insolemment avoir mesuré la nature (la nature incommensurable, la nature toujours vénérable et insondable sur tous les points), et qui, avec une outrecuidance qui me passe, prend pour mesure ses formules, c'est-à-dire le plus souvent des mots vides de sens, et constamment au moins des conceptions étroites. En un mot, il me fait l'effet d'un organe trop grossier et d'un esprit trop borné pour le sujet qui l'occupe. Il n'a point d'imagination, il lui manque donc, à mon avis, la faculté la plus nécessaire pour sa science, — car il faut que la nature soit observée et sentie dans ses manifestations les plus particulières comme dans ses lois les plus hautes. Alexandre impose à bien des gens et gagne beaucoup en général à être comparé avec son frère, parce qu'il sait se faire valoir. Pour moi, au point de vue du mérite absolu, il m'est impossible de les mettre en balance; Guillaume à mes yeux est bien autrement digne de respect. » Certes, quand Schiller a prédit qu'Alexandre de Humboldt ne ferait jamais rien de grand dans sa science, il s'est trompé et gravement trompé; qui oserait affirmer pourtant aujourd'hui que la première impression du poète fût absolument fausse?

Je serais curieux de savoir si M^lle^ Ludmila Assing est satisfaite du succès de sa publication. A Berlin, par toute la Prusse, dans l'Allemagne entière, le scandale a été grand. Il y a bien des lecteurs irrités, il y en a qui se frottent les mains, il en est d'autres qui ont ressenti une affliction sincère. C'est de ce côté que sont nos sympathies. Un des symptômes les plus significatifs de l'effet que ce livre a produit, c'est la joie triomphante de la *Gazette de la Croix*. « Il est donc enfin démasqué! » s'écrient les ténébreux docteurs du méthodisme. Un autre symptôme encore, c'est le contentement peu dissimulé des feuilles autrichiennes. « La voilà, disent-ils, cette Prusse si fière, si dédaigneuse, qui se prétend la tête de l'Allemagne, la voilà peinte et jugée par l'homme qui la connaissait le mieux! » Elles s'en réjouissent comme d'un échec à la gloire de Humboldt, comme d'un échec aussi au prestige libéral de la Prusse. Les or-

ganes prussiens ont répondu à l'Autriche : « La publication même dont vous vous armez contre nous prouve la vitalité de l'esprit libéral dans notre pays. Ce livre, si hostile à la Prusse, si injurieux pour la société berlinoise, c'est à Berlin qu'il a été préparé, et la personne qui en a rassemblé les pages n'a pas cru devoir quitter la ville; malgré tant de moqueries contre le roi, aujourd'hui malade et mourant, contre sa famille, ses amis, ses confidens, ses ministres, c'est à Berlin que l'ouvrage s'est librement répandu par milliers d'exemplaires avant d'inonder l'Allemagne. » Ces réflexions suffisent en effet à protéger l'honneur de la Prusse; quant à l'honneur du savant illustre, du dernier survivant de la grande génération allemande, il n'y a qu'une réponse à faire, et nous l'avons formulée d'avance en disant : non, ces lettres n'étaient pas destinées à voir le jour. Ce sont des boutades, des accès d'humeur, des cris incohérens, tout au plus sont-ce des notes d'où l'art ingénieux de Varnhagen aurait pu extraire quelques pages sans compromettre la renommée de son ami. Qui peut se vanter de n'avoir jamais laissé échapper une parole dont la publication solennelle le couvrirait de confusion et le remplirait de douleur? Si donc nous sommes en droit de prononcer un verdict d'acquittement sur Alexandre de Humboldt, nous sommes obligés de condamner M^lle^ Ludmila Assing. C'est à cette conclusion que s'est arrêté un critique intelligent et loyal, M. Julien Schmidt, lorsqu'il s'écrie : « Dieu nous préserve d'avoir jamais des nièces qui s'avisent de publier nos lettres à tort et à travers ! »

Pour nous, en ces délicates questions, sommes-nous parvenu à garder la mesure du vrai? Avons-nous su extraire de ce volume les seules pages qui méritassent d'être conservées? Avons-nous réussi à montrer les petitesses de l'homme sans diminuer les titres du savant? Est-il bien clair pour tous que M^lle^ Assing, sans intention mauvaise, par vanité, par une activité brouillonne, incapable de résister à sa démangeaison d'écrire et de paraître, a failli compromettre le grand nom dont elle a ainsi abusé? Nous ne voulions rien de plus, notre tâche est finie. Et maintenant oublions ce triste épisode, jetons au feu les deux tiers de ces lettres si maladroitement rassemblées; surtout, pour effacer les impressions fâcheuses, relisons bien vite le second volume du *Cosmos* et les *Tableaux de la Nature*.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

# LE ROI OSCAR

ET

# LES ROYAUMES-UNIS SOUS SON RÈGNE

## I.

LES RÉFORMES INTÉRIEURES. — DIFFICULTÉS DE L'UNION ENTRE LA SUÈDE EL LA NORVÉGE.

### I.

La révolution de 1809 a constitué la Suède moderne, et c'est avec raison que ses meilleurs citoyens en célèbrent chaque année le souvenir en se réunissant autour des acteurs ou des témoins de ce glorieux changement que la mort a épargnés. L'œuvre de la révolution de 1809 a été double. Elle a sauvé la Suède d'une ruine entière, d'un démembrement ou d'un asservissement complet, soit que l'on considère le péril imminent dont la menaçait l'ambition de la Russie, déjà maîtresse de la Finlande, soit qu'on se rappelle les despotiques volontés de Napoléon, atteint de vertige après Tilsitt et séduit par Alexandre. Bernadotte a rempli cette tâche, il y a sacrifié son repos, et quelque chose de plus encore. La révolution de 1809 a en outre assuré l'établissement constitutionnel qui fait aujourd'hui la prospérité des Suédois, et cette seconde partie de l'œuvre commune est due principalement à Oscar Ier. Ce n'est pas toutefois que le fils soit resté étranger aux efforts du père; il y a au contraire été mêlé sans cesse, et le souvenir de cette intervention constante, d'abord involontaire, et qui ne fut ensuite ni excessive ni capri-

cieuse, mais toujours réservée et bienfaisante, est l'introduction nécessaire d'une étude sur le caractère et la vie du roi Oscar.

Dès son berceau, le hasard des circonstances semblait l'avoir désigné pour le rôle qu'il devait remplir un jour. Né à Paris le 4 juillet 1799, il avait eu pour parrain le général Bonaparte, qui, tout épris alors, à la veille de l'expédition d'Égypte, de la lecture d'Ossian et de la mystérieuse poésie du Nord, lui avait donné le nom d'un des héros gaëliques. Quelque peu scandinave qu'il fût, le nom parut plus tard convenir assez bien à un prince des Goths et des Vandales (1).

Oscar avait onze ans à peine quand son père fut informé des dispositions favorables de la diète suédoise, qui, ayant à élire un successeur éventuel à Charles XIII, croyait plaire à l'empereur et mériter sa bienveillance en choisissant un de ses maréchaux. Bernadotte, sensible au profit tout en prévoyant déjà peut-être à quelles terribles extrémités cette extrême fortune l'entraînerait, fit un accueil empressé aux premières ouvertures, et, parmi les stratagèmes à l'aide desquels ses agens s'efforcèrent de fixer le vote des Suédois, il y en eut un pour lequel son fils lui fut déjà un instrument. Ses agens firent circuler dans les rangs de la diète et dans le public une lithographie représentant le prince de Ponte-Corvo, aux pieds duquel on voyait le jeune Oscar jouant avec la grande épée de son père : touchant tableau de famille qui émut la sensibilité des députés d'Oerebro, et promesse d'une sécurité durable, qui s'est réalisée. Bernadotte fut élu prince royal de Suède le 17 août 1810; il se hâta de se rendre à l'appel qui lui était fait; sa femme, la princesse Désirée, qui vit encore, et son fils unique ne vinrent en Suède que dans les premiers jours de 1811. Déjà commençait pour Bernadotte cette cruelle série d'angoisses dont allaient l'accabler et les tyranniques exigences de l'empereur et la terrible instabilité de ces temps. Nous avons raconté dans la *Revue* ces perpétuelles anxiétés (2) en prenant pour sources de nos récits les correspondances diplomatiques, étrangères ou françaises, où nous trouvions consignées jour par jour les conversations mêmes dans lesquelles la parole exubérante de Bernadotte trahissait toutes ses émotions. Le prince Oscar était trop jeune, par bonheur, pour jouer dans un si triste drame un rôle important, et nous n'avons pas à refaire ce tableau; il y occupe cependant une petite place, grâce aux préoccupations et aux calculs

(1) Joseph Bonaparte venait de faire paraître son roman de *Moïna ou la Villageoise du Mont-Cenis*. Son héros s'appelait Oscar, et M^me^ Bernadotte, sa belle-sœur, l'avait voulu flatter en proposant ce nom pour son fils.

(2) Voyez les livraisons du 15 février, 1^er^ juillet, 15 septembre, 1^er^ novembre 1855, 15 avril et 1^er^ juin 1856.

11.502

de son père, et l'extrême détail des dépêches permet de reconstruire ce personnage de la scène, qui la complète et la fait mieux comprendre. Quelle ne devait pas être la stupéfaction de nos diplomates lorsque, grâce aux innombrables incidens d'une époque si agitée, ils se trouvaient à chaque instant en présence de cette éloquence gasconne de Bernadotte, que ne déconcertaient ni leur surprise évidente ni leur silence calculé, qui bien souvent se livrait d'elle-même et naïvement à leurs piéges, mais qui plus d'une fois aussi les engageait avec leurs gouvernemens beaucoup plus loin que nul ne le désirait! C'était au milieu de ces effervescences, quand, mille embarras du dehors venant coup sur coup l'assaillir, on lui demandait une explication à laquelle il voulait échapper ou un aveu qu'il voulait taire, c'était alors surtout qu'impatient des objections et de la présence même de son interlocuteur, il se jetait subitement dans des issues extra-officielles où il était impossible de le suivre. Son fils était le personnage habituel de ce jeu de scène, et c'était en personne qu'il le faisait quelquefois comparaître, comme dans cette curieuse conversation avec M. Alquier au mois d'août 1811 : « ... Qu'on ne m'avilisse pas, monsieur; je ne veux pas être avili... J'aimerais mieux aller chercher la mort à la tête de mes grenadiers, me plonger un poignard dans le sein, me jeter dans la mer la tête la première, ou plutôt me mettre à cheval sur un baril de poudre et me faire sauter en l'air... Voici mon fils (le jeune prince venait d'entrer) qui suivra mon exemple; le feras-tu, Oscar? — Oui, mon papa! — Viens que je t'embrasse! tu es véritablement mon fils... »

Offrir sa vie, et par-dessus le marché celle de son fils, était dans le langage de Bernadotte un argument qui lui était devenu habituel. « Si je tenais dans mes mains le fil de ma vie, celui des jours de ma femme et de mon fils, je le trancherais, n'en doutez pas... » Cet argument-là était à l'usage des situations désespérées; mais il ne se faisait pas faute, dans les momens ordinaires, d'invoquer au contraire comme motifs de sa conduite les futurs intérêts de ce fils que tout à l'heure il semblait prêt à sacrifier. « Quand je reçus le message des Suédois, disait-il en 1820, j'étais à ma campagne de La Grange; je me promenais avec ma femme, et j'énumérais toutes les raisons qui pouvaient me faire refuser. Oscar dit que je ne devais pas décevoir l'espérance de toute une nation; la crainte de ses reproches un jour me fit accepter... » — « Je suis sans ambition, disait-il encore; je n'en ai d'autre que celle de la gloire! Si je n'avais un fils, à qui je me dévoue tout entier, croyez-vous que je voudrais servir de maître à des esclaves? Non! j'irais offrir mon bras, mon sang au premier capitaine du monde... » Ces dernières paroles étaient des cent-jours. Peu de temps après, quand le triomphe de la se-

conde restauration n'était pas encore bien assuré, Bernadotte, possédé de l'idée bizarre qu'il avait en France un grand parti, parlait de laisser le trône de Suède à son fils pour aller s'offrir lui-même aux brillantes destinées que lui promettaient Benjamin Constant et Mme de Staël.

Il aimait d'ailleurs le jeune prince et l'élevait avec soin, non pas de telle sorte cependant que la politique n'intervînt pas d'une manière fâcheuse dans cette éducation. Lorsqu'en 1812 Bernadotte se déclara enfin ouvertement l'allié de nos ennemis, il lui parut peu convenable de laisser le jeune Oscar aux soins d'un instituteur français, et il substitua à l'excellent M. Lemoine un Suédois qui revenait de Russie, où il jouissait de la confiance d'Alexandre. C'est alors que M. Lemoine renvoyé écrivit à sa femme, restée à Paris, une lettre dont la simplicité touchante fait honneur à l'élève et au maître. « ... On veut isoler le prince et le séquestrer; comment se fera-t-il à ce changement? Il est toujours tel que tu l'as vu aux Tuileries, courant après toi... Cher enfant! je l'avais élevé avec mon cœur; j'avais réussi. Il va passer en d'autres mains; puisse-t-il y être heureux! Son bonheur me dédommagera de tout le reste... » L'humble détail de ces lignes ne sera pas hors de propos dans cette étude, s'il fait dès maintenant connaître le caractère d'honnêteté modeste et grave dont le roi Oscar reçut dès l'enfance la première empreinte, et auquel il resta pendant toute sa vie, comme prince et comme roi, également fidèle.

Pendant le règne de Charles-Jean, de 1818 à 1844, le rôle de prince royal ne fut pas sans difficultés pour Oscar. De même que son père l'avait employé tout enfant comme un utile instrument de ses premiers desseins, de même il parut vouloir se préparer en lui un successeur qui continuât exactement sa politique et ne songeât à s'affranchir ni de ses exemples ni de son influence. On se souvient encore à Stockholm de la visite que dut faire le prince au commencement de 1830 à la cour de Russie, et des alarmes qu'inspira aussitôt à l'esprit public la perspective d'un second règne sous les inspirations du cabinet de Saint-Pétersbourg; mais la révolution de juillet affranchit le prince royal, et lui permit de s'abandonner à ses tendances libérales. Bien que comprimé et gêné en présence de l'humeur inquiète de son père, il sut dès lors se concilier les sympathies de la nation suédoise et lui ménager des espérances; on s'accoutuma à pressentir en lui un roi vraiment national, et que ne séduirait pas l'influence de la Russie; on applaudit à la part qu'il sut prendre, par lui-même ou par ses fils, aux démonstrations de la jeunesse scandinave, en même temps qu'il montrait dans ses rapports avec le roi son père une réserve difficile et pleine de dignité. Il monta sur le

trône le 8 mars 1844, et le premier acte de sa royauté fut un acte de généreuse clémence envers la famille des Wasa, dont, après Charles-Jean, il était appelé à recueillir la succession.

Après la révolution de 1809, le malheureux Gustave IV avait parcouru l'Europe en maniaque et l'avait étonnée de sa triste folie. On l'avait vu, toujours épris des vaines imaginations de Jung Stilling sur l'Apocalypse, se représenter Napoléon comme l'Antéchrist, se croire encore désigné d'en haut pour arrêter le monstre dans sa marche, admirer sa chute comme un accomplissement prévu du destin, s'apitoyer ensuite sur sa captivité dernière et intervenir (1) auprès de Louis XVIII pour obtenir qu'on adoucît sa prison. Supportant lui-même impatiemment le poids de sa propre infortune, Gustave cherchait des consolations dans les mystères de la franc-maçonnerie et de l'illuminisme, dans l'évocation des ombres de ses ancêtres ou dans une activité fébrile qui le faisait apparaître aux quatre coins de l'Europe sous des vêtemens étranges, en aventurier, en soldat ou en pèlerin. La Suède n'avait pas été l'objet de ses principales préoccupations; il avait paru l'oublier. Il avait commencé sans doute par faire remettre au congrès de Vienne une lettre où, rappelant son acte d'abdication, il avait réservé formellement les droits de son fils et exprimé l'espoir qu'il saurait les faire valoir un jour d'une manière digne de ses aïeux et de lui-même; mais plus tard, pendant l'automne de 1817, il avait adressé à Bernadotte des félicitations sur l'habileté de son gouvernement, et lui avait en même temps exprimé ses regrets de n'avoir pu faire abdiquer son fils, qui, disait-il, de concert avec toute sa famille, lui résistait sur ce point avec une invincible obstination. Le prince Gustave, fils du dernier Wasa, fut en effet, sous la protection de l'empereur de Russie et de plusieurs cours de l'Europe, un épouvantail pour Charles-Jean à l'époque où la coalition victorieuse releva en Europe les souverains légitimes. Charles-Jean put se demander avec crainte si les puissances alliées laisseraient dans l'exil l'héritier du seul prince qui eût constamment combattu pour la cause des Bourbons, et sur le trône un ancien républicain, un soldat parvenu, un lieutenant de Napoléon; le souvenir de ce qu'il avait fait pour la coalition le rassurait à peine. Mille bruits d'expéditions étrangères, d'intrigues et de complots venaient lui rappeler sans cesse les espérances du prétendant. L'empereur de Russie avait adopté la tutelle de ce jeune homme. En Suède, pendant les émeutes de Scanie en 1811 à propos de la conscription, son nom était dans toutes les bouches, son portrait dans toutes les cabanes. On apprit au commencement de 1820 qu'il était à Londres

(1) Par une lettre de mai 1817.

sous un nom supposé (prince Itterburgh), qu'il s'enquérait de l'expédition de 1745, et que les dames de Londres le saluaient, comme Charles-Édouard, du *Charlie's my darling!* Il fallut que 1830 vînt délivrer Bernadotte de tant de terreurs. En face des dynasties nouvelles que la révolution de juillet enfantait, celle de Suède prenait presque un caractère de légitimité, et Bernadotte se sentait mieux affermi désormais sur le trône où l'élection d'un peuple qu'il avait assurément aidé à sortir de sa détresse l'avait librement appelé. A partir de cette époque en effet, il ne fut plus question qu'une fois pendant le règne de Charles-Jean de la famille détrônée : c'est lorsqu'en 1842 le prince Gustave, à défaut de son père, mort en 1837, crut devoir protester à l'occasion de l'ouverture des caisses renfermant les papiers de Gustave III. Plus tard aussi, à l'avénement du roi Oscar en 1844, le prince crut opportun d'adresser aux cabinets de Saint-Pétersbourg, de Londres, de Berlin et de Copenhague une déclaration réservant ses droits. Le nouveau roi répondit à cet acte en abolissant la cruelle loi de 1812, qui prononçait la peine de mort contre tout Suédois convaincu d'avoir entretenu des relations avec la famille exilée. Il y avait d'autant plus de générosité dans cette amnistie que les espérances du prétendant, en dehors du droit, n'étaient pas alors complétement déraisonnables. Le prince avait quarante-cinq ans, il venait de se séparer de sa femme, la princesse Louise-Amélie-Stéphanie de Bade, qu'il avait épousée en 1830; il pouvait se remarier, avoir un ou plusieurs fils à opposer au fils de Bernadotte et à ses héritiers. De plus la nouvelle dynastie ne comptait encore qu'un seul règne. Peut-être les illusions d'un prétendant étaient-elles encore permises. Toutefois Oscar de son côté avait jugé avec raison que la famille des Wasa représentait aux yeux de la Suède le pouvoir absolu et l'ancien régime, et que par conséquent son rôle était irrévocablement fini. Tout récemment encore, il y a quelques mois, à l'occasion de l'avénement de Charles XV, fils d'Oscar I^er^, M. le prince Gustave de Wasa, aujourd'hui feld-maréchal dans l'armée autrichienne, a cru devoir renouveler sa protestation de 1844. Loin de nous la pensée de dédaigner le noble sentiment de la perpétuité du droit chez les descendans des illustres races; c'est leur honneur de ne se pas croire libres d'y renoncer, jusqu'à ce que les desseins d'une sagesse supérieure viennent anéantir toutes ces espérances et tous ces souvenirs. M. le prince Wasa ne s'est pas remarié; il a maintenant soixante et un ans, et son unique héritière, M^me^ la princesse Caroline, après s'être convertie au catholicisme, a épousé le prince royal de Saxe. La dynastie fondée par Bernadotte n'a donc plus rien à craindre de ce côté.

Le roi Oscar, en arrivant au trône, trouvait le pays avide de ré-

formes libérales que le long règne de Charles-Jean avait fait ardemment désirer. Ses premières mesures répondirent hardiment à l'opinion publique. Il commença par abolir les anciens corps de métiers, et la diète suédoise se vit bientôt saisie d'un projet en faveur de l'émancipation des Juifs, d'un autre sur la liberté de l'industrie et du commerce, d'un troisième enfin pour la réforme de la représentation. C'en était assez pour montrer que le gouvernement, confié désormais à des mains plus jeunes et plus familiarisées avec l'organisation intérieure de la Suède, entrait franchement dans la voie des améliorations sociales. Le pays s'en émut diversement, et, tandis que les esprits sagement libéraux applaudissaient à ces promesses, il y en eut qui s'alarmèrent. Les deux premiers projets rencontraient dans les préjugés et l'égoïsme d'une partie de la population d'aveugles adversaires, et le dernier surtout mettait aux prises avec les partisans d'un ordre nouveau les classes privilégiées. C'est au milieu de cette première agitation qu'arriva à Stockholm la nouvelle de la révolution de février. Un banquet réformiste, comme à Paris, avait été résolu quelques jours auparavant. Les chefs de la démonstration ne jugèrent pas qu'il fût utile de la contremander. Le 18 mars, le banquet eut lieu avec des toasts chaleureux au souverain de qui l'on attendait avec confiance une suite de mesures libérales; mais derrière les faiseurs de toasts et de discours il y avait, là aussi, l'émeute. Des placards affichés le matin même dans les carrefours avaient convoqué le peuple; une foule immense se réunit aux environs et en face de l'hôtel où se tenaient les convives, et après que ceux-ci se furent paisiblement retirés, elle parcourut la ville aux cris confus et mêlés de : « Vive la réforme! Vive le suffrage universel! A bas la noblesse! A bas les Juifs! Pas de nouveau tarif! » La réforme et le suffrage universel n'étaient, à vrai dire, que des prête-noms; les bandes se composaient d'ouvriers et d'apprentis qui craignaient la diminution des salaires, et de perturbateurs à qui la haine commune des Juifs, le vague désir de réformes et les bruits du dehors n'étaient que des prétextes de désordre et de violence. Cette multitude alla briser à coups de pierres les vitres du ministre des affaires étrangères, de plusieurs hauts fonctionnaires, de M. de Hartmansdorf, chef du parti ultra-conservateur dans l'ordre de la noblesse, du principal marchand juif, enfin de l'éditeur du journal l'*Aftonblad*, organe de la liberté du commerce et de l'industrie. Le roi se trouvait ce même soir au théâtre, où l'assistance, protestant contre l'émeute, l'accueillait avec des applaudissemens et en chantant l'hymne national. Il se retira avant la fin du spectacle, monta à cheval accompagné seulement du jeune prince royal (aujourd'hui Charles XV), et parcourut ainsi les rues et les places envahies par

la foule, en demandant aux émeutiers ce qu'ils voulaient. Ceux-ci obtinrent aux cris de « vive le roi ! » la liberté de ceux d'entre eux qu'on avait déjà arrêtés, et, cette concession leur donnant du courage, le désordre continua toute la nuit. Le lendemain 19 étant un dimanche, le désœuvrement se joignit aux autres causes de tumulte. La troupe, humiliée la veille, obtint enfin l'autorisation de se défendre. Assaillie de pierres quand elle se bornait à protéger les maisons menacées, elle fit plusieurs décharges; mais nul ne ramassa de cadavre pour le promener en triomphe et changer l'émeute en révolution : l'agitation était factice, et le débat n'était qu'entre l'esprit d'une législation nouvelle et l'égoïsme des privilégiés, non pas entre le gouvernement et la nation même. Le trouble cessa bientôt pour laisser place aux communs efforts du gouvernement et des chambres.

L'agitation réformiste répondait du moins véritablement au besoin général et profondément senti de modifier le mode de représentation nationale que la Suède avait conservé.

Malgré l'exemple de la Norvége, qui, en 1814, a réalisé le rêve d'une royauté entourée d'institutions républicaines, malgré celui du Danemark, qui, en 1849, a franchement adopté le régime parlementaire, la Suède est entre tous les états de l'Europe un de ceux qui ont conservé le plus fidèlement leurs anciennes institutions. La révolution de 1809 est loin d'avoir porté encore toutes ses conséquences intérieures. La constitution que la Suède s'est donnée alors n'a pas enlevé à la royauté toute la prépondérance que les lois du temps de Gustave III lui avaient reconnue. Cette constitution a laissé dans l'organisation de la représentation nationale en Suède des traces visibles du passé même le plus reculé. L'ordre des paysans, au commencement de chaque diète et jusqu'à ce que le roi ait nommé l'orateur de cette chambre, est présidé encore aujourd'hui par le paysan qui représente le district dans l'enceinte duquel Odin, en prenant possession du pays, fonda jadis le temple de Sigtuna, antérieur à celui d'Upsal. Aujourd'hui comme autrefois, la noblesse suédoise compose de droit et à elle seule une des quatre chambres qui constituent la représentation nationale. Le chef de toute famille a par sa naissance une voix dans l'assemblée de son ordre; il peut s'y faire remplacer par un de ses parens et déléguer sa voix même à un membre d'une autre famille. Comme autrefois, les paysans, c'est-à-dire les propriétaires de la campagne non nobles, élisent leurs représentans, qui forment une chambre particulière; comme autrefois et depuis le XIVe siècle, les députés des villes forment la chambre de la bourgeoisie; le clergé enfin forme aussi comme jadis un ordre privilégié. Personne n'ignore quelles fâcheuses conséquences entraîne après elle cette bizarre combinaison, léguée de

toutes pièces par le moyen âge à un état moderne. La diète suédoise n'est plus, il faut bien le reconnaître, qu'une machine informe digne d'exciter la curiosité publique. L'étranger ne manque pas d'aller visiter les quatre chambres; il entre avec étonnement dans une grande maison de la cité qui ne se distingue en rien des maisons voisines, rencontre au premier étage l'ordre du clergé, au second étage l'ordre des bourgeois et celui des paysans; la noblesse seule a un palais digne de la représentation nationale. L'étranger a-t-il là sous les yeux une fidèle image de la nation suédoise? Non, certes. Il n'est pas vrai que la noblesse de Suède forme aujourd'hui, comme autrefois, une classe prépondérante de la nation. Sa mauvaise conduite l'a perdue. Appauvrie et amoindrie de toutes les manières, n'ayant plus de refuge, sauf exception, que dans la faveur royale, elle ne subsiste plus que par le privilége. De même le clergé, dépendant du roi, n'est plus qu'une réunion de fonctionnaires. Restent la chambre des bourgeois et celle des paysans, composées la première de cinquante membres environ, la seconde de cent tout au plus. On ne peut nier que ces deux derniers ordres ne correspondent à la partie la plus vivace de la nation; mais pourquoi ne la représentent-ils qu'en si petit nombre? Pourquoi leurs votes, au lieu d'être prépondérans dans la diète quand par exemple ils se trouvent d'accord, sont-ils incessamment tenus en échec par ceux des deux ordres privilégiés, qui ne représentent, à vrai dire, que leurs propres intérêts? Pourquoi la constitution fait-elle de ces bourgeois une caste qui ne représente pas toute la classe moyenne, mais seulement les individus pourvus, comme au moyen âge, du droit de bourgeoisie dans les villes? Pourquoi fait-elle de ces paysans une autre caste qui ne représente pas tous les propriétaires et cultivateurs ruraux?

On est depuis longtemps d'accord en Suède sur l'absurdité de cette combinaison, qui fait de la représentation nationale un mensonge, qui entrave par sa complication inouie et ses lenteurs les réformes les plus utiles et ne produit qu'avortemens, qui prive une moitié de la nation de ses droits politiques et dégoûte des siens l'autre moitié. Seulement on n'est pas d'accord sur le remède. Faut-il, pour déraciner tout de suite le mal, abolir complétement le principe de la division par ordres, faire table rase et instituer sur le sol déblayé une représentation conforme à l'esprit de notre temps, tenant également compte de toutes les forces du pays, reproduisant son unité, répondant à la diversité de ses intérêts, et faisant dominer comme de raison dans les conseils publics l'influence des classes moyennes, celle des professions libérales, celle de l'industrie et du commerce, celle des propriétaires et des cultivateurs du sol? Ou bien vaut-il

mieux, ayant foi dans la tradition et s'efforçant de la mettre d'accord avec les exigences des sociétés modernes par des expédiens, les plus habiles qu'on pourra imaginer, élargir en Suède les limites de chacun des quatre ordres, appeler dans le sein de la noblesse certaines professions élevées qui confèrent une noblesse en effet à ceux qui les remplissent, adjoindre au clergé l'enseignement laïque, à la bourgeoisie la grande industrie et les sciences pratiques, aux paysans enfin les petits cultivateurs?

Combien de tels expédiens sont factices, il est inutile de le faire remarquer. Dans quelle division rangera-t-on l'armée, dans quelle autre les médecins, les artistes, les magistrats? Nul problème ne saurait être plus complexe. Aussi le premier mode de réforme et le plus radical a-t-il paru d'abord aux Suédois le plus logique, le plus facilement praticable. Un projet proposant l'établissement de deux chambres avait été présenté par la diète de 1841 et rejeté pendant la session de 1844 par la noblesse et le clergé. Depuis, une commission instituée par le roi Oscar à la demande des états avait élaboré un autre projet sur la même base; mais le roi, qui paraissait alors vouloir rester neutre et attendre du temps une transaction entre les intérêts rivaux des castes, ayant composé cette commission d'hommes de tous les partis, le résultat de ses délibérations fut tout à fait négatif. C'est alors que le parti réformiste commença d'organiser par des banquets, des comités provinciaux, des écrits politiques, une véritable agitation que vint encourager le mouvement de février. La première impulsion fut favorable aux agitateurs. Au commencement de mai 1848, le roi fit présenter lui-même à la diète un projet qui constituait aussi deux chambres avec un cens électoral à deux degrés. Ce projet fut rejeté en 1850 par la noblesse, le clergé et les paysans. Cette même diète de 1850-51 vit paraître trois nouveaux projets, dont l'un, celui de M. de Lagerbielke, reçut dès lors une première adoption. Cherchant à concilier les deux principes, il admettait deux chambres élues dans les quatre ordres qu'il laissait subsister. Cependant la diète suivante refusa ce projet en février 1854, et ce fut le dernier essai dans la voie où l'on avait tenté de s'avancer. Plusieurs causes refroidissaient d'ailleurs le zèle réformiste. Le gouvernement, après avoir cédé en quelque mesure à l'entraînement de 1848, n'avait pas obéi moins volontiers peut-être au mouvement de réaction qui avait suivi; les ordres privilégiés, et même celui des paysans, qui règle souvent sa conduite sur celle de la noblesse, paraissaient décidés à ne rien vouloir céder de leurs anciens avantages; l'opinion publique enfin, au début de la guerre d'Orient, était trop préoccupée des nouvelles destinées qui pouvaient s'ouvrir devant la Suède pour ne pas se détourner quelque temps des questions intérieures.

Ce n'est que dans ces dernières années qu'un second moyen de réaliser la réforme de la représentation nationale a été tenté en Suède. L'ordre de la bourgeoisie, dans lequel les représentans de l'industrie minière, si importante en Suède, avaient déjà été introduits, admit dans ses rangs, comme électeurs et éligibles, les propriétaires d'immeubles dans les villes; douze mille personnes environ étaient appelées à profiter de cette mesure, qui, sans constituer un bien remarquable progrès, fraya cependant une voie nouvelle à la réforme. Que chacun des quatre ordres s'ouvrît ainsi aux nouvelles professions que le progrès de la civilisation avait fait éclore, et finalement la représentation deviendrait au moins plus complète. L'ordre de la bourgeoisie entrait volontiers le premier dans ce système, sa secrète espérance étant d'absorber peu à peu par la force des choses une grande partie de la vie politique qui animait la nation, et de rencontrer dans l'ascendant qu'il acquerrait ainsi les moyens de faire légalement reconnaître sa suprématie.

Voilà quelle nouvelle direction a prise en Suède la question de la réforme de la représentation nationale. La nécessité d'un changement quelconque de la constitution sur ce point spécial y est universellement reconnue; mais les intérêts particuliers rendent la solution du problème difficile, et la bourgeoisie elle-même, qui semble mieux disposée que les autres ordres à adopter des modifications radicales, y est encouragée, à vrai dire, par la perspective d'un triomphe qui lui profitera tout d'abord. Quant au gouvernement, s'il est tenté de séparer un instant sa cause de la cause générale, il peut bien n'être pas fort avide de changemens, et le roi Oscar, pas plus que son père, n'a méconnu sans doute quelle force confère incontestablement à la couronne le mécanisme inintelligent de la représentation suédoise. C'est ce que Charles-Jean exprimait sans ambages quand il disait : « La division en quatre ordres est très profitable à la couronne, qui exerce une grande influence sur leurs majorités. La marche lente et compliquée des délibérations offre mille combinaisons diverses dont elle profite aisément. Le clergé reste invariablement uni avec elle. Les paysans ne font guère que ce qu'on leur conseille. On peut obtenir beaucoup des bourgeois en les caressant,... et de la sorte je puis paralyser l'opposition la plus redoutable, celle des nobles, qui d'ailleurs ne sont pas difficiles à gagner; seulement il en coûte. Bref, avec un peu de persévérance, on arrive à pondérer ces différens pouvoirs, et on avance, quoique lentement. » Admettons que Bernadotte se vantait bien un peu en s'attribuant tant d'adresse et tant de crédit; mais il y avait du vrai dans ses paroles, et la royauté suédoise pourrait bien se croire intéressée encore aujourd'hui à maintenir, autant qu'il dépendra d'elle, l'édifice de la représentation nationale. La constitution d'ailleurs ne

lui offre pas les moyens de le renverser de ses propres mains, et il n'est pas probable que la pensée lui vienne de faire en ce seul point violence aux anciennes traditions du pays.

Si l'intervention personnelle du roi Oscar dans la question de la représentation nationale, après avoir été réelle et bienveillante au commencement de son règne, paraît s'être ralentie dans la suite et avoir été remplacée même par une attitude peut-être défiante, elle s'est montrée plus constamment favorable à la plupart des autres réformes qui se sont accomplies sous son règne. Les principales, avons-nous dit, sont de celles qui touchent de près aux premiers intérêts de la dignité humaine, et qui sont de nature à faire grand honneur à un pays et à un prince chrétiens.

On sait combien de déboires ont valus à la Suède et combien de remontrances lui ont attirées, même de la part de ses coreligionnaires, les tristes épisodes de la question religieuse, devenus fréquens pendant le règne d'Oscar. Une législation barbare, autre héritage du moyen âge que la Suède moderne avait consacré, punissait de confiscation et d'exil quiconque se séparait de l'église établie. On avait vu les non-conformistes quitter en foule une cruelle patrie, on avait vu des épouses et des mères séparées de leurs enfans et de leurs maris, condamnées à aller vivre à l'étranger dans la plus complète misère, ou, pour dire toute la vérité, à s'en aller mourir de faim quelque part hors de leur pays, si la charité ne venait promptement les secourir. De par la loi, leur fortune, quelque considérable ou quelque humble qu'elle fût, se trouvait confisquée; nul secours, nulle pension alimentaire... L'Europe avait vu ces excès, et la réprobation, c'est peu dire, l'indignation avait été générale. La diète suédoise ne s'en était pas d'abord assez émue. Les deux ordres privilégiés s'opposaient trop ouvertement pour leur honneur à une réforme dans laquelle le clergé luthérien surtout voyait une atteinte mortelle au bel édifice d'une église d'état. Les paysans eux-mêmes soutenaient volontiers la cause du passé; la bourgeoisie seule combattait sans arrière-pensée pour une cause où elle voyait intéressées à la fois la plus respectable des libertés et la dignité de la Suède. Quant au roi Oscar, il était le premier à souffrir, on peut l'affirmer, d'une législation que sa conscience désapprouvait, de l'intolérance générale dont il voyait la Suède animée, et des nombreuses récriminations qu'elle s'attirait du dehors. Personnellement dévoué à la cause de la tolérance, mais gêné par son titre de chef de l'église officielle et d'époux et fils de reines catholiques, il cherchait à concilier les devoirs de sa souveraineté avec les sympathies de son cœur. Il n'encourageait pas les poursuites religieuses, et quand des

condamnations étaient devenues inévitables, il en suspendait durant des années entières la dangereuse publication. Il devançait en cela l'esprit public de son pays, qui depuis l'a justifié et s'est honoré lui-même, d'abord en lui sachant un gré infini d'une si noble douceur, ensuite en accueillant comme une délivrance la loi nouvelle votée tout récemment par la diète pour effacer des codes suédois en matière religieuse la confiscation et l'exil.

L'opinion publique en Europe est prête à considérer comme effacée désormais la tache d'intolérance barbare qui déshonorait naguère l'église suédoise, pourvu que la législation nouvelle, assez peu libérale encore, soit corrigée dans son esprit et dans sa lettre par les mœurs ramenées à plus de bienveillance et d'équité, pourvu qu'une inquisition tracassière et jalouse ne fasse pas sortir des textes nouveaux la confiscation et l'exil, abolis en apparence, mais en réalité toujours imminens et mal dissimulés, pourvu que le droit des familles dans l'éducation morale et religieuse des enfans soit respecté, pourvu enfin que l'église officielle ne continue pas à professer une si grande frayeur du prosélytisme, qui, à vrai dire, est la vie même et le souffle des religions. Reconnaître d'une part l'existence légale de plusieurs communions religieuses et refuser de l'autre à ces communions la diffusion de leur dogme et de leur enseignement dans les limites de l'ordre et des libertés publiques, ce serait une flagrante et inique contradiction. L'église luthérienne a d'ailleurs mieux à faire qu'à continuer un rôle d'inquisition et de police. Qu'elle se défie de la force apparente que lui confère son caractère officiel, et que, par un retour puissant sur elle-même, elle ravive dans son esprit et dans ses membres les vertus et l'inspiration chrétiennes, afin d'arrêter le flot des aberrations sociales et religieuses que lecteurs, mormons, swedenborgiens et autres multiplient en Suède, au grand regret de quiconque est soucieux des intérêts moraux de ce noble pays et au grand chagrin assurément aussi de ceux qui, au nom de son église, ont accepté charge d'âmes.

A côté de la réforme importante qui vient de s'accomplir en Suède dans l'ordre religieux, et qui a été due en grande partie à l'influence et aux efforts personnels du roi Oscar, il faut placer la réforme civile et morale qui, en contribuant à élever la condition des femmes selon la législation suédoise, a fait encore disparaître du Nord quelques traces visibles d'un fort ancien régime. Dès le mois de mai 1845, une loi qui accordait aux femmes une égale part dans l'héritage venait réparer entièrement une injustice à moitié réparée seulement au XIII^e siècle par Birger Iarl, qui leur avait concédé dans l'héritage paternel une moitié de la part reconnue à chacun des fils.

Six siècles s'étaient écoulés sans un seul progrès de la législation sur ce point. De plus, à la fin du règne d'Oscar, le 27 juillet 1858, une autre loi concéda aux femmes non mariées ayant atteint l'âge de vingt-cinq ans et ayant adressé au magistrat une demande expresse à ce sujet le droit d'administrer leurs biens en vertu d'une majorité reconnue. Ces deux réformes ont été des bienfaits assurément. Toutefois la condition des femmes en Suède n'est pas encore affranchie dans la mesure que réclame le progrès des mœurs et de la raison moderne. Ce n'est pas que nous en croyions uniquement les derniers livres de Mlle Bremer, dont les vues généreuses, mais exaltées, dépassent la juste limite; mais sans parler du divorce, qui sert moins de remède contre l'incompatibilité des humeurs que d'aliment à la cupidité, à l'ambition, au caprice, et qui ruine toute dignité, la femme reste encore en Suède à certains égards, pour le mariage par exemple, dans une minorité perpétuelle, et peut-être l'esprit public ne l'a-t-il pas encore relevée entièrement de l'infériorité légale à laquelle on l'a vue si longtemps réduite.

Est-ce donc qu'il faille rejeter l'antique tradition du respect de la femme dans le Nord, ou bien la Scandinavie n'a-t-elle jamais, sous ce rapport, rien emprunté aux Germains? Tout au contraire. Les anciens monumens du Nord nous montrent que les femmes y avaient une condition supérieure à celle qui leur était faite chez les peuples méridionaux. On les voit dans les sagas islandaises partager les travaux de leurs maris, assister aux combats, comme dit Tacite, pour encourager les braves et panser les blessés. Si la femme germaine, suivant l'historien romain, passe pour recevoir de plus près l'inspiration divine, *feminam cœlo propiorem putant*, la femme islandaise, au temps du paganisme, prédit l'avenir et préside quelquefois au service des dieux dans les temples. A l'intérieur, loin d'être enfermée ou isolée comme la femme romaine ou grecque, elle est maîtresse de maison, responsable, active et honorée. S'il est vrai que l'ancien Scandinave a autour de lui bien souvent plusieurs femmes, la loi ne reconnaît cependant comme épouse légitime que celle qui a été légalement épousée. S'il est vrai que le divorce est permis dans les codes qui précèdent le christianisme, la femme légitime en peut dénoncer la formule tout aussi bien que l'homme, à la condition de prouver par-devant témoins que les motifs de sa résolution sont légitimes. Si elle est placée par la loi dans une minorité perpétuelle, si elle ne peut hériter et posséder qu'à peine, c'est que la loi veut la protéger sans cesse, mais comme dans les temps de barbarie et de violence, en pourvoyant à l'avance à tous ses besoins, en l'entourant et la sauvegardant à l'excès. Le tort de la Suède moderne est simplement d'avoir laissé trop longtemps sub-

sister une législation faite pour d'autres siècles; elle l'a compris désormais, et malgré quelques appréhensions bizarres, malgré d'aventureuses prétentions, elle est entrée dans la voie d'un développement sincère et prudent.

Une réforme non moins grave que les deux précédentes, par son influence immédiate sur toute la nation suédoise et sur toutes les sources de son progrès et de sa prospérité, a été celle de la législation sur l'eau-de-vie. Le roi Oscar y attachait un prix particulier et l'a poursuivie, appuyé sur l'opinion publique, avec une sollicitude vraiment paternelle.

D'une part la difficulté des communications intérieures et de l'exportation, d'autre part une science financière imparfaite et une mauvaise assiette de l'impôt avaient favorisé, surtout depuis la fin du XVIII^e siècle, la distillation de l'eau-de-vie de grains. Le paysan croyait trouver plus de profit à convertir sur place en une denrée d'un moindre volume et d'une plus grande valeur apparente les blés et le seigle, qu'il ne transportait que malaisément à la ville ou vers la côte, souvent éloignées, et l'état, en soumettant à une taxe très indulgente les produits des distilleries, petites et grandes, qu'il autorisait pendant toute une moitié de l'année, croyait faire un profit considérable et favoriser surtout la petite industrie. C'était de part et d'autre un détestable calcul. La fabrication de l'eau-de-vie de grains prit un accroissement énorme sous l'empire de cette législation. Tandis qu'elle était évaluée sous Gustave III à 6 millions de kannes (la kanne vaut 2 litres 68 c.), elle atteignit en 1852 le chiffre de 40 millions, soit environ 1 million d'hectolitres pour une population de 3,500,000 habitans. Malgré cette énorme production, les recettes de l'état n'atteignaient que 500,000 rixdales de banque, environ 1 million de francs; en même temps, le venin de cette détestable boisson s'était répandu dans la nation tout entière. L'usage de l'eau-de-vie était devenu traditionnel et quotidien dans toutes les classes de la société suédoise. Vous n'assistiez pas à un seul dîner, dans les maisons bourgeoises ou nobles, qu'on ne vous offrît avant le repas, sur une petite table dressée à part, de l'eau-de-vie, du beurre, du fromage et des radis, usage barbare, d'un funeste exemple et tout contraire à l'antique axiome de la gastronomie :

Nil nisi lene decet vacuis committere venis.

L'ouvrier, le pauvre, le paysan, n'avaient pas manqué d'ajouter chaque jour à leur poisson sec et à leur lait caillé un assaisonnement qu'ils se procuraient à vil prix. Une fois entré dans la pauvre famille, le poison s'y propageait du père à la mère et de la mère à l'enfant. Tandis que chez le riche, à la ville, on donnait de l'eau-de-vie au

petit chien pour l'empêcher de grossir, c'était un dicton chez le pauvre paysan qu'il ne fallait pas refuser au petit enfant sa *bonne goutte d'eau-de-vie*.

La première conséquence avait été la propagation formidable de cette affreuse maladie du *delirium tremens* ou *alcoholismus chronicus*, dont le célèbre docteur Huss s'est fait l'éloquent historien. Avec une émotion généreuse et patriotique qui s'allie sous sa plume au langage sévère et irréfutable de la science, M. Huss a étudié dans les hôpitaux, au chevet des malades, et suivi pas à pas dans toutes ses transformations et ses conséquences le fléau qui dépeuplait et déshonorait son pays. Il faut lire dans son livre *De l'Alcoolisme chronique* les mille hallucinations diverses qu'enfante cette horrible maladie. Ce malade, que l'abus de l'eau-de-vie de grains a conduit à l'hospice, est assiégé la nuit par des voix qui lui ravissent tout sommeil. Celui-là, errant dans les rues de la ville, croit voir à chaque fenêtre, à la porte de chaque maison, un ennemi qui le poursuit d'invectives et qui s'élance pour lui donner la mort; il court épouvanté, s'égare, craint la nuit qui s'avance, fuit l'ennemi constant et invisible qui le harcèle, se fuit lui-même au milieu des ténèbres, et ne trouve d'asile que dans l'hôpital, où il se sentira torturé d'un repentir amer, d'une conscience claire et d'un sentiment cruel de son impuissance contre une passion qu'il condamne, dont il voit les effets, et qui désormais le possède entièrement, comme une proie.

On comptait en Suède, il y a vingt ans, sur 61 personnes, un suicide : il fallait désormais en compter un sur 30. Le nombre des cas de folie et d'idiotisme s'était visiblement accru. De 967 aliénés en 1840, le chiffre, s'augmentant sans cesse, s'était élevé à plus de 2,000 en 1849, et M. Huss estime que la moitié au moins de ces cas avaient été occasionnés par l'abus de l'eau-de-vie. Depuis près d'un demi-siècle, les statistiques accusaient un dépérissement héréditaire des forces physiques et un abaissement de la taille moyenne. En 1838, 1,214 jeunes gens avaient été déclarés impropres au service militaire pour faiblesse de santé, et 2,075 pour infériorité de taille. On en renvoya en 1847, pour cette dernière cause, 3,098 (1,000 de plus), et 1,858 pour mauvaise constitution. Qu'était devenue la force si vantée des anciens Scandinaves qui se riaient des combats et de la tempête, de ces valeureux Berserkers qui tiraient leur gloire et leur nom de leur mépris des armes défensives, qui luttaient presque nus et semblaient des géans?

Nul doute enfin que, dans l'accroissement de mortalité que constataient les statistiques suédoises, les cas de *delirium tremens* et de suicide qui suivent l'abus de l'eau-de-vie de grains ne dussent être comptés pour beaucoup. Dans la ville d'Eskilstuna, en Suder-

manie, qui passait pour avoir poussé le plus loin l'excès de cette boisson, il mourait annuellement en moyenne un homme sur 30; le reste de la province, moins corrompu, ne perdait qu'un homme sur 47. Et si l'on examinait, par contre, la mortalité des deux provinces où l'on usait le moins de l'eau-de-vie, c'est-à-dire du Norrland occidental et du Jemtland, celle de la première était d'un sur 49, et celle de la seconde d'un sur 80 (femmes et enfans non compris): d'où il suit qu'il mourait à peu près trois fois plus d'hommes dans la ville où on buvait le plus d'eau-de-vie que dans la province où l'on en consommait le moins. De tels chiffres parlent assez d'eux-mêmes.

L'extension de la mendicité, la multiplication des délits et des crimes, l'abaissement de la moralité publique, n'étaient que les différens degrés de l'abîme que la Suède s'était creusé. Le venin s'était inoculé non-seulement aux individus, mais au sol lui-même. Des quantités considérables d'orge, de blé, de seigle et de pommes de terre étaient chaque année consacrées à la fabrication de l'eau-de-vie, et les ressources naturelles destinées à entretenir, pendant les bonnes années, une grande partie du commerce extérieur de la Suède, à la préserver, si elle était sage, contre les années de disette, se trouvaient taries au profit d'une contagion détestable. Bien plus, la culture exagérée des grains et de la pomme de terre, avec un mauvais système de jachères, fatiguait et épuisait le sol, en même temps que le funeste aliment du marc de drêche donné au bétail détériorait les races. Le lait, le fromage et le beurre devenaient plus abondans peut-être, mais d'une qualité toujours inférieure; il en était de même pour la viande, qui s'appauvrissait. Dans ce cercle vicieux, les sources de l'alimentation et celles de la vie s'altéraient et s'épuisaient chaque jour.

Dépérissement du sol aussi bien que des individus, voilà donc le double malheur où l'abus de l'eau-de-vie précipitait la Suède. L'opinion publique s'en émut; quelques hommes généreux et clairvoyans signalèrent le danger et jetèrent le cri d'alarme. Ils résolurent d'organiser une véritable agitation. Médecins, économistes, prédicateurs, se mirent énergiquement à l'œuvre. Sociétés de tempérance, missions intérieures, renseignemens statistiques, rapports médicaux, brochures populaires, tous les moyens furent invoqués; des milliers de pétitions colportées dans les villes de province arrivèrent à la diète couvertes de signatures et demandant une réforme de la législation sur l'eau-de-vie. A la diète même, les hommes les plus éminens en démontrèrent l'inévitable nécessité, et bientôt le roi Oscar lui-même se mit à la tête du mouvement national. On eut le spectacle des nobles efforts d'une nation apercevant en l'une des

voies de son développement un abîme entr'ouvert, s'y voyant tomber, et voulant, de toutes les forces de sa volonté, arrêter sa chute et se relever par sa seule énergie. Après de longs débats dans la diète de 1854, et malgré une opposition égoïste et déraisonnable de l'ordre des paysans, un changement de la législation sur l'eau-de-vie couronna le patriotisme des hommes de bien qui avaient pris part au mouvement que nous venons de décrire. Les principaux effets de la législation nouvelle furent d'augmenter le prix de l'eau-de-vie en établissant un impôt de 16 skillings banco par kanne (15 sous environ), au lieu de la faible taxe de 2/3 de skilling, de restreindre à deux mois de l'année, au lieu de six mois, le temps permis pour la fabrication, d'interdire le droit de distiller à certaines professions, aux fonctionnaires en général, particulièrement au clergé, et d'entourer enfin de restrictions nombreuses le débit de la dangereuse liqueur.

Les heureuses conséquences ne se firent pas longtemps attendre. Tandis qu'autrefois la Suède était obligée d'importer chaque année une quantité considérable de grains, elle se suffit bientôt à elle-même, puis elle exporta un notable excédant. Quand la guerre ferma les ports de la Russie et que de mauvaises récoltes firent souffrir le continent, elle put, grâce à sa meilleure législation et à de bonnes moissons, réaliser de grands profits en exportant 1,026,226 tonnes de blé en 1854, et en 1855 1,755,105 tonnes pour 35 millions de thalers au moins (1). Le roi Oscar répétait souvent que c'était là peut-être le meilleur résultat de son règne.

Le progrès des communications et particulièrement l'établissement des grandes lignes de chemins de fer qui commencent à s'exécuter en Suède promettent un bien autre essor à ce pays. Les chemins de fer forceront la Suède à se familiariser avec le crédit, dont elle a trop dédaigné jusqu'à présent le secours, tant il est vrai que tous les progrès sont solidaires et s'appellent l'un l'autre. Le mérite du roi Oscar et le mérite de la Suède sous son règne est d'avoir invoqué le développement matériel surtout en vue du développement moral; peuple et roi se sont trouvés étroitement unis dans ces heureuses réformes. Voyons maintenant le roi Oscar aux prises avec une autre question intérieure où l'absence du même accord devait lui créer un rôle délicat et périlleux.

## II.

Nulle question plus que celle des difficiles rapports entre la Suède et la Norvége ne réclamait mieux de la part du souverain et de ses

(1) De thalers riksmynt valant 1 franc 35 centimes.

conseillers un esprit de bienveillance et d'équité égal à celui qui anima sans cesse le roi Oscar et son gouvernement; mais nulle ne rendait plus nécessaires aussi une fermeté de vues et une promptitude de résolution capables de prévenir les complications qui pèsent en ce moment sur la politique intérieure des cabinets du Nord. L'union des deux royaumes, très inhabilement établie, ne saurait presque subsister désormais, si l'on ne s'applique prochainement à en renouveler et à en fixer les bases. Les Suédois, qui souffrent surtout de ces rapports mal définis, ont pris l'initiative et demandé une révision du pacte d'union. Il s'agit de savoir si les Norvégiens se prêteront à laisser amender une constitution dont ils sont fiers et jaloux à l'excès peut-être, si le gouvernement y consentira, et si l'indépendance conquise par la Norvége devra en souffrir quelque atteinte. On comprend toute l'importance de cette question intérieure, dont la solution, suivant qu'elle sera heureuse ou funeste, peut troubler ou affermir l'équilibre du Nord, et préparer dans la péninsule scandinave des sujets d'inquiétude pour le reste de l'Europe. Cette question a ses origines dans l'histoire des conditions nouvelles que la politique générale a faites au nord scandinave pendant les cinquante dernières années, et cette même histoire, si on y ajoute la connaissance du génie particulier des deux peuples, en contient aussi, à ce qu'il semble, l'unique solution.

Nous ne referons pas tout le récit de cette annexion, accomplie en 1814 (1). C'est plutôt la manière dont elle a été constituée qu'il nous importe d'examiner ici, afin de savoir pourquoi et comment la nécessité se présente aujourd'hui d'en renouveler les bases. Cet examen doit consister dans une étude de textes diplomatiques, rédigés naguère avec incertitude, et discutés aujourd'hui dans le Nord avec passion. Il importe de connaître tous ces précédens pour faire apprécier l'attitude prise par le roi Oscar en présence d'une des principales difficultés de son règne.

Aussitôt qu'il fut élu prince royal de Suède, Bernadotte jeta les yeux sur la Norvége et résolut de l'obtenir à tout prix. Il avait trouvé la pensée de cette conquête déjà populaire dans sa nouvelle patrie, et dès le règne de Gustave III, le duc de Sudermanie, plus tard Charles XIII, qui aspirait sourdement au pouvoir suprême, se faisait saluer prophétiquement, par les illuminés qui lui servaient de flatteurs, souverain des deux royaumes. Bernadotte fut jaloux de réaliser ce rêve des Suédois. Un tel agrandissement compenserait pour eux la perte de la Finlande, augmenterait leur puissance militaire et maritime, ouvrirait à leur patriotisme une période nouvelle

(1) On trouvera ce récit dans la *Revue* du 15 avril 1856.

après tant de malheurs, et par-dessus tout fonderait sur une base glorieuse la popularité du prince royal et de sa jeune dynastie.

Il faut rendre justice à Bernadotte : il voulut d'abord obtenir cet agrandissement de la volonté de l'empereur Napoléon, et il persista jusqu'en septembre 1812 à offrir sa coopération en échange. Il est probable qu'il était de bonne foi au commencement de l'année 1811, et qu'il ne désespérait pas alors de réussir, car on le voit insister vivement et demander au moins l'évêché de Throndhiem, acquisition qui lui eût rendu l'ancienne frontière de la Suède sous Charles X Gustave; mais le Danemark, qu'il eût fallu dépouiller, était opiniâtrément fidèle à notre alliance : Napoléon ne crut pas devoir le sacrifier à Bernadotte, dont il se défiait. Non content de se refuser aux vœux du prince royal de Suède, il ne daigna même pas lui répondre, et l'humilia ainsi profondément. Bernadotte avait d'ailleurs pris ses mesures; il s'était adressé, pour obtenir la Norvége, à l'Angleterre et à la Russie presque en même temps qu'à l'empereur, et ces puissances avaient eu soin d'entretenir en lui un espoir qui leur répondait de sa politique. Plus tard même, quand sa coopération était devenue évidemment précieuse, Alexandre avait pris sur lui, dans la fameuse entrevue d'Abo (août 1812), de lui promettre expressément son intervention auprès des cours alliées pour qu'on lui garantît cette conquête. On sait que Bernadotte paya cher cette seule promesse; 1813 en fut le prix. L'Angleterre, en accédant à ses vœux, en escompta à l'avance la réalisation : dès octobre 1812, quand le prince royal était en instance auprès d'elle, elle stipula que la Norvége serait seulement unie à la Suède comme royaume entièrement autonome, et le traité signé à la suite de ces négociations, le 3 mars 1813, déclara formellement que l'union serait accomplie « avec tous les ménagemens et toutes les mesures nécessaires ou utiles pour le bonheur et la liberté du peuple norvégien. » La Prusse lui accorda sa garantie en mars 1813, et l'Autriche en février 1814, sans conditions particulières. Malgré l'empressement à accepter et même à remplir tous les engagemens qu'on lui imposait, Bernadotte ne trouvait cependant pas dans la coalition le même zèle à s'acquitter envers lui; on se montra beaucoup plus désireux, après Leipzig, de l'entraîner avec l'armée du Nord vers le Rhin et la Hollande à la poursuite de l'aile gauche de l'armée française qu'empressé à permettre qu'il allât avec son contingent régler ses comptes avec le Danemark, qui ne consentait pas à traiter en cédant la Norvége. Malgré les promesses sans cesse renouvelées, malgré les flatteries que les souverains lui prodiguaient, Bernadotte, déjà embarrassé par la conscience du rôle qu'il avait accepté, devenait impatient et défiant. La Russie s'était mise en possession de la Po-

logne, la Prusse de la Saxe, l'Angleterre du Hanovre; l'Autriche était satisfaite; l'Allemagne et l'Italie étaient délivrées; lui seul, qui rendait à la coalition de si grands services, n'avait encore reçu que des paroles. Ce ne fut qu'à la fin de 1813 qu'il put diriger ses forces contre le Danemark. Encore fallut-il qu'il pressât singulièrement les opérations, car à peine était-il arrivé en Holstein que les alliés le rappelaient. Dans le parlement anglais, l'opposition reprochait déjà à lord Castlereagh les subsides qu'on payait à Bernadotte, et qui n'allaient servir, disait-elle, qu'aux intérêts particuliers de la Suède et non aux affaires de la coalition; tant de retards allaient compromettre la prise des forteresses frontières de la Hollande. Ainsi pressé lui-même, lord Castlereagh rédigea une dépêche déclarant à Bernadotte que le gouvernement anglais lui retirait ses subsides et rappelait immédiatement le corps d'armée de Wallmoden, si le prince royal ne repassait aussitôt l'Elbe pour venir se joindre aux alliés dans leurs opérations contre la Hollande. Cette dépêche arriva à Kiel le 13 janvier 1814, à onze heures du soir. Le ministre suédois Wetterstedt était déjà en pourparlers avec l'envoyé danois Bourke pour conclure le traité auquel se résignait enfin le cabinet de Copenhague; mais il fallait à tout prix que la mésintelligence entre l'Angleterre et le prince de Suède ne fût pas connue jusqu'à la signature. Wetterstedt supplia donc l'agent anglais Thornton de lui garder pendant quelques heures encore le secret, et la nuit fut employée à rédiger en toute hâte les dernières conditions du traité, qui fut signé en effet à Kiel le 14 janvier.

Cette précipitation explique certaines conditions onéreuses que la rédaction peu précise de quelques articles du traité entraîna pour la Suède, ou que l'anxiété de Bernadotte accepta sans assez de prévoyance. Abandonnant par l'article 7 la Poméranie suédoise et l'île de Rügen, et par un article secret payant à Frédéric VI un million de thalers de banque, il aurait pu sans doute ne pas inscrire dans le traité l'article 6, par lequel la Suède assumait une portion de la dette publique du Danemark; il aurait pu exiger l'abolition partielle de l'impôt du Sund et la cession de Bornholm et de l'Islande; il aurait dû surtout exiger plus de précision dans les termes de l'article 4 :

« Sa majesté le roi de Danemark, y est-il dit, renonce irrévocablement et pour toujours, pour lui-même et pour ses successeurs, et au profit de la Suède, à tous ses droits et prétentions sur le royaume de Norvége, lequel (à l'exception du Groënland, des Féroë et de l'Islande) *appartiendra* désormais à sa majesté le roi de Suède, *et formera un royaume uni avec la Suède...* »

Ces dernières expressions n'étaient-elles pas une restriction for-

melle du droit de propriété reconnu d'autre part? Bernadotte ne se présentait-il pas au nom de la victoire et de la conquête? Avait-il promis à la Suède un véritable agrandissement qui la fortifiât à l'intérieur, augmentât sa richesse et sa puissance, ou bien n'aspirait-il qu'à une simple union pour la montre et pour l'apparat? Assurément il eût préféré qu'on lui abandonnât la Norvége à titre de province purement et simplement incorporée; mais, pressé par les alliés, gêné par la promesse qu'il avait faite à l'Angleterre, dont il redoutait le mauvais vouloir, tremblant de voir échapper sa proie, comptant sur le lendemain pour compléter l'œuvre et s'affranchir peut-être des restrictions importunes, il n'examina pas de fort près le texte du traité, et y laissa introduire des termes qui sont aujourd'hui, au milieu des discussions perpétuelles entre Norvégiens et Suédois, une première et solide base en faveur de l'autonomie du peuple annexé. Le lendemain n'appartenait pas à Bernadotte, et c'est en partie ce qui le réduisit à laisser son œuvre si imparfaite. Peut-être, s'il lui eût été permis de se rendre immédiatement en Norvége, aurait-il pu prévenir les difficultés qui allaient compromettre tout le profit du nouveau traité.

Depuis un an, le prince Christian-Frédéric était en Norvége comme gouverneur au nom du roi de Danemark Frédéric VI. En apprenant la conclusion du traité de Kiel, il résolut de soulever la Norvége au nom de son indépendance. Il espérait sans doute conserver ainsi ce royaume à la couronne de Danemark, dont il était lui-même le futur héritier, plutôt qu'il ne comptait devenir le souverain d'un nouveau royaume; mais la Norvége le prit au mot quand il lui parla d'indépendance et de libertés, et elle entendit fonder les siennes à la faveur des circonstances, pendant que le prince de Danemark la flattait d'une part, pendant que de l'autre le prince de Suède achevait de payer sa dette aux alliés. C'est ainsi qu'avant de décerner le titre de roi de Norvége à Christian-Frédéric, cent treize représentans norvégiens rédigèrent à Eidsvold, dans l'espace d'un mois environ, du 15 avril au 17 mai 1814, une constitution à laquelle il dut jurer de rester fidèle.

Si la charte d'Eidsvold avait été discutée, résolue, rédigée, reconnue et promulguée en un mois, elle n'en répondait pas moins, par son esprit général, aux traditions et aux souvenirs des Norvégiens. Sous les Harald, les Magnus et les Olaf, la Norvége avait jadis étendu sa domination sur tout le Nord. Une seule de ses colonies, l'Islande, avait été pendant plus de trois siècles une république florissante, et s'était ensuite confondue avec elle. L'éclat de la civilisation avait accompagné en Norvége celui de la force militaire. Non-seulement ses rois étaient entourés d'*iarls* puissans et de

*scaldes* habiles, mais ils entretenaient avec la France d'étroites relations intellectuelles, et pas un poème français, pas une chanson de geste ou un récit poétique en langue romane n'arrivait à quelque célébrité dans la cour de saint Louis qu'il ne fût soigneusement traduit dans la péninsule scandinave pour les plaisirs de la cour de Norvége. Les troubles qui avaient suivi l'union de Calmar avaient, il est vrai, nui à l'indépendance et à la grandeur de la Norvége, elle avait langui pendant plusieurs siècles; toutefois son abaissement n'avait pas empêché l'instruction et les idées modernes d'y pénétrer; grâce au gouvernement assez doux du Danemark, elle s'était réveillée de sa longue torpeur, avait recueilli les échos de la révolution française et retrouvé la mémoire de son ancienne dignité; les circonstances politiques qui en 1814 la séparaient du Danemark la trouvaient prête enfin à revendiquer les droits dont elle avait été si longtemps privée.

La couronne que les Norvégiens venaient de décerner au prince Christian-Frédéric était assurément fort éphémère; il n'eut pour le 22 mai, jour de son couronnement, qu'un trône de théâtre qui avait servi quelques jours auparavant au comte Almaviva dans une représentation du *Mariage de Figaro*, et les vingt-quatre clés de chambellans qu'il fit fabriquer en Angleterre n'arrivèrent qu'après son abdication. Cependant la constitution d'Eidsvold était née plus viable que cette royauté, parce qu'elle répondait aux instincts démocratiques de tout un peuple.

C'est ce qu'avait pressenti peut-être Bernadotte quand il avait d'abord accepté les termes de l'article 4 du traité de Kiel, et lorsqu'il avait ensuite fait promettre par Charles XIII et promis lui-même dès le 8 février 1814, avant la révolte de la Norvége et la constitution d'Eidsvold, que le gouvernement suédois convoquerait les représentans du peuple norvégien, afin qu'ils pussent discuter et proposer à l'assentiment de Charles XIII une constitution consacrant et garantissant leurs libertés intérieures. Il est vrai que, dans certains retours de mauvaise humeur et d'impatience, Bernadotte démentait ces sortes de promesses, et déclarait qu'aucun engagement formel ne liait encore le gouvernement suédois. « Des concessions! s'écriait-il le 21 juillet à Uddevalla en présence du comte Orlof, qui revenait de Norvége; ce sont des révoltés qui demandent des concessions, et c'est la Russie qui me les conseille!... Non, non. Je ferai la guerre, je la ferai seul, si mes alliés refusent de remplir envers moi leurs engagemens; je retire les promesses que j'ai faites aux Norvégiens, et je reprends tous les droits qui me reviennent en vertu du traité de Kiel! » Ainsi parlait Bernadotte dans ses momens d'humeur, ne reconnaissant pas alors, comme on voit, le sens incon-

testable du premier texte diplomatique destiné à régler la question norvégienne. Les hostilités qu'il ouvrit en juillet contre la Norvége par mer et par terre, et qu'il poussa vigoureusement, semblèrent vérifier ses menaces; mais, au milieu même de ses opérations, il multiplia de nouveau les promesses de libertés, et finalement, par la convention de Moss (14 août), il prit l'engagement, au nom de la Suède, d'accepter la constitution votée le 17 mai à Eidsvold, sous l'unique condition d'apporter à cette charte, mais d'accord avec le *storthing*, les seules modifications rendues nécessaires par la future union.

Ainsi non-seulement Bernadotte s'était laissé lier les mains dans son traité particulier avec l'Angleterre le 3 mars 1813, et dans le traité de Kiel du 14 mars 1814, mais de plus, dépassant de beaucoup l'effet des promesses qu'il avait faites à la Norvége elle-même, il venait de consentir au nom de la Suède une constitution qui rappelait la révolte dont elle était l'œuvre, et qui organisait en Norvége un système démocratique presque entièrement contraire à l'esprit des institutions suédoises. Il marchait de concession en concession, toujours cédant à quelque nécessité qu'il n'avait pas su prévenir ou surmonter. Loin de nous la pensée de condamner Bernadotte, s'il entrait véritablement dans ses projets politiques de fonder une union dans laquelle, loin de nuire à la Suède, la Norvége, douée d'institutions libres, lui aurait servi de modèle, en se trouvant elle-même entièrement heureuse et satisfaite. Il nous semble difficile de nier qu'il eût été plus avantageux à la Suède d'acquérir la Norvége comme partie intégrante et comme province incorporée; toutefois il ne faut pas exagérer cet avantage. On a dit que Bernadotte ne s'était pas soucié de l'obtenir, guidé qu'il était par des vues égoïstes, croyant gouverner plus facilement deux peuples dont les institutions seraient si différentes, aspirant à ménager pour sa dynastie et pour lui-même un asile en Norvége, si une restauration lui enlevait un jour la Suède. Il nous semble plus certain qu'il montra dans cette grande affaire où bien une véritable impuissance, suite du rôle funeste et à certains égards équivoque qu'il avait accepté dans les affaires de l'Europe, ou bien beaucoup d'imprévoyance, sinon de dissimulation.

Il fallait de toute nécessité que l'union des deux royaumes, quelque peu étroite et quelque respectueuse des droits particuliers de la Norvége qu'on la voulût faire, se trouvât réglée très nettement, afin d'instituer pour l'avenir des rapports loyaux et faciles et de parer à de futurs dissentimens. On n'en fit rien. Le prince Christian-Frédéric avait abdiqué le 10 octobre entre les mains du *storthing*. En même temps arrivaient à Christiania les commissaires suédois

chargés de convenir avec les représentans norvégiens des modifications à faire à la constitution d'Eidsvold. Bernadotte leur avait donné les plus larges instructions. « Il me semble imprudent, écrivait-il à Charles XIII, de braver les préjugés nationaux pour obtenir dès maintenant un accroissement de prérogatives dont le *storthing* ne pourra manquer de reconnaître dans l'avenir la nécessité... Les petits sacrifices que nous pouvons être obligés de faire pour le moment ne me semblent pas mériter qu'on retarde l'accomplissement de l'union. Nous devons employer tous les moyens pour l'achever au plus vite, afin de nous trouver assurés à temps contre les orages qui paraissent menacer l'Europe. » Les commissaires avaient rencontré partout d'abord le plus froid accueil et subi même plus d'une humiliation. Le comité nommé par le *storthing* pour conférer avec eux sur les modifications que devait subir la charte du 17 mai 1814 amenda leur projet et exigea d'eux de nouvelles concessions. Enfin, l'union avec la Suède ayant été proclamée par le *storthing*, la constitution nouvelle fut acceptée par l'assemblée norvégienne et par les commissaires suédois le 4 novembre. Alors seulement et le même jour, Charles XIII fut élu roi de Norvége; le 10, le prince royal de Suède, au nom du roi, sanctionna la constitution.

Cette constitution a pour titre réel et officiel : « Loi fondamentale du royaume de Norvége, donnée dans l'assemblée d'Eidsvold le 17 mai 1814, arrêtée ensuite, à l'occasion de la réunion des royaumes de Norvége et de Suède, dans le *storthing* extraordinaire de Norvége à Christiania, et adoptée le 4 novembre 1814. » Le préambule dit ensuite expressément :

« Nous, représentans du royaume de Norvége, après avoir résolu que ce royaume serait désormais, comme royaume indépendant, uni au royaume de Suède sous un seul et même roi, mais en conservant sa constitution, sauf les changemens rendus nécessaires par cette union, avons pris ces changemens en mûre considération et en avons délibéré avec les commissaires royaux nommés à cet effet, conformément à la convention de Moss du 14 août dernier, et avons arrêté et arrêtons qu'au lieu de la constitution donnée par l'assemblée d'Eidsvold le 17 mai de cette année, les dispositions suivantes, en partie basées sur elle, en partie adoptées à cause de l'union, vaudront dorénavant comme constitution du royaume de Norvége... »

Il faut avouer que cette fois encore les textes ne sont pas clairs. D'une part, il est dit que la constitution d'Eidsvold est expressément conservée ; d'autre part, il est déclaré que certaines dispositions vaudront comme loi au lieu de cette constitution. Il est évident que la constitution du 4 novembre n'est absolument que la constitution d'Eidsvold amendée; on verra cependant plus tard le roi de Suède

s'indigner de ce que les Norvégiens célèbrent la fête du 17 mai, et ce sera une étrange contradiction. — Autre confusion. La constitution du 4 novembre n'avait été acceptée par les commissaires suédois que « sous réserve des droits constitutionnels des états de Suède pour les parties qui entraînaient quelques modifications dans la loi constitutive suédoise, appelée *forme du gouvernement.* » Ces états furent d'avis, non sans raison, qu'un acte particulier et spécial fût rédigé en dehors des deux lois fondamentales de Suède et de Norvége, pour régler les rapports entre les deux pays. Le *storthing* adopta cette résolution, et un comité de la diète suédoise rédigea l'acte d'union (*riksact*), que l'assemblée norvégienne adopta après amendement, et que le roi sanctionna le 6 août 1815. On jugera si ce document, destiné à servir de base à l'union, est mieux rédigé que les deux précédens.

Le préambule s'exprime ainsi au nom des représentans de chacun des deux pays :

« Le puissant secours de la Providence ayant établi entre les deux peuples de la Scandinavie une heureuse union qui, amenée par la libre persuasion et non par la force des armes, ne doit reposer que sur une mutuelle reconnaissance des droits légaux des peuples, pour servir d'appui à leurs communes couronnes, et les membres des états de Suède ayant reconnu et confirmé les articles introduits dans la constitution norvégienne du 4 novembre 1814, relativement aux rapports constitutionnels des deux pays, qui ont été, le 10 novembre, sous la réserve de notre droit constitutionnel pour les parties entraînant quelque modification dans la *forme de gouvernement* du royaume de Suède, adoptés et jurés par le roi, — nous, représentans des peuples de Suède et de Norvége, nous n'avons pas cru pouvoir fixer plus dignement et plus solennellement pour l'avenir les conditions de l'union sous un seul et même roi, avec la jouissance de sa constitution particulière réservée à chacun des deux peuples, qu'en nous accordant à inscrire dans un acte d'union séparé lesdites conditions, comme il suit. »

Après ce préambule, l'acte tout entier, excepté l'article 12, est uniquement consacré à régler d'abord la manière de faire en commun l'élection du souverain et de gouverner en commun dans les cas de minorité, puis les conditions dont on entoure le pouvoir exécutif et les attributions des ministres norvégiens qui doivent suivre la personne du roi. L'article 12 et dernier, ajouté sur la requête expresse des Norvégiens, dispose que le présent acte d'union, ne faisant en partie que transcrire un certain nombre d'articles de la constitution de Norvége, ou lui servant de supplément, ne pourra être modifié que de la manière prévue dans l'article 112 de cette même constitution. Or, aux termes de ce dernier article, toute mo-

dification à la loi norvégienne doit se faire par le consentement et après les délibérations du *storthing;* sont exceptées les modifications contraires aux principes mêmes et à l'esprit de la constitution.

Tel est l'acte destiné à régler les conditions de l'union entre la Suède et la Norvége. On en croit à peine ses yeux quand on lit ce monument d'imprévoyance et de confusion. Ne s'attendait-on pas, quand les états de Suède avaient réclamé, outre la constitution norvégienne modifiée suivant les nécessités de l'union, un acte particulier, à ce que cet acte nouveau contiendrait, sauf à répéter textuellement un bon nombre d'articles de la loi fondamentale, toutes les dispositions nécessaires pour prévoir et régler avec précision toutes les affaires et toutes les relations communes que l'union pourrait faire naître? Conçoit-on de plus que l'article 12 ait été accepté par les états de Suède et par le roi? Ce souverain n'est par aucun côté absolu; comme roi de Suède ni comme roi de Norvége, il ne peut donc, selon l'esprit de l'une et l'autre constitution, admettre ou provoquer un changement dans les lois qui intéressent à la fois les deux pays sans la coopération de chacune des deux représentations. Voici cependant que les dispositions légales sur certaines affaires communes, loin d'être inscrites dans l'acte d'union pour n'être changées que d'un commun accord, sont en bonne partie restées uniquement dans la constitution norvégienne, qui, comme l'acte d'union, ne peut être modifiée qu'avec la coopération du *storthing*, sans qu'il soit en rien question de celle des états suédois! Il est fort bien assurément que la diète suédoise ne puisse rien sur la loi fondamentale de Norvége, comme le *storthing* ne peut rien sur la loi fondamentale de Suède; mais il fallait donc que l'acte d'union réglât à lui seul tous les rapports communs, et qu'il pût être modifié au besoin par le consentement des deux représentations sous la sanction nécessaire du souverain.

Bernadotte recueillit lui-même avec amertume les premiers fruits de ce fâcheux désordre. Il avait cru qu'il cimenterait à son aise l'édifice incomplet; il le vit au contraire s'ébranler et chanceler tout d'abord sur ses bases imparfaites. Nous avons déjà indiqué une des raisons qui expliquent les ménagemens de Bernadotte à l'égard de la Norvége, — la crainte de l'Angleterre. Elle pesait encore sur lui en décembre 1814, même après l'union consommée. En voici une preuve curieuse, peu connue sans doute des Suédois et des Norvégiens eux-mêmes. A l'époque de la convention de Moss, le prince Christian avait envoyé à Londres pour intéresser le parlement en faveur de l'indépendance norvégienne une députation qui ne fut pas accueillie. Les membres qui la composaient durent retourner en Norvége; un d'entre eux cependant resta à Londres en prétextant des

affaires privées, lia des relations avec quelques membres influens de l'opposition et entretint une correspondance suivie avec le prince Christian, puis avec le conseil de régence. Cette correspondance resta secrète jusqu'au moment où le comte d'Essen prit séance au conseil comme gouverneur-général au nom du roi de Suède. Une lettre chiffrée de Londres fut alors saisie et portée à Bernadotte, qui finit par en obtenir l'explication. Elle renfermait le compte-rendu des démarches faites à Londres par le député norvégien auprès des ministres, du mémoire adressé par lui aux représentans des puissances qui avaient garanti la cession de la Norvége à la Suède, à l'effet d'obtenir de ces mêmes puissances qu'elles garantissent encore pour l'avenir l'intégrité de la constitution et le maintien de toutes les prérogatives de la Norvége. — On comprend combien de telles découvertes entretenaient les alarmes de Bernadotte et le faisaient trembler pour l'avenir.

Ses rapports avec la Norvége furent paisibles pendant les premières années, mais sans qu'il se dissimulât que l'union n'apporterait à la Suède qu'une acquisition négative; il s'en exprimait ainsi lui-même dès juillet 1815. Il est vrai que dès lors aussi commençaient ses bravades; à la moindre opposition d'un membre du *storthing*, on l'entendait s'écrier : « Je le ferai pendre! » mais la crainte du prétendant le retenait, et nulle action ne suivait ses paroles. Il s'enhardit toutefois en 1821, en présence d'une situation plus rassurante en Europe et de l'attitude déterminée de la démocratie norvégienne. C'est alors que pour la première fois se montra l'effet de ce fameux article 79 de la constitution qu'il avait consentie, aux termes duquel une résolution adoptée par trois *storthings* ordinaires consécutifs devient loi malgré trois refus du souverain. Devenu roi sous le nom de Charles-Jean, Bernadotte, pour éviter cet affront, fut contraint d'accepter l'abolition de la noblesse en Norvége. Il résolut de ne pas subir longtemps un tel joug. Il fit sonder les dispositions des puissances et les consulta à ce sujet. La Prusse répondit vaguement et la Russie de même; toutefois Suchtelen, représentant du tsar à Stockholm, ne cacha pas son avis que le refus du *storthing* de payer dans le délai fixé sa part des dettes de l'ancienne monarchie danoise, l'abolition forcée de la noblesse et des priviléges des terres seigneuriales sans indemnité pour les propriétaires, etc., formaient une masse de griefs dont le premier aurait suffi comme motif légitime de changer la constitution. Bien que fort âgé, Suchtelen se rendit à la fin de juillet 1821 à Christiania, auprès du roi, qui le reçut aux yeux des Norvégiens avec des honneurs affectés. La Russie, à la veille de ses démêlés avec les Turcs, ne pouvait être indifférente aux complications du Nord; elle voulait avoir sa frontière assurée de ce côté,

et c'était surtout ses dispositions que Charles-Jean avait voulu consulter. Il adressa au *storthing* jusqu'à dix propositions de changemens dans la loi fondamentale, demandant avant tout le *veto* absolu au lieu du *veto* suspensif. En même temps il fit d'une part approcher une armée et une flottille suédoises pour intimider le *storthing*, et de l'autre répandre par des émissaires et des pamphlets la doctrine que la constitution avait été octroyée par le roi, qui pouvait la réviser ou même la retirer. « J'ai pour moi, écrivait-il alors, la masse du peuple et l'armée, et je pourrais faire tout ce que je voudrais, si je croyais le moment venu de frapper un grand coup. » Apparemment il ne crut pas le moment venu, bien que les Norvégiens lui répondissent en refusant la plupart de ses propositions et en célébrant comme fête nationale le jour anniversaire de la constitution d'Eidsvold, 17 mai, au lieu de la journée du 4 novembre. Ils persistèrent dans ces mesures hostiles une fois prises; le *storthing* de 1824 et les suivans refusèrent le *veto* absolu, et Charles-Jean y renonça enfin en 1839. Quant à la fête du 17 mai, toute la représentation y prit part en 1827, et ce fut le motif d'une émeute sanglante en 1829. Si la fin du règne de Charles-Jean fut de ce côté plus tranquille, ce fut bien en partie parce que le vieux roi s'était lassé, et que, sans conserver d'illusions sur son œuvre, accomplie à la vérité au milieu de difficultés considérables, il s'en remettait à son fils et au temps pour la corriger et l'achever.

Cette œuvre ne pouvait être corrigée ni achevée à moins qu'on ne la refît tout entière en la recommençant sur d'autres bases. Il fallait à tout prix réviser de concert avec la Norvége le pacte d'union, qui est, on a pu s'en convaincre, un modèle de rédaction incomplète et vague, un monument de confusion et d'imprévoyance ou de profonde dissimulation. Le roi Oscar, scrupuleusement constitutionnel, ne préparait nulle perfidie et ne méditait nulle violence; il fallait donc, pour que la Suède ne continuât pas à être dupée à la suite d'un contrat si mal réglé, que l'on convînt nettement de part et d'autre des conditions réciproques et du point de départ. Sans doute beaucoup de mal était déjà fait en 1844, et la situation morale de la Suède en présence de la Norvége n'était plus ce qu'elle avait été en 1814, mais il y avait quelques chances encore de s'entendre, et l'on devait faire tous ses efforts, en essayant d'effacer le passé, pour obtenir que le caractère de l'union fût nettement tranché. Pendant toute la première moitié de son règne, Charles-Jean avait professé par ses actes, bien que son langage fût différent, qu'à ses yeux l'union comportait un certain amalgame qui devait être en quelque mesure au profit de la Suède, et il avait tenté de mettre ses prétentions en pratique sans y réussir. Ce fut le tort de son fils

d'accepter un système différent sans le déclarer ouvertement aux Norvégiens et sans en fixer d'accord avec eux, en révisant le pacte, tous les termes. Sa loyauté accepta la situation telle qu'elle était en 1844 : il consentit à ne voir dans l'union que le rapprochement de deux peuples indépendans et même égaux sous un seul roi; mais en négligeant d'en prendre acte expressément et légalement, il ne tira peut-être pas de cette concession suprême tout le profit que la Suède en pouvait encore recueillir.

C'est aussitôt après l'avénement d'Oscar que les Norvégiens ont obtenu pleine satisfaction à la plupart des griefs qu'ils avaient tant répétés depuis 1836, après avoir songé même à intéresser en faveur de leur cause, bonne ou mauvaise, les puissances étrangères, comme l'eût fait un état souverain molesté par un voisin redoutable. Ils ont depuis lors un drapeau national différent du drapeau suédois, sauf la marque commune de l'union; une moitié de l'écusson royal est réservée au lion norvégien; dans les actes norvégiens, le souverain s'appelle roi de Norvége et de Suède. Ils ont accepté enfin sans aucun scrupule une décoration particulière : un ordre purement norvégien a été institué sous l'invocation de l'ancien roi de Norvége saint Olaf, lequel, de son vivant, avait mainte fois envahi, pillé et brûlé la Suède; mais en même temps qu'à certains égards le roi Oscar mettait ainsi les Norvégiens sur un pied d'égalité avec les Suédois, il s'abstenait de poursuivre énergiquement toute idée de fusion entre les deux peuples. Une commission instituée par le roi son père pour rechercher les vices de l'union, déjà trop sensibles pour qu'on se les dissimulât, et pour proposer les réformes nécessaires, était assemblée lors de son avénement; ses travaux s'achevèrent en silence et restèrent secrets, comme si le gouvernement nouveau n'approuvait pas le sens des réformes qu'elle avait pour mission de proposer. Une loi particulière, votée dès 1825, pour régler les relations commerciales des deux pays, supposait en principe la réciprocité et attendait du roi Oscar d'indispensables développemens; mais on trouva sans doute qu'elle mettait en commun trop d'intérêts de part et d'autre, et elle resta si longtemps incomplète, que les Norvégiens finirent par demander qu'elle fût révisée ou entièrement abolie.

D'ailleurs les concessions faites par le roi Oscar avaient suscité de la part du *storthing* de véritables empiétemens. C'en était un que poursuivaient si obstinément les Norvégiens en 1855 dans l'affaire du jury. On avait résolu depuis près de dix ans la rédaction d'un nouveau code de procédure civile et criminelle basée sur l'institution du jury; une commission avait été nommée à cet effet par le gouvernement, et ses lenteurs mécontentaient la Norvége : le

*storthing* finit par nommer lui-même une commission qu'il chargea de ce travail, et qu'il prétendit maintenir même après que sa session fut terminée. Rien dans les termes de la loi fondamentale n'autorisait un droit si important, et l'unique précédent qu'on invoquait n'avait aucune valeur. Si le roi eût permis ce nouveau progrès du pouvoir législatif, armé déjà à l'excès contre le pouvoir exécutif, l'équilibre était définitivement rompu, et le parlement de Norvége brisait encore un des faibles liens qui le rattachent au souverain des deux royaumes.

Nous ne tenterons pas d'énumérer tous les épisodes de cette lutte sourde et intestine qui, pendant le règne d'Oscar Ier, malgré les intentions loyales du souverain, ont continué à dissoudre l'union de la Suède et de la Norvége. Il vaut mieux, après avoir expliqué les origines d'un si long conflit, arriver à l'état présent d'une question qui divise depuis cinquante ans la péninsule scandinave.

Le 2 novembre 1859, dans la chambre des nobles de la diète suédoise, M. le comte Anckarsvärd a fait une motion pour demander la révision du pacte d'union entre les deux peuples. Son exposé de motifs résume les principaux griefs. Pour prix du sacrifice de la Poméranie et de la principauté de Rügen, derniers débris de sa grandeur passée, pour prix d'une grosse somme payée au Danemark, la Suède avait acquis le droit d'exiger que l'union de la Norvége avec le royaume fût réelle et non pas nominale, qu'elle profitât au pays, et non pas seulement à sa dynastie nouvelle. Pourquoi n'en est-il pas ainsi? L'auteur en accuse Bernadotte lui seul. Dans la première rédaction du traité de Kiel, l'article 4, dit-il, contenait ces mots : « La Norvége sera incorporée à la Suède, » et il paraît que c'est Bernadotte qui y a fait substituer lui-même les expressions actuelles. L'union, mal définie, a toujours été au profit de la Norvége. A partir de la convention de Moss, les Norvégiens ont cru pouvoir réclamer des droits égaux, sans accepter pour cela l'égalité des charges. « Je crois, a dit en finissant M. le comte Anckarsvärd, que la rupture complète de l'union serait préférable pour la Suède à l'état actuel de nos relations. En voyant le peu de prix que les Norvégiens y attachent eux-mêmes, il m'a semblé qu'il était temps que les représentans du peuple suédois rompissent enfin le silence. S'ils sont persuadés comme je le suis qu'on a de ce côté aussi de sérieux motifs de ne pas se féliciter de l'union telle que les Norvégiens nous l'ont faite, et qu'il est d'une sage politique de rechercher pendant le calme les moyens de détruire les occasions de discorde qui, dans un moment de danger, pourraient compromettre l'indépendance politique des deux peuples, je demande que la diète s'adresse au roi pour qu'il veuille proposer aux états de Suède et au *storthing* nor-

végien une révision formelle du pacte d'union, capable de prévenir l'imminent péril d'une plus grave rupture. »

Telle était la motion de M. le comte Anckarsvärd, un peu exagérée peut-être dans l'expression de certains griefs et dans sa forme, mais qui avait le mérite de mettre enfin à découvert une vive blessure, et d'en rechercher le remède. Pendant que les différens ordres de la diète suédoise commençaient à discuter cette proposition, un nouvel incident vint augmenter l'agitation des esprits. On apprit que le *storthing* venait de voter la suppression de l'article 14 de la constitution norvégienne, aux termes duquel « le roi peut nommer aux fonctions de gouverneur-général de Norvége un Norvégien *ou un Suédois.* » Depuis longtemps c'était le but déclaré de la représentation norvégienne de rompre cet autre lien avec la Suède qui lui semblait une marque de dépendance; l'attention qu'avaient mise les rois à ne nommer en dernier lieu pour gouverneurs que des Norvégiens, ou à laisser ces fonctions vacantes, ou à les convertir enfin, comme en 1856, en une vice-royauté confiée à l'héritier du trône, n'avait fait qu'encourager les Norvégiens à n'y plus admettre de Suédois, et ils s'étaient efforcés d'y parvenir en votant soit l'abolition complète du poste de gouverneur-général, soit la suppression de la faculté laissée au roi d'y nommer un Suédois au même titre qu'un Norvégien. Ils renouvelaient aujourd'hui et pour la seconde fois la même tentative sous cette dernière forme. La nouvelle de cette résolution avait d'ailleurs été publiée par la presse norvégienne avec des commentaires peu bienveillans pour la Suède et l'union, et l'impression en fut d'autant plus profonde à Stockholm au lendemain de la motion Anckarsvärd. Un autre membre de la chambre de la noblesse de Suède, M. Dalman, prétendit répondre à la démonstration du *storthing* et des Norvégiens en proposant à la diète de s'adresser directement au souverain pour le supplier de ne pas adresser sa réponse avant d'avoir saisi le parlement suédois de cette question; elle intéressait au plus haut degré l'union, suivant M. Dalman, et ne devait par conséquent être résolue qu'après que les deux représentations en auraient fait, chacune de son côté, l'examen. La diète suédoise, après de très vifs débats, a fait en somme bon accueil aux deux propositions de M. Anckarsvärd et de M. Dalman, s'apprêtant à demander la révision du pacte d'union sur cette base que, des deux états unis, la Suède est principale et supérieure, et à exprimer au roi l'avis que les articles du *riksact* ou acte d'union et ceux même de la loi fondamentale de Norvége qui concernent des rapports communs entre les deux royaumes ne peuvent être modifiés qu'avec le concours des états suédois, qui ont jadis, par leurs commissaires, discuté avec les représentans norvégiens et consenti ces mêmes arti-

cles. En face de ces prétentions contraires, le roi s'est tenu rigoureusement dans le rôle que lui réservaient les dispositions les plus formelles de la constitution norvégienne : il a déclaré, avant d'avoir reçu communication officielle des résolutions de la diète suédoise, son refus de sanctionner le vote du *storthing*, renvoyant ainsi les parties dos à dos. Quant à la révision demandée par les états de Suède, le *storthing* a répondu dans une adresse au roi qu'il n'y consentirait jamais sur la base proposée par la diète. Il a protesté hautement contre cette interprétation du principe fondamental de l'union. La Norvége est, suivant lui, un état complétement indépendant et souverain, uni à la Suède par le seul lien d'un roi commun portant sur sa tête deux couronnes; les deux royaumes sont égaux en droits; l'acte d'union, aussi bien que la loi fondamentale de Norvége, ne peut être changé, entièrement ou dans une de ses parties, que par le consentement commun du *storthing* et du roi de Norvége; le roi de Suède et la diète de Suède n'ont rien à y voir.

Voilà où en sont venus ces longs dissentimens entre la Suède et la Norvége, qui sont, à vrai dire, aussi vieux que l'union. La première année du règne de Charles XV, pendant laquelle ils ont amené ces derniers résultats, n'a recueilli que les fruits dont Charles-Jean avait déposé le germe et que son fils Oscar avait laissé mûrir.

Les deux peuples ont eu également des torts dans ce funeste débat. Les Suédois ont eu le tort de ne pas mieux fixer les termes du contrat. Le *riksact*, l'acte d'union rédigé en 1815, aurait dû contenir toutes les dispositions propres à régler d'une manière précise les rapports entre les deux peuples; on a vu combien peu il répondait à cette nécessité. Il faudrait que l'acte d'union, réglant les relations mutuelles, pût être révisé d'un commun accord par la diète suédoise et le *storthing*, car d'une part on ne comprend pas que le roi de Norvége puisse intervenir pour modifier le pacte mutuel sans le roi de Suède, et ni le roi de Suède ni le roi de Norvége n'est absolu; ni l'un ni l'autre ne peut modifier quelque article de la constitution sans la coopération de son parlement. Contrairement à ces vérités fondamentales et à ces nécessités de droit public, l'article 12 de l'acte d'union dispose que cet acte ne pourra être modifié que de la même manière que la constitution norvégienne et qu'il aura même valeur. Or la constitution norvégienne, en vertu de son article 112, ne peut être en effet modifiée que par le consentement du *storthing* et du roi de Norvége. Nous ne voyons donc aucun moyen légal pour les Suédois d'obtenir la révision du pacte fondamental, si les Norvégiens n'y consentent pas. Les textes sont pour le *storthing*, et il sait bien qu'il peut exiger constitutionnellement le maintien du *statu quo*. Les Suédois ont eu un autre tort : celui de ne

pas devancer, de ne pas égaler même les Norvégiens dans la voie des réformes administratives et libérales. La Norvége ne se soucie guère, et cela se comprend, de rapprocher ses institutions, où respirent la jeunesse et l'esprit moderne, des institutions suédoises, qui sentent encore leur moyen âge; elle n'est pas jalouse de la division en quatre ordres; elle a aboli sa noblesse et fait une plus grande part dans la vie politique aux classes moyennes. Tandis que la Suède a conservé des débris du système prohibitif, elle s'est avancée hardiment dans la voie de la liberté industrielle et commerciale, et on conçoit que de telles différences entre les deux pays rendent difficile l'application d'un système de douanes communes et d'échanges réciproques. Plus d'une fois des comités dont les membres étaient élus dans les deux pays ont été chargés d'aviser aux moyens de resserrer l'union, plus d'une fois la diète a été saisie de projets qui devaient aboutir au même but; mais les incroyables lenteurs de l'administration et les complications infinies de la machine représentative en Suède ont toujours fait échouer ces tentatives, et la Norvége impatiente, sans attendre si longtemps, a pris son essor.

Que les Norvégiens aient usé de leurs avantages pour constituer leur indépendance et pour réaliser en effet le rêve d'une monarchie servie par des institutions républicaines, en vérité on ne saurait le leur reprocher, surtout quand leurs progrès intéressent la cause générale de la liberté; mais n'en abusent-ils pas, et n'ont-ils pas eu des torts à leur tour? Ne leur siérait-il pas de témoigner quelque reconnaissance envers la Suède, qui a été au-devant de leurs vœux en applaudissant tout d'abord à leur affranchissement? Ne pourraient-ils se mieux souvenir que, s'ils ont eu, eux aussi, un passé historique, ils n'avaient pas, au moment où le sort de la guerre les a unis à la Suède, de passé politique? Leur en devrait-il coûter de se rappeler les noms de Gustave Wasa, de Gustave-Adolphe, de Charles XII lui-même, bien qu'il leur ait fait la guerre, d'adopter leur gloire et d'en prendre leur part, afin de couvrir la nudité dans laquelle la Suède les a reçus? Ils font bruit aujourd'hui encore de leur roi Christian-Frédéric, et ils disent qu'ils se sont donnés librement à la Suède en 1814. Cela est contraire à la vérité historique; Christian-Frédéric et les Norvégiens en 1814 étaient des révoltés, et si Bernadotte avait hardiment poussé sa conquête, il est bien évident qu'ils n'auraient pas pu résister. Ils ont profité très adroitement d'un incroyable concours de circonstances, à la bonne heure. Ils s'en sont servis au grand profit des institutions libérales; nous y applaudissons : qu'ils en jouissent noblement et qu'ils en offrent à la Suède, en l'y attirant, l'excellent exemple; mais le souvenir de la dextérité qu'ils ont déployée en 1814 efface-t-il entièrement celui de

leur subite élévation? Il serait bien à des parvenus de montrer une modération qui attesterait la force. Or il y a quelque apparence que les Norvégiens n'ont pas toujours montré assez de modération dans leurs rapports avec les Suédois. Ils ont affiché quelquefois une fierté plébéienne qui choque et qui blesse : « Assurez vos collègues, dit un jour le roi, de mes sentimens paternels. — Sire, répond le président du *storthing*, les Norvégiens ne veulent pas être traités comme des enfans! » Nous omettons bien d'autres souvenirs, pour ne rien envenimer. Mais cette prétention d'être un état absolument égal et même souverain est-elle réellement appuyée sur la vraisemblance et sur le droit? Jadis un des représentans de la Norvége, M. Hielm, conçut le projet d'adresser aux cours étrangères la liste des griefs contre la Suède et d'invoquer leur intervention auprès du cabinet de Stockholm. C'était insensé, cela n'a pas cessé de l'être, et aujourd'hui encore cela ne réussirait pas. Le droit public européen ne connaît pas une cour de Norvége séparée de la cour de Suède; il ne connaît, d'après les traités, qu'un roi réunissant sur sa tête les deux couronnes, et la Norvége n'est pas, elle ne saurait être un état souverain...

Mais je m'arrête, je ne voudrais pas rechercher plus longtemps des torts à un peuple dont les prétentions et la fierté ont après tout un côté fort respectable, puisqu'elles sont inspirées en partie par le sentiment et l'amour de la liberté. Il est dans l'intérêt des deux peuples de rester unis; leur indépendance est à ce prix. L'union ne saurait désormais porter atteinte à l'autonomie de l'un ni de l'autre; ils sont même égaux désormais, soit, mais comme un peuple d'un million et demi d'habitans, élevé tout à coup à la vie politique, est égal à un peuple qui a une population double, qui a joué un grand rôle dans l'histoire moderne, et que les autres puissances de l'Europe ont appris à estimer et à respecter. C'est assurément ainsi que les Norvégiens les plus sensés l'entendent, et sur cette base l'entente se rétablira. Nul doute que dans quelque temps, quand les passions excitées aujourd'hui se seront calmées, les Norvégiens ne se prêtent à une révision des textes sur lesquels repose l'union, car, s'ils n'y consentaient pas, ils perpétueraient ainsi un état de trouble et d'incertitude qui leur nuit aussi bien qu'à la Suède en rendant leurs rapports avec elle bientôt insupportables, en arrêtant tout progrès en commun, en ruinant tout bénéfice d'un voisinage et d'une amitié utiles.

L'Europe est elle-même intéressée à ce que cette bonne entente soit promptement et solidement rétablie. L'équilibre du Nord lui importe; il ne lui est pas indifférent que la presqu'île scandinave, grâce à une forte unité, forme une puissance défensive capable de

désespérer, du côté de l'orient ou de l'occident, toute vue d'agrandissement ou seulement toute prétention d'influence; c'est en particulier l'intérêt de la France, qui a accepté en 1855 la garantie de l'intégrité des deux royaumes contre toute atteinte de l'une des deux parts. Si les rapports mutuels entre la Suède et la Norvége s'envenimaient un jour, on ne saurait entrevoir d'autre perspective à l'issue de ces déplorables querelles qu'une tentative de république en Norvége sous la protection de l'Angleterre. Cette prévision ne paraîtra pas exagérée à quiconque a visité la Norvége. La Norvége est à demi anglaise déjà par les mœurs, au moins dans les villes, et elle affecte de l'être plus qu'elle ne l'est encore; mais cela même est dangereux. Tandis qu'en Suède on parle français et allemand, on parle beaucoup en Norvége un fort mauvais anglais et on prend le thé. Les Anglais y viennent chaque année en grand nombre pour chasser l'ours, pour pêcher le saumon, ou bien pour raffiner le sucre et établir des scieries. Les Anglais sont comme nous, depuis 1855, protecteurs officiels de ce vaste pays, dont le voisinage met à leur portée plus qu'à la nôtre les précieuses ressources. Qui sait ce qu'enfanteraient de troubles imprévus dans le Nord d'une part les dissentimens devenus extrêmes entre la Suède et la Norvége, de l'autre certaines complications que pourrait entraîner le fâcheux état du Danemark? Hâtons de nos vœux, comme contre-poids à de telles chances dans l'avenir, l'établissement d'une forte alliance défensive entre les deux peuples qui occupent la péninsule scandinave. Lors même qu'ils grandiraient jusqu'à figurer en Europe comme puissance offensive, nous n'aurions point à nous en inquiéter; loin de là : nous verrons, en étudiant la politique extérieure du roi Oscar, qu'un de ses mérites a été précisément de replacer à cet égard dans ses voies traditionnelles un pays habitué à considérer la France comme une naturelle et ancienne alliée.

A. Geffroy.

# HERMINE

## I.

Hennebon est situé près de Lorient comme l'ambulance près du champ de bataille. Si une retraite intempestive réduit à néant les rêves ambitieux de quelque fonctionnaire à dix-huit cents francs d'appointemens, le malheureux s'enfuit à tire-d'aile vers Hennebon pour dérober à l'œil triomphant d'un rival les tortures de son amour-propre et le déficit de son budget. Si quelque pauvre fille dévorée de la légitime passion du mariage emploie pour arriver à ses fins des manœuvres trop hardiment britanniques, et qu'un billet intercepté par une main malveillante lui ferme à jamais le chemin de la mairie et de l'autel, la mère désolée s'empresse d'ensevelir dans les rues silencieuses d'Hennebon l'humiliation de son enfant et l'éternel remords de son insuccès. A plus forte raison, les fonctionnaires et les filles non mariées atteints par l'inexorable loi de la limite d'âge transportent leurs pénates sur les rives verdoyantes du Blavet. Les fonctionnaires retraités, anciens officiers de marine pour la plupart, s'adonnent à l'horticulture, ou se promènent depuis le matin jusqu'au soir sur le petit port d'Hennebon, surveillant avec un intérêt marqué le chargement et le déchargement des rares bateaux qui parviennent à remonter la rivière. Si l'on distingue parmi eux quelque vieillard à la mine rébarbative, à la tenue irréprochable, on peut soupçonner un ancien officier de l'armée de terre, car l'officier de marine joint volontiers à la bonhomie des manières un remarquable laisser-aller de costume. Quant aux vieilles filles, en les voyant sortir de l'église et traverser la place par escouades de cinq ou six sœurs, on apprécie la justesse du proverbe : « un malheur n'arrive jamais seul ! »

L'étranger que sa mauvaise étoile conduirait un dimanche sur la place d'Hennebon à l'heure où l'on sort de la grand'messe pourrait, rien qu'à la rareté des jeunes visages, deviner une anomalie dans le mode de recrutement de la population. Après avoir accompagné du regard quelques pâles victimes du célibat jusqu'aux rues étroites et désertes où elles disparaissent l'une après l'autre, il se poserait probablement cette lugubre question : « Pourquoi et pour qui ces femmes-là vivent-elles? — Pour Dieu! » eût-on répondu il y a deux ou trois siècles. Aux âges de foi, plusieurs d'entre ces femmes, aujourd'hui ennuyées, inutiles et ridicules, eussent été adorées comme des saintes; d'autres auraient gouverné de puissantes abbayes; à presque toutes, la vie monastique eût assuré le repos de l'esprit, les mystiques extases de l'âme, les consolations du cœur, le respect, l'admiration de la plèbe laïque des fidèles. Il y a autant de distance entre la religieuse et la vieille fille qu'entre la martyre des premiers siècles affrontant, radieuse d'enthousiasme, la gueule des tigres, en plein soleil, devant une foule immense, et la morne condamnée des cours d'assises qui meurt au petit jour, dans un quartier perdu, entre quelques sergens de ville et la populace stupide des barrières. Les vieilles filles de nos jours, dira-t-on peut-être, peuvent aussi aisément que les vieilles filles d'autrefois se procurer les avantages de la vie monastique... Hélas! non. La méditation des saints mystères n'a plus d'enivremens pour ces pauvres âmes en peine. Les hommes de notre époque n'ont plus de louanges pour le sacrifice des devoirs humains à l'exclusive préoccupation du salut. Dans l'ignorance des compensations ultérieures réservées sans doute aux générations déshéritées, comment n'être pas navré devant de pauvres créatures que les croyances anciennes n'exaltent plus, que les institutions du passé ont cessé de protéger, et aux yeux desquelles la lumière de l'avenir n'a pas encore brillé, pour lesquelles le monde présent n'a pas de place?

Chose peu flatteuse pour la nature humaine, l'esprit de prosélytisme est mille fois plus ardent chez les malheureux que chez les privilégiés de la fortune. Les retraités et les vieilles filles furent enchantés le soir où ils apprirent que le lieutenant de vaisseau Tranchevent allait s'établir à Hennebon avec sa femme et ses deux filles : une maison était déjà louée pour eux rue de la Claverie. Le lieutenant Tranchevent devait être définitivement classé dans la catégorie des gens qui *n'ont pas de chance*. En 1814, Alexandre-Achille Tranchevent avait dix-huit ans et des aiguillettes d'aspirant de marine. Pour cause de velléités républicaines invétérées, son père, marin aussi, avait vu arriver la chute de l'empire avant d'avoir atteint le grade de contre-amiral. Par malheur pour ce brave

homme, un patriotisme exalté, surtout sa *haine de l'Anglais*, firent de lui un bonapartiste forcené dès que l'empereur fut à l'île d'Elbe. Son zèle pour l'exilé se manifesta si hautement qu'on le nomma préfet maritime et sénateur pendant les cent-jours; il obtint en outre le grade depuis longtemps mérité. Tout cela lui valut d'être renvoyé de la marine aussitôt après Waterloo; son fils fut, bien entendu, enveloppé dans sa disgrâce. Alexandre-Achille rentra au service quelques années plus tard, mais comme il s'offrit toujours pour les campagnes les plus longues et les plus périlleuses, comme il ne passa jamais à Paris au retour, comme surtout il démontra souvent à ses supérieurs avec une conscience scrupuleuse et un savoir incontestable en quoi et comment ils se trompaient, les rapports adressés au ministre ne mentionnèrent jamais le nom d'Alexandre-Achille, qui, en 1845, n'était encore que le lieutenant Tranchevent. On parlait alors d'une promotion très nombreuse. Pour la première fois, après une longanimité de dix-sept années, la tête du lieutenant Tranchevent se monta. Il serait sans doute encore oublié, des *blancs-becs* allaient lui passer sur le corps! Indigné d'avance de tant d'injustice, il écrivit au ministre un long factum, dans lequel, après l'énumération de ses services, il déclarait que si ses droits étaient plus longtemps méconnus, le soin de son honneur l'obligeait d'offrir sa démission. Il n'imaginait pas qu'on pût concevoir la pensée de le prendre au mot.

Au reçu de cette épître, le ministre biffa le nom de Tranchevent sur la liste des capitaines de frégate, où il venait de l'écrire. Le pauvre Tranchevent avait si peu inquiété l'ambition d'autrui, que sa mésaventure ne causa à ses anciens camarades qu'une satisfaction modérée. Quelques-uns regrettèrent même sincèrement de ne plus rencontrer dans tous les coins et recoins du port la figure tannée, ratatinée, mais sympathique en somme, de l'honnête lieutenant. Entre autres traits caractéristiques, Alexandre-Achille avait un nez long comme la trompe du tapir, mince comme une lame de rasoir et rouge comme une betterave. Ce nez, associé au nom significatif du brave lieutenant, avait égayé bien des *carrés*. Le bon sourire dont s'éclairaient les petits yeux verts de Tranchevent quand cet appendice original était mis pour la millième fois sur le tapis disait assez ce qu'il y avait de bienveillance dans sa nature. Cette indifférence personnelle n'empêchait point le lieutenant Tranchevent de se montrer intraitable, quand on n'admettait pas comme lui la prééminence de la beauté virile sur la beauté féminine. Il y avait peut-être une pointe de rancune inavouée dans cette énergique protestation contre les charmes du sexe faible, car bien peu de femmes s'étaient chargées d'éclairer ou de convertir le lieutenant. Tranche-

vent professait aussi des opinions d'une austérité sans pareille à l'endroit de la vertu des femmes. Remarquons-le en passant, le rigorisme des officiers de marine n'est, à proprement parler, qu'une moralité géographique. Les marins s'entretiennent avec complaisance des ardentes passions de l'Espagnole, des allures hardies et provocatrices de l'Américaine : ils trouvent des phrases bien senties pour louer les grâces voluptueuses, la naïve bonté, l'abandon facile des Taïtiennes; mais s'agit-il d'une Française, et surtout d'une femme de *leur port*, toute aventure romanesque, toute intrigue amoureuse est jugée par eux avec une sévérité divertissante et qualifiée avec une crudité d'expression toute maritime.

Si Tranchevent avait soupçonné que, pendant ses campagnes de quatre années, quelque audacieux eût nourri un seul instant la pensée d'adresser ses hommages à sa femme, il n'aurait pas hésité à punir, l'épée à la main, cette intention coupable : c'était sa manière de voir. Par bonheur, M^me^ Tranchevent, quoique assez gentille dans sa jeunesse, avait innocemment dansé jusqu'à la trentaine, sans jamais songer que l'absence indéfinie du mari peut à la rigueur être considérée par la femme comme une circonstance atténuante. Cette ingénuité n'est pas rare dans les ports de mer : les femmes y sont traditionnellement élevées dans la perspective d'un veuvage habituel, et les hommes, dominés aussi par la coutume, ne cherchent guère à profiter d'une situation presque normale autour d'eux. M^me^ Tranchevent représentait d'ailleurs au milieu de la société de Lorient un type de femme très commun jadis, mais qui tend de plus en plus à disparaître; elle admettait sans examen le dogme de la suprématie, de l'impeccabilité même de l'homme. Sa religion domestique pouvait se formuler dans un seul précepte : « fût-elle mille fois supérieure à son père ou à son mari, la femme doit épouser leurs opinions, quelles qu'elles soient, et mettre sa gloire à accomplir leurs volontés. » M^me^ Tranchevent avait entendu son père, vieux gentillâtre royaliste, assurer qu'en 1814 la France entière avait acclamé les Bourbons, tandis que M. Tranchevent affirmait encore plus positivement que tout ce qui porte un nom français ne pardonnerait jamais à *l'étranger* la déchéance de l'empereur, et l'excellente femme n'avait pas une seule fois poussé la hardiesse jusqu'à se dire que l'un des deux hommes ayant autorité sur elle devait naturellement se tromper. M^me^ Tranchevent n'était pourtant pas sotte : elle possédait une énorme perspicacité et un grand bon sens pratique : elle voyait souvent clair là où M. Tranchevent s'égarait; mais, dès que le lieutenant avait parlé, elle obéissait aveuglément. Si l'une de ses filles, rendue plus rétive par la date seule de sa naissance, hasardait une objection : « Ton père l'a dit, » répondait simplement M^me^ Tranche-

vent. Cet argument n'admettait pas de réplique. A tout considérer, Tranchevent n'avait qu'à se louer de ses filles. L'aînée, Caroline, était ce qu'on appelle une personne de mérite : c'est assez dire qu'elle était laide, sans imagination, sans esprit, mais laborieuse, économe à l'excès. Quant à la cadette, Hermine, elle faisait à juste titre la joie et l'orgueil de son père. Hermine alliait à une riche et sympathique nature une remarquable organisation d'artiste. Sa beauté un peu étrange et voilée avait, chose inexplicable, de vagues rapports avec la beauté des mystérieuses filles de l'Inde. Ses yeux très longs, très noirs, sérieux et naïfs, d'une douceur infinie, sa pâleur dorée, pleine de vie, son abondante chevelure brune, sa taille élancée, ses mouvemens enfantins et majestueux tour à tour, avaient un charme auquel personne ne résistait. Hermine unissait de plus à une âme franche, expansive, enthousiaste, une intelligence active, de rares aptitudes musicales, une voix magnifique.

Il eût fallu sans doute d'autres études que celles qu'Hermine pouvait faire à Lorient, un autre milieu, pour développer complétement ses rares facultés. A dix-sept ans néanmoins, la beauté de la jeune fille avait toute sa grâce, ses aspirations toute leur ardeur. Rien n'est du reste plus opposé que la vie des ports de mer à ce qu'on entend généralement par la vie de province. Dans les petites villes du centre de la France, la tradition, la coutume, la monotonie de l'existence écrasent les âmes les plus robustes; la conversation ne s'y aventure jamais plus loin que l'ombre du clocher. Dans les ports de mer au contraire, la société, composée presque en totalité de fonctionnaires, se renouvelle sans cesse; de ce va-et-vient continuel des personnes résulte forcément la circulation des idées. La vie des pères, des frères, des maris, réagit sur le foyer domestique. On s'entretient plus souvent à Lorient de La Havane, de Macao, de Rio-Janeiro que du chef-lieu du département. Les brusques changemens de climat, de mœurs, d'habitudes, l'imprévu, les hasards, les séparations précipitées, les grands spectacles de la nature, mettent dans toute âme de marin un grain de poésie, de passion, de rêverie. Le lieutenant Tranchevent ne faisait pas exception à la règle commune. Pour lui, le point lumineux de la sphère terrestre, c'était Smyrne. Dès qu'on prononçait devant lui le nom de cette ville bien-aimée, ses regards s'attendrissaient, son imagination enflammée évoquait d'innombrables souvenirs. « Quel calme pendant les nuits d'été! quelle splendeur! Quel entrain dans les fêtes! Quels paysages grandioses! Quel beau ciel! Quels flots purs! » A Smyrne, dans les jours lointains de sa jeunesse, le lieutenant de marine s'était cru aimé. L'éloge exclusif des Smyrniotes avait causé plus d'une secrète colère à Mme Tranchevent. — Elle est encore plus belle qu'une fille

de Smyrne! s'était dit Tranchevent avec un véritable enivrement d'orgueil la première fois qu'il avait conduit sa fille Hermine au bal. Le lieutenant avait un faible pour sa dernière enfant. Il se chargea de son instruction, lui apprit ce qu'il savait d'anglais et d'italien, et n'hésita jamais à donner pour professeur de chant à son *Bengali*, comme il appelait Hermine, les artistes parisiens de passage en Bretagne, les leçons de ces artistes coûtassent-elles vingt francs le cachet. Dans certaines grandes villes, des dépenses aussi peu en rapport avec la dot d'une jeune fille sont souvent une spéculation matrimoniale. A Lorient, à moins de circonstances absolument improbables, la ravissante beauté d'Hermine, sa supériorité intellectuelle, ses talens, équivalaient à une condamnation au célibat. Nul n'eût osé, même en pensée, exiger qu'une telle femme consacrât toute son énergie, toute sa puissance de volonté, à la solution du douloureux problème qui pèse dans les ports de mer sur la plupart des existences féminines : vivre et faire vivre mari, enfans, nourrices, avec dix-huit cents ou deux mille francs par an. Devant Hermine, les plus étourdis, les plus passionnés prenaient leurs précautions contre l'amour.

— Avec quel bonheur je l'épouserais, si j'avais seulement cinq mille francs de rente! se disait chaque soir quelque pauvre garçon troublé par la beauté d'Hermine, ému jusqu'aux larmes par les accens magiques de sa voix. Qu'on n'aille pas croire pourtant que les jeunes officiers de marine sont des coureurs de dot. La facilité avec laquelle bon nombre d'entre eux épousent, dans n'importe quelle partie du monde, la première jeune fille venue qui se dit compromise par eux prouve assez la naïveté, le désintéressement des marins. Garantis contre la misère, et ne pouvant jamais, quelque effort qu'ils fassent, atteindre à la fortune, les marins sont peut-être les seuls hommes de notre époque qui se préoccupent médiocrement des questions financières. Ils dépensent le peu d'argent qu'ils gagnent sans aucun souci de l'augmenter. Ce ne sont pas non plus des roués que les officiers de marine. Bien qu'ils se permissent quelques plaisanteries sur le père d'Hermine, toute tentative pour nouer une intrigue d'amour avec la fille du vieux lieutenant leur eût semblé une action coupable. Tranchevent d'ailleurs surveillait soigneusement ses filles. — Il serait beau vraiment qu'on pût soupçonner une Tranchevent de faire la chasse aux maris, ou de se laisser conter fleurette par un garçon qui ne songe pas à l'épouser! disait-il quelquefois en manière de viatique moral au moment de partir pour le bal avec sa famille. — A défaut d'un rigorisme exalté en matière d'honneur, l'enthousiasme immodéré du bon lieutenant pour le nom jadis sénatorial de Tranchevent eût suffi pour lui inspirer cette austère sortie.

Mme Tranchevent avait sur ce point une tout autre manière de voir. — On n'épouse pas une fille pauvre sans l'aimer, et on ne peut guère arriver à l'aimer sérieusement sans lui faire un peu la cour, disait-elle quelquefois avec tristesse à son mari. Si tu éloignes de tes filles tous les jeunes gens qui semblent les trouver à leur gré, ni Caroline, ni Hermine ne se marieront jamais.

— Je connais les hommes, je sais ce que j'ai à faire, répondait le lieutenant d'un ton qui terminait la discussion.

Nous avons dit que la sévérité paternelle n'était pas le seul obstacle au mariage d'Hermine. Hermine elle-même était bien loin de partager les inquiétudes de sa mère. Après être allée pendant deux hivers dans le monde, elle ne s'était pas encore demandé une seule fois pourquoi bon nombre de ses compagnes, laides, insignifiantes, vulgaires, étaient mariées ou courtisées, tandis qu'elle, dans la foule nombreuse de ses admirateurs, n'avait pas rencontré un seul amant. A dix-huit ans, les rêves semblent devoir remplir toute la vie. Disons-le aussi, bien qu'Hermine fût absolument étrangère aux calculs ambitieux, la sphère où elle vivait était trop peu appropriée à sa nature pour qu'instinctivement elle ne redoutât pas de s'y fixer. Ses relations de société, ses amitiés, contribuaient à l'entretenir dans la pensée qu'elle pouvait tout souhaiter, que le monde entier était ouvert devant elle.

Parmi les jeunes femmes qu'elle voyait le plus souvent se trouvaient une Française de Pondichéry, une Anglaise de Calcutta, une créole de Cayenne, une Espagnole de Lima. Cette dernière avait été l'héroïne d'une singulière odyssée : l'un des amis de son fiancé avait été chargé de l'épouser par procuration, ce fiancé se trouvant impérieusement retenu en France. Après la cérémonie du mariage, la jeune épousée s'était embarquée seule sur un navire marchand. En route, plusieurs hommes de l'équipage, puis le capitaine lui-même, moururent de la fièvre jaune. Le navire arriva à grand'peine jusqu'à Rio, où la jeune femme passa deux mois sans protection aucune. Le commandant d'un bateau à vapeur de l'état en partance, ayant appris enfin sa situation, lui offrit de la conduire vers son mari. Elle accepta, mais ne tarda point à le regretter, tant la trop vive admiration du commandant lui rendit la traversée insupportable. — J'aime tant George, que je suis heureuse d'avoir souffert tout cela pour lui, disait la jeune femme avec une exaltation toute méridionale quand on lui rappelait le passé.

Si de telles aventures n'étonnaient guère des hommes pour qui les aventures font la vie ordinaire, elles ne pouvaient manquer de frapper étrangement l'imagination ardente et naïve d'une jeune fille. C'est la possibilité entrevue qui attise les désirs, non l'impossibilité, comme on l'a niaisement répété longtemps. En Champagne ou dans

la Beauce, Hermine n'eût probablement jamais songé à mettre le pied hors de la France; sur les côtes de la Bretagne, il lui semblait presque certain qu'un jour viendrait où elle aussi parcourrait les terres lointaines et merveilleuses dont on l'entretenait avec tant d'enthousiasme, qu'elle aussi vivrait de cette vie ardente, agitée, que la plupart de ses amies avaient connue dans les belles contrées du soleil.

Une jeune fille de vingt ans, la plus intime compagne d'Hermine, devait surtout exercer une grande influence sur sa destinée. Le père de Camille avait été pendant longtemps gouverneur de Bourbon; sa femme y était morte alors que Camille comptait seize ans à peine. Dans une position où elle n'était entourée que de flatteurs, la jeune fille avait donc joui d'une indépendance absolue. Quelles qu'eussent été d'ailleurs les circonstances, les penchans de Camille se fussent développés et satisfaits. Camille était ce qu'on appelle vulgairement une femme trois fois femme : bien qu'on puisse rêver un type plus élevé, plus aimant, plus pur, celles qui lui ressemblent sont seules organisées peut-être pour trouver le bonheur à notre époque. Naïvement rouée, parfaitement à l'aise dans le mensonge, au fond sans fierté aucune, assez indifférente de cœur et voluptueuse à l'excès, bienveillante avec les jeunes femmes parce que la vanité entrait pour peu de chose dans ses passions, souple, caressante, flatteuse avec les hommes, de quelque âge, de quelque apparence qu'ils fussent, n'exigeant d'eux ni grandes qualités, ni excessive délicatesse, Camille était déclarée une femme ravissante par tous ceux qui l'approchaient, même par les mères de ses amies, avec lesquelles elle se montrait sans nul effort d'une docilité touchante, d'une ingénuité enfantine.

Hermine subit comme les autres le charme de Camille, plus que les autres même, car sa parfaite sincérité, sa candeur immaculée, ne lui permettaient pas d'épeler le premier mot du caractère de son amie. L'immense besoin d'amour qui trouble à leur insu les jeunes âmes fortes et chastes contribuait peut-être un peu à rendre Camille chère à Hermine. Les intonations attendries, les regards pénétrans, les démonstrations passionnées que les femmes pudiques et vraiment tendres réservent pour un seul, Camille les prodiguait volontiers; ses caresses, ses causeries abandonnées, mirent dans l'existence d'Hermine des émotions que le Bengali avait ignorées jusque-là. Ce fut comme une vague révélation du sentiment inconnu auquel elle aspirait sans le savoir.

Le lieutenant et sa femme étaient trop simples de pensées, trop austères de mœurs, pour voir autre chose dans Camille qu'une douce et affectueuse enfant. Ils permettaient donc volontiers à leur fille de

passer de longues soirées seule avec son amie. Les fenêtres de Camille s'ouvraient sur le quai, vue peu grandiose; mais on découvrait cependant quelques arbres, de l'eau, le ciel. En été, la nuit venue, quand une brise chaude entrait par les croisées ouvertes, il arrivait souvent à Camille de prendre Hermine par la taille et de l'entraîner doucement vers le piano; puis, après avoir posé tout près d'elle de grands vases pleins d'héliotropes, de jasmins et de tubéreuses, elle soufflait les bougies. — Chante, mon Bengali, ma petite Hermine, mon ange, disait-elle à son amie en l'embrassant. Cette obscurité, cette brise tiède, ces parfums, c'est Bourbon, vois-tu, c'est mon beau paradis! J'étais si heureuse alors, je souffre tant aujourd'hui (elle s'était follement amusée au bal de la veille)! — Tiens, continuait-elle en s'agenouillant sur le tapis et en posant sa tête blonde sur les genoux d'Hermine, c'était ainsi qu'*il* passait des heures entières. Mon père faisait son whist dans le salon voisin, la porte ouverte; il ne comprenait rien à ma passion pour la musique, surtout à l'étrange fantaisie de chanter dans l'obscurité. La porte du salon s'ouvrait sur la terrasse; *il* sortait dès qu'il avait salué mon père et entrait par la fenêtre dans le boudoir. Quelles émotions! Si mon père l'avait su près de moi, il nous aurait tués tous les deux. Que m'importait? je l'aimais tant! Comme il doit souffrir loin de moi! Que je suis malheureuse! — Et Camille se jetait en pleurant au cou d'Hermine. — Ces fleurs enivrent, ne trouves-tu pas? reprenait-elle en s'agenouillant de nouveau; il emportait chaque soir les violettes qui s'étaient fanées sur mon cœur; leur parfum, c'était moi encore, disait-il...

Beaucoup trop pure pour apprécier le rôle insignifiant joué par le cœur de Camille dans ces accès d'exaltation sensuelle, Hermine rêvait de sublimes amours, des dévouemens infinis; son imagination d'artiste s'enflammait, toute sa vie passait dans son chant. Les plus indifférens eussent frissonné en l'écoutant. Bientôt les larmes de Camille tombaient brûlantes sur les mains d'Hermine. La musique était oubliée, et les deux amies sanglotaient dans les bras l'une de l'autre. Le lendemain, Camille était insouciante, rieuse, coquette avec le premier venu, tandis qu'Hermine, profondément troublée, ébranlée jusqu'au fond de l'âme, se rattachait de toute sa force aux paisibles affections de la famille, sans parvenir à retrouver le calme perdu.

C'était un spectacle charmant que de voir entrer dans un bal les deux jeunes filles, les *deux inséparables*, ainsi qu'on les appelait d'ordinaire. La beauté d'Hermine, poétique, originale, pleine de feu et de séve, mais d'une séve immortelle, d'un feu céleste, produisait une sorte d'extase. L'apparition de cette jeune fille dans le plus vulgaire salon y évoquait une foule d'ombres divines. Les éternel-

lement jeunes, les éternellement belles, — la fille de Pharaon, Velléda, Haydée, Francesca et Juliette, — devaient s'habiller, marcher, parler ainsi. Quant à Camille, elle ne vous entraînait ni sur les rives du Nil, ni vers les îles de l'Ionie; on ne tourbillonnait pas avec elle dans l'espace immense, on ne s'égarait pas à sa suite dans la forêt sacrée, on ne mourait pas de sa mort. Devant Camille, on songeait au printemps, aux oiseaux, aux fleurs, aux rires éclatans, aux larmes folles, quelquefois un peu à la robe élégante qui faisait si bien ressortir sa taille, souvent, très souvent, à l'effet splendide que devaient produire sur ses épaules si blanches les flots dorés de sa magnifique chevelure, quand le soir, devant sa glace, elle la dénouait pour la nuit.

Pas de jalousie possible entre Hermine et Camille. Sans doute on s'occupait davantage d'Hermine; mais ceux qui écoutaient religieusement son chant, ceux qui la proclamaient bien haut sans pareille, sans égale, répétaient peu après bien bas à Camille qu'elle seule était délicieuse, enivrante, et qu'ils donneraient tout au monde pour entendre sortir de sa bouche une parole d'amour. Camille n'en désirait pas plus.

Au moment même où la dangereuse amitié de Camille avait surexcité l'imagination d'Hermine et développé ses facultés aimantes, une autre liaison vint donner un essor puissant à ses instincts d'artiste. Le lieutenant Tranchevent reçut au mois d'avril 1846 une lettre qui lui rendit ses vingt-cinq ans pendant plusieurs heures. Cette lettre était écrite par une prima donna italienne que Tranchevent avait beaucoup connue, vers 1840, à La Havane. La Ginevra était restée simple et dévouée au milieu d'éclatans triomphes. Voyant à Cuba beaucoup d'officiers de la marine française, elle s'était prise d'amitié pour le brave lieutenant. Pendant une épidémie, elle avait tout négligé pour donner à Tranchevent des soins assidus qui lui avaient sauvé la vie. Tranchevent parlait souvent de la Ginevra, et toujours avec enthousiasme. Il y avait quelque arrière-souvenir de la prima donna dans l'importance qu'il attachait au talent musical de sa fille.

La Ginevra annonçait à Tranchevent son arrivée en France. Les médecins lui conseillaient de prendre des bains de mer, sa santé ayant été assez sérieusement altérée par une longue traversée. Elle avait d'abord songé à s'établir dans les environs de Nantes; mais cette ville et surtout ses habitans lui déplaisaient tellement qu'elle voulait se rapprocher de ses anciens amis de la marine, et priait Tranchevent de lui louer un appartement pour trois mois. Tranchevent fit avec joie ce que lui demandait la prima donna; il n'hésita point à la recevoir dans sa famille dès le premier jour de son arrivée

à Lorient. La prima donna échappait de par le lieu de sa naissance au code de morale maritime dont nous avons signalé l'austérité à l'endroit des nationaux. Toutes les portes s'ouvrirent devant ce talent supérieur. On organisa spécialement pour la Ginevra plusieurs soirées à la préfecture. Même auprès de la célèbre cantatrice, Hermine avait un rôle brillant dans les fêtes.

— *Caro*, c'est mal de m'avoir caché cela, dit au lieutenant la grande artiste la première fois qu'Hermine chanta devant elle; votre fille est une merveille! Toute la terre devrait être aux pieds de cette enfant.

Pendant trois mois entiers, la Ginevra passa toutes ses matinées avec Hermine. Elle faisait répéter à la jeune fille les duos qu'elles devaient chanter le soir ensemble, et lui enseignait tout ce qui dans l'art peut s'apprendre. Une mère n'eût pas donné plus de soins à son enfant.

La veille du jour fixé pour son départ, la Ginevra entra sans se faire annoncer dans la chambre de M^me^ Tranchevent, au lieu de se diriger, comme de coutume, vers le petit salon où l'attendait Hermine.

— *Caro*, dit-elle brusquement au lieutenant, qui, selon l'habitude traditionnelle des marins, mettait pour la trentième fois en ordre une collection de coquillages, *caro*, a-t-on souvent demandé votre Bengali en mariage?

M^me^ Tranchevent était en ce moment occupée à coller des coquilles sur de petits morceaux de carton. Une magnifique hélice lui échappa des mains, ses traits se décomposèrent; elle rougit jusqu'à la racine des cheveux.

— Ma foi, répondit le lieutenant avec sa franchise habituelle, à l'exception d'un de mes vieux camarades que j'ai traité de fou, personne, à ma connaissance, n'a eu cette idée.

— Hermine est encore si jeune! ne put s'empêcher d'ajouter M^me^ Tranchevent.

— Je l'avais deviné, dit tranquillement la Ginevra. Hermine ne se mariera jamais ici.

— C'est bien possible, dit philosophiquement le lieutenant.

— C'est certain. Ce qu'il faut avant tout dans votre pays, ce sont des femmes de ménage. Hermine est impropre à ces fonctions-là.

— Vous vous trompez, interrompit vivement M^me^ Tranchevent, attaquée dans les principes qu'elle croyait avoir inculqués à sa fille. Hermine est parfaitement capable de conduire une maison, d'élever ses enfans.

— Sans doute, en contrariant toutes ses inclinations, en étouffant tous ses instincts, en accomplissant des prodiges d'énergie et d'ab-

négation, elle arrivera à faire assez mal ce que beaucoup d'autres femmes feront parfaitement bien, sans peine aucune, en suivant seulement la pente de leur nature. — *Carissimo*, continua la prima donna en se tournant vers Tranchevent, votre Bengali est née grande dame, princesse. Puisqu'il n'y a dans votre pays ni grands seigneurs, ni princes pour l'épouser, — les grands seigneurs et les princes sont rares partout aujourd'hui, — il faut que vous lui permettiez de conquérir elle-même son titre, de monter par ses propres forces jusqu'à la place qu'elle est faite pour occuper.

Tranchevent ne voulait pas comprendre où allait aboutir la Ginevra. Il nettoyait soigneusement une conque de Vénus sans lever les yeux sur elle.

— M'entendez-vous, cher lieutenant? reprit la prima donna après un silence. Il faut qu'Hermine... entre au théâtre...

M^me^ Tranchevent regarda la Ginevra, comme si la cantatrice lui avait proposé de livrer son enfant au minotaure de Crète.

— C'est impossible, chère amie! s'écria le lieutenant avec un mouvement d'impatience mitigé par sa sympathie pour l'artiste.

La Ginevra ne se troublait pas pour si peu.

— C'est au contraire la chose la plus simple du monde, reprit-elle. Venez tous les deux à Paris avec votre Hermine. Je me charge de son succès. Elle vous gagnera en une seule soirée plus d'argent que le roi ne vous en donne par an. Vous verrez quel bonheur! N'ai-je pas eu moi-même du succès à rendre folle? Eh bien! votre Bengali vaut cent fois mieux que moi. Elle a une plus belle voix, elle est plus belle, plus fière, surtout mieux élevée. Moi, je suis la fille d'un jardinier de Milan; une vieille princesse à laquelle j'allais porter des fleurs m'a prise en amitié et m'a donné des maîtres de musique. Dieu lui rende au ciel le bien qu'elle m'a fait! car l'art pour une femme, c'est la consolation de l'âme, c'est la liberté, c'est le bonheur...

Les grands yeux noirs de la Ginevra rayonnaient, elle était bien belle en ce moment. — *Carissimo*, poursuivit-elle d'une voix suppliante en saisissant la main de Tranchevent, songez un peu au bonheur de votre fille! Il vaudrait mieux la condamner à mort que de la garder ici...

Le lieutenant restait muet. La raison lui criait que la prima donna disait vrai; mais les cris de ses connaissances, mais surtout l'honneur du nom de Tranchevent! — Hermine est assez raisonnable pour se conformer à sa situation, quelle qu'elle soit, répondit la femme du lieutenant.

M^me^ Tranchevent eût été plus émue, plus ébranlée que son mari, si elle avait pu attacher quelque importance aux paroles de la Ginevra.

Ce somptueux, cet éblouissant avenir dont parlait la prima donna était si loin des mesquineries de sa vie, qu'elle n'y voyait guère, la pauvre femme, qu'une brillante fantasmagorie sans réalité aucune.

— Ne parlons plus de cela, Ginevra, dit résolûment le lieutenant, honteux d'avoir un instant oublié devant la grande artiste, devant la consolatrice de La Havane, ses principes français et domestiques. Vous êtes une bonne, une ravissante femme; je vous admire et je vous aime, mais nous ne pourrons jamais nous entendre sur ce point, poursuivit-il d'une voix plus douce en serrant amicalement les mains de la Ginevra dans les siennes.

— Je suis trop satisfaite de mon sort pour être susceptible, dit la prima donna avec tristesse. J'entends bien que vous rougiriez de voir votre fille au théâtre; mais quand vous verrez le Bengali couché dans sa tombe après un long martyre, vous regretterez peut-être de n'avoir pas écouté la Ginevra.

L'aimable femme quitta presque aussitôt l'appartement les yeux pleins de larmes.

## II.

Cette scène se passait juste au moment où le rigide marin méditait son épître au ministre. Deux mois plus tard, au commencement d'octobre, le lieutenant était installé à Hennebon avec toute sa famille.

Les dix-huit cents francs de retraite de Tranchevent, ajoutés aux quatre cents francs de sa femme, formaient un total de deux mille deux cents francs de revenu, sur lesquels devaient vivre cinq personnes, en comptant une grosse fille nommée Jeannette, qui servait depuis cinq ans dans la maison. Si (éventualité possible) le lieutenant mourait avant sa femme, M^me^ Tranchevent et ses deux filles seraient réduites à quatre cents francs par an. Voilà quel était le présent, quel était l'avenir d'Hermine!... Personne alors, pas même sa mère, ne songeait à la chance d'un mariage. Puisqu'à Lorient, en trois années, avec tous ses succès de beauté et de talent, la jeune fille avait rencontré si peu de prétendans, qui pourrait venir la déterrer à Hennebon? Une chose qui peint bien la province, c'est que deux lieues, à peu près la distance de Notre-Dame-de-Lorette au Panthéon, suffisent pour mettre des abîmes entre la population de Lorient et la population d'Hennebon. Les personnes les plus fêtées dans les salons lorientais sont complétement oubliées dès qu'elles ont passé quelques mois dans le *campo santo* que nous avons décrit.

Le départ pour Hennebon marqua une époque décisive dans la vie morale d'Hermine. Le milieu où jusque-là elle avait vécu ne lui

était pas assez antipathique pour exciter dans son esprit de grandes révoltes; par plusieurs côtés même, il favorisait ses aspirations. Du petit coin de terre où elle se transformait lentement de jeune fille en femme, Hermine entrevoyait des perspectives immenses, où son cœur, son âme, sa fantaisie, s'ébattaient par avance à pleines ailes. Pendant la première semaine qu'elle passa à Hennebon, la fille du lieutenant regarda pour la première fois en face l'avenir qui lui était réservé, et n'y découvrit rien, absolument rien... Elle allait avoir vingt ans. Dans dix ans, dans trente ans, son existence serait ce qu'elle était.

S'il est un supplice atroce entre tous pour une créature pleine de vie, prête à s'élancer radieuse vers ce qui illumine et réchauffe l'âme, c'est celui de se sentir accablée à jamais par un hyménée contre nature avec l'immobilité morne, l'inertie maussade, le néant. Les luttes de la passion combattue par la conscience, les plus douloureux sacrifices sont du bonheur, comparés à cette souffrance. Qui accuser pourtant? Les parens d'Hermine n'étaient certes point des tyrans; ils aimaient leur fille et se croyaient excellens pour elle. Hermine sanglota pendant plusieurs nuits et désira mourir, puis elle s'accusa elle-même, comme la plupart des opprimés. Enfin elle essaya de se résigner. Aux questions affectueuses de la Ginevra sur sa nouvelle existence, elle avait d'abord répondu avec désespoir; ses lettres devinrent insensiblement plus calmes.

« J'ai fait hier, lui écrivait-elle, une promenade qui m'a rendu quelque courage. Ma mère m'avait confiée à l'une de nos nouvelles connaissances, M^me^ Chabriat. M^me^ Chabriat est une femme de cinquante ans, très bonne, je crois, et certainement très originale. Fille et veuve de médecin, elle s'adonne avec passion aux études médicales, et professe avec une verve singulière des doctrines tout à fait opposées aux axiomes de l'école. Ce qui vaut bien mieux encore, elle guérit ses malades. Comme ses cures sont gratuites, sa clientèle est nombreuse. A toutes les heures du jour et de la nuit, le plus souvent à pied, par des chemins affreux, sous le soleil, sous la neige, sous la pluie, elle court vers ceux qui réclament ses soins. Des malheureux qu'elle a arrachés à la mort, elle s'est fait une famille. — C'est ma fille, cette enfant-là! me disait-elle d'un ton joyeux en embrassant une charmante petite fille de dix ans sortie à notre approche d'une misérable chaumière. Sans moi, le croup l'emportait; les médecins l'avaient abandonnée déjà quand je suis arrivée près de son lit.

« M^me^ Chabriat est peu indulgente envers ses confrères, qui du reste, dit-on, lui rendent en noires méchancetés ses impertinentes attaques. A quelques pas de la chaumière, pendant que la petite

fille sautillait encore autour de nous, un vieillard assis sur le bord de la route s'est levé pour venir remercier M^me^ Chabriat de la guérison de sa sciatique. M^me^ Chabriat lui a demandé des nouvelles d'une douzaine de personnes qu'elle soigne dans le même hameau, ou qu'elle a jadis soignées. Nous suivions ce que l'on appelle ici le *halage*, c'est-à-dire le bord de la rivière. Je n'aurais jamais cru que la campagne pût être aussi belle en plein hiver. Le Blavet coule en cet endroit entre deux collines boisées. Les rameaux desséchés des grands châtaigniers se dessinant sur un ciel parfaitement pur couronnaient les hauteurs d'une frange vaporeuse. D'épais taillis de chênes, dont l'automne brunit les feuilles sans les abattre, descendaient jusqu'au bord de l'eau. Des bouquets de sapins noirâtres s'échelonnaient çà et là sur la montagne. La rivière, reflétant le soleil et le ciel bleu, semblait plus bleue, plus étincelante, plus limpide par le contraste de toutes ces teintes effacées ou lugubres.

« Aiguillonnées par un froid piquant, nous marchions sur la terre durcie avec une rapidité qui était à elle seule une jouissance. M^me^ Chabriat ne se préoccupait guère du paysage, mais son entrain était intarissable. Selon sa coutume, elle argumentait contre des adversaires absens avec une énergie un peu brutale. — Vous voilà fraîche comme une rose maintenant, me dit-elle tout à coup en me regardant en face. Eh bien! ma pauvre enfant, vous faisiez peur ce matin quand j'ai demandé à votre mère la permission de vous emmener. Le grand air, l'activité, encore et toujours l'activité, voilà le préservatif de tous les maux. *Ils* (cela veut toujours dire les médecins) font de grands traités sur les maladies spéciales de la femme: je leur dis, moi, qu'ils n'y entendent rien. La femme n'a qu'une maladie spéciale, c'est l'oisiveté. Voilà ce qui vous enlaidit, ce qui vous vieillit, ce qui vous tue. Est-ce qu'on me voit jamais malade, moi? Est-ce qu'il n'est pas historiquement prouvé que toutes les femmes célèbres dans la politique, dans les lettres, dans les arts, ont joui d'une santé robuste? Que veut dire ce privilége, je vous prie? *Ils* voient qu'une pensée nous fait rire, et qu'une autre nous fait pleurer, résultat matériel, je crois, et *ils* n'ont jamais soupçonné que l'exercice de nos facultés intellectuelles et morales, que le développement complet de notre personnalité sont indispensables au fonctionnement normal de nos organes; mais *elles* sont encore plus lâches qu'*ils* ne sont ignorans et de mauvaise foi. « Que faire? me disent-elles toutes; que faire? » Eh! croyez-vous qu'il m'ait été si facile de faire quelque chose? J'avais tout contre moi, même la loi, ce qui ne m'a pas empêchée de plus soigner de malades, surtout d'en plus sauver, que les docteurs à diplômes. Que faut-il donc? Il ne faut que vouloir.

« M^me^ Chabriat me laissa sur cette péroraison, et gravit la mon-

tagne pour déterrer derrière un rocher, sous les mousses et les lichens, une plante dont elle me vanta les vertus curatives. Notre excursion avait, bien entendu, pour but une consultation médicale; il s'agissait d'un éclusier malade de la poitrine. Quand nous arrivâmes, après deux heures de marche, à la maison de cet homme, Mme Chabriat me défendit d'y entrer avec elle. Je m'assis tout près de l'écluse, sur le tronc d'un vieux noyer renversé par le vent. En face de moi, le soleil près de disparaître empourprait l'horizon, et donnait aux arbres dépouillés qui surmontaient la colline une coloration et des formes bizarres. Pendant que ce coin du ciel resplendissait, l'eau de la rivière devenait à chaque instant plus noire; la cascade de l'écluse, qui tout à l'heure jouait avec les rayons, tombait maintenant sombre, presque terrible. Vous auriez, j'en suis sûre, trouvé cela bien beau, ma chère Ginevra! Je passai près d'une demi-heure devant ce spectacle, songeant à vous et faisant aussi un sévère retour sur moi-même.

« Dans ce même milieu, qui me semble à moi si froid, si morne et si vide, cette bonne Mme Chabriat parvient à satisfaire tous ses besoins d'activité et de sympathie: elle sait donner à sa vie un noble but; son existence est utile, et de plus elle est heureuse. Est-il impossible d'accomplir dans une autre sphère ce qu'elle réalise dans la sienne? Les obstacles qui me paraissent invincibles le sont-ils plus que ceux dont elle triomphe chaque jour? Il faut vouloir, dit-elle. Qu'ai-je voulu jusqu'ici? Au lieu d'accuser la destinée, ne devrais-je pas attribuer toutes mes souffrances à ma faiblesse, à l'inertie de mon âme?

« J'étais absorbée dans ces pensées quand Mme Chabriat revint près de moi. Il faisait nuit, et nous reprîmes en toute hâte la route d'Hennebon.

« A l'entrée de la ville, Mme Chabriat causa pendant quelques instans avec deux personnes que j'avais à peine entrevues jusqu'alors. L'une est la plus jeune de quatre demoiselles qui semblent depuis longtemps habituées à cette triste vie d'Hennebon, les demoiselles Simonin; l'autre se nomme Angélina Richard. Malgré l'altération de ses traits, on devine que Mlle Simonin a dû être jolie. Quant à Mlle Richard, elle paraît spirituelle; mais il y a dans sa parure et dans sa toilette je ne sais quoi de décidé et d'excentrique qui étonne, surtout à Hennebon. Mme Chabriat témoigna une préférence marquée à Martine Simonin. — Pauvre fille! me dit-elle en me parlant de Martine dès que ces demoiselles se furent éloignées; elle serait belle encore, si elle pouvait réussir à trouver un mari. C'est le chagrin d'avoir été abandonnée qui la maigrit et la pâlit comme vous voyez. Martine Simonin, me raconta Mme Chabriat, a attendu pendant huit

années que son fiancé, sorti de l'École normale, se fût créé une position lucrative. Le lendemain d'un brillant succès littéraire, ce jeune homme, au lieu de se diriger vers la Bretagne, partit pour l'Italie. Une lettre datée de Naples annonça à la pauvre Martine que la philosophie est une maîtresse jalouse, exigeant de ses serviteurs, dût leur cœur se briser, le sacrifice de toutes les affections terrestres. Mme Chabriat m'entretint ensuite de Mlle Richard. — Elle a passé, me dit-elle, quinze ans à Paris, suivant les cours du Conservatoire, et nous étourdissant du bruit de ses succès futurs; puis un beau matin elle est revenue à Hennebon avec sa mère, n'y rapportant qu'un médiocre talent de pianiste, une figure fanée et des oripeaux de mauvais aloi. Elle donne maintenant des leçons de musique. Quoiqu'il coure de singuliers bruits sur son compte, on la reçoit partout. Ses bons mots amusent de pauvres sots désœuvrés comme il y en a tant ici; surtout sa méchanceté effraie. A votre table, elle vous divertit aux dépens du voisin; chez le voisin, elle ferait rire à vos dépens. C'est à qui l'invitera.

« Mme Chabriat, si bienveillante pour Mlle Simonin, m'a semblé bien sévère pour Mlle Richard : les déceptions d'Angélina ont peut-être été plus cruelles encore que celles de Martine; mais j'ai déjà remarqué chez Mme Chabriat une singulière indulgence pour les êtres faibles et maladifs. Très intolérante comme femme, elle excuse tout comme médecin. J'ai tort d'analyser les travers d'une personne que j'estime et que je respecte. Dans la mesure de mes forces, je veux imiter Mme Chabriat, je veux sortir de ma torpeur. Je deviendrai l'amie de Martine et d'Angélina. Mlle Richard est musicienne : ne pourrions-nous, en unissant nos efforts, développer chez ceux qui nous entourent l'amour de la musique? Ne serait-il pas beau d'initier à de nobles jouissances de pauvres gens ennuyés et méchans par ennui? — Bercée par ces rêves, je me suis endormie hier presque joyeuse. »

La Ginevra n'était pas la confidente qu'il eût fallu en ce moment à Hermine. Une vie indépendante et active avait largement développé l'imagination, le caractère et le cœur de la prima donna; mais la prudence, l'esprit de résignation, lui étaient à peu près inconnus. — Mon pauvre Bengali, s'écria-t-elle après avoir lu la lettre d'Hermine, qu'auront-ils fait de toi dans un an, puisque si peu de semaines ont suffi pour calmer tes révoltes et pour te faire envier la destinée de Mme Chabriat? Des cris de douleur m'affligeraient moins que cette acceptation prompte, facile, d'une existence pire que la mort. Me serais-je trompée sur toi?

En répondant à Hermine, la Ginevra dut faire un violent effort sur elle-même pour cacher sa tristesse, presque son irritation. Une

nouvelle lettre du Bengali vint bientôt calmer ses inquiétudes d'artiste. « Je suis plus découragée que jamais, écrivait Hermine. Toutes mes tentatives pour donner un intérêt, une utilité quelconque, à ma vie, échouent. Les cœurs se ferment devant le mien. Le récit de Mme Chabriat m'avait inspiré une sincère sympathie pour Martine Simonin. — Vous avez beaucoup souffert, je le sais, lui ai-je dit l'autre soir avec effusion après l'avoir entendue prononcer quelques paroles amères contre les hommes. — Je vois qu'on s'est moqué de moi devant vous, m'a répondu aigrement Martine. Soyez tranquille, votre tour viendra bientôt; vous n'aurez pas toujours dix-neuf ans. — Tous mes efforts pour pénétrer dans cette âme froissée ont été inutiles, je crois même qu'ils m'ont valu l'antipathie de Martine. Du côté de Mlle Richard, je n'ai pas été plus heureuse. Je lui ai proposé d'étudier avec moi la musique italienne que vous avez eu la bonne pensée de m'envoyer. — En travaillant ensemble, nous ferons plus de progrès, lui ai-je dit. — Des progrès! s'est-elle écriée avec un rire moqueur, vous voulez faire des progrès à Hennebon? Pour qui et pour quoi, je vous prie? Si j'ai un conseil à vous donner, c'est de fermer à tout jamais votre piano. — J'ai voulu consulter Mme Chabriat, lui confier mes désillusions et mes tristesses; je me suis vite aperçue qu'en dehors de la médecine, rien ne l'intéresse beaucoup. Les contradictions, les sarcasmes, les violentes persécutions des médecins, dont elle menace les intérêts, la maintiennent d'ailleurs dans une telle excitation d'esprit, qu'elle n'a guère le loisir de s'occuper des ennuis des autres. A mon complet isolement moral, à l'uniformité d'une existence sans but, vient s'ajouter le supplice d'entendre éternellement déchirer cinq ou six personnes, toujours les mêmes, qui, depuis dix, vingt ans et plus, sont le sujet de toutes les observations, le point de mire de toutes les plaisanteries. Mme Chabriat est maltraitée entre toutes; ses travaux persévérans, son ardeur, les services réels qu'elle rend aux malheureux, ne sont ici qu'un titre au ridicule. Que faire? que devenir?... Conseillez-moi, rendez-moi quelque force; expliquez-moi, si vous le pouvez, pourquoi mon affection, si chaleureusement offerte, a été partout repoussée. »

Quelques lignes écrites à la hâte furent toute la réponse de Ginevra.

« Tu me demandes pourquoi ton affection a été repoussée. Tu ne sais donc pas, ma pauvre enfant, que la lumière fait cruellement souffrir les yeux habitués aux ténèbres? Ta jeunesse, ta beauté, ta sainte confiance, tes talens, troublent, offensent de tristes victimes du sort qui depuis longtemps se sont arrangées pour ne plus vivre, espérant ainsi ne plus souffrir... Tes rêves étaient insensés. Tu ne

peux rendre la vie aux êtres inertes qui t'entourent; mais eux, un peu plus tôt, un peu plus tard, finiront par étouffer toute vie en toi. Certains milieux agissent à la manière des glaciers : leur action insensible et lente échappe à l'observation, un jour arrive pourtant où toutes les fleurs de la vallée ont disparu sous la masse pesante et morne. »

Quand la Ginevra se repentit d'avoir écrit cette lettre, Hermine l'avait déjà lue.

La malheureuse enfant se débattit quelque temps encore, puis toute lutte cessa. La correspondance avec la Ginevra s'arrêta presque absolument. Les lettres à Camille, expansives et interminables pendant les premiers mois qui avaient suivi leur séparation, devinrent courtes et insignifiantes. A la grande surprise d'Hermine, Camille ne semblait pas s'en apercevoir. Chose plus surprenante encore, les lettres de cette amie si tendre, si caressante, étaient depuis le premier jour brèves, embarrassées, froides même, quoiqu'un bon nombre d'épithètes passionnées y fussent semées à tort et à travers. Cette froideur fut d'abord pour Hermine une douloureuse déception; puis elle se dit que son cœur, vide d'amour, se montrait trop exigeant envers l'amitié, et elle garda pour son amie une affection vive et profonde. Il était convenu que Camille viendrait passer quelques semaines à Hennebon dès le retour de la belle saison. Quand Hermine respira le parfum des premiers lilas et vit blanchir la première haie d'aubépine, l'espoir de se retrouver bientôt avec sa chère Camille lui rendit un peu d'insouciance et de gaieté. Deux lignes lues dans un journal par M. Tranchevent lui enlevèrent cette dernière illusion. *Le Moniteur* annonçait la nomination du père de Camille aux fonctions de préfet maritime à Cherbourg. Presque aussitôt un billet arriva, un billet de quelques lignes. Camille s'excusait de ne pouvoir aller jusqu'à Hennebon pour dire adieu à son amie, elle avait tant de préparatifs à faire! Elle engageait vivement Hermine à venir passer quelques semaines près d'elle; mais il était contraire aux principes du lieutenant qu'une jeune fille restât plusieurs jours éloignée de sa mère; d'ailleurs, depuis sa mésaventure, il ne pouvait plus entendre de sang-froid nommer un port de mer. A vrai dire, M. Tranchevent s'accommodait fort bien de sa vie nouvelle. La promenade, le soin de ses coquillages, la lecture des journaux, les discussions politiques, le whist, surtout l'élucubration d'une nouvelle théorie des marées, remplissaient très agréablement ses journées. Quant à M^me^ Tranchevent, elle possédait ce qu'elle rêvait depuis bien des années, un jardin. Pour trois cents francs par an, la famille Tranchevent habitait une maison composée d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et de mansardes, avec une

assez grande pièce de terre bornée au midi par un ruisseau et séparée de la campagne par une haie vive; sur la place du Marché, la salle à manger au rez-de-chaussée, la chambre de Mme Tranchevent, servant de salon, au premier, et la chambre de Caroline dans les mansardes; sur le jardin, le cabinet de travail du lieutenant, la chambre d'Hermine et le fruitier. La vieille Jeannette couchait dans une sorte de niche sous la cage de l'escalier. L'unique fenêtre de la chambre d'Hermine était complétement entourée de vigne et de chèvrefeuille, dont les plus hautes branches montaient jusqu'au toit. Vis-à-vis de la porte d'entrée, au bout d'un long corridor, quatre marches conduisaient à un petit bâtiment servant de cuisine, par lequel il fallait absolument passer pour entrer dans le jardin. Un escalier extérieur comme dans les chalets suisses, pour mieux dire une échelle, permettait d'aborder un vaste grenier très éclairé, ménagé au-dessus de la cuisine. De la chambre d'Hermine, les yeux tombaient sur les cerisiers et les gros noyers qui donnaient de l'ombre au jardin et sur le toit d'ardoise du grenier. En face, derrière le ruisseau, des collines boisées, surmontées à droite par un ancien couvent de capucins, s'abaissaient vers la grand'route par une pente insensible. Ce paysage sans horizon était calme, doux, riant à l'œil; de temps à autre, un coq chantait dans une basse-cour voisine, ou quelque pigeon venait s'ébattre sur le petit toit d'ardoise, d'ordinaire habité par une grosse chatte blanche qui ne songeait guère aux souris.

— Je suis peut-être condamnée à voir pendant tous les jours de ma vie ces noyers, ces collines et ces ardoises, se disait quelquefois Hermine avec accablement, quand elle lisait devant sa fenêtre ouverte. Au même moment, Mme Tranchevent plantait des dahlias, des jasmins et des rosiers dans les plates-bandes de son jardin, elle souriait d'avance aux fleurs de la saison prochaine et aux beaux arbustes qui l'abriteraient dans cinq ou six ans. Caroline était heureuse comme sa mère; ses aptitudes domestiques avaient plus que jamais leur libre essor : elle réalisait en tous points l'idéal de l'honnête femme, de la femme qui n'a pas d'histoire.

L'existence que nous venons de décrire fut troublée un matin par une nouvelle tout à fait inattendue. Firmin Tranchevent, frère puîné d'Alexandre-Achille, annonçait sa prochaine arrivée à Hennebon. Fatigué, disait-il du tumulte de Paris, il voulait acheter en Bretagne une terre dans laquelle il passerait au moins neuf mois sur douze. Sa femme, ajoutait-il, était ravie de ce projet; elle se faisait une fête de faire enfin connaissance avec sa famille bretonne. — Est-il heureux, ce paresseux de Firmin! s'écria le lieutenant en haussant les épaules. Allons, mes pauvres enfans, apprêtez-vous à être bientôt éclaboussées par les équipages de votre oncle! Cependant il faut

tout disposer pour le recevoir de notre mieux, ajouta le lieutenant par esprit de famille comme par bonté naturelle.

Le second fils du sénateur Tranchevent avait suivi une voie bien différente de celle de son frère aîné. Tout lui avait réussi. N'ayant pu, malgré son nom, entrer dans la marine, tant son ignorance était notoire, il passa en plaisirs frivoles les quinze années de la restauration, et ne s'en trouva que mieux placé pour faire valoir les souvenirs républicains et impériaux laissés par son père, lorsque la révolution de juillet vint remettre en honneur la liberté et le patriotisme. Sous-préfet d'abord, puis préfet à trente-six ans, il fut destitué au bout de quatre années d'exercice par suite d'un bouleversement ministériel. Cette disgrâce l'attrista peu; ses hautes fonctions lui ayant valu une riche alliance, rien ne convenait mieux à son indolence naturelle que la perspective de manger paisiblement les vingt-cinq mille francs de rente apportés par sa femme. M^me^ Louise Tranchevent ne pensait pas tout à fait de même; s'étant mariée par ambition, un peu âgée déjà, elle regrettait amèrement les honneurs, les titres qu'elle avait rêvés. Chétive de formes, M^me^ Louise Tranchevent, bien que mielleuse en paroles, bien que sachant afficher au besoin des sentimens généreux, était au fond sèche, rapace, envieuse, violente, comme presque toutes les femmes passionnées auxquelles l'amour a fait défaut. Elle n'aimait au monde que son fils Cyprien, écolier de neuf ans, dans lequel s'incarnaient à nouveau ses espérances déçues. Firmin était gouverné par sa femme, le savait, s'en irritait souvent, mais par amour du repos ne se révoltait jamais. Trois jours après l'arrivée de sa lettre, il débarquait sur la place d'Hennebon accompagné de sa femme et de Cyprien, alors en vacances. Les Tranchevent aîné entourèrent la diligence et embrassèrent les nouveau-venus avec une cordialité expansive. En ce premier moment, M^me^ Louise Tranchevent fut jugée par tous bonne et gracieuse. Hermine espérait déjà trouver une amie dans sa tante. Le lieutenant entraîna sans perdre de temps sa belle-sœur et son frère vers sa maison. Il était ravi jusqu'au fond de l'âme de donner l'hospitalité à des parens aussi proches, à des Tranchevent. La bonne Caroline avait employé les trois jours précédens à préparer sa chambre pour les hôtes attendus; elle devait, elle, coucher dans le fruitier. Le lieutenant aurait cru manquer à tous ses devoirs en laissant son frère aller à l'hôtel. Il entendait aussi que la famille parisienne n'eût pas d'autre table que la sienne jusqu'au jour où le château des Tranchevent jeune serait acheté ou bâti. Ces arrangemens furent acceptés par M^me^ Louise après quelques débats de convenance.

On se mit à table; la franche gaieté du lieutenant se communiquait à ses convives. M^me^ Louise était charmante de simplicité et de bonne

humeur. Déjà Firmin savourait en imagination les douceurs de la vie champêtre et seigneuriale.

— Jean doit avoir plus de vingt ans maintenant; qu'en fais-tu? dit tout à coup le lieutenant à son frère.

Dans les premières années de sa jeunesse, Firmin avait épousé à Gênes une Italienne très belle qui était morte, après dix-huit mois de mariage, en donnant le jour à un fils, nommé Jean.

— Il est depuis un an à Paris; il étudie la médecine, il travaille, répondit Firmin visiblement embarrassé.

— Croyez-vous réellement qu'entouré comme il l'est, il puisse travailler? dit Louise d'un ton lent et calme en s'adressant à son mari.

Sous l'intonation moelleuse, un observateur attentif eût reconnu l'ironie et la colère. Firmin ne put s'y tromper. — Vous exagérez peut-être, ma chère amie, dit-il avec une certaine timidité; les choses ont bien changé depuis quelque temps...

— Qu'a donc fait Jean pendant les quatre années qu'il a passées hors de France? reprit le lieutenant. — Depuis une époque bien antérieure au second mariage de Firmin, le lieutenant n'avait pas vu son frère; il n'était donc nullement au courant de ses affaires de famille.

— Rien de bon! répondit brusquement Firmin à l'interrogation de son frère.

— Vraiment? dit le lieutenant en regardant alternativement son frère et sa belle-sœur d'un œil inquiet, comme pour leur demander une explication.

— Il y aurait peut-être un moyen de sauver ce jeune homme, dit M^me^ Louise Tranchevent avec une intonation pleine de feinte sympathie : ce serait de l'éloigner au plus vite de Paris. Aussi je m'afflige parfois, bien que je comprenne cette faiblesse, de voir M. Tranchevent disposé à céder aux désirs de son fils, qui, à aucun prix, ne veut partir pour l'armée, si dans quelques mois le sort fait de lui un soldat. Quand l'avenir, l'honneur même de nos enfans sont en jeu, ne pensez-vous pas, lieutenant, qu'il faut savoir imposer silence à son cœur?

— La vie de garnison n'a rien de séduisant, répliqua Alexandre-Achille, et puis quels crimes a pu commettre ce pauvre Jean? Des peccadilles... C'est de son âge après tout... Quand j'ai rencontré Jean à Bourbon, il y a quatre ans, c'était un brave enfant, un peu étourdi, un peu fou, mais plein de cœur et d'intelligence.

La réputation de sévérité domestique assez justement faite au lieutenant avait donné à M^me^ Louise l'espérance de trouver un auxiliaire dans son beau-frère. L'indulgence inattendue d'Alexandre-Achille, l'éloge de Jean surtout, l'exaspérèrent.

— Son intelligence n'a guère brillé à Bourbon, reprit-elle, se contenant à grand'peine. L'habitation a été ruinée par lui, nos affaires mises dans le plus mauvais état...

— Tout le monde n'est pas né pour les affaires, reprit Alexandre-Achille. — L'accent du lieutenant disait clairement l'antipathie un peu dédaigneuse de l'officier de marine pour les spéculations commerciales, quelles qu'elles soient. — J'en aurais probablement fait autant à sa place, ajouta-t-il.

— Permettez-moi d'en douter, dit M^me^ Louise avec une politesse forcée; vous n'auriez pas, du moins je le présume, vécu dans la plus tendre intimité avec de misérables aventuriers...

Ne croyant nullement à la méchanceté nécessaire et fatale des belles-mères, nous pensons devoir expliquer la haine de M^me^ Tranchevent pour son beau-fils. Son premier grief contre Jean, c'était la violente passion que Firmin avait éprouvée pour sa mère, non que Louise connût les souffrances d'une jalousie rétrospective, mais toute histoire d'amour lui causait une irritation invincible. Femme intéressée, mère vulgairement ambitieuse, elle ne pouvait se résigner à voir dans sa maison le fils de l'étrangère jouissant des avantages de sa position et vivant sur un pied d'égalité, de supériorité même, avec son cher Cyprien. La mort d'un parent établi à Bourbon l'ayant rendue propriétaire d'une habitation considérable dans cette île vers l'époque où Jean atteignait sa dix-septième année, elle crut tenir l'occasion qu'elle cherchait. Sous prétexte de faire à son beau-fils une situation, elle l'envoya comme gérant à Bourbon, le condamnant dans sa pensée à un exil éternel; mais personne n'était moins propre que Jean aux fonctions qu'on lui confiait. Le fils de l'Italienne avait une nature indépendante, expansive, enthousiaste et bienveillante à l'excès. Toutes ces nobles tendances développées, exaltées, outre mesure peut-être, par les voyages lointains, l'isolement des siens et la liberté absolue, tournèrent contre les intérêts de sa belle-mère, et, sans demander conseil, il revint de lui-même en France au bout de quatre années. Il faut ajouter qu'à part toute rancune intime, tout calcul, le caractère de Jean, ses instincts, ses idées étaient antipathiques au caractère, aux instincts et aux idées de sa belle-mère. Le bien pour M^me^ Louise, c'était ce qui, dans toutes les sphères imaginables, devait être avantageux à elle et à son fils; le mal, tout ce qui pouvait troubler sa sécurité actuelle ou nuire à la prospérité future de Cyprien. Aussi M^me^ Louise passait-elle dans le monde pour la meilleure des mères. L'honnête simplicité des parens d'Hermine fut plus clairvoyante. Sous les allures doucereuses de leur parente, ils reconnurent bien vite l'égoïsme, l'étroitesse d'âme, la malveillance habituelle. Hermine perdit toute illusion sur sa tante le jour où elle

l'entendit cribler d'acerbes épigrammes dès la première entrevue la bonne et cordiale Mme Chabriat. Celle-ci n'avait eu d'autre tort cependant que de dévoiler toute la fougue, toute l'excentricité de son caractère avec la naïveté des êtres qui vivent fortement hors d'eux-mêmes. La nullité universelle et radicale de Firmin n'apparaissait que trop clairement. Son jeune fils, Cyprien, était sournois et tracassier. La perspective d'avoir chez elle pendant plusieurs mois cette famille peu sympathique contrariait fortement la mère d'Hermine : elle se gardait pourtant d'en laisser rien paraître. Le lieutenant n'aurait pas toléré que sa femme ou ses filles hasardassent quelque blâme sur des parens aussi proches.

## III.

Quinze jours après l'arrivée de Firmin et de sa femme à Hennebon, les deux familles réunies achevaient de déjeuner, quand un grand jeune homme un peu pâle, un peu maigre, à l'épaisse chevelure noire rejetée en arrière, aux grands yeux bruns très animés, très francs et très doux, entra dans la salle à manger. Jean embrassa son père, son frère, le lieutenant et jusqu'à sa belle-mère avec une cordialité attendrie qui surprit beaucoup Hermine. Ce n'était point du tout ainsi qu'elle s'était figuré son cousin. Quant au lieutenant, toutes ses préventions s'évanouirent dès qu'il aperçut son neveu. Instinctivement, par ces liens intimes contre lesquels les plus énormes discordances d'idées ne peuvent rien, Alexandre-Achille sentit que celui-là était bien de sa famille. Les souvenirs longtemps endormis de Bourbon et de sa dernière campagne, évoqués par la présence de Jean, achevèrent de mettre le marin en belle humeur. Mme Louise Tranchevent remarqua toutes ces nuances et sortit avec son mari dès que le déjeuner fut terminé, sans engager son beau-fils à les accompagner. Le lieutenant, de plus en plus charmé de son neveu, lui fit parcourir sa maison et son jardin, puis il le conduisit dans son cabinet de travail. Jean s'intéressait à tout, s'entendait à tout. Le lieutenant se sentait rajeuni de vingt-cinq ans; il parla longuement de Smyrne. — Serait-il donc vrai que les mauvais sujets ont un charme particulier? se dit Mme Tranchevent en sortant du cabinet de son mari, où un détail de ménage l'avait appelée un instant. Depuis le jour fatal de sa retraite, elle n'avait pas vu le lieutenant aussi franchement gai.

— A ton âge, on doit dormir partout, dit Alexandre-Achille à son neveu après deux ou trois heures de causerie; j'ai quelque part un vieux cadre de bord, je le ferai suspendre ici pour toi. Il serait inconvenant qu'ayant des parens dans la ville, tu allasses loger à l'hôtel.

Jean refusa d'abord, alléguant les embarras qu'il causerait dans la maison de son oncle. Le lieutenant insista fortement. — Puisque vous êtes assez bon pour m'offrir un asile, dit Jean après un court débat, permettez-moi de m'établir au-dessus de la cuisine, dans le grenier que j'ai vu tout à l'heure. Avec une table, des chaises, un hamac et quelques nattes, j'en ferai une habitation très comfortable. Là au moins je ne dérangerai que les araignées et les souris.

Grâce au concours empressé de Caroline, quelques heures suffirent pour transformer le grenier en un logis presque coquet. L'excellente fille poussa le zèle jusqu'à dépouiller sa chambre de deux beaux vases en porcelaine de Chine, présens d'une marraine jadis enrichie par la fugitive prospérité de la compagnie des Indes. Toute la famille Tranchevent aîné, y compris le lieutenant, était en train de mettre la dernière main à l'installation de Jean, quand M. et M^me^ Tranchevent jeune rentrèrent au logis pour dîner. Les traits de Louise prirent une expression singulière lorsque la vieille Jeannette lui apprit que tout le monde était en ce moment dans le grenier où devait coucher M. Jean. Accoutumée à combiner ses moindres démarches et consumant sa vie en calculs intéressés, Louise voyait partout des combinaisons et des calculs.

— J'avais cru que les marins étaient des gens naïfs et sans habileté aucune dans la vie pratique, dit-elle tout en se débarrassant de son chapeau.

— A propos de quoi dites-vous cela? demanda Firmin.

— Malgré toutes les séductions de votre fils, répliqua-t-elle avec ironie, je doute fort que le lieutenant l'eût reçu avec autant d'enthousiasme et eût trouvé moyen de le loger dans sa maison, si en père prévoyant il n'avait pas songé que des entrevues fréquentes entre Jean et la belle Hermine amèneraient peut-être un résultat inutilement souhaité jusqu'ici.

— Jean est un enfant, tandis qu'Hermine est une fille faite, dit gravement Firmin. Jean aura quelque fortune, sans compter la position qu'il arrivera tôt ou tard à se créer; Hermine n'a et n'aura jamais un sou. Rien donc de plus impossible qu'un mariage entre eux. Mon frère est beaucoup trop sensé pour rêver une semblable folie.

Quelques jours plus tard, les deux familles, auxquelles s'étaient jointes Martine Simonin et M^lle^ Richard, s'entassaient dans deux cabriolets de louage, préalablement bourrés de pâtés et de gâteaux. Pour célébrer la présence de ses parens en Bretagne, le lieutenant n'avait rien imaginé de mieux qu'une partie de pêche. Les voitures se dirigèrent vers le Port-Louis. Là on fréta un bateau qui accosta rapidement la plage de Gavre. Dès qu'on eut pris quelques poissons, il fallut s'occuper du déjeuner. Avec quatre avirons et deux

voiles, le lieutenant, aidé de Jean et du vieux matelot propriétaire de la chaloupe, eut bientôt construit une tente. Caroline étala ses provisions sur une nappe soulevée çà et là par ces touffes de petits œillets odorans qui couvrent les grèves de la Bretagne, et les convives s'assirent en rond sur un sable blanc, fin et brillant. M^lle^ Richard se plaça près de Jean dans des intentions conquérantes. Son esprit tant vanté lui donnait, pensait-elle, une supériorité immense sur ses compagnes. Elle fit successivement à son voisin la biographie de toutes les célébrités contemporaines. Jean répondait d'un ton poli quelques mots vagues. S'apercevant qu'il ne pensait guère à elle, M^lle^ Richard supposa qu'il pensait à Hermine, et Jean compta une ennemie de plus.

A vrai dire, Jean ne pensait à rien en ce moment. La tente s'ouvrait d'un côté sur la mer, bleue à perte de vue et pailletée vers les bords par un gai soleil de septembre. Des lames, les unes à haute crête, les autres à peine indiquées, tantôt menaçantes et rapides, tantôt languissantes et molles, déroulaient sur une immense étendue de côte leur éblouissante frange d'écume, dans laquelle voyagent pêle-mêle les gros galets gris, les plus délicats coquillages et les gigantesques chevelures du varech. L'autre ouverture de la tente servait de cadre à une dune de sable surmontée de chardons desséchés, dont les feuilles épineuses et sonores au moindre souffle se profilaient sur un ciel éclatant. Le vol fantasque des hirondelles et des mouettes, l'espace inondé de lumière, un air vif, bruyant, saturé d'énergiques aromes, un air qui fortifie le corps et trouble l'esprit, Jean sentait tout cela et ne pensait à rien.

Pour avoir sa revanche de l'inattention de Jean, M^lle^ Angélina, dont la verve satirique divertissait M^me^ Tranchevent jeune, raconta pour la millième fois, avec un grand luxe de bons mots et d'épigrammes, l'interminable série des anecdotes en circulation depuis quinze ans sur M^me^ Chabriat et sur les autres victimes de l'inertie intellectuelle de la province. M^me^ Louise riait à gorge déployée. Excepté le lieutenant, Jean et Hermine, tous prenaient plus ou moins part à cette gaieté banale. Tout à coup le lieutenant jeta sur le sable le couteau qu'il tenait à la main, et, quittant la tente, il marcha à grands pas vers la mer.

— Viens donc ici, Hermine! cria-t-il au bout de quelques secondes. Tu prétends n'avoir jamais vu de méduse, en voici une magnifique, c'est-à-dire tout à fait hideuse.

Hermine fut bientôt près de son père, et Jean, par besoin de mouvement et d'espace, suivit sa cousine.

— Elles sont insupportables, dit le lieutenant dès que sa fille et son neveu l'eurent rejoint. C'était bien la peine de venir jusqu'ici pour écouter leurs éternels commérages.

Et après avoir montré dans tous ses détails à Hermine la masse gélatineuse qui forme, à un certain degré de son développement, le corps de la méduse, le lieutenant se mit à errer çà et là sur la plage, examinant les goëmons, collectionnant des coquilles, cueillant la plante parfumée vulgairement nommée *casse-pierre*, et détachant des rochers les mollusques appelés *berniques* en Bretagne et *arapèdes* en Provence. En ce moment, le lieutenant était aussi jeune, aussi naïf, aussi enivré de liberté, de grand air et d'action qu'un écolier de quinze ans. Les natures honnêtes conservent jusqu'au bout de leur carrière le privilége de la gaieté innocente.

— Je ne comprends rien vraiment aux plaisanteries de M^lle^ Richard, dit Jean à Hermine, qui suivait le lieutenant à quelques pas de distance. Une âme ardente, le zèle même aveugle de la science, l'amour du luxe, de l'élégance, ne sont, il me semble, ni des ridicules ni des crimes.

La recherche des *berniques* avait déjà entraîné le lieutenant loin de sa fille et de son neveu. C'était la première fois qu'Hermine se trouvait en tête-à-tête avec son cousin. Elle aussi subissait l'influence du soleil, de la liberté et du grand air.

— Je ne vous comprends pas non plus, mon cher cousin, dit-elle à Jean avec une hardiesse qu'elle n'aurait jamais eue ailleurs; vous avez, prétend-on, mené une vie extravagante, on parle de vous comme d'un écervelé, et vous prononcez les paroles les plus sages que j'aie jamais entendues! Oh! je le vois bien, ils se sont trompés, et vous êtes bon.

Jean, profondément ému, s'était approché d'Hermine; il la regardait, fasciné. Une rafale de vent enleva des mains agitées de la jeune fille l'ombrelle sous laquelle s'abritait sa tête nue. Les deux jeunes gens coururent à la poursuite de l'ombrelle, et, riant, plaisantant, pour se cacher leur embarras, la disputèrent à une grosse lame qui l'emportait vers le large. M^me^ Louise Tranchevent apparut en ce moment, appuyée sur le bras d'Angélina.

— Je comprends maintenant pourquoi le lieutenant a appelé la belle Hermine, se dit-elle.

Le lieutenant continuait sa chasse aux coquillages et à la casse-pierre; il fallut l'appeler à plusieurs reprises pour le ramener vers la tente. Le premier projet était de passer toute la journée sur la côte et de ne regagner le Port-Louis qu'au clair de lune : la lune devait être radieuse ce soir-là, mais M^me^ Tranchevent jeune déclara que le vent l'étourdissait, que l'air salé lui brûlait la peau. Que faire d'ailleurs sur cette plage aride? Elle voulait partir au plus vite et proposait de dîner dans les bois de Keraven. Keraven était une très belle propriété, alors en vente, qu'elle était presque déterminée à acheter. Le lieutenant, très contrarié de ce projet, ne fit cependant

aucune objection, et vers sept heures du soir on achevait de dîner sous les sapins, au bord du Blavet. Peu importait l'heure du retour, Hennebon n'était plus qu'à dix minutes de marche.

La lune était levée depuis longtemps. Un paysage frais et joyeux au jour était devenu fantastique et presque terrible; les rochers, les buissons, les chênes, les sapins qui couronnaient les bords de la rivière, étendaient sur une eau semblable à de l'argent liquide leurs ombres prodigieusement agrandies. Au moindre nuage, au moindre vent, ces ombres s'allongeaient, s'entre-croisaient d'une rive à l'autre, s'agitaient, se confondaient, affectant mille formes bizarres.

Vers la fin du repas, Hermine s'éloigna des dîneurs et s'appuya, tout à fait au bord de l'eau, contre un vieux chêne ébranché. Trop agitée, trop pensive pour bien voir la nature, elle regardait machinalement à ses pieds les luisantes aiguilles des sapins dont les premières brises d'automne jonchent la terre. — Chante-nous donc quelque chose, Bengali, cria le père d'Hermine, en ce moment sous l'influence de ce grain de poésie que l'imprévu entretient et réveille dans l'âme des marins à la plus rude écorce.

Jean n'avait aucune idée du talent de sa cousine, Hermine avait à peine fredonné quelque refrain devant lui. Italien, c'est-à-dire artiste, par sa mère, il adorait la musique. L'heure, le site, l'étrange beauté d'Hermine, dont les yeux inspirés et la svelte forme blanche se détachaient sur le chêne noir, contribuèrent à l'enivrer. Plein de fougue, sincère et spontané jusqu'à la démence, il s'élança vers sa cousine dès qu'elle eut dit la dernière note d'une des plus poétiques inspirations de Meyerbeer. — Vous êtes une grande artiste! s'écria-t-il en lui serrant la main.

Hermine revint à Hennebon appuyée sur le bras de Jean. M^lle^ Angélina Richard, M^lle^ Martine Simonin marchaient derrière eux. — Décidément Hermine accapare son beau cousin, dit Martine.

— Cela ne peut pas la conduire à grand'chose, répondit M^lle^ Richard.

— Cette journée ne vous a-t-elle pas éclairé sur les intentions de votre frère? disait de son côté M^me^ Tranchevent jeune à son mari.

— Je n'ai rien remarqué d'extraordinaire, répondit Firmin.

— J'ai de meilleurs yeux que vous.

Hermine s'endormit heureuse, complétement heureuse, pour la première fois de sa vie. Le lendemain, elle descendit dans le petit jardin aussitôt après le lever du soleil. Derrière la haie vive s'étendait une immense prairie appartenant à la commune; moyennant une infime rétribution, les pauvres gens y faisaient paître leurs vaches. Hermine y rencontra une vieille paysanne qui fournissait du lait à la maison : elle écouta sans fatigue les plaintes de la bonne

femme sur le froid et sur le chaud, sur la sécheresse et sur la pluie. Elle sentait assez de bonheur en elle pour défier tous les ennuis extérieurs. Jean apparut bientôt à la porte de son grenier, puis dans le jardin. Les deux jeunes gens se serrèrent silencieusement la main, et s'assirent l'un près de l'autre sur un banc rustique abrité par un magnolia.

— Vous avez une voix admirable et un grand talent! dit Jean à sa cousine.

— Ginevra me l'a dit quelquefois, répondit Hermine.

— Pourquoi restez-vous en province?

— Ma famille ne voudrait pas quitter Hennebon, dit tristement Hermine.

— Alors quittez votre famille. Vous devez compte à tous de vos grandes facultés. Vous êtes née pour donner à la foule des émotions sublimes. Si vous préférez un repos égoïste, vous serez, croyez-moi, la première à en souffrir.

— Je souffre horriblement, dit Hermine avec découragement; mais que puis-je faire? Les femmes ne sont pas libres de choisir leur destinée.

— Je le sais bien, répondit Jean. Les seules carrières ouvertes aux femmes, qu'on dit si faibles, sont les carrières qui exigent l'extrême effort physique ou l'extrême effort moral. Entre ces deux efforts, faites votre choix. Fortifiez votre âme, et soyez artiste.

— C'est impossible, dit Hermine. J'ai quelquefois pensé à tout cela, mais à Hennebon je ne puis rien entreprendre,... rien,... et je n'espère aucun changement dans ma vie.

— Pourquoi donc? observa Jean. Partez pour Paris; vous y trouverez votre amie la Ginevra.

— Que je déshonore mon père! que je fasse mourir ma mère de chagrin! s'écria Hermine terrifiée.

— Votre père et votre mère s'opposeraient à votre départ! reprit Jean stupéfait.

— Comment pouvez-vous le demander? dit Hermine.

Les yeux d'Hermine regardaient l'horizon sans rien distinguer; ses doigts froissaient machinalement une branche de verveine arrachée à un buisson voisin. Son bonheur de la veille n'était déjà plus qu'un songe lointain : elle ne savait que penser de Jean. Bien qu'il ne pût s'expliquer complétement l'effet produit par ses paroles, Jean sentait qu'il avait blessé Hermine, et il l'observait avec une tristesse inquiète. Ils avaient passé ainsi plusieurs minutes dans un profond silence, lorsque la voix de M^me^ Tranchevent se fit entendre à l'extrémité du jardin. Comme de coutume, elle descendait pour arroser ses fleurs.

— Venez donc faire votre service, monsieur Jean, cria-t-elle gaiement au jeune homme. — Jean remplissait chaque matin dans un puits creusé au milieu du jardin les arrosoirs de sa tante. Hermine regagna sa chambre et se mit à pleurer. Jamais elle n'avait vu aussi distinctement le fond de sa destinée. Les tortures passées n'avaient pas été une maladie de son âme, comme elle le croyait encore quelques heures auparavant : c'était une conséquence nécessaire, fatale, de sa position. Jean si plein d'ardeur et d'espérance, Jean si confiant, si heureux de vivre, qu'il supposait partout la vie et le bonheur, Jean la condamnait à choisir entre une rupture avec sa famille et une vie d'intolérables souffrances.

Les jours suivans, Hermine ne descendit pas au jardin, elle n'échangea avec son cousin que des paroles insignifiantes. Jean ne semblait pas s'en étonner. Cette indifférence apparente ajoutait, sans qu'elle se l'avouât, au désespoir d'Hermine. Elle dut faire d'incroyables efforts pour cacher à ceux qui l'entouraient son absolu découragement. Jean n'était pourtant pas un grand comédien. Le lieutenant remarqua qu'il restait inactif pendant des journées entières, qu'il devenait distrait et rêveur. Le marin plaisantait volontiers son neveu sur sa mélancolie. — Je vois que tu en as assez, de la Bretagne, lui dit-il un matin. — A la voix de son oncle, Jean tressaillit comme un homme réveillé en sursaut. Depuis plus de deux heures, il arpentait sans le savoir la même allée du jardin. — Prends patience, les vacances vont bientôt finir. Si l'on t'attend un peu à Paris, tu n'en seras que mieux reçu au retour.

— Dans le sens que vous entendez, personne ne m'attend à Paris, dit Jean.

— Allons donc! reprit le lieutenant; vous jouez tous à l'homme sérieux aujourd'hui. De mon temps nous étions plus francs; nous ne rougissions pas de nos vingt ans, de l'âge où l'on n'a qu'une préoccupation, celle d'aimer et de se faire aimer si l'on peut.

On était au lundi, et Jean devait partir le vendredi. A la rigueur, il aurait pu passer encore quelques semaines en Bretagne; mais la rentrée des classes avait lieu le lundi suivant dans la pension de Cyprien, et M^me^ Louise avait décidé que Jean reconduirait son jeune frère à Paris. Hermine se réjouissait presque de ce départ. Jean parti, elle allait retrouver le calme de la torpeur.

Le déjeuner fini, pendant qu'on causait encore dans la salle à manger, Jean s'approcha d'Hermine. — Je vous supplie de descendre au jardin, lui dit-il à voix basse, j'ai absolument besoin de vous parler.

— J'irai, dit Hermine.

Jean sortit aussitôt. Quand Hermine le rejoignit quelques instans

plus tard, il était appuyé contre le magnolia, pâle et tremblant. Sans prononcer une parole, il prit la main d'Hermine, la fit asseoir sur le banc rustique et se plaça près d'elle.

— Je vous ai froissée ici même l'autre matin, dit-il sans regarder Hermine. Soyez indulgente pour moi; j'ignore encore bien des choses. A trois ans, je n'avais plus de mère, et depuis l'âge de seize ans j'ai couru le monde. Avant que la réflexion fût née en moi, j'avais déjà vécu et vu vivre de la manière la plus étrange, la plus bizarre, selon les idées françaises. Des sentimens, des préjugés, des nécessités de la vie de famille, je ne savais rien, absolument rien; je n'y avais jamais songé avant notre conversation sous ce magnolia. Depuis quinze jours, une révolution complète s'est faite dans mes idées; je comprends votre esclavage volontaire, j'admire votre abnégation, et je n'entrevois qu'un seul moyen de vous donner la liberté sans briser le cœur de vos parens.

Hermine se taisait. Jean continua avec un grand embarras.

— Même en aimant une femme de toutes mes forces, je la ferai probablement beaucoup souffrir; mais si je pouvais vous avoir toujours près de moi, vous me donneriez peut-être ce que je n'aurais jamais sans vous, la science de la bonté.

— Je crois vous comprendre, dit Hermine à voix basse après un silence; mais cela aussi, c'est impossible.

— Impossible! dit Jean; pourquoi? si vous m'aimiez un jour.

— Vous oubliez notre position à tous les deux, dit Hermine.

— J'y pense sans cesse, dit Jean, et je crois être arrivé à voir mon avenir tel qu'il est. Mon père a exigé que je choisisse un état; le travail n'a de prix à ses yeux qu'autant qu'il ouvre une carrière déterminée. J'étudie la médecine, je suis les cours publics : dans un temps plus ou moins long, j'aurai mon diplôme de docteur; mais pendant bien des années, pendant ma vie entière peut-être, ce diplôme ne me rapportera rien, ou du moins bien peu de chose, car la science médicale telle que je la comprends exige des observations, des études qui m'entraîneront successivement sur tous les points du globe. J'ai connu trop jeune d'ailleurs l'enivrement des voyages, de la vie errante et libre, pour y renoncer sans désespoir. La pauvreté, des luttes incessantes avec mon père, voilà les conséquences certaines de ce plan d'existence. Vous, Hermine, vous avez le talent et la beauté, c'est-à-dire la toute-puissance... N'est-ce pas un crime que de songer à lier votre éclatante destinée à un sort tel que le mien?

Hermine essaya de sourire; mais Jean reprit avec angoisse : — Ne riez pas; je ne vous ai pas tout dit. Si je donne à mon père l'ombre d'un mécontentement, il me faudra un jour ou l'autre ac-

cepter la vie du soldat, une vie que je n'aimerais, je le sens, qu'aux heures solennelles où les cœurs sont électrisés... Vous me parliez l'autre jour de votre dépendance, continua Jean avec amertume. Vous n'êtes pas libre de suivre vos instincts, disiez-vous, et moi, plein d'énergie et de force, je dois dissimuler mes sentimens, mes pensées, si je veux que mes rêves d'avenir se réalisent! Mais non, j'ai honte de cette dissimulation, de ces calculs. Quelque rêve qu'il faille oublier, si le destin le veut, je partirai!...

— Non, dit Hermine presque malgré elle.

— Non, puisque vous le voulez, dit Jean hors de lui en saisissant la main d'Hermine, ou plutôt nous partirons libres ensemble!...

La vraie nature de Jean reparaissait. L'amour, la confiance, l'audace aventureuse, brillaient dans ses yeux. Dominée par l'émotion, par l'enthousiasme, par ce rêve qui était depuis si longtemps son rêve à elle, Hermine ne songeait plus à lutter ni contre son imagination ni contre son cœur. Ses regards cherchaient les regards passionnés du jeune homme, sa main serrait sa main. Tout à coup elle pâlit et s'éloigna de Jean. Une voix sèche et brève venait de crier :

— Hermine, rentre tout de suite.

Hermine leva la tête et vit le lieutenant à la fenêtre ouverte de son cabinet de travail. Terrifiée, tremblante, elle courut précipitamment vers la maison sans jeter un seul regard sur Jean. Lorsqu'elle se trouva devant la porte du cabinet de son père, elle souhaita que la terre s'entr'ouvrît sous ses pieds.

— Que veux-tu, père? dit-elle d'une voix qu'elle n'entendait pas elle-même, en entre-bâillant la porte.

— Rien, dit le lieutenant d'un ton qu'il s'efforçait de rendre calme. Va broder dans la chambre de ta mère.

M^me^ Louise feuilletait un livre dans un coin du cabinet. Elle écouta ce court dialogue sans lever les yeux sur Hermine.

Les paroles rapidement échangées dans la salle à manger entre la jeune fille et Jean n'avaient point échappé à l'oreille attentive de M^me^ Louise. En voyant disparaître les deux jeunes gens à quelques secondes de distance, elle devina qu'Hermine et Jean devaient être dans le jardin. M^me^ Louise inventa un prétexte pour pénétrer dans le cabinet de travail où le lieutenant se renfermait d'ordinaire entre le déjeuner et le dîner. La fenêtre du cabinet se trouvait à deux pieds seulement du sol, un massif de dahlias masquait le banc sur lequel étaient assis les deux cousins; mais à travers les plus hautes fleurs on apercevait leurs deux têtes rapprochées, on distinguait leurs regards pleins d'exaltation et de tendresse.

— Mon beau-fils et votre Hermine causent là-bas sur le banc comme de vrais amoureux. Savez-vous, lieutenant, que cela pour-

rait devenir grave? dit M^me^ Louise d'un ton moitié plaisant, moitié sérieux, après avoir jeté un coup d'œil dans le jardin.

Alexandre-Achille était assis devant sa table de travail, le dos tourné à la fenêtre.

— Quelle plaisanterie! dit-il sans se déranger. Jean a bien d'autres histoires en tête.

— C'est possible; mais quand une fille de vingt ans se mêle de faire oublier les absens à un garçon de vingt et un ans, ne pensez-vous pas qu'elle a de grandes chances de réussir?

Le lieutenant devint pourpre. Il se précipita vers la fenêtre, tellement aveuglé par la colère, qu'il appela Hermine avant de l'avoir aperçue.

Les jours suivans furent horribles pour Hermine et pour Jean. Au premier regard qu'ils échangèrent, ils reconnurent qu'ils étaient soigneusement observés par M^me^ Louise et même par le lieutenant. Il était évident qu'on s'arrangeait autour d'eux pour ne plus les laisser seuls ensemble. Il leur était aussi impossible de s'écrire que de se parler.

Habituée de bonne heure à la souffrance, Hermine réussissait à dissimuler ses angoisses; mais Jean, accoutumé à suivre en tout les impulsions de sa nature, succombait dans cette lutte intérieure. On ne le voyait plus qu'aux heures des repas; il apparaissait sombre, pâle, irrité. Cent fois il fut sur le point d'avouer au lieutenant et même à son père son amour et ses projets. Tout lui semblait préférable à ce muet espionnage, à cette contrainte muette. De son grenier, Jean apercevait la fenêtre d'Hermine; il passait les nuits à rouler dans sa tête des projets extravagans.

Le jour du départ de Jean arriva. La veille au soir, le repas terminé, le lieutenant alla comme d'ordinaire lire les journaux dans l'unique café d'Hennebon. Sa femme, son frère, Caroline et Louise firent un boston dans la chambre de M^me^ Tranchevent. A l'un des coins de la cheminée, où, pour la première fois de l'année, on avait allumé du feu, le collégien dormait dans un fauteuil; Hermine rêvait douloureusement en face de lui. Jean avait disparu aussitôt après le dîner. Hermine se leva et se dirigea vers la porte. M^me^ Louise l'enveloppa d'un regard inquisiteur.

— Où vas-tu? dit M^me^ Tranchevent.

— Dans ma chambre, faire un peu de musique, répondit Hermine.

Elle se renferma chez elle, se mit à son piano dans l'obscurité, et chanta. Jean ne pouvait être qu'au jardin, Jean devait l'entendre. Elle ouvrit sa fenêtre toute grande, puis, honteuse de son audace, repoussa les battans à moitié. Par momens, ses yeux se remplis-

saient de larmes, sa gorge serrée ne laissait plus sortir sa voix, ses mains demeuraient immobiles sur les touches. Cette crise se terminait par un mouvement de terreur. « Si je ne chante pas, on va me rappeler, » se disait-elle, et les trilles, les roulades, sortaient de sa poitrine oppressée. Elle songeait aussi aux confidences de Camille. « Camille savait se faire aimer, pensait-elle; Alfred affrontait mille dangers pour passer quelques instans à ses pieds; moi, je suis seule; moi, on ne m'aime pas. » Le chant cessa encore. Hermine était à Bourbon, elle se substituait complétement à Camille. Alfred, c'est-à-dire Jean, était à ses côtés; elle écoutait les paroles d'amour que Camille lui avait si souvent répétées, ces paroles qu'on n'avait jamais prononcées pour elle. Le silence se prolongeait; Hermine oubliait tout, jusqu'à la crainte de voir apparaître sa mère. Les deux battans de la fenêtre s'écartèrent doucement.

— Hermine! dit une voix tout près d'elle.

Sans frayeur, presque sans trouble, tant son nom prononcé dans la nuit était la continuation de son rêve, Hermine se retourna. Elle aperçut Jean qui se tenait à la fenêtre en dehors. Son premier sentiment, le sentiment spontané, intime, qu'on cache presque toujours aux autres et quelquefois à soi-même, fut une impression de bonheur.

Jean, certain d'avoir été entendu, d'avoir été vu, fut en un instant près d'Hermine. Tremblant, ému à ne pouvoir parler, il la serra étroitement contre son cœur; la jeune fille se dégagea de ses bras, à demi morte de frayeur. — Partez, je vous en supplie, dit-elle d'une voix entrecoupée.

— J'ai tant souffert pendant ces trois jours! s'écria Jean.

Sans lui répondre, Hermine se mit à chanter de toute sa voix. Jean ne comprit pas l'intention d'Hermine.

— Écoutez-moi un instant, un seul instant! répétait-il désespéré.

— De grâce, taisez-vous, murmura Hermine; si je ne chante pas, on va entrer ici.

Jean s'agenouilla près d'Hermine et saisit dans la nuit une de ses mains, qu'il couvrit de baisers. L'heure s'avançait. Ni Jean ni Hermine n'avait conscience du temps. Deux ou trois coups secs frappés à la porte leur firent jeter à tous les deux un cri aussitôt étouffé.

— Assez chanté, Bengali! cria le lieutenant; viens donc nous dire bonsoir.

Hermine et Jean perdirent complétement la tête; tous les deux se précipitèrent vers la fenêtre.

— O mon Dieu! nous sommes perdus! criait Hermine d'une voix que le lieutenant eût pu entendre, s'il n'avait pas déjà refermé la porte de la chambre de sa femme.

— Adieu! adieu! disait Jean; pardonnez-moi.

Hermine saisit la main de Jean avec une sorte d'autorité et resta un instant immobile, retenant son souffle. Elle s'attendait à quelque terrible catastrophe; n'entendant rien que la voix maussade du collégien qu'on réveillait, elle reprit un peu courage.

— Adieu! dit-elle, et elle s'élança vers la porte. Hermine arriva dans la chambre de sa mère au moment où l'on discutait sur les coups douteux de la partie de boston. Personne ne remarqua son trouble. M^me^ Louise, Firmin Tranchevent et le collégien se retirèrent. Caroline alluma les bougeoirs; M. et M^me^ Tranchevent embrassèrent leurs deux filles, puis Caroline remonta vers sa mansarde et Hermine rentra dans sa chambre.

A peine osa-t-elle regarder autour d'elle, tant elle était certaine de retrouver Jean. Jean n'était plus dans la chambre. Hermine tomba accablée dans un fauteuil; ses regards se dirigeaient sans cesse vers la fenêtre, restée ouverte. Jean devait être là, il allait revenir. Toutes les heures de la nuit s'écoulèrent dans cette attente. Plusieurs fois Hermine s'approcha de la fenêtre, puis s'en éloigna en rougissant; Jean l'avait peut-être aperçue : regarder dans le jardin, n'était-ce pas le rappeler?

Le matin, quand Hermine eut entendu la vieille Jeannette ouvrir les volets de sa cuisine et tirer de l'eau au puits, quand la lumière entra à flots dans sa chambre, elle trouva le courage de jeter un regard vers le grenier : la porte, les fenêtres étaient hermétiquement fermées. Du reste, le paysage était frais, riant comme de coutume; à peine si les pieds de Jean avaient froissé quelques pampres de vigne. Deux heures plus tard, au milieu de toute sa famille, Hermine disait à Jean un adieu banal. Jean n'échangea même pas un regard avec elle; M^me^ Louise Tranchevent ne les quittait pas des yeux.

## IV.

Pendant cinq mois, Hermine vécut du souvenir de cette dernière nuit. Reverrait-elle Jean? Jean l'aimait-il? Elle n'en savait rien. Peut-être ne devait-elle voir dans la conduite de Jean qu'une généreuse pitié, une effervescence de tendresse. Ses projets de mariage prouvaient l'étourderie de son caractère, et rien de plus. Jean maintenant ne songeait probablement plus à elle, et cette pensée agitait douloureusement le cœur d'Hermine; mais pour rien au monde la jeune fille n'eût voulu retrouver son indifférence d'autrefois. Maintenant son malheur avait un nom, ses rêves un objet, ses désirs un but; elle ne s'égarait plus dans le vide. Le repos, le bonheur, elle ne les cherchait plus en elle-même; elle dépendait entièrement d'un autre, elle vivait.

Vers le milieu de décembre, à la grande satisfaction de M^me^ Tran-

chevent aîné, Firmin et sa femme s'installèrent dans leur terre de Keraven. Une élégante maison moderne commençait à s'élever près des restes du vieux manoir. Firmin voulut pendre la crémaillère avec pompe; mais à sa grande mystification les gentilshommes campagnards ses voisins, les *nobles,* comme on les nomme encore à Hennebon, refusèrent *en masse* son invitation. Le châtelain de Keraven eut bientôt d'autres ennuis. Le sort ne fut pas favorable à Jean; il tira un mauvais numéro. Si Jean fût sorti de Saint-Cyr avec des épaulettes de sous-lieutenant, M. Tranchevent eût été le plus heureux des pères; la perspective d'avoir un fils simple soldat le charmait moins. Le sort de Jean était encore une question pendante à Keraven quand le jeune homme annonça son arrivée prochaine. Il profitait des vacances de Pâques pour prendre un peu d'air et de liberté.

La pensée de revoir Jean jeta Hermine dans une agitation extraordinaire; elle parcourait la maison, le jardin, en chantant, en riant sans motif, contenant à grand'peine ses transports de joie. Puis elle s'arrêtait subitement et demeurait pendant des heures entières immobile, morne, accablée par ses inquiétudes, par ses doutes. Jean arriva trois jours après sa lettre, plus beau, plus cordial, plus affectueux encore que l'année précédente. Le lieutenant, qui avait complétement oublié les insinuations de M^me^ Louise, reçut son neveu avec de vives démonstrations d'amitié. Il regretta sincèrement que l'établissement somptueux de Firmin Tranchevent ne lui permît plus d'offrir son grenier à Jean. Hermine remarquait avec tristesse la gaieté, l'air radieux et ouvert de Jean. — Il a donc tout oublié, lui! se disait-elle.

Jean dîna chez son oncle. Le repas fini, M^me^ Tranchevent voulut faire admirer à son neveu ses rosiers et ses lilas. Le lieutenant alluma son cigare et se mit à faire ce qu'il appelait son quart le long du ruisseau. Après avoir montré dans les plus grands détails ses arbustes à son neveu, M^me^ Tranchevent s'arrêta devant un abricotier dont il était urgent de décimer les fleurs trop nombreuses. A quelques pas de là, Hermine cueillait des violettes déjà rares. Jean s'approcha d'elle : sans prononcer un mot, il lui glissa un papier dans la main, puis retourna vers M^me^ Tranchevent. Une demi-heure plus tard, Jean quittait Hennebon pour regagner Keraven. Si la nuit eût été moins sombre, la rougeur d'Hermine l'eût trahie au moment où Jean serra la main amicalement tendue par le lieutenant.

Son cousin parti, il eût été facile à Hermine de s'échapper un instant pour lire la lettre qui brûlait sa poitrine. Elle resta pourtant comme de coutume jusqu'à dix heures dans la chambre de sa mère.

Renfermée chez elle, seule en face du billet de Jean, elle hésita encore longtemps à l'ouvrir. « Dans quelques semaines, dans quelques jours peut-être, je serai libre, écrivait Jean, et je ne sais pas encore si vous m'aimez. Que s'est-il passé entre vous et votre père? Je crains tout. Il faut cependant que je vous parle; il le faut pour vous presque autant que pour moi. Je vous en prie à genoux, laissez ce soir votre fenêtre entr'ouverte! »

Glacée, frissonnante, Hermine relut cent fois ces lignes qu'elle ne voulait pas comprendre. Sans commentaire, comme la chose la plus simple, Jean lui donnait rendez-vous la nuit, dans sa chambre, à deux pas de ses parens... Mais que deviendrait Jean, qu'allait-il penser si la croisée restait close? Après une demi-heure de trouble, de luttes, de remords, Hermine entr'ouvrit lentement sa fenêtre, puis elle se retira au fond de sa chambre, pâle d'émotion et de honte. Si les confidences de Camille n'avaient pas familiarisé depuis longtemps l'imagination d'Hermine avec une telle situation, jamais elle n'eût admis la possibilité de céder à la prière de Jean. Du reste, tout était si confus dans ses sentimens et dans son esprit, qu'elle ne se rendait pas un compte exact de l'action qu'elle venait de commettre. Elle espérait que Jean ne viendrait pas, et sincèrement elle le souhaitait. Trois mortels quarts d'heure s'écoulèrent. Hermine n'attendait plus Jean et commençait à retrouver un peu de calme, lorsque les battans de la fenêtre furent écartés avec précaution. Hermine demeura immobile à sa place. Jean était depuis plusieurs secondes dans sa chambre, tout près d'elle, sans qu'elle eût levé les yeux sur lui. Ils restèrent ainsi muets, embarrassés, en face l'un de l'autre. Ce n'était plus l'entraînement, l'enthousiasme de leur première entrevue. Ils songeaient moins à eux-mêmes en ce moment qu'à ceux qui dormaient près de là pleins de confiance. Une trahison préméditée, exécutée presque froidement, les humiliait tous les deux. — Pardonnez-moi, je suis seul coupable, dit Jean, répondant à la pensée d'Hermine, et il prit la main de sa cousine.

Hermine abandonna sa main sans résistance, mais ses yeux ne regardaient pas Jean; elle était triste, pensive.

Jean s'assit près d'elle. — Hermine, dit-il, parlons de vous, de vous qui êtes toute ma pensée, tout mon espoir!...

— Non, dit Hermine avec découragement, à vingt ans, vous ne pouvez lier à jamais votre existence à la mienne. Pour me rendre heureuse, il vous faudrait sacrifier votre propre bonheur.

— Ne parlez pas de la sorte, interrompit Jean. Moi, que vous accusez d'irréflexion et d'inexpérience, j'ai longuement pesé toutes les chances de l'avenir. Si je vous disais qu'en tout temps, en tout lieu, quelles que fussent les circonstances extérieures, je serais heureux

près de vous, je parlerais selon mon cœur, selon mes impressions de ce moment, et vous auriez pourtant raison d'hésiter à me croire, car si nous devions passer, je ne dirai pas toute notre existence, mais seulement quelques années à Hennebon, dans un milieu où nos inclinations seraient contrariées, où nos facultés les plus hautes resteraient forcément inactives, mes illusions d'aujourd'hui nous prépareraient à tous les deux de cruelles souffrances. Mais nous n'avons rien de semblable à redouter : chose presque inouie, les nécessités de notre situation sont d'accord avec nos goûts, avec nos besoins intellectuels; pour vivre dans le sens prosaïque et matériel du mot, il nous faudra voyager, nous jeter esprit et âme dans la grande mêlée humaine. Isolés, nous succomberions peut-être, nous serions du moins exposés à d'humiliantes déviations, à de tristes défaillances; unis, nous triompherons joyeusement de tous les obstacles. La longueur des années qui nous restent à parcourir vous effraie; moi, je trouve au contraire l'existence trop courte. S'aimer, réaliser tout le bien qu'on rêve ensemble, n'est-ce pas là de quoi occuper des siècles? Si la foi vous manque, Hermine, c'est que vous n'avez pas d'amour.

Hermine, sans répondre, serra sa tête contre la poitrine de Jean.

— Que craignez-vous donc, si vous m'aimez? reprit Jean à voix basse.

— Je crains le jour où vous ne m'aimerez plus, murmura Hermine.

— Je suis sûr de moi maintenant, dit Jean avec exaltation. Quand je vous ai quittée il y a quelques mois, je n'aurais pas osé vous parler ainsi. Jusqu'alors j'avais cédé à tous les entraînemens d'une vie aventureuse, je croyais ces entraînemens irrésistibles; depuis que j'ai cherché la force hors de moi, dans la crainte de vous affliger, sans même être certain de votre affection, j'ai lutté courageusement contre les événemens auxquels jadis j'obéissais, j'ai appris à me vaincre moi-même.

— Cela vous a donc coûté?... dit Hermine.

— Beaucoup, dit Jean simplement; mais du jour où je vous ai aimée, je ne pouvais plus rien vous cacher, et en songeant à ce qu'étaient votre vie, votre conscience à vous, je reculais devant la nécessité d'aveux qui pouvaient me fermer à jamais votre cœur.

Jean se tut; il enveloppait sa cousine de regards naïvement heureux; il couvrait ses mains de baisers. Hermine s'abandonnait avec bonheur à des caresses pleines de tendresse, de passion sincère, d'innocence de cœur.

Pendant les deux semaines suivantes, la haie vive et le petit ruisseau furent bien des fois franchis par Jean. Bien des fois, cachée derrière les rideaux de sa fenêtre, frissonnante de peur et d'amour,

Hermine s'efforça de percer les ténèbres pour apercevoir plus tôt celui qu'elle aimait. Toute sa force l'abandonnait quand elle entendait le sable crier sous les pas de Jean. Ce bruit, d'autres pouvaient aussi l'entendre. Une fois dans les bras de Jean, Hermine ne redoutait plus rien.

Une nuit, trois heures sonnèrent sans qu'aucune branche de l'aubépine eût remué, sans que le gravier eût gémi. Jean avait pourtant répété deux fois : « à ce soir. » Hermine était folle d'inquiétude. Ce n'était plus la jeune fille indécise et timide, c'était une femme fière de son amour, prête à l'avouer hautement, prête à tout braver pour arracher son amant aux périls inventés par une imagination en délire. Vingt fois Hermine se dirigea vers la porte de sa chambre, résolue à courir dans la nuit jusqu'à Keraven, vingt fois la crainte de réveiller son père l'arrêta. Le temps s'écoulait. Dès cinq heures le jour se fit, à six heures le soleil se leva radieux. Hermine tomba dans un engourdissement douloureux dont elle fut tirée par la voix de Jean. Jean riait et plaisantait dans le jardin avec M^me^ Tranchevent et Caroline.

La toilette d'Hermine n'était pas encore achevée quand le lieutenant l'appela par la fenêtre de son cabinet et lui cria que le déjeuner était servi. Si les parens d'Hermine avaient regardé attentivement leur fille, l'altération de ses traits les eût effrayés; mais on n'observe guère les personnes qu'on voit tous les jours. Ceux qui nous approchent le plus près sont toujours les derniers à soupçonner les grands ébranlemens de notre âme. Heureuse de voir Jean au milieu de sa famille, Hermine avait presque oublié les émotions de la nuit; mais elle fut sur le point de se trahir quand elle entendit le lieutenant parler, comme d'une chose arrêtée, du très prochain départ de Jean.

— Peut-être visiterai-je Carnac, disait Jean d'un ton assez naturel, peut-être aussi m'embarquerai-je directement pour Paris.

— Je ne parierais pas pour Carnac, dit le lieutenant en riant.

— Vous pourriez avoir tort, répliqua Jean.

Hermine se contint à grand'peine pendant le déjeuner.

— Vous partez? dit-elle à Jean d'une voix saccadée dès qu'il lui fut possible de se rapprocher un instant de lui.

— Oui et non, rien ne doit vous surprendre... Après-demain, dit à haute voix Jean, qui croyait sentir peser sur lui les regards de toute la famille.

Le soir de ce même jour, Jean partit officiellement pour Paris, et la nuit suivante, avant onze heures, il était près de sa cousine. Hermine attendit jusqu'à cette entrevue l'explication de la conduite si bizarre en apparence de Jean.

M^me^ Louise n'abandonnait pas l'idée du complot matrimonial des Tranchevent; elle veillait soigneusement sur les démarches de son beau-fils. Jean, se sentant espionné, dut prendre des précautions inouies pour se rendre chez Hermine. Toutes ses combinaisons n'empêchèrent cependant pas M^me^ Tranchevent de se trouver un soir dans le jardin, en face de lui, au moment où il allait ouvrir une petite porte donnant sur la campagne. M^me^ Louise accabla son beau-fils de plaisanteries malveillantes. Jean, comprenant qu'il lui serait désormais impossible de voir Hermine s'il restait à Keraven, se départit très volontairement envers sa belle-mère de sa déférence habituelle. Il se fâcha, s'exaspéra, et lui rendit sarcasme pour sarcasme. M^me^ Louise fit intervenir Firmin dans cette querelle, et il fut décidé que le beau-fils irrespectueux retournerait dès le lendemain à Paris. C'était tout ce que voulait Jean; sous prétexte de curiosité archéologique, il n'arrêta sa place que jusqu'à Auray, et de là se rendit directement au bourg de Pont-Scorf. En deux heures, il pouvait faire à pied les trois petites lieues qui séparent Pont-Scorf d'Hennebon. Quand tous le croyaient à Paris, il n'y avait aucun danger à traverser pendant la nuit cette petite ville.

Trois fois Jean arriva sans accident jusqu'à la chambre d'Hermine. A son quatrième voyage, au moment d'escalader la haie, il s'arrêta plein d'anxiété. Contre l'habitude, la chambre était éclairée, et la croisée ne s'ouvrait pas. Jean demeura dans la prairie, caché derrière un arbre. La lumière continua de briller. A l'approche du jour, le malheureux s'éloigna d'Hennebon le désespoir dans l'âme.

La veille au soir, au moment où M^me^ Tranchevent s'asseyait entre ses deux filles à la table de travail, tandis que le lieutenant achevait de fumer son cigare près de la fenêtre ouverte, M^lle^ Simonin aînée était entrée dans la chambre accompagnée de sa sœur Martine et d'Angélina Richard. Les trois vieilles filles échangeaient entre elles des regards d'intelligence. Au bout d'un quart d'heure, Angélina, qui semblait vouloir s'effacer en cette circonstance, fit à M^lle^ Simonin aînée un signe de tête qui signifiait : Parlez donc!

— Est-ce qu'on n'a jamais rien volé dans votre jardin? dit la doyenne des Simonin au lieutenant, assis en ce moment sur un petit canapé, au coin de la cheminée.

— Pas une seule poire, à ma connaissance, répondit le lieutenant avec indifférence.

— Cela m'étonne, dit M^lle^ Simonin avec intention.

— Et pourquoi donc? demanda M^me^ Tranchevent.

M^lle^ Simonin lança à Angélina un regard accompagné d'un geste qui signifiait : A votre tour.

— La vieille Françoise, votre marchande de lait, en attachant, il y a deux jours, sa vache dans la prairie vers cinq heures du matin, s'est figuré voir quelqu'un dans votre jardin, dit Angélina.

— Quel conte de bonne femme! fit le lieutenant en haussant les épaules.

— C'est possible, reprit Angélina; cependant Françoise ajoute des détails précis. La personne en question aurait franchi avec précaution la haie et le ruisseau, puis se serait enfuie du côté du pont après avoir longtemps regardé la fenêtre du premier étage.

Hermine, rouge, tremblante, n'osant lever les yeux de peur de rencontrer les regards de son père, abaissait son front sur une broderie qu'elle ne voyait plus.

— Françoise aura rêvé tout cela, dit M. Tranchevent après un silence.

— Je ne vous en conseille pas moins de veiller soigneusement, reprit M^lle^ Simonin, excitée par l'insouciance du lieutenant. Pour tout vous dire, Françoise affirme que l'individu en question sortait de votre maison même; il descendait comme un lézard, — c'est son expression, — le long de la muraille.

Le lieutenant regarda par hasard sa fille, dont le visage bouleversé l'étonna. Une seconde plus tard, il se levait brusquement et s'élançait vers Hermine. Ses yeux venaient de rencontrer le regard de la pauvre enfant. Hermine laissa tomber sa broderie et poussa un cri d'effroi. Le lieutenant s'arrêta court, pétrifié par cet aveu involontaire d'une âme droite.

— Bengali, tu es folle!... Que t'ai-je fait?... s'écria le malheureux père avec tendresse et désespoir. Puis le doute même s'évanouit. — Ma fille! cria-t-il de toute sa voix. Le lieutenant tout entier reparaissait dans ces deux mots.

Hermine tomba aux pieds de son père.

Ce ne fut plus qu'un affreux tumulte. M^me^ Tranchevent se précipita entre son mari et son enfant. Caroline sanglotait, les demoiselles Simonin et Angélina s'empressaient vers la porte.

— O mon Dieu! quel malheur! Si nous avions su, si nous avions pu prévoir!... répétaient-elles toutes les trois à la fois.

M^lle^ Simonin aînée alla prendre Caroline par la main et l'entraîna vers le corridor.

— Dites à votre père, dites à votre mère que personne ne saura un mot de cette horrible histoire; nous aimerions mieux mourir que de la raconter! — Et les trois complices quittèrent la maison.

Le lieutenant repoussa violemment Hermine, qui alla rouler à l'extrémité de la chambre; puis il s'affaissa sur une chaise, cacha sa tête entre ses mains et pleura. L'amour, l'orgueil paternel, qui

tout à l'heure remplissaient son âme, luttaient encore victorieusement contre les principes, la religion de toute sa vie.

— Le nom de ce misérable? dit-il après un silence en se tournant vers sa fille, plus accablé que menaçant.

Hermine, toujours étendue à terre, ne répondit pas.

Ce n'était plus à sa fille que le lieutenant pensait. Il bondit vers l'infortunée. — Son nom?... cria-t-il d'une voix tonnante.

— Non, murmura Hermine, non!... — Et comme son père lui avait saisi le bras et la secouait violemment : — Tuez-moi, balbutiait-elle d'une voix sourde, tuez-moi! — Ses membres se raidirent, son visage se décolora. Sa mère et sa sœur la soutinrent, la ranimèrent.

— Emportez-la! dit le lieutenant, sombre, désespéré. Les deux femmes traînèrent Hermine jusque dans la chambre de Caroline.

Le surlendemain, vers dix heures du matin, le lieutenant marchait lentement dans sa chambre, les bras pendans, la tête inclinée sur sa poitrine. En trente-six heures, il avait vieilli de vingt ans.

La porte s'ouvrit doucement, et M^me^ Tranchevent entra, les yeux enflammés par les larmes, chancelante à faire pitié.

— Elle a une fièvre terrible, et par instans le délire, dit-elle à voix basse.

— Je vous avais défendu d'aller la voir! dit le lieutenant avec une certaine rudesse.

— Mon ami!... fit la pauvre mère d'un ton suppliant.

Le lieutenant n'entendait plus sa femme. Un abattement complet avait remplacé les larmes et les colères des premiers instans. Son désespoir ne savait à qui s'attaquer. Malgré les prières de Caroline, seule autorisée à lui parler, Hermine refusait toujours de nommer son amant, et sa faiblesse extrême, de fréquentes crises nerveuses, une forte fièvre, ne permettaient pas de longues obsessions. La malheureuse enfant avait dû cependant livrer une partie de son secret à sa sœur. Jean devait venir près d'elle le lendemain du jour de la dénonciation. Qu'arriverait-il, s'il entrait dans sa chambre, s'il s'y trouvait face à face avec son père?... Un sinistre cauchemar montrait à Hermine son père et son amant morts, tués l'un par l'autre. Elle sortait pour un moment de son douloureux assoupissement et jetait des cris déchirans. Jean arrivait d'ordinaire vers onze heures; à dix heures, Hermine se résigna à confier ses terreurs à Caroline. Tremblant pour les jours de son père, menacés, pensait-elle, si le lieutenant se trouvait en présence d'un homme que, dans sa naïveté, elle estimait ne pouvoir être qu'un misérable, Caroline consentit à illuminer brillamment la chambre d'Hermine et à s'y tenir jusqu'au matin. Hermine espérait que ces dispositions inusitées suffiraient

pour inquiéter Jean, pour le tenir à distance; nous avons vu qu'elle ne se trompait pas.

Le lieutenant continuait sa morne promenade, quand la porte de la chambre s'ouvrit une seconde fois. Firmin Tranchevent s'avança vers son frère et lui serra longuement la main. Trop préoccupé pour remarquer l'air mystérieux et solennel de Firmin, le lieutenant, par orgueil, par honte, par habitude de bienveillance, s'efforça de composer son visage et de cacher sa tristesse. Il n'imaginait même pas que son frère pût rien soupçonner. Personne ne parlait.

— Vous supportez votre malheur mieux que je n'osais l'espérer, dit enfin M. Tranchevent jeune à son frère et à sa belle-sœur.

Le lieutenant pâlit et tourna le dos à Firmin. M^me^ Tranchevent ne répondit pas.

— Ces pauvres demoiselles Simonin sont désolées, continua Firmin; elles sont venues hier au soir raconter leur chagrin à ma femme...

— Laissons ces malheureuses! dit brutalement le lieutenant.

— Vous avez tort de leur en vouloir; mais ce n'est pas là l'important : qu'allez-vous faire? quel parti prendrez-vous? Cela ne peut se passer ainsi! Hermine est d'une famille qui peut marcher de pair avec les premières familles du pays. Quel que soit le misérable qui s'est joué de nous, il faudra bien qu'il s'explique, qu'il épouse, sinon...

— Je ne sais pas son nom, dit brièvement le lieutenant.

— Je le soupçonne, moi, dit le châtelain de Keraven, qui ne pardonnait pas aux nobles d'Hennebon d'avoir repoussé ses avances. Il n'y a que des *noblichons* de province, des gentilshommes de basse-cour, gueux comme des rats, orgueilleux comme des paons et plus rustres que leurs valets, pour commettre de pareilles infamies. Je voudrais bien voir que quelque sotte douairière eût l'idée d'invoquer son blason pour refuser d'admettre Hermine dans sa famille!

— Elle en aurait le droit aujourd'hui, dit l'intègre lieutenant.

En ce moment, M^me^ Louise entra dans la chambre. Son vrai caractère, habilement dissimulé d'ordinaire, apparaissait ce jour-là dans toute sa laideur. — Eh bien! dit-elle en affectant de s'adresser seulement à son mari, mais assez haut pour que le père et la mère d'Hermine pussent l'entendre; Jean est de retour. Il n'est même, je crois, jamais parti. Tout s'explique : c'est lui.

Le lieutenant attachait sur sa belle-sœur des regards effarés. — Lui! dit-il sans trop comprendre.

— Hélas! j'avais dès longtemps prévu ce qui arrive, continuait Louise; mais mes avis sont toujours comptés pour rien dès qu'il s'agit de ce malheureux Jean.

— Jean! s'écria le lieutenant blessé au cœur, moins accablé pourtant, car il connaissait l'âme de son neveu.

— Que ne m'avez-vous écoutée? répétait Louise à son mari.

Écrasé par ce dénoûment inattendu, Firmin ne trouvait pas un mot à répondre.

— Malheureux enfans! dit le lieutenant à voix basse.

— Je n'ai rien à me reprocher; je vous avais prévenu, murmura Mme Louise en se retournant vers son beau-frère.

— Que prétendez-vous dire? s'écria vivement le lieutenant.

— Rien, rien... fit Mme Louise d'un ton plein d'insinuations venimeuses. Les yeux du lieutenant s'injectèrent de sang. Firmin faisait des ronds sur le plancher avec sa canne pour se donner une contenance. Mme Tranchevent aînée n'osait prononcer une parole de peur de déplaire à son mari.

— J'espère que votre fils va rejoindre au plus vite son régiment, dit tout à coup Mme Louise en s'adressant à son mari. Voyant tous ceux qui l'entouraient indécis et troublés, elle s'était résolue à enlever d'assaut la situation.

— Nous verrons cela,... balbutia Firmin sans lever les yeux.

Le lieutenant était assis en face de son frère. Son coude s'appuyait sur son genou, et son menton sur sa main. Ainsi posé, la tête agitée par un tremblement convulsif, il fixa pendant quelques secondes sur Firmin un regard chargé d'ironie et d'amertume. Firmin, mal à l'aise, comme opprimé, essaya de lever les yeux, puis les abaissa aussitôt en rougissant. — Je jure, s'écria tout à coup le lieutenant en donnant sur une table placée près de lui un coup de poing qui ébranla tout l'appartement, je jure sur l'honneur que de mon consentement Hermine n'épousera jamais son cousin... Vous êtes tranquilles maintenant? ajouta-t-il avec un calme terrible en regardant l'un après l'autre son frère et sa belle-sœur.

— A leur âge, dans leur position, c'eût été une véritable folie, dit Mme Louise, ravie de son succès.

Mme Tranchevent essuya en cachette deux grosses larmes.

— On pourra voir plus tard, quand Jean aura quitté le service, hasarda timidement Firmin.

— Comment! encore!... cria le lieutenant avec un éclat de voix qui fit frissonner tous ceux qui l'entouraient.

Un silence complet suivit cette exclamation. On n'entendait que le tic tac de la pendule et le choc des aiguilles à tricoter de Mme Tranchevent. Louise et son mari ne trouvaient pas la force de partir; à peine osaient-ils se regarder. Il leur semblait que le moindre mouvement, le moindre bruit allaient amener une effroyable catastrophe. Ils tremblaient de réveiller le lieutenant...

Des pas précipités retentirent dans l'escalier. La porte fut violemment ouverte, et Jean apparut blême, égaré. Après un moment

d'hésitation, il se précipita aux pieds du lieutenant. — Pardonnez-moi! pardonnez-nous!... dit-il d'une voix sourde et pleine de larmes.

Le père d'Hermine ne le repoussa pas. — Vous m'avez tué! murmura-t-il en voilant ses yeux de sa main.

Jean restait agenouillé, il attendait son arrêt. — Obéissez à vos parens, reprit le lieutenant d'une voix qu'il s'efforçait de rendre ferme; eux seuls ont le droit de disposer de vous. Vous n'êtes plus rien dans une famille que vous avez à jamais désolée.

— Et Hermine?... cria Jean avec force. Hermine, que deviendra-t-elle?... Vous m'ordonnez de l'abandonner quand elle est malheureuse par ma faute, quand elle a besoin de moi!... De grâce, ajouta-t-il en suppliant son oncle, ne me séparez pas d'Hermine.

— J'ai donné ma parole. Je comprends d'ailleurs les susceptibilités de votre père, car les lois de l'honneur sont inflexibles, répliqua le lieutenant.

Même après ce qui venait de se passer, l'honnête lieutenant n'avait pas l'idée qu'une cinquantaine de mille francs de dot eussent singulièrement modifié aux yeux de son frère le code de l'honneur.

— Que m'importent ceux qui me torturent, ceux qui m'ordonnent une lâcheté? cria Jean au comble de l'exaltation. Qu'on m'abandonne, qu'on me déshérite, qu'on me maudisse, on en a le droit... Je resterai libre de disposer de moi-même, libre de protéger l'être que j'aime le plus au monde. Où est Hermine? Je veux la voir.

— Je vous le défends, dit le lieutenant avec autorité.

— Mon oncle, ayez pitié de nous! reprit le malheureux enfant.

Une lutte affreuse se livrait dans l'âme du lieutenant, non pas entre deux intérêts, mais pour ainsi dire entre deux consciences, entre la conscience naturelle, instinctive, la conscience du cœur, qui lui disait : « Sauve ta fille, fais-la heureuse! » et la conscience apprise, la conscience de l'orgueil, de la convention, qui se cabrait, s'indignait. — On l'avait accusé de complicité dans une basse intrigue, lui, Achille Tranchevent, lui, l'homme loyal, l'homme probe et désintéressé, l'homme sans reproches! — La conscience de l'égoïsme l'emporta.

— Je ne pourrais, sans m'abaisser, défendre votre cause, répondit-il.

Jean prit sa tête à deux mains et poussa un cri étouffé. C'était la première fois que l'impétueux jeune homme se brisait contre des obstacles qui lui paraissaient honteux et absurdes. Après une crise violente, il tomba épuisé sur une chaise et sembla réfléchir profondément. Quand il se releva, sa résolution était prise, il était calme.

— Adieu! dit-il en tendant la main à M^me^ Tranchevent.

La mère d'Hermine, le visage inondé de larmes, hésita un moment; puis elle serra la main du jeune homme. Jean s'approcha ensuite du lieutenant. Le père d'Hermine détourna la tête pour ne pas s'attendrir. Sans même paraître soupçonner la présence de son père et de sa belle-mère, Jean se dirigea vers la porte et quitta la maison. Il se rendit à l'auberge la plus proche. Des fenêtres de sa chambre, on apercevait la maison Tranchevent. Il passa le reste du jour en observation derrière le rideau. Nombre de visiteuses se présentèrent à la porte des Tranchevent; la vieille Jeannette les congédia toutes. Mme Chabriat fut seule exceptée de cette consigne. Jean en conclut qu'Hermine était malade. On aimait mieux se confier à une amie qu'au médecin.

Jean n'entrevoyait aucun moyen de pénétrer jusqu'à Hermine. La nuit venue, il lui écrivit plusieurs lettres sans savoir davantage comment elles lui parviendraient. Toutes ces lettres étaient indignées, furieuses, désespérées; il les déchira successivement vers le matin après les avoir relues. — Mon désespoir doublerait le sien, pensa-t-il; il ne faut pas qu'elle connaisse ma faiblesse. Peut-être regrette-t-elle en ce moment d'avoir aimé un enfant incapable de la protéger. Je lui apprendrai que je suis digne de son amour. Moi, pauvre esclave encore sous la férule paternelle, je saurai la consoler, la fortifier.

Et Jean écrivit :

« Pardonne-leur à tous, et crois au bonheur. Nous séparer pendant quelques années, ils ne peuvent rien de plus; l'avenir est à nous. Dans cinq, dans six ans, pleins d'ardeur et de jeunesse, nous nous emparerons de la vie avec une puissance que, sans l'épreuve, nous n'aurions jamais possédée.

« Une parole de ton père pouvait changer notre désespoir en joie. Ton père t'adore, ton père m'aime encore, je l'ai senti. Tu te mourais à quelques pas de lui, je sanglotais à ses pieds, et cette parole, il ne l'a pas prononcée. J'ai tout compris en ce moment terrible. *Elle*, celle que je ne veux pas nommer, a su lui faire un point d'honneur de notre séparation. La honte pour toi, pour lui, pour les siens (à ses yeux c'est ainsi), ton malheur, le malheur de tous, il a accepté cela plutôt que de se laisser toucher. Les destinées seront brisées, les cœurs broyés autour de lui : c'est bien, pourvu qu'il reste inattaquable et fort. Excuse-moi, Hermine, j'ai tort d'accabler ton père; c'est pour lui, pour ceux qui lui ressemblent, qu'il a été dit : « Ils ne savent pas ce qu'ils font. »

« Ils m'obligent à partir sans te revoir; mais prends courage, nos cœurs seront ensemble. L'heure de la délivrance sonnera; le jour viendra où le Bengali chantera libre sous un ciel toujours pur. »

Jean s'arrêta ici. — Comment faire parvenir sa lettre jusqu'à Hermine? — Le soleil dorait déjà les tours de la vieille église quand il entrevit la possibilité d'une solution. Après mille projets, sa pensée s'arrêta sur Mme Chabriat. Appelée comme médecin près d'Hermine, Mme Chabriat devait oublier devant sa malade tous ses préjugés de femme. Avant sept heures, Jean frappait à la porte de la bonne dame. Malgré ses résolutions, il avait ajouté à sa lettre cinq ou six pages dans lesquelles son cœur s'épanchait en cris de douleur, en effusions de tendresse. Nous n'essaierons pas de transcrire ces lignes intraduisibles.

Mme Chabriat ouvrit elle-même sa porte. En reconnaissant Jean, elle recula indignée. Grâce à Mme Louise, le nom de l'amant d'Hermine avait déjà fait le tour d'Hennebon. Jean, possédé par une idée fixe, ne remarqua même pas la physionomie de Mme Chabriat. Presque d'autorité, il referma la porte et raconta franchement, naïvement, avec toute son âme, la scène de la veille.

— Comment! vous consentiez à épouser Hermine, et le lieutenant vous a refusé son autorisation? s'écria Mme Chabriat stupéfaite. Il devient donc fou, ce cher lieutenant?

Jean ne s'était pas trompé; après quelque hésitation, Mme Chabriat consentit à remettre la lettre à Hermine. L'état de la malheureuse fille était, disait-elle, fort alarmant. Hermine ne pleurait pas, ne se plaignait pas. Un assoupissement douloureux, interrompu par des crises nerveuses et par une toux sèche, faisait craindre une maladie longue et grave; une émotion heureuse amènerait peut-être quelque révolution favorable. Puisque les intentions de Jean étaient celles d'un galant homme, Mme Chabriat ne voyait nul inconvénient à tenter une médication morale. Jean remercia Mme Chabriat avec un attendrissement qui lui gagna le cœur de la vieille dame.

Une heure plus tard, Hermine avait lu la lettre de son cousin; elle n'apprit qu'alors ce qui s'était passé entre lui et son père. Caroline avait reçu l'ordre de ne rien raconter à sa sœur, et la bonne fille avait scrupuleusement respecté les injonctions paternelles. Quand elle rentra dans la chambre d'Hermine, d'où Mme Chabriat l'avait adroitement éloignée pendant sa visite, Caroline trouva sa sœur dans une agitation extraordinaire. — Supplie mon père de venir me voir; il faut absolument que je lui parle, il le faut, entends-tu bien! criait avec exaltation la pauvre Hermine.

Caroline céda aux prières de sa sœur et se rendit près du lieutenant. — Je ne la reverrai jamais, répondit-il. Dès que sa santé le permettra, elle quittera une maison qu'elle a remplie de honte et de deuil. — Caroline rapporta fidèlement ces cruelles paroles.

Jusque-là Hermine ne s'était rendu un compte exact ni de sa si-

tuation, ni de l'avenir qui l'attendait. Elle aimait tendrement son père. Ce dur langage provoqua en elle une sorte de délire. Puisant des forces dans la fièvre, dans le désespoir, elle se leva pendant une absence de sa sœur, prit de l'encre, une plume, du papier, et, de retour dans son lit, elle écrivit d'une main rapide : « On me chasse; je suis libre, libre! c'est-à-dire à toi, au bonheur!... Ne pars pas encore, attends-moi. Je reprendrai vite des forces maintenant. Nous irons ensemble loin, bien loin d'ici. J'étouffe dans cette maison, dans ce village, sous ce ciel sombre. Je vais vivre enfin! Je ne t'ai jamais dit tout ce que j'ai souffert. La Ginevra a voulu m'emmener avec elle. Ils ne l'ont pas voulu. Sans toi, je serais morte... »

La tête d'Hermine retomba sur l'oreiller, la plume s'échappa de sa main. Elle était sans connaissance, quand M^me^ Chabriat entra dans sa chambre quelques instans plus tard.

M^me^ Chabriat ne se fit aucun scrupule de remettre à Jean le billet commencé par la jeune fille; elle ne croyait pas que le mariage de ses protégés pût rencontrer d'obstacle. Jean devint fou de bonheur en lisant les lignes écrites par Hermine. Il riait et pleurait à la fois, il embrassait M^me^ Chabriat, il l'appelait sa mère, sa libératrice, son ange gardien. La bonne dame ne comprenait guère qu'on pût en vouloir sérieusement à un si charmant enfant. Elle attachait de moins en moins d'importance aux colères du lieutenant. — Guérissons le Bengali, et tout ira bien ensuite, disait-elle gaiement.

Le soir de ce même jour, Firmin Tranchevent signifia à son fils, dans un billet dicté par Louise, qu'il eût à quitter immédiatement Hennebon, s'il n'aimait mieux y être contraint par des moyens de rigueur. Jean dut obéir. Quoique cet incident s'accordât peu avec les appréciations de M^me^ Chabriat, elle consentit à se charger des lettres qu'Hermine et Jean ne cessaient pas de s'écrire.

Quinze jours s'écoulèrent avant qu'Hermine pût se lever. Pendant tout ce temps, elle n'entendit parler ni de son père ni de sa mère; elle ne vit que Caroline et M^me^ Chabriat, elle n'eut d'autre consolation que les lettres de Jean. Elle vivait si complétement dans l'avenir, qu'à peine se rappelait-elle de temps en temps qu'elle habitait encore Hennebon. Des projets de lointains voyages s'agitaient dans sa tête. Dès qu'elle put se lever, elle s'occupa de ses préparatifs de départ. Elle voulait se rendre immédiatement à Paris; le régiment de Jean allait s'embarquer pour l'Afrique. La Ginevra avait reçu dès les premiers jours les confidences de son élève. Elle écrivait, par l'entremise de M^me^ Chabriat, lettre sur lettre à la jeune fille. L'appartement d'Hermine était préparé chez l'artiste; on attendait impatiemment le Bengali. Songeant à tout, la Ginevra fit passer à Hermine dans une lettre l'argent nécessaire au voyage.

Le lieutenant entendit un matin un bruit extraordinaire dans la chambre habitée par Hermine. Depuis la scène qui l'avait séparée de sa fille, il exigeait que Mme Tranchevent fût toujours auprès de lui, pour être certain qu'elle ne voyait pas Hermine. Il était alors dans la chambre même de Mme Tranchevent, placée au-dessous de celle d'Hermine. Le bruit continuait. Caroline entra et se mit à broder sans dire un mot. Le lieutenant l'observait.

— Que fait-elle? murmura-t-il enfin avec un visible effort.

— Elle fait ses malles, mon père, répondit Caroline, les larmes aux yeux.

Le lieutenant prit une plume et traça quatre mots sur un papier: « Où comptez-vous aller? » Puis il tendit silencieusement le papier à Caroline, qui se leva et sortit.

Hermine frissonna en reconnaissant l'écriture de son père; mais elle ne savait pas mentir. « A Paris, chez la Ginevra, » écrivit-elle au-dessous de la question du lieutenant, et elle tomba accablée dans un fauteuil. Toutes les douleurs du passé, ces douleurs presque oubliées, se réveillèrent. Une heure plus tard, elle recevait la lettre suivante.

« J'avais résolu de n'avoir désormais rien de commun avec vous; mais, devant la résolution que vous m'annoncez, le silence serait un crime. Au nom de votre mère, au nom de votre sœur, au nom aussi de l'amour que je vous ai porté, je viens vous supplier d'avoir pitié de nous, d'avoir pitié de vous! — N'ajoutez pas le scandale à la honte, n'étalez pas publiquement notre déshonneur à tous! — S'il vous reste encore quelque sentiment honnête dans l'âme, vous ne pouvez souhaiter que deux choses aujourd'hui, la clémence de Dieu et l'oubli des hommes. Ces deux choses, l'obscurité d'un couvent peut seule vous les donner; c'est dans un couvent que vous devez vivre. — Si vous vous avilissez, l'abandon, le désespoir ne vous serviront pas d'excuse. Celui à qui vous avez ôté plus que la vie veut bien encore s'occuper de vous. — Dans la maison de retraite du Faouët, où nous avons visité autrefois une amie de votre mère, la pension annuelle est de six cents francs. Quelque énorme que soit cette somme, qui représente près du quart de mon revenu actuel, je consens à la payer pour vous. De longues années d'expiation et de repentir ne suffiront pas, je le sais, pour vous rendre l'estime des hommes : ce bien, le plus précieux de tous, vous l'avez irrévocablement perdu; mais les murs du cloître vous préserveront du moins des railleries et du mépris. — Un dernier mot encore : dans un an et quelques mois, la loi vous fera libre. L'honnête homme qui n'ose plus maintenant regarder un honnête homme en face, le père dont vous avez brisé le cœur, vous conjure de l'épargner. »

L'infortunée qui se réveille de sa léthargie, peut-être d'un songe heureux, pour se sentir emprisonnée dans un linceul, murée vivante dans une tombe, n'éprouve pas des angoisses plus cruelles que les angoisses qui déchirèrent le cœur d'Hermine. Tout à l'heure l'espace libre, les cieux étincelans, et maintenant plus rien, rien que la pierre froide du sépulcre!...

Le lendemain, vers quatre heures du matin, une voiture de louage s'arrêtait devant la maison du lieutenant. Caroline y fit placer des paquets, des malles, puis elle alla chercher sa sœur. Hermine, stupide de douleur, se soutenant à peine, descendit les deux étages. Au bas de l'escalier, une femme en pleurs l'étreignit dans ses bras sans prononcer un mot. La mère d'Hermine désobéissait en ce moment aux ordres les plus formels de son mari. Caroline entraîna sa sœur vers la rue. Le postillon, un gros garçon de ferme, prit Hermine dans ses bras et la coucha au fond de la voiture. Caroline se plaça sur la banquette de devant près du postillon. Le fouet claqua, les roues s'ébranlèrent sur le pavé, rendu glissant par une pluie fine, et le cabriolet disparut dans les rues encore désertes. M^me^ Tranchevent était étendue demi-morte sur les dernières marches de l'escalier. Le lieutenant sanglotait dans sa chambre.

## V.

### CAMILLE A HERMINE.

« Pourquoi donc es-tu restée près d'un an sans m'écrire, ma chère âme? Tu sais bien que personne ne t'aime autant que moi! Au fond de ta prison, dis-tu, par le plus grand des hasards, la nouvelle de mon mariage t'est parvenue; moi aussi, ma chérie, j'ai vaguement entendu parler de toi. On m'avait raconté, et cela d'après l'affirmation d'un des membres de ta famille, que, saisie d'une grande ferveur religieuse, tu t'étais retirée dans un couvent avec l'intention d'y prendre le voile. Moi qui me rappelais nos beaux rêves, ton chant passionné, ta beauté ravissante, je doutais encore. Ta lettre m'a prouvé que j'avais raison. — Puisque tu as bien voulu être complétement franche avec moi, permets-moi de te gronder un peu, ma petite Hermine. Comment as-tu pu être assez maladroite pour te perdre? L'histoire de ton amour te semble prodigieuse, inouie; tu crois ton imprudence sans pareille, ton audace sans exemple! Eh! ma pauvre enfant, ce que tu as fait dans des circonstances extraordinairement favorables, je l'ai osé faire, moi, dans des conditions que tu ne saurais imaginer. — Autrefois, quand notre délicieuse intimité m'entraînait à quelque confidence, tes questions

naïves, tes beaux grands yeux étonnés m'arrêtaient court; mais aujourd'hui je puis tout te dire. Mon histoire avec Alfred ne ressemble en rien à ce que je t'ai raconté. Il a fallu ta candeur pour ne pas deviner la vérité. Plus tard, après t'avoir quittée, l'ennui, la tristesse, le découragement, m'ont jetée dans un autre amour. Ne m'accuse ni de légèreté ni d'inconstance, ma chère petite puritaine; j'étais bien jeune quand j'ai rencontré Alfred! Et puis, moi qui n'ai jamais connu ma mère, j'avais tant besoin d'affection, de tendresse! Enfin, tu as aimé, tu me comprendras... »

De dégoût, Hermine laissa tomber la lettre. Pour la première fois, Camille lui apparaissait telle qu'elle était réellement.

Hermine se promenait en ce moment dans un petit jardin fermé de murs, sans horizon, sans air. Les rares fleurs qui se reproduisaient d'elles-mêmes dans les plates-bandes envahies par le chiendent et les mauves sauvages n'avaient ni couleur, ni parfum. Sur les arbres, écrasant les feuilles jaunies, séchaient de sordides haillons; quelques femmes aux figures pâles, amaigries, aux yeux égarés, marchaient lentement dans les allées. Aux fenêtres du couvent apparaissaient d'autres figures plus vieilles, hébétées par une longue réclusion. Toutes ces malheureuses étaient à divers degrés imbéciles ou folles. Leur histoire à toutes était la même, histoire si vulgaire, qu'elles exceptées personne n'eût songé à la raconter : toutes avaient aimé et toutes avaient été violemment séparées de ceux qu'elles aimaient, dédaignées ou trahies. Ressembler à Camille ou avoir la destinée de ces femmes, s'amuser de l'amour ou en mourir, n'y a-t-il rien hors de là? se disait Hermine en passant encore vivante, encore belle au milieu de ces ombres.

Depuis un an, la vie d'Hermine n'était plus qu'une continuelle torture. Plus malheureuse mille fois que ses compagnes, elle se mourait d'aspirations impuissantes, de force inactive, de désirs, de regrets, de rêves. Les lettres de Jean, les pages ardentes de la Ginevra venaient sans cesse lui rappeler qu'au-delà des murs de sa prison il y avait l'ivresse de l'amour, l'enthousiasme, la liberté.

Un matin, sans s'être annoncée, la Ginevra arriva au Faouët; en la voyant, Hermine oublia tous ses chagrins, elle retrouva pour un moment son animation, sa fraîcheur. La Ginevra voulait passer toute la journée près de son Bengali; elles descendirent dans le jardin. L'artiste parlait à son élève de Jean, qu'elle avait vu souvent à Paris avant son départ pour l'Afrique. Au bout de quelques instans, chaque croisée du couvent cachait à demi une tête stupidement étonnée; les pauvres filles errantes dans les allées s'enfuyaient vers leurs chambres avec des gestes effarouchés, et les religieuses, la supérieure en tête, sous prétexte de soins domestiques,

rôdaient autour des deux amies, qu'elles poursuivaient de regards curieux et défians. La belle, l'expansive et rayonnante Ginevra dans cette morne demeure, c'était l'éblouissante lumière de midi envahissant subitement quelque retraite ténébreuse et glacée. Bientôt la Ginevra se tut. L'artiste libre et passionnée, dont l'existence n'était qu'une poursuite anxieuse du beau sous toutes ses formes, se sentait défaillir devant ces laideurs physiques, surtout devant cet abaissement de la nature morale. Aucun refuge pour l'imagination attristée; l'espace manquait, et la terre était inerte comme les âmes.

Hermine, étonnée du silence de son amie, leva les yeux sur elle et s'aperçut qu'elle pleurait. La Ginevra surprit ce regard.

— Tu ne peux pas rester ici, s'écria l'artiste en serrant la jeune fille contre son cœur; tu es pâle, tu es faible, tu es triste, je ne l'avais pas remarqué d'abord. Demain j'irai voir ton père.

Hermine secoua douloureusement la tête.

— Tu étais intimidée, troublée; tu t'es laissé sacrifier sans te plaindre, pauvre Bengali! mais moi, je saurai lui parler.

Pour toute réponse, Hermine remit à la Ginevra la lettre du lieutenant, l'unique preuve de souvenir que son père lui eût donnée depuis un an.

Accoutumée à n'avoir d'autre guide que son cœur, d'autre but que le bonheur de ceux qu'elle aimait, la Ginevra ne pouvait rien comprendre à l'indignation impitoyable du lieutenant, aux épithètes flétrissantes dont il accablait sa fille.

— Il devient fou! tout à fait fou! Moi qui l'ai connu bon, généreux, plein de cœur! Pauvre lieutenant! C'est égal, si tout n'est pas mort en lui, tu sortiras d'ici! Aie confiance en la Ginevra!

Le lendemain, vers midi, la Ginevra entrait dans la chambre de M^me^ Tranchevent. Dès que la mère d'Hermine l'aperçut, elle se jeta dans ses bras toute en larmes. La pauvre femme devinait instinctivement que l'artiste lui apportait quelque chose de sa fille. Au lieu de s'élancer, comme il l'eût fait autrefois, vers son amie, le lieutenant devint blême et resta immobile à sa place. La Ginevra connaissait son malheur, il n'éprouvait plus devant elle qu'une profonde humiliation.

Pendant le trajet du Faouët à Hennebon, seule dans une mauvaise carriole, la Ginevra était arrivée à se persuader qu'elle allait demander au lieutenant une chose parfaitement simple. En face de son vieil ami, de ce père foudroyé dans ses plus chères affections et dans son orgueil, elle éprouva une sorte de timidité qu'elle n'avait jamais connue. Elle ne savait comment attaquer, comment vaincre des sentimens qu'elle comprenait mal. Accoutumée de longue date à ne jouer dans son ménage qu'un rôle secondaire, M^me^ Tranchevent

s'était remise à tricoter près de la croisée, laissant son mari et la Ginevra vis-à-vis l'un de l'autre à l'extrémité de la chambre.

Le lieutenant s'était enfin décidé à tendre la main à l'artiste; il lui adressait sur sa santé de banales questions auxquelles la Ginevra répondait à peine.

— J'ai vu Hermine hier, dit-elle tout à coup avec une courageuse résolution.

Le lieutenant fit un geste comme pour empêcher la Ginevra de continuer.

— Hermine ne peut pas rester dans ce couvent; c'est une odieuse prison. Si vous tenez à l'existence de votre fille, il faut l'en retirer au plus vite.

— De grâce, laissons cela! murmura le lieutenant.

— Qu'a-t-elle donc fait, cette malheureuse enfant, pour mériter les tortures que vous lui infligez? s'écria la Gineva avec force.

— Je vous l'ai dit en d'autres temps, Ginevra, nous ne nous entendrons jamais sur certains points, murmura lentement le père d'Hermine.

— Certes, non, répliqua la Ginevra. Mon bon lieutenant, mon vieil ami, poursuivit-elle en changeant complétement de ton et de physionomie, il ne s'agit pas de savoir qui de nous deux a raison; il s'agit de sauver une douce, une charmante enfant qui se meurt d'ennui, d'isolement, de tristesse. Vous ne songez donc jamais à ce que souffre votre Hermine?

— Je souffre encore davantage, dit M. Tranchevent avec accablement.

— J'ai bien envie de vous dire que c'est un peu votre faute, hasarda la Ginevra avec douceur. Faites taire un instant la susceptibilité ombrageuse dont vous me permettiez de rire autrefois; songez un peu moins à l'opinion des autres, écoutez un peu plus votre raison, votre cœur, et vous vous apercevrez peut-être qu'au fond il n'y a guère lieu à ce grand désespoir.

— Ginevra! interrompit le lieutenant d'une voix indignée.

— Eh! mon Dieu! s'écria l'artiste avec une noble franchise, vous m'avez bien appelée votre amie, votre sœur, moi! Je ne vous ai pourtant jamais caché ma vie. Comment pouvez-vous punir comme un crime irrémissible chez une enfant ce que vous excusiez chez une femme en possession de toute sa force, de toute sa liberté?

M^me^ Tranchevent, la digne mère de famille, esclave de ses devoirs, s'associait de toute son âme à cet appel hardi à la justice.

Le lieutenant demeurait silencieux; la Ginevra crut l'avoir ébranlé.

— Lisez ceci, lui dit-elle en lui présentant comme dernier argument un papier sur lequel Hermine avait écrit ces quelques mots :

« Je t'en supplie, mon père, laisse-moi sortir d'ici. » Le lieutenant écrivit au-dessous : « S'il vous est indifférent de faire mourir de douleur le père que vous avez déshonoré, vous pouvez quitter le couvent. » Puis il rendit le papier à la Ginevra.

L'artiste rougit d'indignation après y avoir jeté les yeux. — Vous n'avez pas de cœur ! s'écria-t-elle ; puis elle sortit brusquement.

La Ginevra passa près d'un mois au Faouët avec Hermine. Elle s'efforça de cacher à son Bengali ses colères, ses inquiétudes, surtout l'horreur qu'elle éprouvait pour l'accablante existence du couvent ; mais sa physionomie, ses discours, n'en trahissaient pas moins la révolte et l'ennui. Son séjour au Faouët fit plus de mal que de bien à Hermine. Après son départ, la jeune fille se sentit non-seulement plus seule, mais mille fois plus souffrante, plus découragée qu'auparavant.

Deux ans s'étaient passés. Hermine se mourait au Faouët. Sa poitrine, toujours faible, était mortellement atteinte ; ses forces déclinaient de jour en jour. Comme toutes les âmes ardentes qui désespèrent du bonheur, elle s'était plu longtemps à exagérer ses souffrances morales et physiques. Sa douceur, sa bienveillance, lui avaient gagné dès les premiers jours la sympathie des pauvres créatures qui l'entouraient ; elle ne se déplaisait point au milieu d'elles, et pourtant elle passait souvent des semaines entières dans une solitude absolue. Éprouvant un besoin d'exercice que l'exiguïté du jardin ne lui permettait de satisfaire qu'incomplétement, elle se renfermait pendant de longs mois dans sa chambre ; d'autres fois elle s'exposait sans nécessité au froid, à la pluie ; elle se promenait bien avant dans la soirée la tête nue dans la brume, les pieds dans la terre mouillée. « Vous vous tuerez ! » lui disaient les religieuses qui traversaient le jardin au retour de la prière. « Tant mieux ! » répondait intérieurement Hermine. — Mais quand les maladroites exhortations des sœurs et les hochemens de tête du médecin qui la soignait lui eurent révélé l'approche possible de la mort, une révolution subite se fit en elle ; à tout prix, elle voulut vivre. Elle écrivit à Jean, au fond de l'Afrique, une lettre où la prévision d'une fin prochaine se mêlait à des élans impétueux vers le bonheur, à des projets insensés. Jean, au désespoir, confia ses angoisses à un vieux capitaine dont il avait conquis l'amitié en le dirigeant dans des études géologiques. Cet officier obtint pour lui un congé de quinze jours. Il fallut presque une semaine à Jean pour arriver jusqu'au Faouët. Une lettre l'avait devancé : il était convenu qu'il s'annoncerait comme le frère d'Hermine. L'identité du nom et de l'âge rendait cette assertion tellement vraisemblable qu'aucun doute ne fut émis par la défiante supérieure.

Il faisait nuit lorsque Jean entra dans la chambre d'Hermine. La lueur incertaine d'une petite lampe éclairait vaguement les traits amaigris, les formes frêles du Bengali. Comme la Ginevra, Jean se laissa d'abord tromper par les rayons que le bonheur mit dans les yeux d'Hermine, par les ardentes couleurs dont l'émotion couvrit ses joues. Au milieu des premières effusions de tendresse, il la plaisanta presque sur ses pensées funèbres. Hermine riait aussi de ce qu'elle appelait de folles terreurs; elle oubliait la fièvre, sa faiblesse, la toux qui brisait sa poitrine quelques instans auparavant.

— Je bénis la maladie, je bénis surtout ma lâcheté, puisque sans elle je ne t'aurais peut-être pas revu de longtemps, répétait-elle à Jean.

Puis elle le questionnait sur ses voyages, sur ses nouvelles amitiés, sur les ennuis de sa situation présente. Elle s'inquiétait de la pâleur, de l'expression pleine d'abattement et de tristesse que l'amour combattu, la révolte impuissante, la continuelle torture d'une vocation contrariée avaient déjà fixées sur le front de Jean. Cependant la grâce, la bonté du sourire, l'abandon sympathique avaient survécu chez Jean à la fougue aveugle de la première jeunesse. L'accent de sa voix révélait une tendresse plus profonde, plus protectrice. Hermine ne se lassait pas de le contempler, de l'entendre.

Les instans étaient comptés. A neuf heures, toute personne étrangère devait avoir quitté le couvent. Hermine et Jean se promirent de passer toute la journée du lendemain à la campagne. En principe, les dames pensionnaires étaient libres d'aller et de venir dans le bourg du Faouët et dans les environs; mais bien peu d'entre elles usaient de cette permission, et si Hermine, la plus jeune, la seule belle de toutes, eût franchi la grille du couvent, elle eût certainement essuyé les reproches de la supérieure. Aujourd'hui son état de santé justifiait toutes les infractions à la coutume. Personne ne s'étonna de la voir sortir avec Jean.

— C'est une fantaisie de malade. Elle ne pourra pas aller loin. Veillez à ce qu'elle ne se fatigue pas, dit tout bas une religieuse à Jean, comme il traversait un étroit corridor à la suite d'Hermine.

Cette recommandation banale déchira le cœur de Jean. Quoiqu'il prît encore pour de la force, pour l'activité de la vie ce qui n'était chez la jeune fille qu'une surexcitation fébrile, il était consterné depuis qu'il avait vu Hermine au grand jour. Il ne comprenait pas que deux années d'emprisonnement eussent pu amaigrir à ce point ses traits, blêmir ses lèvres, plomber ses yeux, altérer le son de sa voix, courber sa taille. Il l'examinait furtivement avec désespoir, convaincu maintenant que ces symptômes révélaient quelque lésion mortelle.

— Allons loin, bien loin de ce tombeau! gravissons la montagne! disait Hermine en serrant convulsivement le bras de Jean.

Le Faouët est dominé par de hautes collines qui descendent presque à pic jusqu'à un ravin traversé par l'Ellé. Au revers de l'une de ces collines, de celle qui touche le Faouët, est pour ainsi dire collée une charmante chapelle gothique. Bâtie sur une étroite corniche formant balcon à mi-côte, la chapelle semble suspendue au-dessus de l'abîme. La colline opposée est aride, désolée, semée d'innombrables pierres grises. Ni pâtres, ni troupeaux pour animer cet austère paysage; la bruyère seule prend vie sur ce sol caillouteux. Du pied de la chapelle, tout au plus aperçoit-on quelquefois tout en bas, au bord de la rivière, quelque pêcheur immobile derrière sa ligne ou ses filets.

C'était dans cette solitude qu'Hermine voulait conduire Jean; mais pour y atteindre il fallait suivre pendant plus d'une heure les détours d'un sentier escarpé, et la pauvre enfant chancelait dès les premiers pas.

— Arrêtons-nous, disait Jean, effrayé par la respiration sifflante d'Hermine.

— Non, non, répondait la jeune fille, je suis forte, très forte aujourd'hui.

Au bout de dix minutes, Hermine tomba épuisée sous les sapins qui bordaient la route. — Vois, dit-elle à Jean avec tristesse dès qu'elle put parler, en lui montrant les nuages qui semblaient toucher la cime des arbres; vois, c'est ce ciel qui me tue. Tout est froid, tout est sombre dans ce pays; si j'y reste plus longtemps, je mourrai.

Jean avait peine à retenir ses larmes.

— Tu me retrouves bien changée, n'est-ce pas? reprit-elle en examinant avec anxiété le visage bouleversé de Jean; tu penses aussi, toi, que je vais bientôt mourir... Non, reprit la jeune Bretonne avec exaltation en serrant les mains de Jean dans ses mains brûlantes, non, sois tranquille, je ne mourrai pas. Pour vivre, il me faut toi, du soleil, de l'espace; j'aurai tout cela, car nous allons partir ensemble. Mon père ne pourra pas m'en vouloir : il ne me retiendrait pas, s'il savait ce que je souffre... On n'a jamais vu de père tuer son enfant, n'est-ce pas? Figure-toi, continua-t-elle en fixant sur les yeux de Jean ses yeux démesurément agrandis, figure-toi que la nuit, quand je rêve à demi éveillée, il m'arrive souvent de ne plus comprendre pourquoi ma famille me repousse, pourquoi mon père ne m'écrit pas, pourquoi je suis si malheureuse... Je t'ai aimé, tous t'aimaient autour de moi... Je voulais voyager, voir et connaître tout ce qu'il y a de grand, de beau en ce monde. Je voulais com-

muniquer par le chant mon âme aux autres âmes et m'enivrer d'enthousiasme... Était-ce donc là un crime?... Le rossignol qui chante dans le buisson voisin, l'entends-tu (et elle s'interrompit un instant pour écouter)?... est-il plus criminel que le passereau muet qui sautille là-bas sur la route? L'hirondelle qui nous quitte à l'automne pour revenir au printemps vaut-elle moins que le rouge-gorge qui peut vivre sur les arbres glacés?... — Elle s'arrêta un instant suffoquée. — Cet air m'étouffe! reprit-elle avec effort. Je veux partir tout de suite, aujourd'hui!...

— Oui, nous partirons, calme-toi, dit Jean d'une voix entrecoupée par la douleur.

— Tu ne dis pas cela sérieusement; tu penses que je ne sortirai jamais d'ici... Je veux vivre, je vivrai! s'écria-t-elle. N'as-tu pas dit toi-même qu'un jour viendrait où le Bengali chanterait libre sous un ciel toujours pur?... Je veux le voir, ce ciel, je veux chanter. J'ai de la voix encore! — Et elle voulut dire une phrase de Mozart. Les notes ne sortirent pas de sa poitrine brisée.

— Tais-toi, je t'en conjure, répétait Jean en lui serrant la main.

Hermine était tout à fait hors d'elle-même. Elle fit un suprême effort, puis retomba dans les bras du jeune homme en murmurant d'une voix navrante : — Je ne peux pas!

Ses forces l'abandonnèrent, sa respiration s'embarrassa. Jean, fou de désespoir, la tint dans ses bras pendant plus d'un quart d'heure sans parvenir à la ranimer. Hermine rouvrit enfin les yeux et promena autour d'elle des regards qui ne voyaient pas. Jean songea alors qu'il fallait à tout prix la ramener au couvent. Il l'étendit à l'ombre d'un sapin et descendit jusqu'à la grand'route qui tournait le pied de la montagne. C'était jour de marché dans un village des environs. Jean arrêta d'autorité la charrette qu'un meunier ramenait chargée de sacs vides. Quelques pièces d'argent montrées à cet homme le déterminèrent à suivre Jean jusqu'à l'endroit où gisait Hermine.

Une demi-heure plus tard, Hermine était couchée dans sa chambre, au couvent. Le médecin, aussitôt appelé, déclara à la supérieure qu'il était urgent de prévenir les parens de la jeune fille. Jean refusa d'écrire la lettre. Il s'installa dans la chambre d'Hermine, et ne la quitta que bien avant dans la soirée, sur les injonctions répétées de la supérieure. Hermine d'ailleurs ne lui semblait pas plus mal. Elle avait repris son calme, presque sa gaieté; elle faisait tout haut des projets pour le lendemain, et tout bas disait à Jean : — Je vais mieux, nous partirons bientôt.

Il était dix heures environ quand Jean lui dit adieu. A minuit, la voyant calme, la sœur converse qui la veillait se laissa aller au som-

meil. La pauvre fille racontait le lendemain matin que, vers deux heures de la nuit, elle avait vu passer devant ses yeux comme une lueur blanche et entendu comme une musique céleste. Effrayée, elle s'était approchée du lit d'Hermine : Hermine n'existait plus...

Lorsque Jean arriva au couvent quelques heures après, on le fit entrer dans le parloir, où la supérieure lui tint de longs discours, qu'il n'entendit pas, sur la vanité des choses humaines. Il fallut presque employer la force pour l'empêcher de monter près d'Hermine. Pour le calmer, on lui promit qu'il pourrait la revoir dans l'après-midi. Il consentit à se retirer ; mais dès qu'il se trouva seul dans la campagne, sa tête se troubla. Il ne s'est jamais rappelé comment il avait passé cette journée. Le lendemain, au moment même où il s'avançait machinalement vers le couvent, le convoi d'Hermine en sortait. En tête marchaient le lieutenant et Firmin Tranchevent. Le père d'Hermine ne parut pas s'apercevoir de la présence de Jean ; mais Firmin Tranchevent s'avança vers son fils avec de grandes démonstrations de surprise. Jean garda un morne silence. Les cérémonies usitées accomplies, tous les assistans se retirèrent successivement. Il ne resta bientôt plus dans le cimetière que Jean, son père et son oncle. Firmin Tranchevent, qui n'aimait pas les émotions inutiles, crut devoir arracher le lieutenant et son fils à ce lieu funèbre. Il les prit tous les deux par le bras et les entraîna loin de la tombe d'Hermine. Tous les deux étaient tellement accablés qu'ils ne firent aucune résistance. Arrivés à la porte du cimetière : — Sois tranquille, dit Firmin à Jean, je ne te laisserai pas repartir pour l'Afrique.

Cette parole réveilla Jean. Transporté de fureur, il saisit d'une main son père, de l'autre le lieutenant, et les ramena sur la tombe d'Hermine. — A genoux ! s'écria-t-il avec délire, à genoux tous les deux devant celle que vous avez tuée ! — Puis il sortit en courant du cimetière...

Depuis ce jour, on n'entendit plus parler de Jean. Son père lui écrivit plusieurs lettres qui restèrent sans réponse. Firmin Tranchevent s'étant adressé enfin au ministère de la guerre, on lui apprit que Jean avait péri dans une escarmouche en Afrique. Cette nouvelle causa une véritable douleur au châtelain de Keraven, car le fils de Louise était mort d'une fièvre typhoïde deux mois après l'enterrement d'Hermine, et l'ancien préfet se trouvait sans héritier.

MAX VALREY.

UNE

# NOUVELLE THÉORIE DE L'ART

## EN ANGLETERRE

---

**M. JOHN RUSKIN.**

---

I. *The Seven Lamps of Architecture* (*les Sept Flambeaux de l'Architecture*), 1 vol. in-4°. — II. *The Stones of Venise* (*les Pierres de Venise*), 3 vol. in-4°. — III. *Lectures on Painting and Architecture* (*Discours sur la Peinture et l'Architecture*, prononcés à Édimbourg), 1 vol. petit in-8°. — IV. *The Two Paths* (*les Deux Voies*).

---

Vers la fin du dernier siècle, l'Europe, par suite d'une méprise de longue date, se trouvait placée dans la position la plus étrange et la plus anomale vis à vis des beaux-arts. L'habitude de ne se servir de la palette que pour exécuter de parti-pris ce qu'on avait conçu à l'avance comme le résultat le meilleur à se proposer, la tendance à croire qu'il s'agissait avant tout de produire des compositions raisonnables et raisonnées, l'idée que, pour éviter les défauts qui pourraient choquer le froid jugement du spectateur, il était prudent de consulter soi-même froidement ses connaissances, de chercher dans son jugement les conditions d'un bon tableau, de s'astreindre ensuite à remplir ces seules conditions, — la foi en la raison en un mot (car c'est elle que j'ai cherché à décrire) avait complétement régné depuis le XVI^e siècle. Les beaux-arts, y compris la poésie, étaient devenus, non plus une expression des goûts, des sentimens, des impressions plastiques que les artistes avaient véri-

tablement été capables d'éprouver, non plus une tentative pour rendre sensible tout ce qui dans les réalités avait eu la puissance d'agir sur eux, mais une pure et simple exposition des idées qu'ils avaient su se faire des méthodes les plus judicieuses, des espèces de produits qu'il convenait de façonner, des diverses sortes de machines que leur intelligence avait su inventer pour obtenir certains effets. Lors même qu'il s'agissait d'émouvoir, on s'était fait une loi de ne point prendre conseil de ses émotions personnelles, de ne point traduire naïvement ce qu'on avait senti soi-même, mais de peindre ou d'écrire ce qu'on jugeait propre à émouvoir les autres.

Le secret du mal, c'était la vanité, qui avait rendu les poètes et les artistes si raisonneurs. Certes ils ne s'étaient pas dit bien positivement que, pour ne point être égarés par leurs goûts involontaires, le plus sage parti à prendre fût de toujours se guider d'après leur raison; mais les influences du temps leur avaient donné une défiance de leurs sentimens et une crainte du ridicule qui produisaient un résultat identique. Sauf peut-être dans la peinture de chevalet et dans la comédie légère, où cette préoccupation était moins vive, ils voyaient toujours derrière leur épaule le visage de la raison prête à ricaner de tout ce qu'il y avait d'illogique dans les folies et les ivresses de l'entraînement, si bien que vers 1800 la France avait fini par donner le spectacle d'une abnégation tout ascétique. Elle prenait à tâche de se faire violence à elle-même : elle se condamnait à composer péniblement des tragédies régulières qui l'ennuyaient et des tableaux à la grecque qui avaient encore pour ses instincts plastiques un plus médiocre attrait. Elle avait un système enfin, et elle y persistait non par amour, mais parce qu'elle voulait produire suivant sa raison, et que pour le moment sa raison était incapable de trouver un autre système.

Cependant la France se lassa de se donner tant de mal pour peindre et rimer contre ses goûts : laissant là les trois unités et toutes ses méthodes, elle voulut s'abandonner à ses instincts et créer des œuvres qui pussent la satisfaire. Ce fut là une véritable révolution, révolution qui fit le tour de l'Europe, car l'Europe entière, plus ou moins, avait partagé la même aberration et avait besoin de s'en purger. L'Angleterre seule, chose remarquable, se ressentit à peine de la fièvre générale, ou du moins elle se contenta de réformes sans révolutions. Il faut dire qu'en Angleterre la vie et le flot des sentimens réels n'avaient jamais entièrement cessé de couler dans la littérature et les beaux-arts. Les caractères individuels sont trop marqués chez nos voisins pour se prêter si facilement et surtout si longtemps à une mode nationale. Leur raison a beau faire pour leur persuader qu'une opinion est de bon goût : leurs sympathies et leurs

répugnances ne veulent pas se laisser sacrifier. Aussi, quoiqu'en Angleterre comme ailleurs le XVIII^e siècle eût été relativement une époque de raisonnement, c'était chez un peintre anglais, chez Reynolds, que s'étaient conservées les seules traditions de couleur et d'élévation un peu sérieuse qui restassent alors, ou peu s'en faut, dans le monde, et c'est encore en Angleterre qu'un autre peintre, William Turner, créait au commencement de notre siècle ce que l'art moderne a de plus original : son école de paysage.

Comme pour mieux justifier encore le vieil adage *remotos toto orbe Britannos*, voici que depuis environ quinze ans, c'est-à-dire depuis que l'Allemagne et la France sont rentrées dans le repos, l'Angleterre est devenue à son tour le théâtre d'une propagande fort animée dans le domaine de l'art. Jamais la peinture et l'architecture n'y avaient excité un intérêt aussi général. Cette agitation se rapproche de notre mouvement romantique, elle en rappelle du moins l'enthousiasme, les insurrections contre le passé, les élans pleins de foi vers un avenir inconnu. Seulement ici encore l'Angleterre ne perd pas son caractère propre, et ce qui s'y passe est surtout un mouvement d'idées. Chez nous, le besoin d'agir et de parler suit presque instantanément le premier ébranlement de la pensée; de l'autre côté du détroit, tout se prépare patiemment dans les esprits : la réforme parlementaire, la réforme commerciale, ont été précédées de fréquens *meetings*, de longues discussions dans les journaux, d'une période d'incubation enfin. L'enfant anglais lui-même, comme on peut le lire sur ses traits, s'arrête pour considérer avant de parler. Ainsi fait en ce moment l'Angleterre pour l'art : elle en est à son examen de conscience.

Cette disposition a pu nuire au succès des Anglais dans la peinture; elle a pu contribuer à l'espèce d'hésitation qu'on remarque dans leurs œuvres, et qui leur fait souvent manquer le but. Ce n'est pas faute d'aptitudes plastiques, c'est plutôt qu'ils ne savent pas s'entendre avec eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, les idées qui s'agitent en ce moment n'ont rien perdu à être méditées, et elles ont d'autant plus d'intérêt pour nous qu'elles abordent la question de l'art par un côté qui n'a point assez attiré notre attention. Notre propre révolution romantique eut le tort d'être trop purement négative; elle s'est à peu près bornée à demander la cessation de l'esclavage, la liberté de l'imagination et du sentiment individuel. Sortir des vieux erremens serviles, rien de mieux; mais ensuite? C'est ne rien dire que de réclamer seulement pour chacun le droit de peindre comme il l'entend : c'est ouvrir la porte à tous les genres possibles de peinture et à tous les styles. Je sais bien que le romantisme a parlé aussi de *vérité* dans l'art, qu'il a invité les peintres à aban-

donner les types convenus et le beau idéal pour rechercher le *caractère;* mais, tels qu'on les employait, ces mots de *caractère* et de *vérité* avaient un sens bien vague. Après tout, les formes classiques elles-mêmes, ou du moins les manières de faire érigées par les copistes en pratiques sacramentelles, avaient été primitivement des vérités : chez ceux qui les avaient trouvées, elles avaient été suggérées par des impressions réelles; elles représentaient ainsi plus ou moins leur vraie manière de voir. Le plus faux système n'est qu'une conclusion exclusive. L'erreur des classiques avait été de s'en tenir à deux ou trois observations au lieu de continuer à observer; ce qu'ils avaient fait, les romantiques l'ont fait à leur tour. Faute de définir suffisamment cette *vérité* et ce *caractère*, réclamés comme essentiels, l'école nouvelle, au nom de la vérité, est bientôt retombée dans une manière. Il semble qu'on n'ait étudié que pour chercher une recette qui permît de peindre sans penser. Au lieu d'une routine nationale, nous avons eu vingt routines individuelles. L'un a été séduit par l'aspect monumental que présente un bras quand l'ombre s'étend sans demi-teinte jusqu'à la limite du contour, et il a tiré de là un système invariable de modelé qui consiste à ne jamais admettre de reflet; un autre a été sensible à certaines harmonies de teintes jaunes ou violacées, et il s'est construit un mode de coloration qui traite toutes les autres gammes de tons comme non avenues. En un mot, au milieu de beaucoup d'enthousiasme, de beaucoup de bonnes intentions, de louables efforts pour émanciper l'art des vieilles autorités qui prescrivaient une forme aux œuvres, l'on ne s'est point assez préoccupé d'examiner quelle règle il convenait de substituer à l'ancienne loi. On a trop laissé chacun peindre à son gré, au lieu de se demander ce que la peinture devait être pour traduire fidèlement, non pas les perceptions insuffisantes de celui-ci ou celui-là, mais tout ce que les facultés de notre époque pouvaient percevoir et concevoir dans les limites de l'art. On a trop cru qu'il suffisait d'être libre pour avoir du génie, et que le bon plaisir, suivant la prophétie phalanstérienne, remplacerait désormais avec avantage toute la pénible morale des devoirs. On a oublié la chose importante, la seule qui pût rendre féconde la libre production, en omettant de bien fixer dans les esprits les principes auxquels l'artiste ne doit pas céder et ceux qu'il est tenu d'avoir pour se bien diriger lui-même.

Nous verrons au contraire à quel point on s'est préoccupé en Angleterre de ce gouvernement moral de la liberté, à quel point, en même temps qu'on faisait une rude guerre à l'autorité des cinq ordres d'architecture et de toutes les autres recettes pratiques, on s'est efforcé de créer pour l'art un nouveau but, de déterminer ce

que l'artiste devait vouloir. Nous verrons aussi comment toutes les idées émises ont leurs racines dans le passé le plus lointain de l'Angleterre, comment elles sont un épisode de la grande bataille de la civilisation qui dure depuis des siècles et se rattachent à toutes les anciennes luttes de l'histoire. Il y a bien longtemps que Rome a vaincu la Grèce, comme la Grèce avait vaincu la rêveuse Asie; l'esprit grec, malgré sa netteté, était encore trop purement spéculatif, il se contentait trop du savoir, et Rome était le savoir-faire : c'était la discipline, la législation, la politique, c'était le raisonnement sans cesse occupé à mettre en pratique les connaissances, à en déduire des moyens d'action pour atteindre toutes les fins désirées. Rome à son tour est menacée dans sa suprématie intellectuelle : elle a eu le temps d'appliquer son savoir-faire à l'organisation des armées, à la religion, à la philosophie, à la politique, à l'art, et sur tous les points son savoir-faire a remplacé la libre action des individus par l'absolutisme d'une loi qui spécifie tout ce qui doit être fait ou pensé. Maintenant l'esprit romain a devant lui un autre esprit : on peut bien l'appeler l'esprit du nord, en ce sens qu'il s'est développé chez les races qui occupent le nord de l'Europe. Chaque jour, cet esprit livre des assauts au savoir-faire romain. Au XVI^e siècle, il a protesté en Allemagne contre l'organisation spirituelle qui soumettait toutes les consciences à une même direction sacerdotale, à un code universel de pratiques. Au XVII^e siècle, il a en Angleterre combattu les tentatives de centralisation politique; au XVIII^e, il s'est encore soulevé en Allemagne contre la philosophie romaine, je veux dire contre cette manière de philosopher qui a pour point de départ le mépris du sens propre, et qui d'un côté n'aspire qu'à déterminer les vérités absolues que nul n'a droit de contester, tandis que de l'autre elle déduit toutes nos conceptions des phénomènes extérieurs sans vouloir reconnaître comment elles procèdent pour moitié au moins de notre propre nature. A l'heure qu'il est, c'est le même esprit qui reprend en Angleterre la même croisade en la reportant sur le terrain de l'art. Toutefois, on ne saurait trop le répéter, il ne s'agit pas seulement du vieux combat entre le principe d'autorité et le principe de liberté; il s'agit, comme dans la révolution qui a chassé Jacques II, de fonder à la place du gouvernement despotique le *self-government;* il s'agit, comme dans la révolution religieuse qui a établi le protestantisme, de délivrer l'art de toutes les règles qui décrètent ce que *doivent être* les œuvres, ce que l'artiste *doit faire,* et d'y substituer une règle morale qui prescrive ce qu'il *doit être* lui-même, qui l'oblige à être animé d'un certain esprit.

Le grand propagateur de ce mouvement, l'homme qui s'est emparé des instincts de son pays et qui leur a fourni un programme,

est M. John Ruskin. Voilà dix-sept ans déjà qu'il poursuit son œuvre avec la même conviction, payant de sa personne et de sa bourse. Il a visité les galeries de l'Europe et fait de longs séjours en Italie pour s'y livrer, le compas à la main, à de scrupuleuses études sur l'architecture, pour noter dans sa mémoire la manière dont chaque élément du paysage, l'eau, le ciel, la végétation, a été successivement compris par les divers maîtres. Il a été un patron magnifique des artistes, achetant sans marchander les œuvres de mérite signées d'un nom inconnu, payant l'éducation du talent pauvre dont il augurait bien. Dernièrement encore, pour développer les instincts de coloriste qui pouvaient exister dans le pays, il achetait dix aquarelles de William Hunt, les payait chacune plus de 1,500 francs, et les distribuait à dix écoles publiques. Ce qui est plus difficile encore, il enseigne gratuitement le dessin dans une école qu'il a fondée; il a ouvert des cours dans les athénées, il en a fait pour de jeunes ouvriers, pour des dessinateurs de fabrique. Avec une pareille sincérité, surtout avec le mérite qui l'appuie, M. John Ruskin a naturellement exercé l'ascendant qui appartient de droit à ce qui est fort et tenace. Il a remué les classes pensantes, il a entraîné la jeunesse, les femmes, les natures d'imagination; il s'est fait un nombreux cortége de disciples.

Indépendamment des qualités qui donnent de l'influence sur les hommes et qui font le chef de parti, M. Ruskin est un esprit étendu, brillant et d'une originalité qui présente quelque chose de fantasque et de bizarrement accentué comme une figure de Mantegna ou de Holbein. De tous les hommes qui ont écrit sur l'art, je n'en connais point qui aient mis aussi complétement leur âme dans leur œuvre. Il a couvé si longtemps ses idées sur l'architecture et la peinture qu'elles se sont incorporées à ses convictions religieuses, à sa philosophie, à ses goûts littéraires, à son amour pour la science et à ses vues politiques. L'art lui apparaît comme une partie intégrante de l'histoire universelle; son propre amour pour l'art est en quelque sorte composé de toutes ses affections et de toutes ses convictions. Bien qu'il s'occupe plus particulièrement des monumens et des tableaux, on sent qu'il n'est point exclusivement dominé par le désir des belles toiles et de la bonne architecture, mais que sans cesse il regarde à droite et à gauche vers tous les points de l'horizon humain, et que son but principal, c'est d'élever l'homme dans tous les sens, de rendre à la peinture le rôle qui peut le mieux la faire contribuer au perfectionnement de tout notre être. M. Ruskin possède au plus haut degré le don de l'expression, l'éloquence, qui est plus que le talent d'émouvoir, qui est l'émotion d'une nature capable de sentir fortement. On l'a appelé le plus grand peintre par

la parole de l'Angleterre, et ce n'est que vrai : il est poète par ses descriptions et ses tableaux, qui ont la couleur, l'imprévu et la variété de la nature, qui jaillissent dans leur luxuriante confusion comme les feuillées des bois où afflue la séve du printemps; il est poète par son élan lyrique, par un enthousiasme incessant, intense et pourtant contenu. Son ardeur bouillonne, mais elle est arrêtée par des idées résolûment déterminées. Sauf certaines réserves, il est même plus tempérant et moins exclusif que ne le montrent souvent ses décisions. A chaque instant, il laisse voir qu'il a la grande qualité de sa race : tout en croyant énergiquement à une vérité, tout en ayant une volonté puissante, il reste capable de voir la vérité contraire et de sentir le besoin opposé. A tout cela se joint chez lui je ne sais quoi de fabuleux et de provoquant : c'est l'homme des pensées vraies poussées jusqu'à l'hallucination, des boutades moitié extatiques et moitié capricieuses. Il est chimérique avec méthode, et avec une sincérité passionnée il se plaît aux ingénieuses escrimes. On l'a accusé de contradictions perpétuelles, et son obstination à se déjuger l'amène souvent à quelque chose qui ressemble à un manque de logique : il y a lutte chez lui entre un sentiment très large et des partis-pris plus étroits; il y a lutte entre ses divers instincts. Quand il a deux goûts contraires, ni l'un ni l'autre ne veut céder : au lieu de s'entendre, ils cherchent côte à côte à s'affirmer l'un et l'autre de toute leur force, et M. Ruskin en est réduit à des explications qui prouvent seulement que les deux goûts peuvent très bien coexister en lui, qu'il peut aimer le froid tout en aimant le chaud, ce qui ne signifie pas que la même chose puisse être chaude et froide. En outre on dirait qu'il prend à tâche de déguiser l'étendue de son esprit. Pour faire rentrer de force toutes ses idées dans un même axiome, il ne craint pas de leur enlever ce qui en rendrait la vérité manifeste : il rétrécit sa pensée afin d'élargir sa formule. En somme, je ne saurais mieux le comparer qu'à l'ornementation des cathédrales qu'il a si merveilleusement décrites : c'est un indicible mélange d'extases solennelles et de verve caustique, d'observations exactes et de fougueux éclats de sentimens, de froids jugemens et d'éruptions involontaires d'imagination; c'est une végétation plantureuse de pensées, une raison calme, sensée, maîtresse d'elle-même avec d'indicibles soubresauts d'épouvante et de ravissement, avec des visions qui surgissent devant elle, avec un chaos intérieur de vitalités désordonnées et de déraison indomptable.

La carrière de M. Ruskin nous présente une égale étrangeté, et une étrangeté qui peut-être nous donne en partie la clé de ses contradictions fréquentes. Elle fait songer à ces vieux prophètes sortant tout d'un coup des déserts où ils ne conversaient qu'avec le

ciel, les vents et les arbres, et venant expliquer aux docteurs la science sur laquelle ceux-ci avaient pâli. Élève distingué d'Oxford, où il remporta en 1833 le prix de poésie anglaise, M. John Ruskin n'avait pas vingt-quatre ans quand il lança son premier volume (1). Si ce livre n'eût été qu'une impertinence de jeunesse, il n'y aurait rien que d'assez vulgaire dans ce début. Ce qui était beaucoup plus extraordinaire que son ambition de dicter la loi à la peinture, c'est qu'avant d'enseigner, le jeune auteur avait véritablement pris la peine de beaucoup apprendre. Il se peut qu'il ait mal jugé ce qu'il importait de savoir : je crois, pour ma part, qu'il n'avait pris conseil que de son inexpérience en commençant par décider que le seul rôle du peintre était de nous faire connaître exactement les choses de la nature; mais, cette idée une fois admise, on ne peut nier qu'il n'ait sérieusement usé de toutes ses forces pour constater et classer les vérités de forme, de coloration et d'apparence, qu'il regardait comme l'objet principal de la peinture. Il faut aussi le reconnaître à son honneur : la première intention de son œuvre avait été une pensée d'admiration pour un grand artiste bien plutôt qu'une pensée de présomption et d'ambition personnelle. S'il avait pris la plume, c'était surtout par enthousiasme pour la gloire de Turner, le paysagiste, et dans le désir de le venger de l'ingratitude et des aveugles critiques qui s'adressaient à son génie. Toujours est-il que, pour démontrer la supériorité de Turner, il n'avait rien moins entrepris que de donner une théorie de la peinture : tâche bien lourde pour un jeune homme de vingt-trois ans, encore plus difficile pour un gradué d'Oxford qui, tout en ayant étudié le paysage sous MM. Copley Fielding et Harding, avait surtout fait sa veillée des armes avec Aristote et Locke, avec les vieux théologiens du XVII^e siècle, et qui avait puisé dans la lecture des poètes, en particulier de Wordsworth, une bonne partie de l'idéal qu'il appliquait à la peinture.

Ce n'est pas que je veuille contester aux purs lettrés toute compétence en matière d'art; je crois que, pour mettre un homme à même de produire une bonne théorie d'esthétique, la longue expérience d'un Michel-Ange ne suffirait pas, si elle n'était accompagnée d'un grand développement philosophique; mais je crois également que, dans la jeunesse surtout, une éducation trop purement intellectuelle et poétique ne peut qu'aveugler l'esprit sur la vraie nature de l'art. La jeunesse est trop exclusive et trop agressive. Au lieu de chercher à sentir tout ce qu'elle peut voir et aimer, elle n'aspire qu'à trouver ou à concevoir la chose unique qui mérite seule d'être

(1) *Les Peintres modernes*, par un gradué d'Oxford, 1843.

approuvée, la chose au nom de laquelle elle peut s'accorder la satisfaction de nier et d'attaquer tout le reste. Si elle a vécu avec les livres plus qu'avec les brosses et les couleurs, il est certain qu'elle sera préoccupée des mérites qui l'auront frappée dans les livres jusqu'à devenir incapable de reconnaître et d'apprécier les qualités en quelque sorte musicales qui distinguent les tableaux des œuvres écrites. C'est ce qui me semble être arrivé au gradué d'Oxford, et je ne puis m'empêcher de penser que pour lui ce fut un malheur de réussir si jeune. Son succès l'a enchaîné à des opinions qui n'étaient que l'ébauche de sa pensée, qui n'exprimaient que les vues d'une époque où il n'était point encore en possession de toutes ses aptitudes. Plus tard, il a certainement prouvé qu'il possédait le sens plastique, le sentiment des mystérieuses puissances qui résident dans les formes, dans les combinaisons de lignes et de couleurs. S'il n'eût arrêté ses doctrines qu'à l'âge où il a écrit ses *Pierres de Venise,* je n'aurais probablement aucune objection à élever contre elles. Malheureusement il n'était plus libre à cette époque. Il avait déjà déclaré publiquement que l'art ne devait être qu'un compte-rendu, que la valeur d'une sculpture ou d'un tableau était exactement en proportion du nombre, de l'importance et de la justesse des renseignemens que nous en recevons sur la nature des choses. Cette théorie à la fois trop large et trop étroite, il n'a pas voulu la rétracter: elle ne l'a point empêché de voir au-delà de ses premières vues, d'être attiré par des combinaisons de couleurs ou des vérités de sentimens qui n'avaient rien à faire avec la valeur représentative des images; mais au lieu de se composer de bonne grâce une nouvelle opinion qui répondît mieux à l'ensemble de ses impressions, il a souvent dépensé son esprit à se déguiser le désaccord qui existait entre ses partis-pris et ses véritables impressions. A son insu du moins, car il est très sincère, ses facultés se sont appliquées à chercher d'ingénieux moyens pour concilier en apparence des formules incompatibles, pour garder le droit d'affirmer ce qu'il était arrivé à sentir malgré ses axiomes, sans abandonner pourtant les axiomes qu'il n'avait émis que faute d'avoir éprouvé encore ces sentimens.

Quoique cette intention ne semble pas manifeste chez lui dès le principe, — car il paraît d'abord n'avoir songé qu'à prouver la supériorité de Turner, et en général des paysagistes anglais modernes, sur les paysagistes italiens, flamands et français du XVII^e siècle, — on peut dire que M. Ruskin a consacré sa vie à montrer, dans l'architecture comme dans la peinture, que la décadence a commencé à la renaissance, que ce fut le moment où la pensée sérieuse, le sentiment sincère et la véritable imagination furent remplacés par une

sensualité superficielle, une vaniteuse ostentation de science et d'habileté, une recherche continuelle des belles formes indépendamment de toute signification, et que cette dégradation des beaux-arts a été intimement liée à la disparition de l'esprit chrétien et au retour de l'Europe vers le paganisme. « Contre la papauté corrompue, dit-il, surgirent deux grandes classes d'adversaires : les protestans en Allemagne et en Angleterre, les rationalistes en Italie et en France, les premiers réclamant l'épuration de la religion, les autres sa suppression. Le protestant garda la religion; mais avec les hérésies de Rome il rejeta les arts, et il se fit ainsi un grand tort, car il amoindrit grandement son influence morale. Le rationaliste conserva les arts et rejeta la religion... C'est cet art rationaliste qui est communément désigné par le nom de renaissance, art marqué par le parti-pris avec lequel il revient aux systèmes païens, non pour les adopter et les élever jusqu'au christianisme, mais pour se ranger à leur suite comme imitateur et comme disciple. En peinture, il a pour chefs Jules Romain et Nicolas Poussin; en architecture, Sansovino et Palladio. Avec lui se manifeste aussitôt la décadence dans toutes les directions; partout c'est une mer montante de sottise et d'hypocrisie. Des mythologies d'abord mal comprises, tombant bientôt dans de folles sensualités, se substituent à la représentation des sujets chrétiens, devenus blasphématoires sous des brosses comme celles des Carraches. Des dieux sans puissance, des nymphes sans innocence, des satyres sans rusticité, des hommes sans caractère humain, s'entremêlent en groupes imbéciles sur la toile polluée, et des affectations théâtrales encombrent les rues de leurs marbres insolens. L'intelligence, abusant d'elle-même, descend de plus en plus; une vile école de paysage usurpe la place de la peinture historique, tombée dans un pédantisme cynique. C'est le règne de Salvator Rosa avec ses sublimités de la cour des miracles, de Claude Lorrain avec son beau idéal de pâtissier-confiseur, de Guaspre Poussin et de Canaletto avec leur morne et monotone fabrication, et pendant ce temps, dans le nord, des existences assotées se dévouent patiemment à copier des briques, des brouillards, des bœufs gras et des fossés boueux. »

M. Ruskin est encore plus impitoyable pour caractériser l'architecture de la renaissance, avec sa règle des cinq ordres, ses éternelles proportions, et ses formes invariables de moulures, de pilastres et de corniches. Dans d'admirables pages, il lui demande compte de son pédantisme dédaigneux, qui ne voulait s'adresser qu'aux doctes érudits et aux lettrés, à ceux qui avaient lu Vitruve; de sa servilité glorieuse, qui, pour se pavaner d'érudition, réduisait tout mérite à connaître et à répéter dans la perfection les formules grecques et

romaines; de sa dignité prétentieusement correcte et de sa froide morgue aristocratique, qui ne visaient qu'à mortifier les hommes simples, qu'à leur donner, par ses masses nues, ses redites emphatiques et ses amplifications de colonnades, une écrasante idée de la richesse des maîtres du palais, sans jamais condescendre à préparer pour eux ces fêtes de feuillages et de fleurs sculptées, ces spectacles sans cesse variés de formes grotesques et de scènes émouvantes, que la cathédrale gothique, comme la poésie d'un Shakspeare, offrait aux pauvres et aux ignorans, pendant que par ses grandes lignes elle parlait aux hommes d'art et aux larges esprits. Pour résumer les idées de M. Ruskin, le système de construction et le système de décoration de la renaissance ne manifestent que trop fidèlement l'esprit de l'aristocratie du clergé et des lettrés du jour. Comme la poésie pseudo-païenne des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, l'architecture est essentiellement un art d'apparat, de sensualité et d'étiquette : c'est une flatterie de marbre et de pierre à l'adresse de la vanité des grands, et qui pis est de la vanité qui trouve sa joie à mépriser; c'est un déploiement de galeries, de portiques, de vastes salles et de pompeux escaliers, comme en peuvent rêver l'indolence et la luxure, qui n'ont d'autre souci que le plaisir. L'ornementation semble se faire une loi de n'admettre aucun détail qui puisse vraiment intéresser la pensée, aucune beauté qui puisse vraiment émouvoir, de peur que l'attention ne soit ainsi détournée de tous les étalages de pure magnificence par lesquels le monument entend éblouir et exciter l'envie. Enfin c'est une architecture d'aristocratie oisive qui ne tend qu'à s'asservir au cérémonial le plus factice, pour se faire une plus flatteuse gloire d'être initiée à des futilités que le vulgaire ignore, et de savoir estimer des choses qu'il n'est pas naturel d'aimer. Même dans ce qu'ils ont de meilleur, c'est-à-dire dans l'ordonnance générale de leurs proportions et dans le fini de leur exécution, les édifices de cette école ne sont encore que des compositions de grammairiens et de cicéroniens. La suprême ambition de l'artiste est de phraser avec élégance et correction; il s'inquiète de bien dire plutôt que d'avoir quelque chose à dire, et toujours il est prêt à sacrifier l'édifice à sa propre vanité, au souci de se faire valoir lui-même, en affichant à tout propos et hors de propos sa parfaite connaissance des belles convenances et l'irréprochable pureté de son goût classique. Ce qui reste d'imagination et de verve au milieu de toutes ces prétentions se dépense à inventer des *concetti* et d'ingénieux contre-sens, à placer une tête de satyre sur un voussoir, à faire d'un monument sépulcral une ridicule charade, à imiter des rideaux d'étoffe avec du marbre, ou à masquer péniblement par d'ennuyeuses entailles les jointures des assises de moellons.

Les écrits que M. Ruskin a consacrés à l'architecture sont la partie, sinon la plus puissante, au moins la plus complétement satisfaisante de ses travaux. Outre plusieurs essais et discours, ils comprennent deux ouvrages de longue haleine. Dans *les Sept Flambeaux de l'Architecture*, il a audacieusement essayé tout à la fois d'émanciper et de diriger l'architecte en lui donnant une règle morale à la place des anciennes règles pratiques, en lui exposant les principes qui conduisent à librement inventer au lieu d'appliquer mécaniquement des formules consacrées. Le premier, il a fait ressortir cette grande vérité, que pour bien construire et bien orner un monument, et en général pour créer une bonne et belle œuvre d'art, il ne s'agit pas de viser d'après un certain type à un certain résultat prévu, mais bien de posséder les qualités qui en elles-mêmes sont les guides légitimes qui conduisent au beau, au vrai et au bien, savoir : l'abnégation, la sincérité, la capacité d'admiration, l'indépendance d'esprit et la docilité de cœur, enfin de se laisser aller à faire, sans trop de souci du résultat, ce qu'on a vraiment conçu sous l'inspiration de ces bons instincts. Postérieurement aux *Sept Flambeaux*, M. Ruskin a publié *les Pierres de Venise*, qui sont une étude générale sur les monumens de Venise, et qui embrassent de fait un horizon beaucoup plus large encore.

Ce qui distingue éminemment M. Ruskin des autres écrivains qui ont traité de l'architecture, ce qui le distingue jusque dans ses investigations les plus techniques sur les détails de construction et d'ornementation, c'est son point de vue psychologique. Il envisage de préférence les monumens avec cette curiosité et cette perspicacité particulières qui cherchent à surprendre dans les œuvres de l'homme l'état moral et intellectuel dont elles procèdent, aussi bien que l'influence morale et intellectuelle qu'elles sont propres à exercer. M. Ruskin a fait de la sorte des découvertes fort neuves : on ne trouverait rien à comparer aux pages où il a défini le tempérament moral de l'art gothique, celui de la renaissance, celui du paysage, ou plutôt de la représentation de la nature dans l'antiquité classique, dans le moyen âge chrétien et chez les modernes. On peut lui reprocher d'être parfois chimérique; de fait, il est souvent plus ou moins égaré par l'étendue même de son coup d'œil, par la puissante action que ses diverses idées exercent l'une sur l'autre, et par leur tendance à se réunir en un système compacte, ce qui naturellement les expose à être individuellement moins justes. M. Ruskin n'en excelle pas moins à lire dans les pierres l'histoire des constructeurs, à y découvrir non-seulement les intentions qu'ils ont eues, mais encore tout l'ensemble d'instincts et d'habitudes qui, malgré eux ou à leur insu, les ont amenés à sculpter comme ils

l'ont fait leurs chapiteaux ou à préférer des formes géométriques à des formes organiques, des effets de lignes à des effets de surfaces. Quoique les doctrines de M. Ruskin sortent trop des opinions reçues pour ne pas soulever de nombreuses réclamations, on ne saurait lui contester un grand tact historique appuyé sur une patiente et minutieuse vérification des monumens. Venise, la ville où tous les styles orientaux et occidentaux de l'architecture moderne semblent s'être donné rendez-vous, offrait à son talent particulier un champ magnifique. Sans sortir de la cité des lagunes, il a pris l'art chrétien au moment où chez les Byzantins il commençait à se dégager des types de l'architecture classique, et de cette époque jusqu'à la renaissance, jusqu'à nos jours, il a pu, à travers le gothique, embrasser l'évolution complète des changemens qui se sont succédé, juger par opposition le caractère de l'architecture telle que le paganisme l'avait faite, et la nature de la transformation qui s'y est opérée sous l'influence du christianisme. Il a d'ailleurs appelé à son aide l'histoire, les chroniques, tout ce qui pouvait servir de commentaire à l'architecture en révélant l'esprit des époques : avec cette double série de renseignemens, il s'est appliqué à faire ressortir, chemin faisant, comment les styles byzantin, lombard et gothique avaient été des créations de l'esprit chrétien, comment sur toute la ligne les progrès et la vitalité de l'architecture avaient coïncidé avec l'intensité du sentiment chrétien, comment elle s'était dégradée et anéantie en même temps que la foi se corrompait et mourait dans les âmes.

Il faut ici prendre garde au sens que M. Ruskin attache à ses mots. L'esprit chrétien comme il l'entend, c'est précisément le christianisme comme les catholiques ne l'entendent pas : c'est la religion dont le propre est d'émanciper la conscience individuelle de la tutelle du sacerdoce; c'est la foi qui consiste avant tout pour chaque homme à croire à sa propre responsabilité, ou, en d'autres termes, à croire que son devoir est d'examiner lui-même, d'avoir une conviction et une conscience qui lui appartiennent. En admettant le pouvoir de la papauté, en faisant prédominer de plus en plus l'obéissance au prêtre sur la conscience de l'individu, le catholicisme n'est pas autre chose, pour M. Ruskin, qu'un retour au paganisme, un asservissement moral qui, au sein même de l'église, préparait ce paganisme complet, cet anéantissement absolu du sentiment individuel qui s'appelle la renaissance. Il ne faut pas oublier ce point de vue, si l'on veut comprendre les idées de M. Ruskin sur le développement historique de l'art.

Suivons-le maintenant dans la démonstration de cette théorie. Dès que l'architecture byzantine prend un caractère distinct, une

tendance se dessine qui ne fera plus que grandir jusqu'à ce qu'elle ait atteint son maximum dans le gothique. Les chapiteaux seuls peuvent raconter cette histoire. Feuilles d'acanthe, volutes et moulures, tout chez les Grecs était arrivé à s'immobiliser, à se couler dans un moule immuable. On n'avait pensé que pour trouver des axiomes qui à l'avenir tinssent lieu de penser; l'esprit des individus n'avait travaillé que pour inventer un formulaire national d'architecture. Satisfait de lui-même, le Grec tournait toute son attention sur l'homme. Préoccupé avant tout d'exprimer ses propres idées et ayant un médiocre souci des choses de la nature, si ce n'est par rapport à lui-même, n'introduisant le paysage dans ses sculptures que pour faire valoir ses figures humaines, n'employant l'ombre et la lumière que pour écrire plus lisiblement et plus agréablement ses propres inventions, aimant partout enfin l'unité, l'ordre et la symétrie, c'est-à-dire ce qui ne se trouve pas dans la nature, ce qui atteste la présence et l'action de la volonté humaine, le Grec tendait toujours, quand il s'inspirait d'une forme végétale, à faire bon marché de ce qui caractérisait l'objet imité. Son but n'était pas de garder le portrait d'une chose aimée; en réalité, il n'empruntait une forme à la nature que par amour pour ses idées propres et parce qu'il espérait en tirer un bon parti pour atteindre ses propres fins; il était toujours prêt à dénaturer l'objet naturel, à enlever à la feuille sculptée sa souplesse, à la simplifier, la systématiser, à la changer en un simple moyen de décoration. Le formalisme et la contemplation de soi-même, voilà donc les deux élémens essentiels de l'architecture grecque. Ils ont un rapport assez évident avec l'esprit des sociétés païennes; c'est bien le même socialisme qui, chez tous les peuples de l'antiquité, sacrifiait impitoyablement l'individu à l'état, qui en fait de religion ne connaissait qu'un culte national, un culte adressé aux dieux de la nation, où le citoyen n'intervenait que pour accomplir au nom de tous les prescriptions d'un rituel impersonnel; c'est bien le même paganisme qui faisait du bien public le seul objet de la morale. On sait assez d'autre part que l'amour de la gloire, c'est-à-dire l'orgueil, était à peu près le seul point d'appui que les anciens eussent trouvé contre l'égoïsme. Comme le remarque M. Ruskin, il y a au moins deux vertus chrétiennes dont on ne retrouverait pas la notion chez eux, à savoir l'humilité et l'abnégation.

De l'art grec, au contraire, si on reporte les yeux sur l'art byzantin, sur ses chapiteaux ou ses moulures, on voit que dès le début la forme convenue de l'acanthe grecque montre une disposition à s'animer et à s'assouplir. Elle garde encore sa régularité symétrique, et jamais les Byzantins ne se débarrasseront complétement de cette raideur conventionnelle. Comme chez les races épuisées, ce sera tou-

jours l'intention décorative qui prédominera chez eux; néanmoins la feuille s'effile, elle se rapproche de la finesse et de la délicate complexité de la nature; elle s'associe de plus en plus à des fleurs, des tiges et des vrilles qui servent à lui rendre plus clairement son sens de feuille; d'ailleurs elle varie suivant le goût de chaque ouvrier, elle se prête à exprimer une pensée individuelle, elle atteste que l'artiste a reconquis une certaine liberté de sentiment personnel. D'un côté donc le formalisme a fait place dans une certaine mesure à la libre inspiration du sens propre; de l'autre, les ornemens qui, chez les Grecs, n'étaient plus qu'un moyen de décoration, sont devenus jusqu'à un certain point une expression des choses de la nature, ce qui revient à dire que le Byzantin, au lieu de s'absorber en lui-même, reporte son attention sur les œuvres de Dieu. Si cette nouvelle intention, si cette tendance à sculpter pour le seul plaisir de reproduire la grâce ou la beauté des fleurs, des feuillages, des êtres vivans, ne parvient jamais chez les Byzantins à rompre entièrement l'entrave des conventions, elle se continue sans interruption chez les Lombards, et elle remporte dans le gothique une victoire décidée. La feuille sculptée est alors en pleine vie; elle a toutes les courbes et tout le ressort de la feuille où circule la séve. L'intention décorative et l'amour pour la symétrie sont définitivement rejetés au second plan. L'expression et l'amour de la nature veulent disposer de l'ornementation, et en même temps l'inspiration individuelle s'est complétement soustraite au formalisme, aux traditions despotiques, à l'obligation de suivre passivement des méthodes générales. En un mot, l'artiste est libre, et il n'emploie sa liberté qu'à rendre hommage et gloire à la nature, aux œuvres du Créateur.

Pour passer de l'histoire à la théorie, les principes que M. Ruskin s'est efforcé de faire prévaloir tendent tous à raviver de nos jours l'esprit de l'école gothique. La première vertu de l'architecture, remarque-t-il, est de réaliser le plus complétement, le plus solidement et le plus simplement possible la destination du bâtiment. A ce point de vue d'abord, l'ogive et le pignon aigu, qui sont les deux élémens matériels du gothique, sont incontestablement préférables au plein-cintre romain et au linteau grec; ils sont un moyen plus durable et plus convenable pour couvrir un espace ouvert. Quant à la seconde vertu de l'architecture, qui consiste dans le sentiment qu'exprime et que sait transmettre la décoration, la supériorité du gothique n'est pas moins certaine. Tandis que l'architecture païenne de l'antiquité ou de la renaissance comptait avant tout sur les proportions, sur l'ordre, la netteté et la symétrie géométriques, le propre du gothique est de subordonner les proportions insignifiantes aux sculptures significatives, de remplacer partout l'aride obéis-

sance aux lois mathématiques par l'observation émue des formes organiques et de la beauté vivante. Les plantes et les animaux sont le thème constant de son ornementation; c'est dire que plus que toute autre école il a trouvé la voie du beau, car la vraie beauté n'est que le reflet des perfections divines, manifestées par les œuvres du Créateur, et toute décoration architecturale ne peut être belle que dans la mesure où elle relève et traduit l'amour de la nature. D'ailleurs il en est d'un monument comme d'une œuvre écrite : il est noble ou vil suivant le nombre et la dignité des observations, des pensées et des affections dont il est l'expression et le produit. Une architecture qui se borne comme celle de la renaissance à répéter vingt fois le même masque de lion, ou qui revient sans cesse comme chez les Grecs aux mêmes rosaces et aux mêmes triglyphes, n'a pas plus de valeur qu'un poème qui répéterait à toutes ses pages le même vers. Ne fût-ce donc que par sa variété incessante, le gothique aurait droit à la primauté, car chaque motif de ses moulures représente une conception distincte, chaque membre même de ses symétries apparentes nous met sous les yeux un nouvel objet, en nous apprenant comment un de nos semblables a considéré et compris cet objet, comment il l'a rendu sous l'influence d'une impression particulière. Et ce n'est là pourtant que la moindre partie de la gloire du gothique : en même temps que ses créations attestent des hommes qui ont beaucoup regardé, beaucoup pensé et beaucoup senti, elles dénotent des esprits droits et des âmes saines qui ont employé leurs facultés à distinguer le vrai, à penser juste, à aimer ce qui est le plus digne d'amour.

Il faut bien se garder toutefois de confondre M. Ruskin avec les aveugles prôneurs de l'architecture du moyen âge. Il sait reprocher aux absides de nos églises leur air de squelette, au gothique du nord en général ses excès d'énergie, ses intempérances d'invention et de complication; il n'admet qu'avec réserve le style flamboyant ou linéaire, comme il l'appelle, c'est-à-dire tout le gothique des derniers temps, qui substitue à l'effet des grandes surfaces ornées de sculptures et de vastes ombres des effets produits par des *lignes* de cordons de pierre. Il malmène fort rudement la théorie d'origine allemande qui a voulu expliquer les flèches de nos cathédrales par une aspiration vers le ciel, et les longues nefs ogivales par un souvenir des forêts germaines, quand l'histoire est là pour attester que l'ogive est sortie du plein-cintre lombard ou roman, que les flèches n'ont été qu'une application particulière et plus solennelle des élémens de l'architecture domestique. Le désir tout mondain de bâtir plus haut que ses voisins, remarque-t-il avec une verve mordante qui lui est familière, peut-être aussi je ne sais quelle humeur gro-

tesque ont eu beaucoup plus à faire avec la construction de nos clochers qu'aucun mystique souci de l'autre vie. Que des idées symboliques se soient rattachées après coup à la disposition des édifices ecclésiastiques, c'est ce qui devait arriver à une époque aussi éprise de l'allégorie que l'était le moyen âge; que les architectes gothiques, par suite de leur amour pour la nature, aient de plus en plus tendu à transplanter dans leurs constructions les beautés de la végétation, M. Ruskin s'applique précisément à le montrer. Toutefois ce qu'il a le plus à cœur de prouver, c'est que le gothique est parti purement des besoins de chaque jour et des conditions du climat. « Laissez là les souvenirs patriotiques, répétait-il dans un discours prononcé à Édimbourg, laissez là les sentimentalités romantiques que vous associez à l'architecture du moyen âge! Le gothique n'est point une pure tradition ecclésiastique, ni un grimoire de symboles énigmatiques; il n'est point un art à l'usage des chevaliers et de la noblesse : il est un art pour tout le monde et pour toute circonstance, un art d'applications infinies et de renouvellement perpétuel, un art avant tout pratique, de bon usage et domestique. C'est la renaissance qui était un engouement idolâtrique pour un certain type d'aspect et un aveugle effort pour forcer quand même toute construction à s'adapter à cette ordonnance. Le mérite du gothique au contraire, c'est d'être le système le plus souple qui ait jamais existé, celui qui s'est le plus honnêtement proposé d'adapter l'apparence à la conformation plutôt que la conformation à l'apparence. L'inclinaison de ses pignons, l'ouverture de ses ogives, le nombre et la dimension de ses colonnes, la disposition générale de ses plans, tous ses élémens matériels en un mot sont comme à l'état fluide et indéterminé : ils lui permettent de se faire chaumière, cathédrale ou forteresse, de se contracter en tourelles, s'étendre en amples salles, se contourner en escaliers ou s'élancer en flèches avec la même grâce facile et sans que son énergie en soit en rien épuisée. A ses meilleures époques, s'il avait besoin d'une fenêtre, il en ouvrait une; il aurait plutôt introduit un jour inutile, pour le seul plaisir de la surprise, que de se refuser une ouverture utile par amour pour la symétrie extérieure. »

J'ai à peine lieu de faire remarquer après cela combien l'admiration de M. Ruskin pour le gothique est loin de s'adresser uniquement aux combinaisons déjà trouvées par les constructeurs du moyen âge, combien il sépare sa cause des néo-gothiques, qui ne construiraient pas une chapelle de trente pieds de haut sans la flanquer sur tous ses angles de contre-forts superflus, dans la seule intention de reproduire l'aspect des vieilles cathédrales. A ses yeux, c'est là retomber dans le *légalisme* qui est le principe même de la

renaissance, c'est revenir à la foi superstitieuse qui n'est qu'un respect d'esclave pour un rituel consacré, qu'une aveugle soumission à des pratiques enjointes, à des œuvres pies rédigées en recettes. Ce que M. Ruskin glorifie, ce qu'il veut recommander comme l'âme du gothique, c'est au contraire l'esprit d'examen, de libre pensée et d'invention personnelle, mais en même temps l'esprit consciencieux et bien réglé, qui, lorsqu'il s'agit de bâtir, s'applique tout entier à considérer honnêtement les données du problème, sans se laisser asservir par la préoccupation des moyens que d'autres ont inventés pour d'autres fins, sans se permettre d'être entravé dans son effort par aucune intention prématurée de décoration. Plus tard, cet esprit sincère, quand la construction est achevée et qu'il s'agit de décorer, procède à sa nouvelle œuvre avec la même liberté et le même empire sur lui-même. Tout en donnant pleine carrière à son imagination, il ne cesse pas de la gouverner et ne vise qu'à exprimer et accentuer par la décoration le caractère propre du monument. Il arrive de la sorte à l'harmonie de l'ensemble en donnant aux diverses parties les aspects qui sont comme la poésie visible de leur fonction, comme le moyen le plus propre à causer une émotion en accord avec l'idée que le membre orné peut donner de lui-même à l'intelligence. Enfin cet esprit, avec une égale répugnance pour la servilité et pour la licence, se fait une loi d'établir entre ses ornemens une règle hiérarchique analogue à celle que la nature met partout, de subordonner les fines sculptures et les broderies de détail, destinées à être vues de près, à l'effet général des lignes de moulures, qui se distinguent à cinquante pas, comme ce second système de décoration est lui-même subordonné à la grande ordonnance des masses et des ombres, qui frappent l'œil à la distance d'un kilomètre.

Le principe auquel M. Ruskin tient le plus est celui qu'il énonce en posant, comme une règle sans réserve, que tout édifice, en tant qu'œuvre d'art, ne doit être que le cadre d'une décoration sculpturale fondée sur l'amour de la nature. Voici bien une occasion où, comme je l'observais plus haut, il se plaît à masquer l'étendue de ses idées afin de leur donner une expression qui se rapproche d'un autre de ses axiomes favoris. Dans la préface des *Sept Flambeaux*, il raconte imperturbablement de quelle façon il est enfin parvenu à découvrir qu'il y a quatre manières de juger et sentir l'architecture, trois mauvaises et une bonne, que le goût qui décide du mérite d'un monument d'après l'effet de ses masses et de ses proportions générales est au nombre des goûts de bas étage, et que ceux-là seuls sont des juges compétens qui apprécient la valeur de l'édifice d'après la valeur des décorations sculpturales qu'il sert à faire ressortir. La rai-

son secrète de cette décision se laisse facilement deviner. M. Ruskin avait débuté par déclarer que le vrai beau dans toutes ses formes n'était pas autre chose que l'empreinte des perfections divines laissée par le Créateur sur ses œuvres; en conséquence, comme les monumens ne sont que des créations de l'homme, il s'est obligé à conclure qu'ils ne pouvaient avoir de vraies beautés que par les sculptures où ils reproduisaient les œuvres divines. Quand on en vient aux explications de ces étranges paroles, on s'aperçoit vite que M. Ruskin est loin d'être aussi exclusif qu'il le paraît, et qu'il entend louer bien autre chose que l'habitude de représenter des fleurs, des feuillages et des êtres animés sur les parois des bâtimens. En réalité, les mots *amour de la nature* ont sur ses lèvres un sens ésotérique aussi bien qu'un sens littéral : ce qu'il embrasse dans cette désignation, c'est le caractère souverainement capable de sympathie, qui est en effet très accentué chez les artistes gothiques; c'est l'âme du nord avec son insatiabilité et sa sublime inquiétude, avec la prédominance que le sentiment y garde sur le raisonnement, l'âme qui reste ouverte et attentive à tout, également prête à remarquer et à sentir les complexités d'un bouquet de mousse ou la majesté des masses alpestres, la constellation des lumières que tamisent les feuillages, ou les solennités des grandes ombres du soir; l'âme au fond de laquelle ces mille impressions accumulées produisent une vague aspiration, un indicible besoin de transporter dans ses propres créations tous les divins inconnus et toutes les magies insaisissables par lesquelles les réalités l'ont émue et charmée. En d'autres termes, M. Ruskin se souvient de l'architecture classique et des motifs pour lesquels on s'est accoutumé à lui décerner la primauté; il ne perd pas de vue cet esprit grec tant vanté, qui était surtout l'esprit de système et la préoccupation de l'agencement. Sa pensée secrète est d'affirmer qu'en architecture comme en peinture le vrai génie est ailleurs, que la véritable excellence a sa source dans une autre espèce d'organisation, dans celle qui ne se contente pas de raisonner et d'exécuter les conclusions qu'elle peut tirer de ce qu'elle a compris et distingué, mais qui crée au contraire à l'instigation de tous ses besoins inconnus, de tous les désirs inassouvis qui s'agitent en elle pour chercher leur satisfaction, de toutes les sympathies enfin que les combinaisons imprévues du grand spectacle de l'univers ont fait tressaillir en elle, sans que sa raison fût capable d'en saisir la cause.

Ainsi c'est jusque dans la disposition générale des constructions gothiques ou byzantines, jusque dans leurs particularités les plus purement architectoniques, que M. Ruskin retrouve ce sentiment de la nature qui est à ses yeux le trait distinctif de l'art gothique, et, à

un moindre degré, de tout l'art chrétien, par opposition à l'art païen. Il le voit dans les foliations et les pénétrations qui sèment leurs trèfles et leurs étoiles de lumière à travers les nefs de nos cathédrales du nord, comme le soleil sème ses rayons dans les clairières. Il le voit dans les innombrables entrelacemens de formes insaisissables qui se perdent dans l'ample effet des masses gothiques, « comme les déchirures et les pans frangés d'un nuage sont englobés dans sa zone menaçante et dans son colossal mouvement d'ascension, ou comme l'indéfinissable réseau des feuilles et des branchages enrichit et varie la grande unité d'un bel arbre, sans l'empêcher de dessiner nettement sur l'azur son vert horizon. » Il le voit dans les dômes et les vastes surfaces des Byzantins, où l'ombre s'étend en gradations ininterrompues comme dans la nature, où la lumière se pose en larges masses sur un dédale de sculptures à peine fouillées, qu'elle rend mystérieuses comme les végétations qui tapissent le fond des ruisseaux. Bien plus, les arcades et les séries de cinq portes (1), où ces mêmes Byzantins variaient avec un sentiment si subtil les intervalles et la hauteur des arches, lui semblent encore un souvenir des bouquets de feuillage où sur cinq feuilles la nature place au centre la plus forte et n'abaisse ses proportions dans la suivante que pour les relever ensuite quelque peu avant d'aboutir à une forme presque imperceptible. Que l'imitation ne soit pas volontaire, il n'importe; tout cela rentre pour M. Ruskin dans l'amour de la nature, car tout cela montre des hommes qui avaient des yeux pour voir et une âme pour sentir toutes les espèces de grandeur ou de grâce que renferment les œuvres de Dieu, des hommes qui, au lieu d'être tout occupés à appliquer sans émotion des principes géométriques, à chercher des moyens logiques d'accomplir leurs propres volontés, avaient été comme obsédés par les beautés infinies que la nature doit précisément à ce qu'elle n'a pas de symétrie mathématique, à ce qu'elle ne se contente pas d'atteindre logiquement ses fins, à ce que son principe est d'allier sans cesse la complexité qui intéresse à l'unité qui soulage, de produire ses effets d'ensemble par d'innombrables détails, de construire des symétries en modulant une même

(1) Toute la section qui a trait à l'architecture byzantine privée et religieuse est fort neuve. Grâce à de minutieuses mesures, M. Ruskin est arrivé à constater l'attention extrême et la délicatesse de tact avec lesquelles les constructeurs byzantins modulaient leurs dimensions et la manière dont ils centralisaient leur décoration en la faisant rayonner autour d'une ouverture, d'un ornement principal, placés au centre. A propos de Saint-Marc, il développe avec une grande perspicacité les particularités de style et les conditions normales d'ornementation qu'entraînait le grand principe byzantin, celui de revêtir de marbres les murailles des édifices. Il a encore des aperçus à la fois justes et poétiques sur l'influence que cette architecture coloriste a exercée sur le génie si distinctif de l'école vénitienne.

donnée dans des formes distinctes, en un mot de n'être jamais ni divisible ni vide, et de toujours laisser deviner plus qu'elle ne permet de distinguer. « Le Grec se complaisait dans ses triglyphes et ses feuilles d'acanthe, et il ne désirait plus rien au-delà : il excellait à réaliser ses projets, à disposer artistement ses lignes; il avait un art auprès duquel les procédés byzantins ne sont que barbarie. Il n'est pas moins vrai qu'il y a dans cette barbarie une puissance bien plus virile et plus austère, puissance qui ne sait point analyser ni expliquer, mais qui est compréhensive et mystérieuse, puissance qui ne se possède ni ne se dirige, qui a plus de foi que de réflexion, qui sent plus qu'elle ne parvient à exprimer, et qui, semblable au vent ou au torrent des montagnes, souffle et s'épanche au gré de son seul entraînement. Il ne lui était pas possible de trouver le repos dans l'expression d'aucune forme. Elle ne pouvait pas s'enterrer, comme l'âme grecque, dans une de ses inventions; son écriture d'images était empruntée aux ombres des tempêtes et des montagnes : elle était parente et amie de la nuit et du jour qui régnent sur la terre elle-même. »

Si large néanmoins que soit cette manière d'entendre l'amour de la nature, M. Ruskin n'est pas moins disposé à soutenir sans réserve aucune le sens littéral de son axiome « que toute décoration monumentale ne doit emprunter ses motifs qu'aux œuvres de Dieu. » Si nous voulons voir renaître une école vivante d'architecture, insiste-t-il, une école dont les productions intéressent vraiment les populations et suivent, comme la littérature, le mouvement des esprits, il faut tout d'abord en finir avec les chapelets, les rosaces, les œufs et les flèches, avec les casques, les lyres, les vaisseaux, les bottes et les rubans que nous sculptons à grands frais sur nos édifices. Au lieu de cette friperie que depuis des siècles notre inertie et notre vanité se laissent imposer si patiemment, au lieu des stucs, des plâtres peints en marbre et de toutes les misérables faussetés dont nous déshonorons nos maisons, au lieu surtout des redites sans fin de la renaissance, il s'agit de sculpter sur nos édifices tous les fruits et les fleurs de nos campagnes, d'y transporter tout ce que les feuillages de nos bois et de nos buissons ont de secrets pour nous charmer, tout ce que les créatures de l'air, de la terre et des eaux possèdent d'indicibles puissances pour parler à notre esprit. — Mais qui s'arrête, demandera-t-on, qui songe seulement à déchiffrer un monument comme un livre? — Qui songerait, répond M. Ruskin, à lire Dante ou Shakspeare, si, pendant des centaines de pages, ils s'étaient bornés à cadencer sur des rhythmes musicaux des paroles insignifiantes? C'est la renaissance qui a commencé par rendre l'architecture incapable de fixer l'attention d'une créature pensante, qui

nous a habitués à ne pas même lever les yeux sur nos monumens, à en considérer d'avance la décoration comme une pure technologie. Le paysage que le XVII^e siècle a vu naître n'a été précisément qu'une tentative pour combler le vide qu'avaient laissé à la fois la disparition des beaux costumes du moyen âge, des belles et vives couleurs qui enveloppaient de tous côtés nos pères, et l'extinction de toute cette littérature, de cette poésie populaire qui s'écrivait en images sur les églises et les maisons, pour faire d'elles autant de bibles illustrées, autant de moyens d'éducation. Or le paysage ne saurait satisfaire à lui seul les besoins qui ont ainsi été privés de leur aliment. A un certain âge, nous n'avons plus assez d'imagination, ni de loisir, ni de liberté d'esprit pour entrer dans le sentiment du paysagiste, pour aller chercher ses œuvres dans les musées et les galeries où elles se cachent. Il n'y a qu'un art qui puisse arrêter le passant au milieu de ses courses affairées et le disputer à ses idées fixes, qui puisse verser dans son cœur et sa tête une goutte des sources d'eau vive; au sein de nos villes, de nos déserts de pierre, l'architecture seule est à même de continuer le bienfaisant office dont la nature a été chargée, et qu'elle accomplit sans relâche dans les ombres de la vallée ou dans la calme lumière des plaines, dans les flots des mers et dans les montagnes de vapeur du firmament : le divin office de fournir une nourriture salubre à toutes nos facultés, de nous offrir incessamment des sujets d'observation, des motifs de pensée, des *invites* d'émotion, de nous entretenir dans la joie et le contentement, de nous forcer doucement à conserver en pleine activité la totalité de notre être, à ne pas devenir purement les ouvriers d'une profession ou les monomanes d'une inquiétude.

Quant à la mission de l'artiste, elle est d'exposer et d'interpréter la nature, d'exprimer ce que ses yeux ont pu y découvrir, ce qu'elle lui a inspiré de pensées et d'affections. L'art est salutaire dans la mesure exacte où il est propre à détacher les hommes d'eux-mêmes, où il les amène à s'oublier pour trouver leurs délices dans ce qui n'est pas eux, dans les œuvres de Dieu; il est funeste dans l'exacte mesure où il les pousse à concentrer leur attention sur eux-mêmes, à s'absorber dans les conceptions de leur propre cerveau, dans le culte de leurs propres volontés, dans l'accomplissement des projets de leur vanité personnelle. En d'autres termes, l'art est fécond en résultats de vie en tant que l'artiste peint ou sculpte parce qu'il a foi en la vérité de ce qu'il exprime et parce qu'il aime l'objet qu'il représente; il est fécond en résultats de mort en tant que l'artiste ne choisit et ne traite son sujet qu'en vue de faire parade de son talent et pour travailler à se faire admirer lui-même.

En définitive, le principe, le sentiment que M. Ruskin traduit par ces mots, l'*amour de la nature*, est comme un point incandescent d'où part un cône de lumière qui arrive à embraser tout son esprit. Il n'en sort rien moins qu'un plan général pour la rénovation et la transformation absolue de l'art; seulement c'est un plan qui n'a rien de systématique, qui n'est nulle part exprimé tout d'un bloc, qui n'est point un ensemble d'idées créées tout d'un coup et déduites d'une première décision, — rien n'est plus étranger à la nature anglaise de M. Ruskin que cette manière toute française de procéder : — c'est un plan au contraire qui ressemble à un *svod* plutôt qu'à un code, qui s'est formé peu à peu par la combinaison de mille idées parfaitement indépendantes à l'origine. On peut le résumer ainsi : l'art, tel que la renaissance l'a fait, est simplement une fabrication de produits qui ne visent qu'à causer une sensation agréable, qui n'ont de prix, comme les parfums, que par le plaisir momentané qu'ils procurent. Il faut au contraire que l'art devienne un instrument d'éducation, un effort constant pour enfanter des œuvres qui portent avec elles une signification sérieuse et une influence durable, qui aient une valeur par les connaissances, les pensées et les sentimens qu'elles engendrent dans l'esprit et dans l'âme des hommes. L'art appartient maintenant à la classe des romans et de toutes les séduisantes fictions où l'écrivain ne veut qu'amuser ses lecteurs et se faire honneur à lui-même. Il faut au contraire que l'art prenne rang à côté de l'histoire, de la science et de la morale, qu'il soit un langage employé par l'artiste pour communiquer à ses semblables les résultats où il est arrivé en s'appliquant à connaître la vérité, à rechercher les causes et les destinations des choses, à sentir ce qu'elles peuvent nous révéler sur la sagesse et la bonté du Créateur, qui les a faites belles pour notre joie, grandes et sublimes pour éveiller notre hommage. L'art enfin est quelque chose d'analogue à la politique et à l'égoïsme; c'est l'occupation d'un homme qui, loin de chercher à apprendre ce qu'il ignore, ne songe qu'à appliquer ses idées, à rêver d'après ses goûts comment les choses devraient être pour lui convenir, à calculer le moyen de produire avec ses couleurs tel effet qui fasse sentir à d'autres sa puissance ou obtienne leur approbation. — Il faut que l'artiste ait pour mobile le seul noble instinct de notre être, celui qui est en même temps le principe de tout amour, de tout dévouement et de tout progrès intellectuel, celui qui met sa joie à découvrir ce qui nous avait échappé, à rendre justice aux valeurs que nous n'avions pas appréciées, à faire aimer de tous ce que nous aimons, à glorifier ce que nous admirons. Il n'y a que ce mobile qui puisse assurer à l'art une éternelle jeunesse, donner à l'artiste la

puissance de créer des œuvres vivantes, des œuvres toujours neuves parce qu'elles seront l'incarnation de l'esprit toujours en progrès.

Quant à l'architecture, M. Ruskin demande d'abord que l'élément architectonique, qui ne peut pas contribuer à faire connaître et apprécier les œuvres de Dieu, ne soit plus que le serviteur de l'élément d'expression. Depuis la renaissance, la sculpture n'intervenait plus que pour aider à l'effet des masses et des proportions géométriques : il faut au contraire que l'architecte se propose une espèce d'effet qui dépende surtout des sculptures; il faut que l'ordonnance des masses et le style des détails purement géométriques soient combinés en vue de fournir des occasions de sculpture et de faire valoir les sujets sculptés. Une seconde thèse qui est un corollaire de celle-ci et que M. Ruskin a grandement à cœur, c'est que l'architecture et la sculpture ne devraient point être deux professions distinctes, et qu'entre elles il ne devrait pas y avoir plus de différence qu'entre la peinture monumentale et la peinture *mobilière*, le mot est de M. Ruskin. Comme au moyen âge et comme chez les Grecs, répète-t-il, il faut que le maître constructeur soit aussi le maître sculpteur de son œuvre, ou plutôt il faut que l'architecture, la science de bâtir et de disposer des lignes, devienne simplement une branche secondaire de l'art du sculpteur. Les Giotto et les Michel-Ange n'étaient pas de simples ordonnateurs de proportions, et la sculpture comme l'architecture n'ont fait que se dégrader en se désunissant : l'architecte est devenu un ingénieur et rien de plus; le sculpteur s'est laissé entraîner chaque jour davantage vers les statuettes et les grandes statues qui ne sont que de grands jouets.

Ce n'est pas tout. Cette question du renouvellement de l'art par la substitution de la sincérité à la vanité se relie intimement à une autre question plus grave peut-être, celle de la *liberté de l'ouvrier*. L'importance excessive que depuis la renaissance nous attachons au fini de l'exécution, à l'exactitude grammaticale, à la rhétorique du *beau* style, nous condamne à perdre tout ce qu'il existe de pensées, de sentimens au fond des esprits quelquefois bien doués, mais incapables de s'exprimer irréprochablement avec le ciseau. Elle nous a rendus comme ces beaux parleurs qui, à force de se préoccuper du bien-dire, ne peuvent plus obéir aux mouvemens de leur propre esprit, ni apprécier dans la conversation de l'homme simple ce qu'il peut montrer d'intelligence ou de cœur sous des formes incorrectes. Parmi les titres de gloire du gothique, M. Ruskin cite en première ligne sa rudesse; elle prouve que le maître constructeur laissait à chaque ouvrier la liberté de choisir dans une large mesure les fleurs ou les feuillages qu'il voulait représenter et de les traiter comme il les sentait lui-même. En renonçant ainsi au mérite secon-

daire de l'exécution, au mérite de la correction et de la manipulation, qui n'exigent que de la patience et du savoir, le gothique s'est assuré l'avantage bien plus précieux d'utiliser toutes les parcelles de génie inculte qui pouvaient se rencontrer chez l'ouvrier. Il a animé ses murailles d'une multitude de sculptures dont chacune respire une âme d'homme, dont chacune raconte, peu importe que ce soit en bégayant, comment un être intelligent a vu et conçu un objet, comment il a su le rendre sous l'influence d'une impression particulière. Au contraire, avec cette délicatesse dont nous sommes si fiers, avec notre crainte incessante de la critique et notre incessante prétention de rendre nos œuvres irréprochables et méritoires, nous avons gagné le poli en perdant la pensée, nous nous sommes voués à des ornemens qui, pour être de beaux produits de fabrique, ont cessé d'être des produits intellectuels. Pour ne citer qu'un des moindres résultats de notre beau dédain, nous avons enlevé à notre sculpture le bénéfice de la verve facile, des saillies joyeuses ou mordantes, de toute cette imagination populaire et de tout ce talent d'accentuer qui s'épanchent dans les illustrations et les caricatures de nos livres, comme ils s'épanchent aussi dans le langage des classes ouvrières.

En Grèce, comme en Égypte ou en Assyrie, remarque M. Ruskin, le maître constructeur imposait à ses ouvriers une obéissance d'esclave, — avec cette seule différence que le Grec, plus impatient de toute imperfection, rabaissait la qualité de sa décoration pour la mettre à la portée d'un esclave, ou, en d'autres termes, ne faisait exécuter par ses subordonnés que des ornemens symétriques susceptibles d'être parfaitement taillés sans le moindre acte d'intelligence, tandis que l'Assyrien ou l'Égyptien confiait au ciseau de ses ouvriers des figures d'hommes ou d'animaux en ayant soin toutefois de réduire ses dessins à des formules invariables et à demi enfantines. Dans le système gothique, autrement dit dans le système essentiellement chrétien, la servitude de l'ouvrier est complétement supprimée. « Pour les petites comme pour les grandes choses, le christianisme a reconnu la valeur individuelle de chaque âme; d'un autre côté, en même temps qu'il reconnaît cette valeur, il proclame aussi l'imperfection de chaque âme, en faisant consister pour elle toute dignité dans le sentiment de son indignité... A tout esprit qu'il appelle à son service, il adresse donc la même exhortation : Fais ce que tu peux, confesse franchement ce que tu ne peux pas; ne souffre jamais ni que ton effort soit amoindri et rabaissé par la crainte de l'insuccès, ni que ton aveu d'impuissance soit arrêté par la crainte de la honte. » Le point où veut en venir M. Ruskin, c'est qu'avec ce mélange de modestie et de noble ambition, avec cette disposition à laisser à l'ouvrier la liberté de l'erreur pour lui donner

la liberté de la pensée, le système gothique contribuait à faire des hommes au lieu de faire des machines.

La question grandit ainsi jusqu'à toucher à tous les intérêts moraux de l'individu et de la société, et elle s'étend, pour M. Ruskin, à presque toutes les branches de la fabrication. « Peu importe pour quel travail vous employez vos ouvriers : si vous exigez d'eux l'infaillibilité, si vous voulez que leurs doigts mesurent les degrés comme des dents d'engrenage et que leurs bras décrivent des cercles comme des compas, il faut que vous leur enleviez leur humanité ; il faut que, dix heures par jour, l'œil de l'âme soit cloué sur la pointe du doigt, et que toute son énergie se concentre dans les nerfs qui guident la main pour qu'elle ne dévie pas de son impassible précision. En d'autres termes, il faut que l'âme s'use littéralement comme la vue et qu'en définitive l'homme s'anéantisse, qu'il se réduise, pour ce qui est de son rôle intellectuel dans le monde, en un tas de limaille et de cendre, sans autre chance de salut que son cœur, qui ne peut pas se transformer en compas ou en dents d'engrenage, mais qui, les dix heures finies, se dilate dans les sentimens humains du foyer domestique. D'un autre côté, si vous voulez faire un homme du manœuvre, il perd tout de suite ce qui distingue la machine. A peine commence-t-il à penser, à imaginer, à faire n'importe quoi qui vaille la peine d'être fait, que vous voyez sortir tout ce qu'il renferme de rudesse, de sottise, d'incapacité, honte sur honte, échec sur échec, hésitation sur hésitation; mais aussi tout ce qu'il a en lui de majesté se dégage, et nous n'en connaissons la hauteur qu'en voyant les nuages qui s'y arrêtent. Que ces nuages soient sombres ou lumineux, derrière eux et en eux, c'est une transfiguration qui s'opère : ce qui n'était qu'une machine devient un homme. »

On a pu voir combien les idées sur l'art de M. Ruskin étaient intimement unies à ses idées religieuses. Évidemment cette alliance lui a facilité le succès. Il n'est point douteux que la foi de l'Angleterre n'ait grandement simplifié pour lui la tâche d'initier les esprits à une esthétique plus élevée que celle qui a cours depuis des siècles; il n'a eu en quelque sorte qu'à dire à ses lecteurs : Vous savez la distinction qu'on vous a appris à établir entre le judaïsme et le christianisme, entre le régime de la loi et de la grâce; eh bien! ce que je vous demande, c'est d'appliquer à l'architecture et à la peinture l'idée que vous vous faites de la nouvelle alliance, de mettre l'esprit qui vivifie à la place de la lettre qui tue. Cet avantage, à vrai dire, n'est pas sans entraîner plus d'un inconvénient. Toutefois on serait fort injuste si on prenait M. Ruskin pour un théologien qui se borne à décider sur les choses d'art d'après des convictions préalables sans rapport avec l'art. Ce n'est pas de ses croyances reli-

gieuses qu'il part, c'est plutôt à ses croyances religieuses qu'il cherche après coup à ramener des idées qui lui sont venues de mille côtés, et qui sont vraiment sorties de ses observations et de ses impressions. Ce qu'on peut lui reprocher, c'est que sa préoccupation théologique a parfois rendu ses formules trop systématiques et moins nettes, et que peut-être elle l'a encouragé à persister dans une conclusion générale trop absolue. Je fais allusion à son axiome fondamental, que le seul but, la seule valeur de l'art, c'est de nous faire connaître exactement la nature des réalités, axiome bien exclusif et qui rejetterait mille choses que M. Ruskin lui-même ne peut s'empêcher d'apprécier, axiome qui met d'un seul coup hors la loi toutes les créations, paroles ou tableaux, dont le mérite est de manifester la nature humaine, de révéler, comme les rêves d'amour du jeune homme, non pas ce que peut être la vie, mais ce que sont vraiment les besoins et les tendances de notre être.

Une autre remarque plus importante peut-être, — car elle s'applique aux chances d'avenir que présente le mouvement actuel de l'Angleterre, — c'est qu'en réalité les goûts et les instincts que M. Ruskin porte dans l'art ont une grande relation avec les tendances que la race anglo-saxonne a portées dans la religion. L'accusation qu'il lance à la renaissance d'avoir tué l'architecture par son servilisme, la répulsion qu'il éprouve pour la prostration du sentiment personnel devant l'autorité des procédés classiques, sont quelque chose de tout à fait semblable aux attaques dirigées par la réforme contre la doctrine catholique qui n'attribue qu'à l'église le don de connaître surnaturellement la vérité, qui en conséquence enjoint aux individus de faire abstraction de leur conscience et de leur intelligence pour adopter et pratiquer ce qui est prescrit par l'église comme le vrai et le bien. Quand il reproche aussi à la renaissance ses éternelles préoccupations du beau savoir-faire, quand il loue par opposition l'*humilité* gothique, qui, en empêchant l'artiste d'être sans cesse obsédé par l'idée fixe de rendre son exécution admirable, lui laissait la liberté d'écouter ses inspirations et de viser à un plus noble but, il n'est pas moins facile de reconnaître toute la psychologie et la morale protestantes : c'est bien la même pensée que la réforme a voulu exprimer quand elle a combattu les œuvres méritoires du catholicisme, quand elle leur a reproché de rabaisser la morale, d'apprendre aux hommes à n'agir que pour se faire valoir auprès du ciel, de les amener à ne rien concevoir, à ne se rien proposer de mieux qu'un bien-faire qui se trouve possible avec de mauvais sentimens.

Ce rapport intime entre les instincts religieux de l'Angleterre et les tendances qui s'y manifestent aujourd'hui dans le domaine de

l'art apparaît surtout dans les pages où M. Ruskin s'attaque à une autre conséquence de la renaissance, à la confiance exagérée que nous plaçons dans la science. « Toutes les connaissances d'anatomie, de perspective ou de géométrie, insiste-t-il, ne mettront jamais un homme à même de deviner comment une chose *doit* être et apparaître, quand il n'a pas vu de ses yeux comment elle était et comment elle apparaissait en réalité. On n'a pas assez compris la différence radicale qui existe entre les fonctions de l'artiste et du penseur, entre leurs facultés respectives. L'artiste n'est pas autre chose qu'un homme qui a reçu de Dieu le génie de voir et de sentir, comme de se rappeler les apparences et les impressions qu'elles lui ont causées. Sans rien savoir sur la constitution géologique des roches, d'un coup d'œil un voyant comme Turner en découvre plus sur la forme des montagnes que toutes les académies n'en sauront jamais. Sans avoir jamais tenu un scalpel, un fils de teinturier, un Tintoret, n'a qu'à laisser aller sa main pour révéler sur le jeu des muscles une multitude de vérités qui déjoueront éternellement tous les anatomistes de la terre. » De fait, tout ce qui peut être réduit en formule, tout ce qui peut s'enseigner et être appris à volonté par tout le monde est précisément ce qui n'a nulle valeur pour l'art. Le génie propre du peintre ne commence que là où l'artiste se montre capable de rendre sensible pour d'autres ce qui est indéfinissable et passager, ce qu'il ne pourrait pas lui-même expliquer par des paroles. Il devient peintre quand il réussit à traduire instinctivement l'expression qui tient à des finesses de lignes inappréciables pour la raison, le mouvement vivant des muscles qui ne se laisse pas mesurer au compas, le je ne sais quoi qui est le prestige de la grâce ou de la majesté. En somme, la mission de l'artiste est de rendre un témoignage de témoin oculaire, et s'il ne peut pas dire : *Veni, vidi,* il ne pourra jamais dire : *Vici.* Il est impossible de transmettre à un homme le résultat des facultés de son voisin, impossible de parvenir, par une substitution du génie d'autrui, à le rendre capable de produire de belles œuvres sans qu'il ait lui-même du génie. « La grandeur en fait d'art ne peut ni être acquise ni enseignée : elle est simplement *l'expression de l'âme d'un homme que Dieu même a fait grand.* »

Ceci me semble admirablement poser cette vieille querelle du nord et du midi dont je parlais en commençant. On a dit que l'homme du midi était relativement crédule, indolent, enclin à l'habileté. Cela est vrai, mais cela n'entre pas assez au fond de la vérité. On a dit encore, et c'est M. Ruskin qui l'exprime ainsi, que l'homme du nord était plus indomptable, plus porté à opposer son sentiment personnel à la tradition, et son acte ou sa volonté à la destinée.

Cela est vrai encore, mais prête à une fausse interprétation. A mon sens, l'instinct primaire d'où découlent presque toutes les différences qui ont marqué la destinée et qui distinguent le caractère des races actuelles du midi, c'est une irrésistible répugnance à reconnaître un impossible; elles ont toujours été disposées à croire sans mesure aux miracles de l'éducation, à expliquer toute supériorité individuelle par le seul effet d'un savoir acquis que tous pouvaient également acquérir. Avec je ne sais quel mélange de volupté et d'indolence, l'homme du midi a reculé devant les vérités pénibles : il n'a pas voulu s'avouer les limites de ce qui était laissé à sa volonté, et il a préféré s'abandonner aux idées les plus agréables. Il s'est accordé le plaisir d'espérer tout ce qu'il pouvait désirer, de penser qu'il n'avait point à compter avec les aptitudes ou les incapacités de naissance; il s'est laissé aller à la douce persuasion qu'avec de l'adresse on pouvait tricher Dieu et la nature, qu'il suffisait pour cela de connaître les bons tours. Aussi n'a-t-il employé ses facultés qu'à découvrir ces habiles recettes qui pouvaient enseigner à tous l'art d'écrire des *Iliades* sans être un Homère, de raisonner sans avoir l'esprit logique, d'être un grand homme dans ses actes, quoiqu'on fût né sans intelligence, l'art magique, en un mot, de faire pousser sur les buissons tous les fruits qu'on pouvait désirer, de produire les effets sans avoir besoin des causes, de rendre les individus et les peuples capables d'obtenir les bons résultats, capables même d'avoir toutes les vertus pratiques, sans qu'ils fussent tenus d'acquérir d'abord aucune faculté ni de renoncer au droit de garder leurs mauvais penchans. Si je ne me trompe, c'est bien cette incapacité ou cette répugnance à voir comment la volonté humaine n'était pas souveraine qui a rendu le midi si crédule à l'égard des grammaires, des traités de poésie, des arts d'aimer, de se sauver et de gouverner; c'est bien là aussi ce qui l'a rendu si docile et si patient pour subir pendant des siècles les trois unités de la tragédie, les habiles régimes de gouvernemens, les despotismes académiques, théocratiques, politiques et classiques; il avait beau être la victime de toutes ces ingénieuses tactiques, elles le prenaient par son faible, en se donnant comme le dernier mot du savoir-faire. Cet esclavage d'ailleurs était inévitable; tant que l'on a foi au savoir-faire, tant que l'on cherche les combinaisons qui peuvent conduire également tous les hommes, quelles que soient leurs aptitudes ou leurs inepties, à produire de beaux tableaux, de beaux poèmes, de beaux effets de tout genre, on ne peut absolument que prendre un seul et unique parti : on est réduit à organiser une autorité qui enlève aux esprits la direction d'eux-mêmes, qui, pour assurer à tous l'avantage de créer les œuvres

de mérite dont ils n'ont pas le sentiment, impose à tous l'obligation de ne jamais écouter leurs propres sentimens.

Ce qui peut se mêler d'erreurs ou d'exagérations aux idées de M. Ruskin, je me suis peu arrêté à le discuter. Il m'a semblé plus utile de chercher à faire comprendre ce qu'étaient ces idées : elles ont beaucoup plus de nouveauté pour la France que n'en pourraient avoir toutes mes propres objections. D'ailleurs c'est surtout à l'égard de la peinture que M. Ruskin arrive à des conclusions qui manifestent clairement ce que je crois faux et dangereux dans sa propagande, et comme il doit bientôt publier le cinquième et dernier volume de son grand ouvrage sur les *Peintres modernes*, il vaut mieux attendre qu'il ait dit son dernier mot pour tenter de le juger. C'est assez de faire observer pour le moment combien la préoccupation de la signification ou, si l'on aime mieux, de la pensée prédomine chez lui sur le souci de l'effet, de l'impression que l'œuvre peut causer, et comment cette prédominance excessive de l'intelligence tend à fausser ses jugemens ou du moins à les rendre exclusifs par suite de la trop petite part qu'il fait à l'élément plastique. Il en est un peu de cela comme de l'amour : il est bon que l'estime, le respect, la sympathie intellectuelle viennent s'y joindre, et tant qu'ils ne prennent pas trop le dessus, ils ne font que lui donner plus de puissance pour pénétrer et enivrer l'âme; mais s'ils viennent à l'emporter outre mesure, adieu l'ivresse, adieu la plus merveilleuse poésie de la vie! De même on peut dire : Adieu la magie de l'art, adieu les émotions qu'il peut seul causer, s'il veut trop jouer le rôle de la science, de la poésie, de la morale, si, pour satisfaire davantage les facultés qui sont le propre du penseur, du poète, de l'homme qui n'est point artiste, il songe trop peu à satisfaire les instincts plastiques qui distinguent le peintre et le sculpteur, les facultés particulières qui entrent plus ou moins dans l'organisation de tout homme, mais qui n'ont rien de commun avec son intelligence, son sens moral, son imagination poétique! J'aurais grand'peur que M. Ruskin, à force de vouloir élever l'art, n'ait méconnu les limites du domaine spécial que l'art embrasse, et que son influence ne soit de nature à exciter chez les artistes des prétentions qui les entraîneraient à sortir de ce domaine; j'aurais peur enfin que malgré son sentiment plastique très prononcé, et tout en rendant de très grands services à la cause de l'architecture et de la peinture, il n'ait eu le tort de se faire à plus d'un égard l'avocat de la prétention usurpatrice que les penseurs ont toujours eue de dicter la loi aux artistes.

J. MILSAND.

# LES SALAIRES

ET

# LES MACHINES AGRICOLES

## A PROPOS DE L'EXPOSITION DE 1860.

Jamais les expositions d'instrumens agricoles n'avaient offert un aussi grand intérêt d'opportunité que de nos jours. Tout le monde s'inquiète du manque de bras dans nos campagnes. Les fermiers, les propriétaires, les comices, les chambres d'agriculture, les conseils-généraux font entendre à ce sujet un concert unanime de doléances. Comment donc mieux répondre à ces justes plaintes qu'en offrant au public le spectacle des efforts que fait l'industrie humaine pour multiplier et perfectionner les machines destinées à suppléer au déficit des bras? Peut-être d'ailleurs le travail agricole ainsi modifié, et retrouvant des conditions de prospérité sérieuses, rappellera-t-il vers les champs quelques-uns de ceux qui, ouvriers et propriétaires, s'en éloignent aujourd'hui. Pour le moment, il est un fait certain : c'est que le mal est de plus en plus grave. La situation de l'agriculture en 1859 a été plus pénible qu'en 1858, et la récolte de 1860 ne peut être préservée de la crise qui nous menace que par l'emploi sauveur des machines nouvelles. Telle est, quoi qu'en puissent dire des esprits enclins à l'optimisme par position ou par nature, l'exacte vérité. Il y a danger en la demeure : danger pour l'avenir de notre agriculture, parce que ses justes intérêts sont en souffrance; danger pour la richesse nationale, parce que les fortunes subites, factices et éphémères, qui se font quelquefois ailleurs, mais qui ne s'enlèvent pas aussi vite dans les champs, excitent

presque partout un engouement fébrile; danger pour nos mœurs et pour notre puissance, parce que c'est au village que se forment les robustes soldats, et dans les agglomérations urbaines que germe l'émeute et que fermente le vice.

C'est Louis XIV qui, avec le faste de sa cour et l'influence de son règne, a commencé à tuer en France le goût de la vie rurale; or je ne sache pas que les dernières années de ce prince et les années qui l'ont suivi aient été heureuses. Malheur à notre vieillesse, malheur à nos fils, si nous marchons dans la même voie! Nous devons donc tous seconder de tous nos efforts les saines tentatives que fait ou que fera le gouvernement pour développer le goût de l'agriculture et venir en aide à nos cultivateurs. Nous devons tous combattre de toutes nos forces les tendances contraires qui pourraient se produire.

Quelles sont les lois qui régissent le taux du salaire? Quel est le rôle joué par les machines relativement au travail, au salaire et à la propriété? Quelles sont les conditions générales et les moteurs possibles de la machinerie agricole? Quelle est enfin, dans les mille détails de l'industrie de la terre, l'intervention actuelle des machines? Voilà les sujets de méditation que le concours agricole de 1860 propose à notre esprit. Abordons-les rapidement, mais nettement, car cette étude nous fixera sur la ligne de conduite que nous devons suivre.

## I.

Le taux des salaires obéit, est-il besoin de le rappeler? à cette loi générale qui veut que le prix de toute chose se règle sur l'offre et la demande. C'est par suite d'une grande disproportion entre les bras qui s'offrent et le capital qui les demande que le prix de la main-d'œuvre s'est élevé si haut dans les parties nouvellement défrichées de l'Amérique du Nord, alors que restait si bas le prix des denrées agricoles nécessaires à la vie. Au contraire, dans les régions depuis longtemps habitées, où l'on ne connaît que l'industrie de la terre, le taux des salaires reste bas, parce que les hommes s'y sont multipliés sans que rien fasse concurrence aux propriétaires ou aux exploitans du sol; mais, aussitôt que des manufactures s'établissent dans le pays et viennent solliciter les bras pour leurs nombreux travaux, le taux du salaire augmente, parce qu'il y a pour la même population accroissement dans la demande; puis, quand ces manufactures prospèrent, le salaire devient plus fort encore, parce qu'il faut plus de temps pour introduire ou élever de nouveaux travailleurs qu'il n'en faut ordinairement aux manufacturiers pour multiplier leurs ressources et leurs besoins en réalisant de nouveaux progrès.

L'émigration partielle de la classe ouvrière peut donc avoir la même hausse pour résultat, puisque, par rapport à la demande qui continue à en être faite, elle diminue le nombre de bras qui sont restés et qui peuvent s'offrir.

En France, où l'agriculture n'est pas assez une industrie selon le sens vrai de ce mot, où l'achat intempestif des propriétés absorbe improductivement des capitaux nombreux qui, consacrés à de sages travaux d'exploitation, profiteraient beaucoup plus; en France, où le goût de la vie rurale est devenu si rare chez les hommes instruits et chez les familles aisées, le prix de la main-d'œuvre agricole devait s'élever moins vite que dans d'autres pays, mieux favorisés sous ce rapport par leurs mœurs et leurs institutions. Néanmoins, pour nous également, cette progression s'est maintenue constante. Elle suivit d'abord une marche lente jusqu'au jour où la hausse du salaire dans les villes, rapidement développée par diverses causes, dont la moins active n'est certainement pas la découverte des nouvelles mines d'or, vint entraîner comme conséquence inévitable une même hausse dans les campagnes. A peine dessiné quand celles-ci sortirent enfin des graves embarras que la révolution de 1848 et les désordres des années suivantes leur avaient créés, le mouvement est bientôt devenu tellement brusque, tellement considérable, qu'il justifierait les plus vives alarmes, s'il devait garder quelque temps encore des allures aussi étranges (1).

L'émigration vers les villes, le développement des grands travaux publics ont singulièrement aidé aussi à l'élévation des salaires de nos ouvriers ruraux. Or ces salaires, ne l'oublions point, parce que l'expérience est là pour nous en instruire, ne redescendront pas à des taux inférieurs. Un tel état de choses est, comme tout ce que font les hommes, bon en même temps que mauvais, suivant l'aspect sous lequel on l'examine. Le bon côté, c'est l'amélioration des ressources et du sort des classes ouvrières, c'est-à-dire des classes

(1) Il est des contrées où, dans ces trois dernières années, le prix de la très courte journée d'hiver de nos simples manouvriers s'est élevé de 1 franc 25 cent. à 2 francs. Qui peut dire quels prix atteindront les salaires aux moissons de 1860? On ne peut poser une pareille question sans se rappeler que les ouvriers qui gagnent les plus fortes journées sont souvent les plus capricieux, les moins soumis, et que, comme l'argent gagné au jeu, l'argent gagné trop vite, lors même qu'il provient d'une source honnête, a fréquemment une fâcheuse tendance à se dépenser également vite et d'une façon improductive. Or, sans craindre jamais pour nos ouvriers ruraux tous les désordres et toute l'imprévoyance qu'on reproche à beaucoup d'ouvriers des villes, il n'y a cependant pas lieu d'être entièrement rassuré sur l'action que cette hausse si brusque du salaire doit produire au point de vue moral. Les cabarets, que l'administration a presque partout depuis longtemps la faiblesse et le tort grave de laisser se multiplier plus qu'il n'est nécessaire, deviennent trop nombreux, et leur pernicieuse influence se fait de plus en plus sentir dans les campagnes.

les plus nombreuses et par conséquent les plus intéressantes. Le mauvais côté, c'est qu'il a été imposé à l'agriculture d'une façon trop brusque, trop subite, et que ce mouvement ascensionnel a malheureusement été plus rapide dans les dernières années qui viennent de s'écouler, alors précisément que le trop bas prix des grains maintenait dans la gêne la plupart de nos exploitans du sol. Il a donc fallu se résoudre, presque en un seul jour, à payer plus cher la main-d'œuvre et à vendre moins cher les produits; en un mot, l'agriculture a souffert et souffre encore, ce qui constitue déjà un mal fort regrettable.

Du reste le mal n'est pas tout entier dans cette circonstance. Par suite d'un autre reflet des villes sur les campagnes, nous en sommes venus, pauvres agriculteurs, à nous trouver, comme quelquefois les manufacturiers, en présence de véritables coalitions. La plupart de nos travaux, et c'est peut-être le côté le plus fâcheux de la profession agricole, ne peuvent être remis. Sous peine de pertes énormes, il faut accomplir rapidement ceux qu'indiquent la saison, l'état du ciel, la maturité des récoltes. Or, en présence et sous le coup de cette nécessité absolue, comment se refuser aux exigences qu'imposent alors des hommes qui peuvent attendre plusieurs jours, qui ont au cabaret du village compté leur nombre sans cesse moindre, calculé le besoin qu'on a d'eux, et bientôt compris qu'ils pouvaient abuser de cet avantage pour se faire payer un salaire en disproportion avec les justes profits du maître?

Il n'est pas d'industrie qui domine moins ses ouvriers que celle de la terre. L'agriculteur ne peut pas déplacer son capital ou son outillage et répondre à la coalition par un changement de domicile. L'agriculteur ne peut pas, comme le propriétaire d'une fabrique, caserner tous ses agens sous ses yeux, et les surveiller ou faire surveiller tout le jour. Les travaux à faire sont trop épars et trop variés pour que cette surveillance soit continue. Je sais qu'avec le travail à la tâche quand il est applicable, et avec un assolement judicieux quand on a su le choisir et l'organiser, plusieurs de ces ennuis sont diminués, mais ils ne peuvent jamais être entièrement évités.

Rêve-t-on, comme ressource radicale, la suppression entière de la main-d'œuvre par la conversion en prairies et en pâturages des terres labourées, et la substitution des bêtes de rente aux hommes employés jusqu'à ce jour? La campagne de Rome, l'Écosse ont ainsi procédé depuis longtemps, et avec avantage pour les propriétaires du sol, quoique ce changement y ait été opéré sous l'empire d'autres circonstances; mais toutes les situations et tous les terrains ne se prêtent pas également bien à un pareil mode de culture. Il reste donc, — c'est le but à poursuivre énergiquement avec l'amélioration de la terre par le drainage, le marnage et les engrais, — il reste l'ex-

ploitation rurale à l'aide d'un personnel restreint constamment attaché à la ferme, et le remplacement par les machines de toute main-d'œuvre qui se prête à une semblable substitution.

Ce but peut-il être complétement atteint, de telle sorte que nous n'ayons plus jamais besoin d'ouvriers de passage? On aurait tort de le croire; mais si l'agriculteur, moins heureux sous ce rapport que le manufacturier, ne peut pas demander à la mécanique un concours entier et constant, il peut du moins être puissamment aidé par elle dans une foule de travaux, et même dans les momens les plus difficiles, la récolte des foins et la récolte des grains. Chaque progrès dans ce sens sera un bienfait public, et les perfectionnemens déjà obtenus, que nous a fait voir l'exhibition de 1860, sont un gage sérieux des perfectionnemens à obtenir encore.

La France n'avait fourni au concours agricole universel de 1856 que 1,460 machines, instrumens ou lots d'outils. Cette fois le nombre des exposans s'est accru de 414 (394 en 1856, 808 en 1860), et le nombre des lots s'est élevé au chiffre de 3,902. En pareille matière cependant le nombre peut-il être invoqué comme un progrès, et la qualité ne doit-elle pas figurer seule en ligne de compte? J'estime que la qualité et la quantité sont deux choses dont il faut se féliciter. En effet, la quantité est une preuve évidente que la machinerie agricole excite davantage les esprits, occupe un plus grand nombre de constructeurs, et, mieux appréciée qu'autrefois, trouve chez nos cultivateurs un placement plus facile. Le prix des instrumens perfectionnés a suivi, depuis quelques années, une marche qui en confirme le plus grand débit. Des industries spéciales se sont proposé de réunir sous le même toit tous les engins que construisent nos divers fabricans, et le développement pris par ces *maisons de commission* ne peut provenir que de l'importance des demandes qui leur sont journellement faites. Donc, à ce point de vue, la quantité est déjà un progrès que nous sommes heureux d'avoir à constater.

La qualité en est un autre non moins important, puisqu'elle multiplie par sa propre valeur la valeur du premier progrès, et que l'utilité d'une machine peut toujours se mesurer à la somme de services qu'elle rend. Quelle différence entre le matériel agricole qui garnit nos fermes modernes, je ne dis pas nos fermes-écoles, pas même nos grandes fermes, mais nos fermes ordinaires, et les incommodes outils dont se servait, il y a peu d'années, le laboureur! Les hommes qui ont étudié cette question le savent, et les visiteurs de l'exposition n'ont pas dû tarder à le comprendre. Au premier pas fait sous les vastes hangars que remplissaient les divers instrumens de notre agriculture, on admirait ce progrès, et l'esprit aussitôt se complaisait à voir le cultivateur d'aujourd'hui dirigeant sans fatigue et la tête haute les attelages et la vapeur qui travaillent pour faire,

sans grande dépense de force humaine, ce que le malheureux paysan n'obtenait autrefois qu'au prix de pénibles efforts, en mêlant ses sueurs aux sueurs de ses bœufs.

Inventer ou modifier une machine, c'est-à-dire combiner des moyens mécaniques de produire un résultat cherché, n'est pas chose difficile. Il n'y a toutefois d'utile, de pratique que la machine qui produit ce résultat économiquement, et pour la construction de laquelle on a employé des matières de bonne qualité, si bien assemblées que le jeu des *organes* soit doux et que l'usure soit lente. Il serait inexact de qualifier de sage tout ce qu'on a vu exposé au concours de 1860 : on rencontre en effet dans toute exposition un certain nombre de nouveautés dont l'importance, grande aux yeux de l'inventeur, est jugée par le public d'une manière différente. Néanmoins nous avons la satisfaction de reconnaître que les progrès réalisés par la plupart de nos constructeurs permettent aujourd'hui de faire en France des machines agricoles assez bien construites pour lutter sans désavantage aucun, comme action et solidité, contre les machines anglaises les plus compliquées. Restent seules les questions de bon marché des matières premières et de fabrication sur une grande échelle, c'est-à-dire les questions de liberté commerciale et d'organisation industrielle : ce que nous avons aussi obtenu depuis quelque temps sous ce double rapport prouve d'avance que l'avenir les résoudra conformément à la justice et aux vrais intérêts du pays.

Nos expositions et nos grands concours, dont le premier remonte à 1850, ont puissamment contribué à la diffusion des instrumens perfectionnés. Ce progrès a été favorisé encore par les concours régionaux et les fêtes de nos pauvres comices, dont l'éclat est plus modeste, mais dont l'utilité n'est pas moindre, parce qu'ils mettent le bon exemple à la portée d'une masse de cultivateurs qui n'iraient jamais le chercher loin. Matthieu de Dombasle, ce grand agronome dont on ne parle plus assez, serait surpris non moins qu'heureux, si, revenant au monde, il trouvait appliqués chez nos simples charrons de village les meilleurs procédés de la fabrication. Qu'on ne s'exagère pas toutefois la portée de ce mouvement. On a fini par inventer pour l'industrie manufacturière des machines à tricoter et à sculpter; finira-t-on par combiner pour l'industrie de la terre des machines qui remplaceront avec avantage en toute occasion la main des hommes? Évidemment non. Certains travaux des champs ne se prêtent pas à l'application des machines. On peut faire mécaniquement un lien de paille, mais on ne peut pas engerber mécaniquement dans ce lien les épis de blé qu'a fait tomber le moissonneur; on peut semer mécaniquement des féveroles, on ne peut pas les écimer mécaniquement. Plusieurs travaux s'ac-

complissent trop rarement; les uns coûtent trop peu de main-d'œuvre, les autres encore ne sont pas exécutés de même dans toutes les circonstances ou dans tous les terrains. On doit d'ailleurs, pour bénéficier réellement d'une machine, l'appliquer à des travaux d'une notable importance: il est plus économique de battre au fléau une récolte de mille gerbes que d'acheter une batteuse. Il y a donc tantôt diverses opérations, tantôt diverses conditions qui ne se prêtent pas également, ou même qui se refusent entièrement à l'emploi des machines.

Tant mieux, penseront quelques esprits animés de bonnes intentions plutôt qu'éclairés de grandes lumières; il n'y a déjà que trop de machines dans le monde, car elles suppriment les hommes, puisqu'elles rendent leur travail inutile. En ce qui concerne l'agriculture, on peut dire que ce reproche n'est pas applicable, si tant est qu'il soit fondé quelque part. Ce sont les bras qui nous manquent, ce n'est pas le travail qui manque aux bras de nos ouvriers; mais on ne saurait admettre, sous aucun rapport, que les perfectionnemens de la mécanique aient sur le sort des classes laborieuses l'influence funeste dont se plaignent plusieurs personnes. Les machines constituent pour les faibles et les pauvres un véritable affranchissement : elles sont aux peuples modernes ce que les esclaves étaient aux peuples antiques; elles augmentent la puissance de l'homme, qui, au lieu de rester une force brute, devient, grâce à elles, le guide d'une force travaillant au profit de la société tout entière, au profit du maître, au profit de l'ouvrier même sous la main duquel agit la machine. Le développement de ces utiles engins marche de pair avec celui de la civilisation; il n'est donc ni possible ni souhaitable d'en arrêter le cours (1).

Il ne faut pas d'ailleurs s'exagérer le rôle et les services de certains appareils agricoles. L'introduction de ces appareils dans toutes les grandes fermes devient indispensable, et cependant l'emploi en mainte occasion n'en est pas beaucoup plus économique que le tra-

(1) S'il fallait adresser à la mécanique quelques reproches, ce n'est pas de remplacer en partie les bras trop rares de nos journaliers ruraux qu'il conviendrait de l'accuser; mais il y aurait à déplorer que fatalement, du moins en ce qui concerne l'exploitation des champs, les machines tendent à diminuer le travail à la tâche et le travail des femmes. La femme est trop faible pour diriger ou pour suivre dans leur actif mouvement nos instrumens agricoles, et ceux-ci, qui doivent le plus souvent appartenir au maître du domaine et être mis en œuvre par ses attelages, ne se prêtent guère à l'intervention des ouvriers tâcherons. Cette dernière plainte est la plus grave, car le travail à la tâche est toujours plus moral que le travail à la journée, tandis que la femme saura bientôt retrouver dans l'intérieur de son ménage, dans son petit jardin, dans quelques travaux étrangers, un emploi utile et des ressources notables. C'est ainsi que dans l'Orne les femmes s'occupent, pour le compte des fabricans de Paris, à la couture des gants de peaux; dans la Haute-Loire, elles font de la dentelle; ailleurs c'est la broderie, etc., qui les occupe ou pourrait les occuper.

vail à la main, quand ce dernier peut être confié à des tâcherons assez nombreux pour l'accomplir dans le court espace de temps dont on dispose et assez modérés pour se contenter d'un salaire raisonnable; mais en pareille matière on ne doit pas oublier que le premier devoir du cultivateur, c'est de ne jamais compter sur la durée du beau temps, de ne compter guère plus sur la constance ou la sagesse de ses ouvriers. Marcher vite et très vite pour ses semailles et surtout pour ses récoltes, utiliser ses laboureurs et ses chevaux à la transformation des récoltes en produits vendables, alors que la terre, durcie par les gelées, couverte par les neiges, ou délayée par les pluies, ne se prête qu'à bien peu de travaux extérieurs, telle doit être la principale préoccupation du général pacifique qui, sous le nom de fermier, lutte contre la nature en déployant dans la conduite de ses hommes, de ses animaux et de ses instrumens, plus de stratégie qu'on ne le suppose. Aussi, dès qu'une machine donne un résultat quelconque au même prix que la force humaine (en tenant compte des constructions, réparations et amortissement qu'elle nécessite), je n'hésite pas à conseiller la machine. On la trouve quand on en a besoin, et elle est plus docile.

L'importance des bénéfices que la mécanique permet de réaliser s'accroît, on le comprend, avec l'importance de la ferme exploitée. C'est donc aux grands cultivateurs surtout que l'habile emploi du capital, avancé sous forme d'engrais, de drainage, de marnage, de bestiaux et de machines, devient indispensable. S'ils imitaient les modestes procédés des paysans auxquels suffisent les bras de leur famille et l'aide d'un ou deux domestiques, ils n'obtiendraient ni plus abondamment ni plus économiquement les produits qu'on demande à la terre. Or, les charges des uns étant beaucoup plus considérables que celles des autres, et leurs ouvriers étant en général plus enclins à les servir moins consciencieusement, les grands cultivateurs ne doivent jamais hésiter à se procurer tous les auxiliaires mécaniques qui peuvent remplacer ou diminuer l'emploi des hommes. Et cela nous explique pourquoi la plupart des machines perfectionnées nous sont venues des pays de grande culture, tels que l'Angleterre, ou des pays mal peuplés, comme certains états de l'Amérique du Nord.

Cependant ces utiles engins ne peuvent pas être partout servilement copiés ou imprudemment introduits. La différence des sols et des conditions culturales nécessite dans la force et la structure des instrumens de sensibles différences. Le fer, ce métal dont la consommation mesure mieux que l'abondance de l'or la vraie richesse des peuples, le fer est plus solide que le bois; mais le bois est plus facile à remplacer, et coûte moins cher dans une foule de cantons.

Ainsi la puissance, le mode d'action d'une machine, tout, jusqu'à la matière qui sert à la fabriquer, doit être pris en sérieuse considération, afin que chacun conforme bien ses achats aux besoins réels de sa position particulière. Le choix judicieux des instrumens agricoles dépend donc, comme le choix judicieux des ouvriers, des assolemens et des animaux, de cette native rectitude d'esprit qui facilite singulièrement tout succès. On peut apprécier la valeur d'une ferme d'après plusieurs signes : le soin des fumiers, la tenue des bestiaux, la disposition des bâtimens, permettent de juger par avance dans la cour de l'exploitation, et sans visiter les champs, quel est le mérite du chef. Un simple coup d'œil sur la machinerie fournira le même renseignement avec un égal degré de certitude. Là où vous ne verrez que d'incommodes et mauvais outils, soyez certain que vous ne trouverez ni assez de fourrages, ni assez de bestiaux, ni assez de fumiers pour assurer de bonnes récoltes. Là où vous rencontrerez des collections entières d'instrumens de toute sorte, des engins élégamment disposés, datant tous du plus récent concours, soyez convaincu que vous avez affaire à un esprit peu pratique, vaniteux et superficiel. Le paysan routinier n'a pas de machines, ou n'en a que de défectueuses; l'agriculteur *gants-jaunes*, si je puis m'exprimer ainsi, en a trop, et n'a pas souvent les plus économiques.

Étant compris quels instrumens on doit acheter, et combien on doit préférer ceux dont la force et la simplicité s'accommodent mieux des allures un peu grossières de nos paysans, il reste encore à vaincre une difficulté que je ne veux pas taire : la malveillance stupide qu'éprouvent souvent nos ouvriers ruraux pour les instrumens qu'ils ne connaissent point, et dont ils redoutent la réussite. Il faut, quand on se trouve ainsi contrarié par une opposition coupable, prendre bravement et énergiquement son parti, c'est-à-dire surveiller soi-même pendant longtemps l'emploi des machines nouvelles, stimuler l'amour-propre des ouvriers, leur faire voir qu'on apprécie bien les causes des premiers accidens qui se produisent, puis, si ces causes persistent par suite d'une hostilité continue, ne pas hésiter à renvoyer l'homme qui se refuse à obéir. Ni l'absentéisme, ni l'ignorance, ni la faiblesse ne permettent en semblables circonstances d'espérer le succès, et l'obligation où se trouveront certains propriétaires de diriger plus personnellement qu'autrefois les travaux nécessaires pour améliorer leurs domaines ne sera peut-être pas un des moindres services que nous rendront les machines agricoles. Le goût des occupations rurales, qui depuis une dizaine d'années augmente notablement déjà, devrait alors aux machines une popularité plus grande encore.

D'autres résultats doivent naître aussi des progrès de la mécani-

que agricole. L'un sera la création dans les campagnes de nouveaux industriels allant de ferme en ferme louer aux petits exploitans le travail de machines trop puissantes pour être achetées par ces derniers. C'est ainsi qu'à Niort, en 1859, un entrepreneur bien avisé a préparé pour le public, moyennant la faible rétribution de 30 centimes par hectolitre, et en réalisant de la sorte un beau bénéfice, les blés de semence dont on s'est servi. Cet homme louait l'usage de son trieur tout comme un cocher loue l'usage de sa voiture. C'est encore ainsi que certains entrepreneurs promènent leurs locomobiles dans les diverses granges de plusieurs départemens, et y opèrent à prix débattu le battage des récoltes. Cette extension dans la vie rurale du principe fécond connu sous le nom de *division du travail* ne peut, en agriculture comme en industrie, que produire les meilleures conséquences.

Mais, et ici je deviens moins affirmatif, les progrès de la machinerie ne finiront-ils point par avoir quelque influence sur l'étendue, sinon des propriétés, au moins des cultures? Notre code civil, conforme au génie de notre race et à la justice absolue, tend à singulièrement activer, par sa loi des successions, la division du sol. Cette division parcellaire, cet émiettage dont on se plaint parfois trop, est plus apparent que sérieux, parce que beaucoup des parcelles signalées appartiennent aux mêmes propriétaires. Cependant nous voyons disparaître plus de grandes fortunes territoriales que nous n'en voyons se former. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas confondre grande propriété et grande culture. Ce sont deux choses très différentes, puisque nous rencontrons tous les jours de grandes propriétés qui sont divisées en une foule de petites fermes, et de grandes cultures qui sont concentrées entre les mains d'un seul agriculteur, lequel loue ses diverses pièces de terre à plusieurs propriétaires. En France, la moyenne et la grande propriété ne paraissent produire tout le bien qu'on est en droit d'en attendre que lorsqu'elles se trouvent entourées par la petite propriété, et la préférence semble devoir être accordée à la petite et à la moyenne. En ce qui concerne la culture, les conditions ne sont pas entièrement les mêmes. Les grandes et les moyennes fermes, avec un simple jardinage autour des maisons qu'habitent les ouvriers ruraux occupés sur les exploitations voisines, présentent sans doute la plus heureuse combinaison possible, et le développement de la machinerie agricole ne peut que contribuer à la diminution de la petite culture. On voit à combien de titres le rôle des machines doit préoccuper l'économiste; essayons maintenant de montrer, d'après les résultats du concours de 1860, quels services variés en peut attendre le cultivateur.

## II.

Les instrumens qui, en agriculture et dans tout autre travail, utilisent au profit de l'homme certaines forces naturelles peuvent être classés en deux grandes catégories : les outils et les machines.

Les outils sont des instrumens simples, comme la bêche, la fourche, la faux, assez fréquemment employés pour que tout le monde les connaisse et les apprécie.

Les machines sont des instrumens compliqués : tels sont les batteuses, les faucheuses, les tarares, la charrue elle-même. Ce sont les seuls qui méritent notre attention. Nous ne dirons cependant rien des machines diverses qui servent à transformer les récoltes obtenues dans les champs en produits commerciaux autres que ceux qui *nécessairement* doivent être préparés par le cultivateur lui-même (1). Il ne peut être en effet question dans cette étude que des engins qu'emploie dans son industrie le cultivateur proprement dit. Quels que soient ces engins, il faut les mettre en action, en mouvement. Quel moteur convient-il d'appliquer pour atteindre ce but? Telle est la première question que l'on doit se poser.

Il est bien facile de comprendre que, la puissance musculaire de l'homme étant très limitée, l'homme ne doit être utilisé comme force motrice que sur des instrumens dont l'action est obtenue sans grande fatigue. C'est ainsi que pour séparer les blés à semer des graines de qualité inférieure ou des graines étrangères, pour faire le beurre, etc., il y a souvent avantage, même dans des fermes moyennes, à opérer avec les bras de l'homme; mais, dès que les travaux prennent en durée ou en intensité un développement considérable, il est ordinairement plus économique de procéder avec l'aide d'un autre moteur.

Les forces vivantes dont le cultivateur dispose sont les animaux (chevaux, jumens, mulets, ânes, bœufs et même vaches) dont il préfère l'entretien, et qu'il possède dans son écurie ou dans son étable; les forces non vivantes auxquelles on peut avoir recours sont le vent, l'eau ou la vapeur, en attendant que les gaz et l'électricité viennent augmenter le nombre des esclaves inanimés que l'homme a su s'assujettir.

Les agens inanimés, à cause de la complication, du poids et du volume des organes destinés, dans l'état actuel des choses, à accumuler la force et à transmettre le mouvement, sont en général réservés pour les travaux d'intérieur. Outre le prix d'achat, souvent

(1) Nous croyons en effet que le cultivateur doit autant que possible rester cultivateur, et ne devenir industriel (dans le sens vulgairement admis de ce mot) que fort exceptionnellement.

considérable, ils exigent des constructions spéciales et coûteuses, et, sinon la constante surveillance d'un mécanicien, au moins de délicates et fréquentes réparations. Aussi le nombre d'exploitations auxquelles convient ce surcroît de forces, — je dis surcroît parce qu'il n'est pas de ferme qui puisse se passer de moteurs animés, bœufs ou chevaux, — est-il rare en France, plus rare qu'en Angleterre. Nos cultivateurs travaillent ordinairement sur de trop petites étendues et avec des procédés trop simples et trop peu actifs pour qu'un manége desservi par les bestiaux de la ferme ne suffise pas presque partout aux besoins urgens. Les établissemens agricoles qui peuvent déjà utilement installer, à côté de leurs écuries, un moteur inanimé sont encore l'exception. Néanmoins on doit être convaincu que cette exception s'accroîtra d'autant plus que les procédés de culture deviendront meilleurs. Là où on engraisse pendant la mauvaise saison des bœufs qui ont travaillé tout le reste de l'année, là où on laboure avec des jumens poulinières de valeur, là où les champs sont presque aussi facilement abordables l'hiver que l'été, il peut y avoir avantage à ne pas se servir des attelages à l'intérieur, à les réserver exclusivement pour les travaux du dehors. C'est à chaque fermier qu'il appartient de calculer quel bénéfice lui procurerait une combinaison qui du reste n'est possible ni dans les contrées où ne coulent pas des cours d'eau suffisans, ni dans celles où ne se trouvent pas un combustible convenable, un chauffeur assez intelligent pour surveiller et entretenir la machine, et un mécanicien assez habile pour réparer les avaries inévitables aussitôt qu'elles se produisent.

Quand une machine destinée à transmettre la force obéit, non plus à un moteur inanimé, mais à un moteur animé, cette machine porte le nom de manége. Qu'il s'agisse de manéges ou de machines à vapeur, une nouvelle question doit encore être soulevée. Les établira-t-on d'une manière fixe, ou bien au contraire les adoptera-t-on locomobiles? Dans les machines à vapeur fixes, le danger, le prix, la consommation du combustible, l'usure, tout est moindre. Les manéges fixes sont un peu plus simples, un peu plus solides que les manéges portatifs; ces derniers toutefois ainsi que les machines locomobiles se prêtent au transport de la force, soit dans les fermes voisines, soit sur les diverses parties de la même exploitation. Les mérites des uns ne sont pas conciliables, on le voit, avec les mérites des autres : il faut donc, pour le choix à faire, consulter ses propres besoins et les conditions dans lesquelles on opère.

Le concours de 1860 dénote, ce que du reste l'on savait déjà, une fabrication plus parfaite, un emploi plus grand du fer et une intervention beaucoup plus fréquente de la vapeur dans les appareils destinés à l'industrie agricole. Chaque jour on demande à cette

force nouvelle une intervention de plus en plus active; on l'utilise maintenant sur les chantiers de maçonnerie, demain on en tirera de nouveaux et précieux services. Plusieurs personnes affirment qu'on pourra bientôt, dans certaines circonstances, rendre praticable l'application de la vapeur au labourage : je n'ose pas nier d'une manière absolue ce progrès pour l'avenir; cependant je dois dire qu'il ne me semble point assuré encore. Je crois même que, si jamais il se réalise, il restera partiel, c'est-à-dire restreint à quelques défrichemens, à quelques défoncemens exceptionnels alternativement faits chez de grands cultivateurs par un entrepreneur spécial, ou bien à quelques propriétés luxueusement exploitées comme un muséum de mécanique et d'histoire naturelle.

Il est incontestable que la vapeur a sur tous les animaux l'avantage d'une puissance beaucoup plus énergique. La machine coûte d'ailleurs moins cher que le cheval quand on lui demande un travail fréquent. Étant donc calculés le prix d'achat des bêtes de trait nécessaires sur une exploitation moyenne, le coût de leur entretien et de leur renouvellement, on trouvera sans doute que la force-vapeur qui remplacerait des chevaux exigerait, pour acheter, réparer et faire marcher la machine, une dépense moindre; mais, ainsi posée, la comparaison ne serait pas exacte. Il resterait à s'inquiéter des fumiers, que les machines ne peuvent produire, et certains cultivateurs qui trouvent un profit notable à demander des poulains à leurs jumens de travail, ou à se servir de très jeunes animaux pour les revendre ensuite avec bénéfice, quand ces animaux ont acquis une entière valeur, ne seraient pas disposés sans doute à échanger leur bétail contre des locomobiles. D'autres allégueraient en faveur de l'antique écurie l'impossibilité de lancer une machine dans leurs champs, qui sont trop petits, ou trop en pente, ou couverts d'arbres à fruits utiles qu'on ne peut arracher. D'autres encore rappelleraient les transports qu'ils doivent faire sur des routes ou des chemins de traverse qu'un appareil à vapeur ne saurait jamais parcourir. Ceux-ci prétendront ne pouvoir disposer que d'une eau mauvaise pour l'entretien et la durée des chaudières. Ceux-là diront qu'avec une locomotive ils perdent la précieuse ressource de vendre un tiers, un quart, la moitié de leur étable, quand une occasion favorable se présente ou qu'un besoin d'argent exige ce sacrifice. Plusieurs avoueront n'être point assez riches pour faire toutes les avances nécessitées par un labour à la vapeur. Enfin je crois que le nombre des raisons invoquées serait encore assez grand pour faire douter de l'attelage de la vapeur à nos instrumens de culture.

Dans l'état actuel des choses, les appareils à vapeur appliqués aux champs, ou proposés pour leur être appliqués, sont de trois

sortes. Les uns agissent en marchant sur le sol lui-même, comme fait le cheval qui laboure; les autres s'installent sur le bord des pièces, et, à l'aide de cabestans, de poulies, d'ancres, de chaînes de tirage, font suivre aux divers engins les directions multiples qui doivent être suivies; les derniers s'établissent sur des rails fixes ou mobiles, et supportent entre eux (car ils procèdent par paires) une plate-forme, un pont suspendu sous lequel s'attachent et travaillent les instrumens, sur lequel se tiennent les ouvriers et se chargent les engrais ou les récoltes.

Si l'un des trois systèmes devient jamais pratique, ce sera sans doute le premier seulement, et il ne le deviendra qu'avec des machines bien supérieures, sous le rapport du prix, de la construction et de l'usage, à nos locomobiles. Et il faudra que ces machines nouvelles puissent sans inconvénient circuler dans les champs et sur les chemins ordinaires, monter ou descendre les pentes, marcher dans les fossés et les ornières. En un mot, il faudra bien des perfectionnemens qui n'existent pas aujourd'hui, que l'emploi des gaz et de l'électricité accomplira peut-être plus tard, mais que, sans vouloir décourager personne, on pourra attendre longtemps encore. Le moteur animé pour les travaux qui ne s'exécutent qu'en changeant continuellement de place, — le même moteur animé et quelquefois en outre un moteur inanimé pour les travaux intérieurs, — telle est en 1860, telle sera bien longtemps, si ce n'est toujours, la condition faite aux agriculteurs. Un certain nombre d'exemples fera maintenant comprendre les progrès réalisés dans le domaine des machines, quel qu'en soit le moteur.

Parmi les instrumens employés par les cultivateurs, la charrue tient et tiendra toujours la première place. A la rigueur, une charrue et une herse, avec quelques outils à main et un petit tombereau, peuvent suffire pour l'exploitation de plusieurs hectares. Ce pauvre matériel suppose une agriculture également pauvre, et pourtant c'est ainsi que marchent beaucoup de fermes en France. De toutes les machines agricoles, la charrue est peut-être celle qui compte le plus de modèles différens. Cette diversité tient à ce que le degré de cohésion des terres, la nature des élémens qui les composent, la profondeur du labour, la disposition du sol et les habitudes locales exigent de sensibles modifications dans la structure de l'instrument. Il n'existe pas de charrue parfaite pour toutes les conditions; aussi chaque pays, chaque fabricant, parfois chaque cultivateur adopte-t-il la sienne. Le nombre et la variété de celles qui figuraient à l'exposition de 1860 ont dû être remarqués par tout le monde.

Le but primitif de la charrue est de séparer mécaniquement la terre, à une profondeur plus ou moins grande, en prismes ou tranches parallèles, et d'ameublir ainsi le sol cultivable. Si elle reçoit

directement sur un régulateur qui termine son *âge* (1) l'effort de traction accompli par les chevaux, elle porte le nom d'*araire;* si la partie antérieure de l'âge repose sur un support armé de roues, la charrue est dite *à avant-train;* si plusieurs socs et versoirs sont réunis sur le même appareil, cet appareil prend le nom de *charrue polysoc*. La force de traction nécessitée par un pareil engin est si grande que nos cultivateurs ne l'ont point adopté. Si la charrue peut, grâce à un système quelconque, verser la terre non plus toujours à droite, mais alternativement et à volonté soit à droite, soit à gauche, on lui donne le nom de *tourne-oreilles* ou *brabant double*. Il est facile de comprendre que ce genre d'instrument, dont le travail est moins parfait, et dont le poids se trouve fréquemment augmenté, ne convient qu'aux terrains en pente assez rapide pour qu'il importe de toujours verser la terre du même côté pendant l'aller et pendant le retour de l'attelage, et aux champs parcellaires, où il faut économiser le temps perdu dans les tournées ordinaires. Évidemment, agrandir s'il est possible les trop petites pièces de terre et planter en bois les pentes trop rapides serait le plus souvent préférable; mais il est plusieurs conditions dans lesquelles les charrues tourne-oreilles rendent d'utiles services.

Le sous-sol peut-il être avantageusement mélangé au sol arable pour modifier sa constitution, la charrue doit alors ramener la terre d'une grande profondeur, et par conséquent son versoir doit se prêter à ce profond labour et à ce *soulèvement* des parties inférieures. On cite dans la plaine de Vaucluse, dans la Manche, dans le Calvados, ailleurs encore, des terrains dont la fertilité et la valeur ont augmenté étrangement par suite du défoncement de la mince couche d'argile qui s'interposait autrefois entre le sol arable et le sous-sol perméable que les charrues dont je parle ont mis aujourd'hui en communication directe. La hauteur du versoir de celles-ci a dû être remarquée par tous les visiteurs de l'exposition.

Le sous-sol, au contraire, est-il de qualité mauvaise, outre que son imperméabilité nuit à la végétation : on dépouille la charrue de son versoir, et on ne fait plus agir que le coutre et le soc, dont on modifie même parfois la forme de diverses manières. Tel est le principe des charrues sous-sol, dites aussi charrues-taupes ou fouilleuses. L'usage de ces instrumens augmente presque toujours dans une forte proportion les récoltes obtenues. Ils exigent un travail supplémentaire ordinairement pénible, ainsi qu'une fumure plus abondante; mais fumure et travail ne sont, dans ce cas, que de

(1) L'âge est la longue pièce supérieure à laquelle viennent se rattacher presque toutes les pièces de l'instrument; le soc est le fer destiné à couper horizontalement et sous terre les bandes que le coutre coupe verticalement, et que le versoir soulève pour les renverser.

sages avances devant lesquelles ne doit jamais reculer un cultivateur qui en comprend l'utilité et qui les peut faire.

On le voit, la charrue se prête, en subissant quelques modifications, à un nombre de travaux assez considérable. Cependant la charrue ordinaire est, dans nos campagnes, un instrument des plus simples. Elle sert, en remuant tant bien que mal le sol et en l'ameublissant, à rendre le terrain perméable à la chaleur, à l'humidité, à tous les agens atmosphériques qui doivent l'améliorer, elle permet ainsi aux racines de le pénétrer; elle sert à enfouir les fumiers, à mélanger aux couches arables les amendemens qu'on leur donne, à couvrir les graines semées, à détruire les plantes qu'on veut faire disparaître. Aussi est-ce avec bonheur que nous constatons de notables progrès dans la construction de cette utile machine. Au lieu de percer, comme on le faisait toujours autrefois, l'âge de la charrue (et par conséquent de l'affaiblir) pour y fixer son coutre, on a multiplié l'usage des coutelières excentriques et des étriers américains qui laissent à l'âge toute sa force; au lieu de versoirs dessinés au hasard, on a plus exactement rappelé la forme héliçoïde, dont les courbes imposent à la terre soulevée une révolution plus complète; on a donné aux mancherons une longueur suffisante pour que ces leviers puissent agir avec plus d'énergie, par conséquent diminuer la fatigue du laboureur; on a su quelquefois armer le soc d'une pointe mobile qui procure dans l'usure de cet organe une économie notable; on a donné aux régulateurs des araires et aux avant-trains des charrues une disposition plus logique; on a renoncé aux excès de poids qui augmentaient le tirage, et aux excès de légèreté qui compromettaient la solidité et la marche des instrumens. Peut-être, par suite de l'engouement pour tout ce qui vient de l'autre côté du détroit, essaie-t-on d'allonger démesurément les versoirs, ce qui augmente les frottemens et nuit à l'action gratuite des agens atmosphériques en *lissant* davantage la terre; peut-être encore oublie-t-on un peu trop que le fer coûte ordinairement aux cultivateurs plus cher que le bois. Malgré ces réserves, il faut constater de grands et heureux progrès.

La charrue est-elle trop faible pour ameublir le sol à une profondeur convenable, on peut utiliser les piocheuses ou défonceuses. Ces nouveaux engins sont de fortes roues armées sur leurs jantes de dents recourbées qui entrent en terre de toute leur longueur et qui, sous le mouvement de rotation de l'appareil, produisent un profond déchirement, comme la charrue sous-sol, avec plus d'énergie, mais aussi avec des frais d'attelage beaucoup plus considérables. Cette action doit-elle au contraire rester superficielle, on a recours aux herses, aux scarificateurs, griffons, cultivateurs, extirpateurs ou déchaumeurs, etc. : c'est tout au plus si la multiplicité

des noms peut suffire à indiquer la multiplicité des formes préconisées pour cette classe d'objets. Le nombre, la configuration des dents, la disposition qu'elles affectent, la forme du châssis qui les porte, etc., tout cela permet aux esprits inventifs de modifier ce qui existe, et de se dire auteurs d'une machine nouvelle. Si l'on cherche à généraliser le plus possible, on ne distingue dans ce nombreux matériel que trois sortes d'instrumens, selon qu'ils sont traînés sans roues, avec roues, et enfin qu'ils roulent sur eux-mêmes.

Les instrumens traînés sans roues, les herses, sont, à vrai dire, des râteaux que l'homme ne pourrait manier, et que les chevaux promènent sur les terres déjà labourées. On leur ajoute quelquefois des mancherons, et cela bien à tort, parce que ces appendices nuisent aux utiles mouvemens de *lacet* qui tendent à se produire. La meilleure des herses est celle qui, suffisamment lourde pour le travail qu'on lui demande, armée de dents suffisamment longues, pouvant s'atteler en *décrochant* (c'est-à-dire les pointes des dents en arrière) ou en *accrochant* (les pointes des dents en avant), est disposée de telle sorte qu'on puisse faire varier à volonté l'espace laissé libre entre les lignes tracées sur le sol. Ce sont les herses parallélogrammiques qui remplissent le mieux ces diverses conditions: elles attaquent de coin, ce qui en facilite l'action, les obstacles qu'elles rencontrent; elles creusent obliquement leur passage, ce qui évite les retours des dents dans les mêmes sillons aux hersages suivans; elles demandent seulement à être attelées avec une adresse et une intelligence qui ne se trouvent pas toujours chez nos ouvriers ruraux. Cette détermination du point fixe sur lequel doit s'exercer le tirage est encore plus difficile quand on accouple deux herses, et je suis porté à croire que la minime difficulté dont il s'agit est au fond la vraie et unique cause du peu de popularité dont jouissent les herses parallélogrammiques.

Si les dents de la herse sont tellement longues et fortes que les chevaux et le conducteur ne suffisent pas à faire fonctionner l'instrument, nos constructeurs ajoutent tantôt deux, tantôt quatre roues de support et une vis, des mancherons ou un levier qui permettent de soulever l'engin et d'en régler le travail. La machine alors prend le nom de scarificateur, d'extirpateur, de griffon, selon la forme des dents dont elle est armée. Le nom et l'aspect ont changé, la herse est demeurée, mais avec un surcroît d'énergie; aussi demande-t-on à ces instrumens un travail plus difficile. Ce sont eux qui grattent le sol avant le labour, qui donnent aux terres déjà un peu ameublies leur seconde façon; mais on y retrouve toujours des dents droites ou courbes, étroites ou s'élargissant vers le bas en socs ou en cuillers, c'est-à-dire des coutres modifiés et perfectionnés qu'on assemble sur un même châssis, comme dans la herse,

et qui, comme celle-ci, sont chargés d'émietter la surface des champs, d'arracher, d'exposer à l'air et au soleil, de détruire les racines des herbes parasites, enfin de recouvrir les semences ou les engrais-poudre répandus.

Quelque puissante que soit l'action de ces instrumens, il en est un plus parfait encore : c'est la herse norvégienne. Celle-ci se compose de plusieurs séries d'anneaux armés de longues dents, en un mot de hérissons enfilés dans des axes parallèles de manière à tourner, indépendamment les uns des autres, en entre-croisant leurs pointes. On comprend que les mottes de terre sur lesquelles se promène un tel mécanisme, tout à la fois perforées et déchirées, sont pulvérisées comme si plusieurs herses avaient opéré simultanément en sens contraire sur le même terrain.

Souvent il importe d'ameublir la croûte extérieure du sol tout en maintenant ou même en augmentant la cohésion intrinsèque : c'est alors qu'intervient l'emploi des rouleaux à disques tranchans ou à barres parallèles (rouleaux squelettes) et des rouleaux à pointes, dont le poids et les aspérités agissent en même temps.

Après avoir été bien préparé, le sol doit recevoir la semence destinée à germer. Dans cette opération délicate, la machinerie rurale parvient encore à remplacer en partie le travail des hommes. Elle a imaginé de grandes caisses ou trémies, c'est-à-dire des réservoirs de grains aboutissant par des tubes à des dents de rayonneur que suivent ou que ne suivent pas des appendices destinés à recouvrir la semence. Celle-ci, dont la chute est réglée par des cuillers, des cannelures, en un mot par d'ingénieux organes distributeurs, se débite régulièrement, sous l'influence d'engrenages que commandent les roues du semoir, dans les tubes conducteurs; elle trouve préparé par la dent du rayonneur le sillon où elle doit être enfouie, et la herse qui marche après le semoir, ou même l'appendice qui fait partie de ce dernier, l'a bientôt recouverte. Évidemment, on peut avec de pareils engins économiser une certaine quantité de semence et répandre celle-ci avec une régularité extrême; mais quiconque a remarqué les semoirs qui figuraient à l'exposition de 1860 a dû comprendre que l'emploi de ces instrumens exige une trop grande perfection de travaux préparatoires pour que l'économie finale soit sensible dans les années où le prix des grains n'atteint pas une énorme valeur. En outre le prix d'achat d'un bon appareil ne peut être que considérable, et le maniement du semoir exige des soins minutieux. Plusieurs agronomes contestent d'ailleurs l'opportunité des semis en lignes pour nos céréales, dont le mutuel soutien et la maturité simultanée paraissent se trouver mieux d'un semis à la volée; aussi les semoirs ne sont-ils encore adoptés que par peu de per-

sonnes et presque exclusivement par celles qui cultivent, en vue de l'industrie, d'immenses champs de betteraves.

Il ne suffit pas toujours de préparer le sol d'une manière convenable et de lui confier la graine ou le plant qui doit s'y développer; certains végétaux exigent encore, pendant le cours de leur vie, des soins particuliers qui peuvent quelquefois leur être donnés mécaniquement. S'agit-il par exemple de sarcler des plantes mises en ligne: au lieu de faire nettoyer le sol par des ouvriers armés d'outils tranchans, on attelle un cheval à une sorte de scarificateur ou d'extirpateur dont les dents reçoivent diverses formes et dont le bâti, grâce à des charnières, s'élargit ou se rétrécit à volonté. C'est la houe à cheval (bineur), qui remplace dans la grande culture une armée de sarcleurs ou de sarcleuses dont les salaires auraient absorbé tout le profit du fermier. On conçoit que cet indispensable instrument se prête à une foule de modifications, dont plusieurs sont souvent commandées par la nature du sol, dont plusieurs autres sont d'une utilité contestable. Il faut hésiter à employer les bineurs, dont les couteaux, adaptés à un bâti fixe et rigide, ne se prêtent pas aux différences d'écartement qui peuvent se présenter dans les lignes à sarcler.

Nous avons revu à l'exposition de 1860 d'ingénieux appareils qui, pour opérer plus vite, embrassent à la fois un certain nombre de lignes. Les couteaux peuvent, à l'aide de vis de pression, être fixés à des points variables; mais combien y a-t-il, dans la pratique agricole de notre pays, d'exploitations dirigées avec une coquetterie telle que les plantations se trouvent toujours mathématiquement espacées? Croit-on vraiment ces houes immenses admissibles ailleurs que dans les pays bien plats, dans les sols très doux et parfaitement épierrés, dans les champs libres de tous arbres, dans les cultures parfaites au point de ressembler au jardinage, et sous la main de conducteurs attentifs et adroits? Tout cela se trouve quelquefois réuni, trop rarement néanmoins pour que la simple houe à charnières ne soit pas encore longtemps la plus utile et la plus répandue.

Après avoir été débarrassées des mauvaises herbes qui en gênaient la croissance, les plantes cultivées en ligne ont souvent besoin d'être *renchaussées*, c'est-à-dire recouvertes au pied par une butte de terre. Une charrue dont on peut régler l'écartement, grâce à deux versoirs mobiles, accomplira économiquement ce travail. S'il faut au contraire tracer dans un champ ou dans un pré une rigole assez profonde et assez carrément ouverte pour servir à l'irrigation, on a recours à une charrue, sur laquelle s'adapteront deux coutres destinés à couper la terre à droite et à gauche à une distance suffisante.

Au lieu de butter, de renchausser les plantes qui végètent, au lieu de creuser des rigoles, veut-on niveler le terrain avant de l'ensemencer : la machinerie offre des ravales culbuteuses (espèces de grandes pelles) que traîne un cheval, et qu'un homme fait, à l'aide d'un levier, se charger et se décharger elles-mêmes alternativement. Si ce travail est considéré comme insuffisant, les rouleaux plombeurs interviennent à leur tour et par leur poids raffermissent le sol en même temps qu'ils l'unissent. Cette façon spéciale est surtout nécessaire dans les champs et les prairies dont les récoltes doivent être fauchées mécaniquement; mais il convient d'employer de préférence des rouleaux composés de plusieurs cylindres indépendans, parce que les *tournées* de ceux-ci se font beaucoup plus vite et sans dommage pour les plantes.

C'est au moment des récoltes, moment si pénible pour les ouvriers et si inquiétant pour les cultivateurs, que commence l'intervention la plus admirable de la machinerie dans les travaux de la campagne. La préparation du sol se faisait déjà depuis longtemps avec des instrumens sans cesse meilleurs; mais la récolte ne s'obtenait qu'à grand renfort de bras, qu'on ne trouvait pas toujours en nombre suffisant. L'importance du problème à résoudre était donc immense, car il faut, en quelques jours, couper, préparer et enlever tous les foins que mangent les animaux, couper, engerber et enlever toutes les céréales que consomme la population. Au court délai laissé par la maturité des grains et par la beauté du temps, une difficulté nouvelle, le manque des bras, venait encore ajouter ses terribles menaces. Quelques efforts que les inventeurs eussent déployés depuis le commencement du siècle pour résoudre le problème, quelques progrès qu'ils eussent réalisés, quelque foi dans le succès qu'eussent les hommes spéciaux, l'esprit public regardait, il n'y a pas longtemps encore, comme un rêve la coupe et la fenaison mécaniques des fourrages, la moisson mécanique des céréales. Aujourd'hui l'incrédulité n'est plus permise. A Vincennes en 1860, à Fouilleuse en 1859, les expériences qui ont eu lieu ont complétement réussi. L'emploi des moissonneuses, des faucheuses et des faneuses devient pratique; il sera bientôt presque général.

Il paraît positif que, dès l'antiquité, les cultivateurs intelligens s'étaient préoccupés du secours qu'on pouvait demander aux machines. Entre les moyens grossiers dont nos lettrés peuvent rechercher curieusement la définition dans Palladius ou dans Pline et les machines actuelles, il y a, outre la distance des siècles, toute la distance qui existe entre un grand peigne arrachant tant bien que mal des épis et une moissonneuse coupant contre terre des tiges entières qu'elle dépose régulièrement elle-même hors du chemin qu'elle doit suivre à son retour.

Plusieurs systèmes ont été essayés, plusieurs le sont infructueusement encore; un seul est consacré par le succès. Il consiste en une scie à larges dents qui s'agite avec une extrême activité au milieu de longues dents fixes, et coupe ainsi les tiges qu'elle rencontre, comme le ferait un sécateur, en les appuyant sur les dents fixes entre lesquelles s'exécute sa course rapide. Ce sont les roues sur lesquelles est portée la machine qui, au moyen de divers engrenages, donnent à la scie mobile son mouvement de va-et-vient. Ce principe est commun aux faucheuses d'herbe et aux moissonneuses. Ces dernières toutefois ont besoin d'un moulinet qui rabatte devant elles les tiges à couper, les appuie quand elles sont saisies par la scie et les fasse incliner d'abord, puis tomber sur la table qui doit les recevoir. Les machines les plus perfectionnées se compliquent en outre d'hélices qui remplacent la table en question et conduisent les tiges de blé de l'autre côté de la moissonneuse, les déposant sur le sol, les épis en dehors, perpendiculairement au chemin tracé par la machine, en tas réguliers.

Il faut avouer que le moulinet peut, si sa marche est trop rapide et si la moisson se fait tard, égrener des épis. Il faut avouer encore que le travail des hélices, en augmentant les rouages, exige une force plus considérable que si la moissonneuse se contentait d'imprimer à la scie son mouvement de va-et-vient. Cependant la perfection et la rapidité du travail font donner la préférence aux machines les plus complètes. Celles qui doivent être montées par des ouvriers s'exténuant, sous un soleil de canicule, à rabattre les tiges devant la scie et à les ramasser en javelles sur la table où elles tombent ne doivent pas être considérées comme satisfaisantes. L'homme qui monte une semblable machine doit surveiller sa scie : comment est-il possible de lui imposer une autre responsabilité? La perfection du travail, l'économie du temps et des hommes sont mieux obtenues par les moissonneuses complètes; il faut donc adopter celles-ci, quoiqu'elles coûtent un peu plus cher et soient un peu plus compliquées. On ne peut, à ce point de vue, qu'approuver les décisions déjà prises par les jurys des précédens concours, et l'on reste convaincu que les mêmes jugemens seront toujours portés.

En même temps que l'exposition des machines avait lieu au Palais de l'Industrie, un concours international des instrumens destinés à exécuter la récolte des fourrages avait lieu à Vincennes : 115 appareils figuraient sur le programme spécial. Ce chiffre, rapproché du petit nombre des instrumens exposés aux concours antérieurs, indique avec quelle ardente sollicitude la question est poursuivie par le public et les constructeurs. Ce sont les machines étrangères qui ont remporté le prix. Cela était juste; il n'y a donc qu'à nous incliner devant leur incontestable supériorité, et à les employer de pré-

férence, tant que nous n'aurons rien inventé de meilleur. Au reste, une réserve doit être faite relativement à ce que promettent tous les mécaniciens. Le travail des utiles instrumens dont il s'agit est assez pénible pour que les bêtes attelées doivent être relayées. Une machine à un cheval exige donc deux chevaux, comme une machine à deux chevaux en nécessite quatre. Cela est vrai toujours, et pour toutes sans exception aucune. Cette observation faite, nous déclarons avoir vu à Vincennes un seul cheval et un seul homme faucher admirablement bien en deux heures et demie un hectare d'herbe haute, dure et serrée. C'est à peu près, avec deux chevaux, le temps que demande aux machines étrangères, primées à Fouilleuse, la moisson d'un hectare de blé. Quel admirable résultat! Il faut, pour utiliser de semblables engins, restreindre beaucoup le nombre des arbres que quelquefois on plante au milieu des champs, allonger les champs mêmes autant que possible, les épierrer et rouler soigneusement, se servir de chevaux dociles et de charretiers intelligens; mais comment négliger de pareils soins dans une bonne culture, que l'on adopte ou non les moissonneuses mécaniques?

Le travail des faneuses est encore plus rapide. Un seul de ces instrumens remplace au moins quinze femmes; il se compose de râteaux indépendans les uns des autres, disposés bout à bout, fixés au moyen de ressorts et de charnières sur un bâti polyédrique, auquel les roues de la faneuse communiquent un mouvement de rotation. Ces râteaux, en tournant, soulèvent le foin coupé, et le projettent derrière eux en pluie régulière. Un obstacle imprévu, comme une pierre ou un pli de terrain, vient-il à se produire : les râteaux s'infléchissent sur le ressort, et le travail continue sans aucun accident. S'agit-il de soulever légèrement des fourrages dont les feuilles délicates ne résisteraient point à de semblables secousses : les râteaux peuvent, à l'aide d'un simple changement dans la communication des mouvemens, agir en sens contraire et retourner seulement le foin sans le projeter en l'air. Puis viennent, également attelés et montés sur des roues, de grands râteaux dont les longues dents courbes, indépendantes les unes des autres, ramassent le foin séché, en se prêtant à toutes les ondulations du terrain. Un levier permet de soulever simultanément toutes ces dents, qui déposent alors le foin en gros rouleaux réguliers.

Quand les récoltes sont mûres, sèches et rentrées, le travail du cultivateur n'est cependant pas fini. Ces récoltes, il faut les utiliser. C'est alors que, à l'abri des bâtimens de la ferme ou en plein air, selon le temps, se mettent en mouvement les batteuses. Celles-ci sont déjà pour tout le monde de vieilles connaissances. Qui n'a entendu dans la campagne leur bruyant ronflement? Elles se sont

en effet singulièrement répandues depuis plusieurs années, et la construction des batteuses est devenue l'une des branches les plus importantes de notre machinerie agricole. En opérant un battage plus complet que le fléau, elles rendent au pays le service d'augmenter un peu ses ressources alimentaires. Elles ont aussi le mérite de détruire, par la violence du choc auquel le grain est soumis, un grand nombre d'œufs, de larves et d'insectes nuisibles, et d'affranchir beaucoup d'ouvriers des conditions délétères où les plaçait pendant de longs mois le battage en grange à l'aide du fléau.

On peut définir les machines à battre des appareils qui saisissent, entre un tambour batteur animé d'une grande rapidité et un contre-batteur fixe, les portions de gerbes qu'on leur présente, afin de soumettre les épis à des secousses assez énergiques pour en faire sortir tous les grains qu'ils renferment. Les batteuses que fait marcher la vapeur, et que desservent un nombre suffisant d'hommes, accomplissent un travail étrange, presque incroyable : en supposant qu'il soit possible de leur fournir tout ce qu'elles sont capables de dévorer, les plus actives viendraient à bout de six mille gerbes en dix heures, dix gerbes à la minute; mais, tout en se tenant fort loin d'un pareil prodige, le battage mécanique ordinaire apporte à notre agriculture un très précieux concours. On peut en moyenne compter, avec une bonne machine, sur un rendement de cent gerbes de blé par jour et par homme employé. C'est, on le voit, mieux que le dépiquage, le rouleau, le fléau, mieux aussi que ce que l'Écossais André Meikle obtenait, il y a trois quarts de siècle, avec la machine qui a servi de point de départ à nos batteuses actuelles.

Certaines machines battent en long, c'est-à-dire que l'épi entre le premier dans le gouffre béant auquel on le présente. La paille suit dans toute sa longueur, et elle ressort du côté opposé plus ou moins brisée, mais entièrement dépouillée des grains qu'elle portait. Les autres laissent plus de grain et travaillent moins vite, mais elles conservent mieux la paille : ce sont celles dites batteuses en travers, qui agissent par frottement et par percussion en même temps, tandis que les premières n'agissent que par percussion. La rapidité du tambour batteur des secondes est moindre; les dimensions de l'appareil sont plus grandes. On doit les employer partout où la paille peut se vendre; mais les premières semblent préférables là où le cultivateur utilise lui-même ses pailles et les convertit en fumier, parce que le fumier des pailles un peu brisées est toujours de qualité supérieure. Machines battant en long, machines battant en travers, elles peuvent les unes et les autres recevoir comme appendices, si le moteur qui les commande est réellement assez puissant pour bien suffire à ce surcroît de rouages, un secoueur qui sépare

la paille du grain entraîné avec elle, un tarare enfin qui nettoie le grain obtenu. Peut-être beaucoup de nos cultivateurs auraient-ils plus d'avantage à se contenter d'appareils mieux proportionnés aux forces de leurs attelages, à battre par conséquent plus vite et plus *à fond*, et à laisser pour un autre moment l'opération du nettoyage des grains.

Quand la batteuse n'a pas fait elle-même ce dernier travail, on emploie le tarare. Autrefois nos pères se servaient du van en osier; aujourd'hui le tarare est répandu partout. C'est une machine dans laquelle un jeu de palettes facilement mises en mouvement détermine un courant d'air assez fort pour chasser au loin les débris les plus légers, porter au milieu les débris de pesanteur moyenne, et laisser tomber les grains sur des grilles chargées d'opérer un nouveau triage, basé cette fois sur la grosseur et non plus sur le poids.

On a, pour les semailles et pour la vente, intérêt à délaisser les grains de qualité médiocre et les grains de nature étrangère. Alors interviennent les trieurs, dont tout le mécanisme repose sur un tamisage par des feuilles métalliques perforées qui agissent successivement. Plusieurs de ces trieurs sont adjoints aux tarares et opèrent en même temps; d'autres ne fonctionnent que séparément. C'est encore le tamisage à l'aide de longs cylindres en toiles métalliques qui permet d'enlever rapidement aux balles et menues pailles les poussières dont les animaux se trouveraient incommodés. Les modestes engins qui accomplissent ce travail contribuent fort à répandre l'emploi des déchets de battage comme ressource alimentaire pour les bêtes entretenues sur la ferme.

L'exposition de 1860 comprenait encore, en vue du service alimentaire des animaux domestiques, un grand nombre d'aplatisseurs et de concasseurs de grains, des laveurs de racines se rapprochant tous du même modèle, et une infinie variété de coupe-racines. Ce dernier instrument est devenu indispensable depuis que la betterave joue dans la nourriture d'hiver des animaux un rôle de plus en plus important; mais nos constructeurs paraissent en avoir multiplié les diverses dimensions et les formes possibles bien au-delà de ce qu'explique la raison. Peu importe que les lames qui doivent découper les racines soient disposées sur un disque, sur un cône ou sur un cylindre, et qu'elles soient dentées de telle ou de telle manière : pourvu que les racines puissent être coupées vite, en morceaux suffisamment fins, avec un emploi de force peu considérable, l'instrument est bon.

Au nombre des machines qui servent partout et à tous, il faut en dernier lieu citer la baratte, dont on connaît plusieurs modèles. Dans les unes, on agite de haut en bas un morceau de bois muni d'un dis-

que; dans d'autres, dont la forme varie, on fait agir des ailes intérieures fixées sur un axe mobile. La meilleure baratte paraît être celle dite polyédrique, qui consiste en une sorte de boîte à pans coupés, suspendue sur un tréteau, dans laquelle on verse le lait ou la crème, et à laquelle on imprime ensuite un mouvement de rotation. Les pans coupés de cette baratte et une aile fixe qui la traverse déterminent dans le liquide des chocs assez violens pour amener bientôt la formation ou plutôt la séparation du beurre, sans que la main de l'homme ait eu à déployer autant de force qu'avec les autres systèmes.

Telles sont donc en 1860, à peu d'omissions près, les machines qui doivent meubler toutes nos grandes et moyennes fermes soumises à une direction intelligente : non pas que chaque ferme doive posséder un exemplaire de tous les systèmes d'instrumens dont nous venons de parler; mais on peut dire qu'une culture économique et sérieuse n'est plus possible aujourd'hui sans l'emploi d'un ou plusieurs instrumens de ces diverses séries. C'est aux hommes personnellement intéressés dans la question qu'il appartient de comparer et de choisir. L'exposition qui vient de se clore leur a fourni de nombreux sujets d'étude. A un autre point de vue, elle aura offert à tous ceux qui aiment l'agriculture un intéressant spectacle. Ce n'est pas sans joie que nous avons remarqué l'empressement du public attiré en foule par l'exposition de 1860. Un tel empressement prouve que les vrais besoins de nos campagnes sont généralement sentis. Les admirables progrès réalisés par nos constructeurs ont dignement répondu à cette curiosité sympathique. Non-seulement la machinerie agricole concourt à la marche de la civilisation par les admirables facilités qu'elle apporte à la culture des matières premières, mais à cette fonction économique elle joint un rôle tout moral par la salutaire influence qu'elle doit exercer sur la condition des populations rurales, en réglant leurs salaires d'une façon légitime et en apportant aux maux de l'émigration dans les villes un remède vraiment efficace, puisqu'il est fondé sur le seul exercice de la liberté. Avec de pareils élémens, on ne doit pas désespérer de l'avenir. Les progrès de la liberté commerciale, ainsi que l'amélioration de nos mœurs et de nos goûts publics, feront bientôt le reste, quand l'esprit de la France reviendra par besoin vers l'activité de ses affaires intérieures et le développement des richesses de son territoire.

L. VILLERMÉ.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 juin 1860.

Nous ne sommes pas surpris que l'entrevue de Bade n'ait pas eu la vertu de chasser tous les diables bleus qui offusquent et attristent l'opinion. L'esprit public aurait voulu un changement de décors à vue, un coup de baguette qui le transportât soudainement dans une calme et fraîche Arcadie. L'esprit public est trop exigeant en sa morosité, il s'abuse sur la puissance de nos magiciens couronnés. L'entrevue de Bade est certes un acte important, et nous essaierons tout à l'heure d'en mesurer les conséquences; mais cet acte, une fois accompli, a bientôt cessé d'être la tonique de la situation présente. Le fait dominant pour l'instant qui passe, celui autour duquel se forme le nœud mobile de la politique générale, n'est point aux bords du Rhin : c'est l'Italie qui en est plus que jamais le théâtre, c'est à Naples surtout qu'il se concentre. Il faudrait être peu clairvoyant pour ne pas s'apercevoir que la politique des divers cabinets est bandée et tendue vers les affaires des Deux-Siciles, et que les combinaisons diplomatiques qui vont défrayer pendant quelque temps les mauvais rêves de l'opinion dépendront de ce qui va survenir à Naples.

Partisans de l'émancipation de l'Italie et de l'application du principe de non-intervention aux événemens révolutionnaires par lesquels se poursuit la transformation de la péninsule, nous ne nous sommes jamais attendus pourtant à voir les diverses cours de l'Europe assister jusqu'au bout, avec une imperturbable patience et une indifférence léthargique, aux diverses péripéties de cette révolution. Pour les cours légitimistes, les affaires d'Italie doivent être autre chose qu'une charade dramatique; il est impossible qu'elles n'interprètent pas d'une façon désagréable le gigantesque appétit dont le Piémont leur semble doué. Nous qui croyons à l'existence d'un peuple italien, nous ne sommes point offensés des irrégularités de forme que les

Italiens ne craignent pas de commettre pour conquérir l'unité nationale. Si des expéditions s'organisent en Piémont pour aller révolutionner la Sicile, ce n'est à nos yeux qu'une patriotique tentative, qu'un effet des dissensions intestines d'un peuple, et nous ne sommes pas plus surpris de voir les Italiens du nord s'occuper des affaires des Italiens du midi que nous ne sommes étonnés, en lisant l'histoire ancienne, de voir les perpétuelles interventions des républiques grecques dans leurs affaires mutuelles. Ce flegme philosophique sied à de libéraux, pratiques et humoristes Anglais, ou à de frivoles Français, saturés d'esprit révolutionnaire; mais comment croire que les divers souverains de l'Europe en puissent être imbus? Aux yeux de la plupart d'entre eux, il n'y a plus, à l'heure qu'il est, de droit public en Italie; Victor-Emmanuel a renié toutes les traditions monarchiques, et M. de Cavour tous les principes du droit des gens. L'annexion des duchés et de la Romagne au moyen du suffrage universel était déjà une chose singulièrement difficile à digérer. Au moins il y avait là des circonstances atténuantes, l'effet d'une grande guerre, la fuite des princes, etc.; mais ce qui se passe pour la Sicile, ce qui se prépare pour le royaume de Naples, n'est-il pas le renversement de toute légalité internationale? Quoi! le roi de Sardaigne est en paix avec le roi de Naples; l'ambassadeur du premier n'a pas quitté la capitale du second : chez le roi de Sardaigne pourtant, des bandes s'organisent ouvertement pour renverser le roi de Naples; on recueille en plein jour, avec tout l'éclat de la publicité, les fonds nécessaires à l'entretien de ces corps-francs; les volontaires de la révolution trouvent toutes les armes dont ils ont besoin, et jusqu'à des canons; ils partent de Gênes sous l'œil du gouvernement et ont leur relâche marquée à Cagliari! Vit-on jamais rien de semblable dans l'Europe policée? Vit-on jamais un gouvernement régulier permettre ainsi la formation de corps de volontaires franchement recrutés contre un gouvernement ami? Vit-on jamais un gouvernement monarchique laisser tranquillement partir de ses ports de semblables expéditions, sans essayer de réprimer ces tentatives, sans les décourager même par un signe de désapprobation? Voilà le spectacle que donne depuis deux mois le Piémont, et nous convenons qu'il est bien fait pour scandaliser les cours européennes qui ont conservé des mœurs orthodoxes. Cependant pour de telles cours il y a là quelque chose de plus grave : l'Italie est en révolution, et cette révolution est un exemple. Il y a bien des nationalités souffrantes en Europe qui, après le triomphe de Garibaldi en Sicile, doivent rêver, elles aussi, d'enfanter des Garibaldi. Le spectacle n'est donc pas seulement pénible, il est périlleux. Nous comprenons que la plupart des cabinets en soient émus et irrités, et que les événemens de l'Italie, s'unissant aux autres motifs de crainte qui agitent les gouvernemens et les peuples, favorisent, décident et hâtent certaines combinaisons et certains rapprochemens dont on commence à s'entretenir.

Ce n'est en effet un mystère pour personne qu'une sorte d'orage diploma-

tique se forme en ce moment contre le Piémont. Parmi les grandes puissances continentales, la Prusse et la Russie ne cachent pas leur déplaisir; l'Espagne aussi paraît se mêler à la colère générale. L'irritation des cours n'aura, nous l'espérons, aucun effet immédiat et direct contre le Piémont et l'Italie. Ce n'est peut-être pas la faute du cabinet de Pétersbourg, si l'on n'a pas fait tout de suite, et à propos des événemens de Sicile, quelque démonstration significative. On prétend que le prince Gortchakof aurait voulu envoyer dans les eaux des Deux-Siciles, de concert avec la France, une flotte destinée à empêcher les progrès d'un état de choses que la Russie voit avec un profond mécontentement. S'il est vrai qu'une pareille invitation ait été adressée à la France par le cabinet de Pétersbourg, nous ne doutons pas que notre gouvernement ne l'ait déclinée. Le principe de non-intervention proclamé et pratiqué par la France mettra obstacle à toute tentative d'ingérence de la part des autres puissances dans les affaires d'Italie. Les cabinets qui ne cachent pas l'inquiétude que leur inspire la situation de la péninsule s'abstiendront de toute démarche directement hostile à la révolution italienne; mais il y aurait de la puérilité à s'imaginer que les craintes de ces puissances s'épuiseront sans laisser de trace dans la politique générale de l'Europe. N'y eût-il pour elles d'autre sujet d'anxiété que l'état de l'Italie, qu'il faudrait s'attendre à voir cette situation influer sur les tendances de leur politique et sur le système de leurs alliances. Les progrès de la révolution italienne ne sont pas étrangers, on peut en être sûr, au travail de rapprochement qui s'opère entre les diverses cours germaniques. Ce n'est pas la moindre des causes qui ont décidé le prince-régent de Prusse à prêter l'oreille aux intermédiaires officieux qui veulent réconcilier les deux grandes puissances allemandes. L'on va sans doute trop vite en supposant que le prince de Prusse est déjà prêt à garantir à l'Autriche les provinces italiennes qui lui restent; mais il dépend peut-être de la marche qui sera imprimée à la révolution italienne que la Prusse soit conduite fatalement à cette conséquence extrême.

La marche de la révolution italienne, au point où en sont venues les choses, peut-elle être ralentie et modérée? Nous n'hésitons pas à dire que nous le voudrions fort dans l'intérêt de l'Italie et dans l'intérêt de la France, mais nous ajouterons que nous l'espérons peu. Depuis le début des affaires italiennes, nous avons vu clairement que le mouvement de la péninsule devait aboutir à l'unité. Nous le disions à ceux qui en France croyaient travailler à la formation d'une confédération impossible, et nous acceptions cette inévitable conséquence de l'impulsion que la France allait par la guerre donner à l'Italie. Cependant, pour la réussite de cette œuvre difficile, nous eussions souhaité que la force des choses ne la précipitât point, et pour qu'elle s'accomplît avec la lenteur et la sécurité nécessaires, nous eussions voulu que la France conservât assez d'autorité morale sur le Piémont et sur les meneurs de l'Italie pour pouvoir les contenir, les retenir, et les obliger de n'attendre

leur triomphe final que de la force propre qu'ils auraient acquise en consolidant leurs premiers succès. Notre vœu était que dans cette entreprise où la France s'unissait d'une si étroite solidarité à l'Italie patriote et libérale, la France dirigeât le mouvement et ne fût exposée en aucun cas à être entraînée. Nous croyons, et nous l'avons dit franchement à l'occasion, que la France n'a pas toujours fait ce qu'il fallait pour conserver la direction du mouvement italien. Plusieurs causes ont précipité ce mouvement, et parmi ces causes il faut sans doute compter en première ligne l'obstination aveugle des gouvernemens qui, en refusant les réformes, ont provoqué follement la révolution qui menace de les dévorer. Quoi qu'il en soit, du jour où la France, en compensation du consentement qu'elle accordait à l'annexion des duchés au Piémont, a réclamé et obtenu pour elle-même l'annexion de la Savoie et de Nice, les unitaires italiens n'ont plus senti de frein, et ont considéré l'unité de l'Italie comme certaine : avec cette logique subtile et légèrement railleuse dont ils ont fait preuve depuis un an, ils se sont crus assurés de la tolérance, sinon du concours de la France. La France, se sont-ils dit, bon gré, mal gré, laissera le Piémont aller jusqu'au bout; pourvu que l'Italie s'abstienne de ces excès révolutionnaires qui révoltent la conscience universelle, la tolérance dont nous couvrira la France ne s'arrêtera qu'aux portes de Rome. Forts de cette argumentation, qui, à leurs yeux du moins, doit paraître plausible, ils se sont élancés à leur but afin de profiter de l'ébranlement donné par les événemens récens à l'esprit public en Italie, et du désarroi où ces mêmes événemens avaient mis l'Europe, en se promettant de garder vis-à-vis de nous toutes les apparences et de nous compromettre le moins possible. Les premiers résultats de cette politique audacieuse sont aujourd'hui visibles dans l'insurrection de Sicile, et nous en avons la crise sous les yeux à Naples.

C'est bien une crise pour la question italienne que ce régime que le roi de Naples essaie d'inaugurer en arborant le drapeau national et en octroyant une constitution. Les concessions du roi de Naples ont été tardives, mais elles ont été plus larges qu'on ne l'avait dit d'abord : ce n'est pas la constitution française, c'est le statut piémontais que le roi de Naples prend pour modèle, et quant à la Sicile, le roi serait, dit-on, disposé à y établir en faveur d'un prince de sa famille une royauté indépendante. Nous disons que cette concession du roi de Naples est une crise pour la question italienne. A nos yeux en effet, l'inauguration du régime libéral à Naples devrait être l'occasion d'une halte salutaire dans la marche déjà trop rapide de la révolution italienne. Nous allons voir si le Piémont est resté assez maître de la direction du mouvement, si la révolution italienne a conservé assez d'empire sur elle-même, si la France possède assez d'influence sur le Piémont et sur l'Italie pour que le mouvement se puisse arrêter à la station qu'offre la constitution accordée par le roi de Naples. Nous le répétons, nous n'espérons guère qu'il en soit ainsi. Déjà nous voyons dans le parlement piémontais les

réfugiés napolitains demander que les offres d'alliance du roi de Naples soient repoussées; déjà nous entendons dire par les unitaires que, si le roi de Naples donne réellement une constitution, la dynastie sera avant deux mois déposée par le parlement. Nous formons donc, nous ne nous le dissimulons point, un vœu presque chimérique en exprimant le désir que le nouveau régime napolitain soit loyalement accepté et essayé par l'Italie. Ce vœu mériterait pourtant d'être pris en considération par les esprits sages et les politiques avisés de la péninsule. C'est un devoir du libéralisme d'accepter sincèrement les concessions des souverains, même quand elles ne sont qu'une capitulation consentie à la dernière heure. Le Piémont doit prendre garde d'offenser par l'impatience de ses ambitions la conscience de l'Europe. L'Italie doit réfléchir qu'il lui importe de coordonner ses ressources et d'organiser sérieusement ses forces avant d'affronter par une unité trop hâtive les périls attachés au rôle convoité par elle d'une grande puissance européenne : elle doit craindre au contraire de compromettre une expérience trop récente et trop fragile en l'exposant aux incertitudes d'un conflit général. La France enfin a presque le même intérêt que l'Italie au succès de la régénération de la péninsule, et la sûreté de son jugement n'est point obscurcie dans l'appréciation de cet intérêt par la fumée des passions populaires. La France encourt des responsabilités par les actes de l'Italie; ces actes peuvent la placer dans l'alternative, ou d'assister avec confusion à l'avortement de l'œuvre qu'elle a voulu féconder au-delà des Alpes, ou de s'imposer de nouveaux sacrifices et de s'exposer à de nouveaux dangers. La France, tout en observant et en faisant observer le principe de non-intervention, a donc le droit de se faire écouter en Italie : elle n'a pas dû accorder au roi de Naples la garantie de ses territoires, puisqu'une telle garantie eût pu l'obliger à se départir du principe de non-intervention; mais au moment où Naples se rend enfin à ses conseils, il est de son honneur de lui donner son appui moral; il est de son honneur que cet appui moral soit plus profitable au roi de Naples, entrant sur le terrain du libéralisme, qu'il ne l'a été l'année dernière aux archiducs autrichiens, qui avaient, il est vrai, traité la France à la façon de la Providence, et qui, aidés par elle, n'avaient pas su s'aider eux-mêmes de quelque courageuse initiative et de quelque intelligente inspiration.

Nous ne doutons point que l'Italie ne soit pour le moment laissée à elle-même, mais nous ne doutons pas non plus que tous les événemens qui s'accompliront en Italie n'aient une influence marquée sur les dispositions et les relations mutuelles des grandes puissances. Tant que le mouvement révolutionnaire durera dans la péninsule, il y aura dans les affaires de l'Europe un principe flagrant d'instabilité dont toutes les situations se sentiront menacées. De graves incidens devenant possibles à tout moment, chacun sera obligé de se tenir sur ses gardes. De là ces efforts, de la part de quelques grandes puissances, pour oublier devant un péril commun d'anciennes

rivalités aigries par de récens dépits. Nous avons, il y a plus d'un mois, signalé en Allemagne les symptômes qui annonçaient un rapprochement entre la Prusse et les états secondaires, lequel ne pouvait être que l'avant-coureur d'un rapprochement entre la Prusse et l'Autriche. On sait que, dans l'état actuel de la confédération germanique, tout est désordre, et tout devient impossible lorsque les questions portées à la diète n'ont pas été résolues dans une entente préalable par l'Autriche et la Prusse. La Prusse et l'Autriche étant divisées, une guerre intestine avait paralysé cette année l'action fédérale. L'idée de réunir les princes allemands et de rétablir dans une conférence de souverains un meilleur accord au sein de la confédération est due au roi Maximilien de Bavière. Ce prince, uni au même degré par des liens de parenté aux cours d'Autriche et de Prusse, appelé d'ailleurs naturellement par la position de la Bavière, qui est le plus considérable des états secondaires, au rôle de médiateur entre les deux grandes puissances, sentait vivement la nécessité de mettre fin à une scission qui enrayait l'action de la confédération, et qui morcelait et affaiblissait l'Allemagne en face des problèmes et des périls que présente la situation de l'Europe. La conférence des princes allemands qui s'étaient donné rendez-vous à Bade ne devait d'abord se composer que du prince-régent de Prusse, des rois de Bavière et de Wurtemberg, des grands-ducs de Bade et de Hesse-Darmstadt. Plus tard, lorsque l'empereur des Français eut fait connaître l'intention de se rendre à Bade, la conférence s'élargit : les rois de Saxe et de Hanovre, le grand-duc de Weimar, les ducs de Cobourg et de Nassau furent invités à y prendre part.

L'entrevue de l'empereur et des souverains allemands a donné à la conférence de Bade un relief européen. Pour le moment, nous ne nous occupons que de l'objet purement allemand et pour ainsi dire domestique de la réunion. Parmi les questions de cet ordre sur lesquelles devaient porter les délibérations des souverains, la première et la plus urgente était celle des réformes qu'il y a lieu d'opérer dans l'organisation militaire de la confédération. Cette question s'agitait depuis quelque temps dans la diète. La Prusse avait essayé de la résoudre en proposant de mettre de côté le commandement fédéral en temps de guerre et d'incorporer les contingens dans les armées de la Prusse et de l'Autriche. Ce plan n'avait pas seulement soulevé l'opposition la plus vive au sein des états secondaires; l'Autriche elle-même le repoussait. Le cabinet de Vienne avait exposé les motifs de son refus dans un mémoire auquel il a été répondu d'un ton assez aigre par une note prussienne du 2 juin. Il s'agissait donc de trouver un moyen terme pour rapprocher les opinions extrêmes. On savait que le roi de Wurtemberg était celui des souverains qui inclinait le plus vers la proposition prussienne sans toutefois l'admettre entièrement. Les paroles prononcées à Bade par ce prince dans la conférence du 18 juin nous ont appris que les états secondaires ont élaboré un projet destiné à concilier les vues divergentes. D'un autre côté,

le discours du prince-régent a donné clairement à entendre à ceux qui étaient au courant de ces débats qu'un arrangement allait se conclure entre la Prusse et l'Autriche, et, comme le premier point de cet arrangement doit régler la question militaire, il est probable que l'on touche à une solution.

A côté du rapprochement de la Prusse et de l'Autriche et de la réforme militaire, les autres questions allemandes qui ont pu être examinées à Bade sont d'un intérêt secondaire. On dit bien qu'il a été question de l'association allemande qui arbore, comme on sait, le drapeau unitaire, et des affaires de la Hesse et du Holstein. Il est douteux, croyons-nous, qu'au moment où ils se donnaient des gages d'union effective, les princes allemands se soient sérieusement inquiétés d'une association qui ne semble pas avoir obtenu une bien grande popularité. La question hessoise est en ce moment soustraite à l'action de la diète; la nouvelle constitution donnée par l'électeur l'a ramenée dans une phase où elle conserve le caractère d'une affaire purement intérieure. Quant au Holstein, il n'y a jamais eu de divergence d'opinion entre les confédérés allemands sur la question de droit : la discussion entre Allemands ne porte guère que sur l'opportunité des mesures à prendre. A ce point de vue, les états secondaires reconnaissent, nous n'en doutons pas, aussi bien que la Prusse, que la situation de l'Europe ne permet guère à l'Allemagne de faire prévaloir pratiquement ses vues sur les relations du Holstein avec la cour de Copenhague.

Pour que le double rapprochement que l'on se proposait d'opérer d'une part entre la Prusse et l'Autriche, de l'autre entre la Prusse et les états secondaires, pût, sinon s'accomplir entièrement, du moins se préparer à Bade, il fallait que l'attitude et la politique de la Prusse y fussent assez nettement dessinées pour dissiper les craintes que certaines manifestations du parlement prussien avaient inspirées aux états secondaires. A cet égard, la netteté du langage tenu par le prince de Prusse n'a rien laissé à désirer. Le prince-régent a déclaré que la Prusse défendrait énergiquement non-seulement l'intégrité du territoire germanique, mais encore l'intégrité de chaque état en particulier, lors même qu'elle serait en désaccord d'opinion avec les souverains de ces états sur la politique intérieure de l'Allemagne. On ne pouvait affirmer en termes plus formels que la Prusse ne songe point à relâcher ou à rompre le lien international qui unit les états fédéraux, ni à poursuivre la réforme de la confédération autrement que par les voies légales. L'honnête vigueur de cette déclaration emprunte une signification plus marquée au contraste des faits qui se passent en Italie. Le succès qu'elle a obtenu devrait, ce nous semble, donner à réfléchir au Piémont, et le mettre en garde contre les étourdissantes tentations qui l'assiégent.

Nous faisions déjà remarquer, il y a quinze jours, l'opportunité de l'excursion de l'empereur à Bade dans les circonstances où se trouvait l'Allemagne. Tandis que la confédération travaillait à son apaisement intérieur et cherchait dans l'union de ses membres une garantie contre les dangers

de la politique étrangère, l'empereur venait, autant qu'il était en son pouvoir, rassurer les princes allemands sur les desseins de la France. Nous ne doutons pas que l'empereur n'ait réussi à faire partager par la conférence des souverains la confiance qui l'avait conduit parmi eux. Ainsi que le prince de Prusse a eu le droit de le faire remarquer, la présence de l'empereur à Bade était le désaveu le plus éclatant des projets de revendication de frontière attribués à la France. A côté d'une démarche aussi significative, que sont ces brochures où l'on prend plaisir à entretenir les inquiétudes que le chef de l'état met tous ses soins à calmer, où l'on irrite en se jouant les préjugés des peuples étrangers pour exploiter en les flattant les préjugés de la France? On donne évidemment, à l'étranger et parmi nous, trop d'importance à ces spéculations de publicité, qui doivent leur éphémère retentissement aux restrictions fâcheuses qui empêchent la presse de lutter contre la crédulité de l'opinion et de redresser ces écrivains peu scrupuleux que les Anglais ont si bien appelés *catchpenny writers*, comme qui dirait des grippe-sous littéraires battant monnaie sur la sottise publique.

Malheureusement cette infirmité de la défiance et de la crainte a pris aujourd'hui des proportions qui surpassent l'efficacité des bonnes intentions et des plus sincères démarches. Quelle preuve plus frappante de l'étendue du mal que ce qui se passe en Angleterre? Nous ne sommes pas de ceux qu'offensent les manifestations guerrières auxquelles les Anglais s'abandonnent avec un si curieux enthousiasme. Quand la folie des entreprises, des préoccupations et des craintes de la politique étrangère s'empare des peuples, nous croyons qu'il est aussi imprudent qu'inutile de les chicaner sur les précautions qu'ils jugent nécessaires à leur sûreté. Contre le paroxysme de ce mal, nous ne connaissons d'abord qu'un remède : c'est que chacun s'arme suffisamment pour recouvrer le sentiment de sa sécurité. Que les Anglais et les Allemands s'arment donc à leur guise et qu'ils arrivent le plus tôt possible au moment où ils croiront n'avoir plus personne à craindre : il faut s'y résigner. Par malheur, cette façon qu'ont les peuples de se rassurer a deux inconvéniens graves : en premier lieu, elle n'est point expéditive; en second lieu, elle est ruineuse. Les Anglais par exemple viennent de se convaincre, par le rapport de la commission qui a été chargée d'examiner leur système de défense, que d'immenses fortifications leur sont nécessaires, s'ils veulent se protéger contre la perspective d'une invasion. Or la construction de ces fortifications demandera quatre années, et coûtera près de trois cent millions. Parmi les témoignages réunis dans cette enquête, celui qui a produit l'impression la plus profonde et qui a porté dans tous les esprits la conviction que l'Angleterre devait se fortifier à tout prix est la réponse de lord Overstone. Les questions posées par la commission à lord Overstone sont un singulier signe du temps. On lui demandait son opinion sur les effets probables de l'occupation de Londres par une armée envahissante, dans le cas où les livres, les valeurs et les fonds publics auraient été mis à l'abri, et où les

propriétés particulières seraient respectées par l'envahisseur; on l'interrogeait sur l'influence qu'un tel événement pourrait exercer sur le commerce anglais, sur la prospérité des autres peuples et sur le contre-coup qu'en éprouverait l'envahisseur lui-même au point de vue financier et commercial. Personne n'était en état de répondre avec plus d'autorité que lord Overstone à ces étranges questions. Lord Overstone est peut-être le représentant le plus éminent du grand commerce et de la grande banque en Angleterre. C'est un de ces *prince-merchants* dont les Anglais sont si fiers, c'est le Jones Loyd de la Cité, élevé à la pairie non-seulement par sa grande influence et sa richesse commerciale, mais par la puissance qu'il a montrée dans ses conceptions économiques, et par le rare talent d'écrivain qu'il a déployé dans l'exposition de ses vues. Sir Robert Peel s'inspirait de ses conseils, et lord Overstone passe pour être l'auteur de la charte que le grand ministre a donnée à la Banque d'Angleterre. Rien que dans le contraste des aptitudes de cet homme éminent avec la nature des circonstances qui l'obligent à répondre aux questions que nous venons d'indiquer, il y a quelque chose qui fait violence à la raison et accuse notre époque. Nous ne reproduirons pas les réponses de lord Overstone. Espérons, pour l'honneur de la civilisation, que l'apocalypse hypothétique qu'il a tracée ne se réalisera jamais. Avec la connaissance si profonde qu'il a des ressorts subtils et compliqués de l'organisation du crédit commercial anglais, lord Overstone fait toucher du doigt les désastres qu'entraîneraient pour l'Angleterre, non pas même une invasion triomphante, mais seulement la menace sérieuse d'une agression pareille et le simple débarquement d'une puissante armée étrangère sur un point du territoire. Il montre également la réaction qu'un tel événement produirait infailliblement sur la prospérité commerciale des autres peuples. « Je ne doute pas, dit-il, que les conséquences d'un coup pareil porté à la prospérité de l'Angleterre ne fussent ressenties dans toutes les parties du monde où le commerce a pénétré. Une portion considérable des forces productives du monde est alimentée par le capital anglais et le crédit britannique. Voyez nos exportations annuelles s'élevant à une valeur d'environ deux milliards et demi; cela vous indique dans quelles proportions les autres contrées demandent à l'industrie britannique leurs consommations de nécessité ou de luxe. Considérez nos importations, qui représentent une somme égale et montrent quel débouché les productions des autres pays trouvent dans l'industrie britannique. Le pays d'où émanent ces gigantesques transactions ne peut être sérieusement endommagé sans conséquences désastreuses pour les contrées liées à lui par des relations directes ou indirectes. Telle est la loi bienfaisante du commerce international; tous les peuples commerçans sont intéressés solidairement à la prospérité croissante de leurs voisins, et l'on ne saurait douter que les effets du coup qui serait porté par une invasion à notre bien-être vibreraient à travers le monde commercial tout entier. Mais ces effets ne

peuvent être calculés d'avance avec exactitude; ce n'est qu'après l'événement fatal que les autres nations reconnaîtraient pleinement à quel point leurs intérêts sont liés à la fortune de ce pays. Il ne faut à aucun degré abandonner notre sûreté au soin de la sympathie tardive et précaire des autres peuples. L'aide que nous attendrions de ce côté n'arriverait que lorsque le mal serait consommé. Sur nous seuls doit reposer la défense de notre patrie. »

Quand nous voyons un homme de cette condition sociale et de cette valeur intellectuelle réduit à confronter sa saine et vigoureuse pensée avec de telles perspectives, la réflexion d'Hamlet nous vient involontairement à l'esprit : « Il y a quelque chose de gâté en Danemark. » Notre Danemark à nous, c'est l'Europe actuelle, avec ces spectres de guerre obstinés à la poursuivre. Nous vivons dans un temps où les gouvernemens commencent à se faire gloire de comprendre les lois économiques. Comment se fait-il que, pour la confusion de l'esprit humain et de la civilisation, ils mettent en oubli dans la profusion d'inutiles dépenses militaires les lois qui régissent la formation des capitaux? Tout cet excès de dépenses militaires, c'est du capital consommé pour ne plus se reproduire, c'est du capital détruit à plaisir. Or il est élémentaire aujourd'hui, et à quiconque s'occupe de politique et se mêle de gouverner il est interdit d'ignorer que le capital acquis des nations est la réserve, le fonds d'où le travail, et par conséquent les masses et les classes ouvrières tirent, par le mécanisme de la production industrielle et des échanges commerciaux, leur subsistance. Détruire gratuitement une quantité de capital, c'est détruire une égale quantité de l'aliment du travail et de la subsistance du peuple. Au point de vue scientifique, il y a une vraie barbarie, au point de vue moral une réelle cruauté dans cette dilapidation à laquelle se livrent à l'envi tous les gouvernemens de l'Europe. L'on voit ainsi que ce n'est pas la guerre seule qui est un mal, mais que la peur de la guerre est déjà une calamité, qu'il est inévitable que cette calamité, en se prolongeant par la manie des entreprises extérieures, n'enfante d'autres misères, et que le peuple qui aura le premier le courage d'accomplir un désarmement sincère, de pratiquer un système essentiellement et franchement pacifique, — de rendre aux autres par son initiative et son exemple la confiance et la sécurité, aura bien mérité du genre humain.

Nous envierions pour la France l'honneur d'un tel rôle. Placée comme elle l'est au milieu des diverses nations de l'Europe, ayant le pouvoir non-seulement par ses actes, mais par les pensées qui s'agitent en elle, de communiquer aux peuples qui l'entourent la confiance ou la terreur, elle nous paraît chargée par son histoire de deux imposantes responsabilités et de deux nobles devoirs. Nous sommes responsables des progrès libéraux et sociaux de nos voisins, auxquels nos exemples et notre propagande ont tant de fois donné l'impulsion ; nous sommes responsables du maintien de l'ordre général de l'Europe, sans lequel tout progrès est livré aux incertitudes bru-

tales du hasard et de la force, et dont malheureusement nous avons été trop souvent nous-mêmes les perturbateurs étourdis. Nous avons un devoir libéral et révolutionnaire dans le bon sens du mot et un devoir conservateur. Nous voudrions que la France n'abdiquât ni l'un ni l'autre, car il est impossible d'en bien remplir l'un sans les remplir tous deux en même temps. Mais cette conciliation des deux missions qui nous sont confiées, elle n'existe que dans la pratique des institutions libérales. Par ces institutions seules, nous avons fait marcher l'Europe sans l'inquiéter ou l'irriter par des entreprises extérieures, et sans compromettre avec la paix toutes les prospérités et tous les progrès. Si nous en avions besoin, nous serions amplement confirmés dans cette conviction par le spectacle de ce qui se passe autour de nous, et par ce sentiment qui va se répandant chaque jour au dedans et au dehors, et qui est disposé à mesurer les garanties de la paix du monde aux progrès que ferait la France dans la voie des libertés intérieures.

Nous ne croyons pas être éloignés des conclusions auxquelles ces réflexions nous conduisent par le spectacle de la carrière du prince que vient de perdre la famille impériale. Le prince Jérôme avait connu ces extrémités de la fortune auxquelles le violent génie de Napoléon a lié avec sa propre destinée celle de la maison Bonaparte. Quoique l'ancien roi de Westphalie n'ait pas pu avoir de rôle politique éclatant à côté de son grand et terrible frère, il y a trois pages dans sa vie qui porteront avec honneur sa mémoire à la postérité. Le roi de Westphalie a eu le courage de dire à son frère, en temps opportun, de salutaires vérités. Nous lui avons toujours su gré d'une lettre qu'il écrivait à Napoléon à la fin de 1812 : « J'ignore, sire, y disait-il, sous quels traits vos généraux et vos agens vous peignent la situation des esprits en Allemagne. S'ils parlent à votre majesté de soumission, de tranquillité et de faiblesse, ils l'abusent et la trompent. » Puis, après avoir en traits énergiques décrit les mouvemens populaires de l'Allemagne, il ajoutait : « Le désespoir des peuples qui n'ont rien à perdre, parce qu'on leur a tout enlevé, est à redouter. » Il était temps encore pour Napoléon d'écouter ces sages avis. La belle conduite du prince Jérôme à Waterloo est assez connue : il y eut la bonne fortune d'honorer de son sang héroïquement versé le grand désastre de sa famille et de la France. Enfin les libéraux doivent être reconnaissans au prince Jérôme de s'être rallié, par sa rentrée en France en 1847, aux institutions libérales de 1830. La France libérale fut heureuse de pouvoir montrer, par l'accueil qu'elle faisait à un prince de la famille Bonaparte, que la liberté ne se défiait point du prestige d'un nom qui ne lui avait pas été favorable sans doute, mais qui avait répandu tant de gloire sur la France, et le roi Jérôme, malgré les faveurs inespérées que le sort lui a plus tard prodiguées, n'a pas dû considérer comme un des moins doux momens d'une vie si agitée les premiers mois de son retour dans la France libre, prospère, et qui ne se doutait point qu'elle al-

lait jouer les libertés qu'elle paraissait chérir dans les surprises d'une révolution qui fut elle-même une surprise. E. FORCADE.

---

# ESSAIS ET NOTICES.

## DE L'ORGANISATION DU NOUVEAU ROYAUME.

L'Italie, depuis que sa situation a été si complétement transformée, se trouve en présence d'une multitude de questions d'où dépend son avenir, et que nous sommes inexorablement obligés d'étudier, de préciser, autant qu'il est possible dans le tourbillon où nous vivons. Poser ces questions, qui préoccupent d'ailleurs beaucoup d'esprits, c'est le devoir de tous ceux qui aiment leur pays, qui croient à la puissance de l'opinion et à la nécessité de ne point laisser dénaturer les conditions essentielles de notre régénération. Pour moi, je n'ai d'autre pensée et d'autre ambition que d'aider au travail commun et de contribuer à éclairer cette opinion publique à laquelle les gouvernemens sont tenus désormais de se conformer. Bien des gens nous diront et nous disent que l'Italie ne peut aujourd'hui songer qu'à l'action, qu'avant de fonder des institutions et de faire des lois, il y a la nation à former et à mettre sur pied. Je ne nie pas qu'il n'y ait beaucoup de vrai dans cette manière de voir, et que, malgré ce que la prudence conseillerait peut-être après un chemin si rapidement et si heureusement parcouru, il ne soit désormais très difficile de s'arrêter. Les moyens défensifs et les finances deviennent donc naturellement dans ces conditions l'objet principal vers lequel se porte l'activité publique. Il n'est pas moins vrai qu'il y aurait une souveraine imprudence à ne point s'occuper dès ce moment de l'organisation civile qui peut seule nous assurer les bienfaits de la liberté et de l'indépendance. Le meilleur moyen d'intéresser tous les citoyens à défendre l'indépendance et la liberté, c'est de les faire concourir, chacun dans la sphère de son influence, au système politique qui régit le pays, et de leur montrer que l'état, au lieu de dépendre d'une seule tête, s'appuie sur la volonté libre et éclairée de la nation entière.

Jusqu'ici, sous l'empire de la préoccupation exclusive de notre indépendance à défendre ou à conquérir, l'idée qui nous a dominés et qui nous do-

mine toujours est celle de l'unification. Il faudrait prendre garde de ne pas confondre l'unification avec la centralisation, car nous serions entraînés à établir une forme de gouvernement qui violerait toutes les traditions du pays, qui serait en contradiction avec tous nos goûts et tous nos instincts. L'unité dans la politique générale extérieure et intérieure, dans l'organisation de l'armée, est essentielle pour la sûreté de l'état et pour la garantie de l'indépendance de la nation. Je n'ai pas non plus la pensée de mettre en question ces principes de droit qui sont inscrits dans la loi fondamentale, et qui régissent également tout le pays, tous les citoyens, toutes les provinces nouvelles ou anciennes. L'unification, ou plutôt la centralisation, qui serait dangereuse est celle qui embrasserait l'administration proprement dite, les institutions de bienfaisance, l'instruction publique à ses divers degrés.

Qu'on y songe bien : un grand centre administratif suppose déjà ou conduit à créer un grand centre de population et de richesse, en un mot une grande capitale. Il suffit d'avoir la plus légère idée de ce qu'est l'Italie pour être convaincu qu'il ne saurait s'élever parmi nous une grande capitale qu'au détriment de cette vie locale qui depuis des siècles s'est créé une multitude de foyers à la surface de notre sol. La grande capitale et la grande centralisation administrative, nécessairement associées, auraient nécessairement pour conséquence de faire disparaître à la longue ces différences si multiples d'esprits, d'habitudes de vie et de travail qui s'étendent à toutes les classes sociales, et qui ont en Italie un caractère si distinct, si tranché. Un système politique qui serait fondé sur la destruction de ces différences, qui aurait pour objet de jeter dans un même moule les divers peuples de la péninsule, ce système ne ferait pas seulement perdre à la nation des forces dès longtemps acquises, utiles au progrès intellectuel et matériel des populations; il obligerait ces forces à se transformer et à prendre un cours tout nouveau dans un milieu moins favorable.

Une grande centralisation administrative aurait pour nous particulièrement d'autres fâcheuses conséquences. Ce système ne peut exister qu'en créant une classe très nombreuse de fonctionnaires publics vivant nécessairement aux frais de l'état et ne portant le plus souvent dans le maniement des affaires que des idées étroites ou plutôt des règles qui dispensent des idées, une routine lente, aride et imparfaitement éclairée. Nul ne doute assurément que tous ceux qui se laissent attirer par les emplois publics ne fussent infiniment plus utiles à la grandeur et aux libertés de leur pays en se créant dans le commerce, l'industrie, les sciences ou les lettres une existence indépendante, digne de citoyens libres. Le grand nombre des fonctionnaires publics est, on le sait, la plaie des budgets et absorbe des ressources qui seraient plus utiles ailleurs, qu'on pourrait même se dispenser de prélever par l'impôt sur les populations. Je pense qu'une des plus grandes découvertes que pût faire aujourd'hui un homme d'état serait de simplifier les rouages administratifs, de rendre plus facile et plus économique la per-

ception des impôts. Tout le monde a applaudi dernièrement au projet présenté en Belgique pour l'abolition des octrois. La diminution des fonctions publiques, conséquence nécessaire de la décentralisation, est naturellement, on le comprend, un des moyens les plus efficaces pour réduire les dépenses improductives de l'état. Ce n'est pas l'occupation qui manquerait assurément à ceux qui végètent jusqu'ici dans d'obscurs emplois. Dans tous les cas, en se soulageant lui-même du fardeau de rétributions absorbantes, l'état pourrait aider à la transition par des concessions de terrains, faciles surtout dans certaines parties de l'Italie telles que la Sardaigne, les Maremmes, où il y a de vastes étendues qui ne demandent que l'emploi d'intelligences et de bras libres. Tout le monde y gagnerait, l'état qui réaliserait une notable économie, la richesse publique qui s'accroîtrait et les concessionnaires eux-mêmes. Je pourrais citer un grand nombre de propriétaires des environs de Pise aujourd'hui très riches, et dont la fortune a commencé avec des parcelles de terre qui leur ont été cédées sous certaines conditions par le gouvernement de Léopold Ier. C'est une question à étudier pour nos hommes d'état.

Enfin on peut ajouter qu'un grand centre administratif et une grande capitale attirent nécessairement une foule d'existences qui dissipent dans le luxe des fortunes considérables. Je me garderai bien de faire la guerre aux grandes capitales là où elles existent. Par cela même qu'elles se sont formées et qu'elles sont en progrès, il faut bien admettre qu'elles ont une raison d'être et que les inconvéniens qu'elles entraînent sont palliés ou surpassés par les avantages qui y sont attachés. Ce n'est pas le cas de l'Italie, où une telle création ne pourrait que paralyser la vie d'un grand nombre de villes importantes, dont chacune aurait des titres égaux à être cette capitale. En évitant la formation d'un de ces grands centres qui dévorent le plus souvent la substance d'un pays, nous restons dans la ligne de nos traditions, de nos goûts, de nos intérêts bien entendus; nous empêchons une foule d'existences de se dépenser en pure perte dans un foyer d'agitations factices; nous favorisons sur tous les points du territoire le développement égal et simultané de l'instruction, de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, qui ont trop à souffrir de cette déperdition de forces dont une grande capitale est la source et l'occasion.

Je ne fais ici qu'exprimer sommairement quelques idées; elles se résument, on le voit, dans un mot, la décentralisation, — la décentralisation sous toutes les formes, et tout d'abord dans l'administration, qui fonctionnerait dès lors sans complications, sans perte de temps, librement et à bon marché. Je ne m'occuperai pas de ce qui serait possible dans d'autres pays, mais je suis sûr que tous mes concitoyens éclairés, que tous les hommes qui siégent aujourd'hui dans le parlement national n'hésiteront pas un moment à reconnaître que dans tous les chefs-lieux de province de la Lombardie, du Piémont, de la Toscane, de l'Émilie, il serait possible de former un conseil,

quelque nom qu'on veuille lui donner, capable d'administrer par lui-même utilement et offrant à l'état toutes les garanties nécessaires. Jusqu'ici, on a vu fonctionner deux systèmes opposés en apparence et ayant au fond les mêmes vices. Tantôt c'est une grande concentration administrative, tantôt c'est un morcellement de l'état en une multitude de petits centres incapables de se gouverner et auxquels on ne peut laisser sans danger une entière liberté. C'est entre ces deux extrêmes que doit se placer, selon moi, une décentralisation bien entendue. Dans un pays comme l'Italie, où la vie locale a été et est toujours si puissante, on peut assurément imaginer l'existence d'un grand nombre de centres administratifs secondaires, quoique importans encore, et ayant chacun en quelque sorte son gouvernement propre. Si je ne me trompe, avec le progrès naturel des lumières, avec la diffusion des principes d'un régime libéral, il n'y aurait aucun danger pour l'état à confier sans restriction toute l'administration de la province à un conseil élu par le peuple et à un corps de magistrats émané de ce conseil. Un aveugle esprit de routine peut seul trouver de l'avantage à créer une série d'autorités administratives à différens degrés. Le pouvoir nouveau que j'imagine n'est ni le centre administratif d'un grand état, ni l'autorité trop imparfaite d'une très petite localité; c'est un pouvoir formé d'hommes instruits, indépendans, estimés dans tout le pays, et qui par conséquent ont le droit de fonctionner librement et de régler les choses essentielles de la province, telles que la police, les institutions de charité et de bienfaisance, l'instruction primaire, secondaire et technique, la construction et l'entretien des routes, des édifices et des monumens publics, la perception des impôts, etc. Toutes ces branches d'administration locale seraient confiées gratuitement à des députations formées d'hommes spéciaux et compétens.

Je sais bien quelle est l'objection qui s'élèverait contre ces idées dans les esprits habitués à la routine administrative : c'est que les municipalités, lorsqu'elles ont été laissées un peu trop libres d'agir, n'ont fait que des dépenses folles et des entreprises ruineuses en suivant l'impulsion des rivalités et des ambitions municipales. Grâce à Dieu, nous possédons aujourd'hui un grand correctif à ces abus : c'est la liberté avec toutes les institutions qui en découlent. Je le répète : dans les principales villes d'Italie, il y a ou il y aura bientôt des journaux, des cercles littéraires, des sociétés d'agriculture et d'économie politique, des écoles d'arts et métiers, des expositions industrielles, etc. : avec ces élémens, peut-on imaginer qu'il y ait du danger à confier toute l'administration locale aux magistrats élus par la province? Au contraire, il est évident que l'autorité provinciale réunirait toutes les conditions d'une bonne et sage administration.

Ce n'est pas un projet que je formule ici, pas plus que je ne demande la transformation brusque de tout notre système administratif : je demande seulement à mes concitoyens et à mes collègues du parlement de prendre en considération ces idées et de les avoir toujours présentes à l'esprit dans

l'élaboration des lois organiques du royaume. Ne serait-il pas d'ailleurs assez facile d'imaginer des garanties contre les abus de ce système? Le choix du premier magistrat parmi les élus du peuple serait réservé au roi. A la place du gouverneur et de l'intendant actuel, on pourrait mettre un fonctionnaire chargé de rendre compte au gouvernement des actes de l'autorité provinciale, de veiller à ce que ces actes ne soient jamais en opposition avec la loi fondamentale, et investi même d'un certain droit de *veto* dans l'établissement d'impôts nouveaux. Si je ne me fais illusion, il résulterait de ce système de grands bienfaits : presque tous les emplois dont la délégation se trouverait transférée de l'état à l'autorité provinciale seraient gratuits; les affaires de la province, entièrement remises aux mains des hommes de la province, seraient mieux faites, ou du moins expédiées plus promptement et à moins de frais; l'opportunité et la justice des actes administratifs seraient plus facilement reconnues et admises par les administrés; ce serait en même temps une école toujours ouverte d'administrateurs et d'hommes politiques. En un mot, ce système satisfait aux conditions générales d'un régime libre, c'est-à-dire qu'il laisse aux administrés la plus grande somme de liberté possible, simplifie la machine administrative en la rendant moins coûteuse, et intéresse tous les citoyens à des degrés différens, dans la sphère de leurs lumières et de leurs facultés, à la marche de cet ordre nouveau.

Qu'on me permette d'ajouter quelques vues générales sur l'ensemble de notre organisation. Même dans l'hypothèse d'une décentralisation très large, il y aurait toujours à la tête du gouvernement un conseil d'état chargé de préparer les lois et les règlemens, un certain nombre de ministres correspondant aux diverses catégories d'intérêts généraux; de plus, le roi pourrait utilement accorder le titre de ministres d'état à des hommes politiques éminens qui se seraient signalés par de grands services rendus au pays, et dans des circonstances graves la couronne pourrait s'éclairer de l'opinion de ces conseillers extraordinaires : ce serait la part afférente à la politique proprement dite. Quant aux affaires du commerce, de l'industrie, des travaux publics, de l'enseignement, elles pourraient être placées sous la direction de conseils formés de notabilités spéciales, qui ne refuseraient point leur concours actif et gratuit. L'instruction publique devrait être l'objet d'une attention particulière et recevoir une constitution nouvelle. Une partie de l'enseignement, je l'ai déjà dit, resterait dévolue à l'administration provinciale. Il devrait néanmoins y avoir une autorité élevée chargée de veiller à l'exécution des lois et des règlemens généraux, de présider à la marche de l'instruction supérieure, et placée à la tête du corps universitaire. Quelle serait cette autorité, et d'où émanerait-elle? Toutes les universités de l'état, c'est-à-dire les professeurs attachés à ces universités, formeraient un collége électoral chargé de dresser des listes de candidats sur lesquelles le roi choisirait un *grand-recteur* de l'instruction publique. Quant à la nomination des professeurs, elle pourrait être faite également par le roi sur la proposition du

grand-recteur, auquel des listes seraient présentées par les sections d'un institut scientifique qu'on créerait facilement en Italie par quelques modifications introduites dans les règlemens de la Société italienne fondée par le comte Lorgnia, et plus généralement connue sous le nom de Société des XL. Les membres de la Société italienne des Sciences devraient se réunir une fois par an dans une des villes principales du royaume, et pendant cette réunion le grand-recteur leur soumettrait la liste des places de professeurs vacantes pour qu'ils eussent à présenter des candidats. C'est à dessein que, dans cette organisation à élaborer pour l'instruction publique, je ne dis rien des beaux-arts; il est reconnu aujourd'hui qu'en cette matière les gouvernemens ne peuvent rien : ils ont tort de s'en mêler autrement qu'en laissant à la couronne le soin de distinguer les œuvres d'un mérite supérieur.

Je pourrais continuer cet examen et montrer d'autres avantages considérables que trouverait l'état à s'exonérer le plus possible, à laisser agir partout l'initiative libre des citoyens, les intérêts locaux ou privés, notamment en ce qui touche les entreprises industrielles et les travaux publics. Il est très douteux qu'il soit utile pour l'état de conserver soit en son nom propre, soit sous la forme mixte qu'on a adoptée, les exploitations de mines, de grandes fermes, de chemins de fer, au lieu de céder tout cela à l'industrie privée. En un mot, ce que je demande, on le voit, c'est la décentralisation la plus étendue possible de l'administration et de tous les intérêts.

Mais, dira-t-on, le moment est-il venu de substituer ce système de liberté universelle à l'organisation administrative que les gouvernemens absolus ont laissée après eux dans les diverses provinces? Lorsque le nouveau royaume est à peine formé et a bien des luttes à soutenir encore pour fonder définitivement sa constitution nationale, n'y aurait-il pas une singulière imprudence à entrer dans une voie où on risquerait de transformer le pays en une agglomération de petites républiques? C'est l'objection qui se présente naturellement et que j'ai moi-même indiquée déjà. Je répondrai que la liberté est le meilleur moyen de créer une force réelle et efficace, de favoriser une union véritable et sincère. Les provinces seront les premières à reconnaître l'avantage de laisser au roi et au parlement la direction de tout ce qui intéresse l'indépendance et la constitution nationales, en se réservant uniquement à elles-mêmes l'administration de leurs propres affaires. Si nous voulons fonder quelque chose de solide et de durable qui soit à l'abri des reviremens, toujours à redouter chez les peuples méridionaux lorsque l'heure du danger est passée, il nous faut montrer dès aujourd'hui que nous sommes aptes à toutes les conditions d'un régime vraiment libéral, que notre organisation définitive doit reposer non sur la subordination des forces et des caractères des différens peuples de la péninsule, mais sur le plein et libre développement de ces forces et de ces génies divers.

Il n'est point à craindre que la décentralisation administrative soit le signal de la résurrection de petites républiques provinciales. D'abord, en fait

de république, si l'on rêve quelque chose, c'est une république universelle, c'est-à-dire le renversement de tout notre système politique. Des provinces qui s'administreront librement, et qui, avec une loi électorale convenable, auront le choix de leurs fonctionnaires locaux, ne seront nullement conduites pour cela à usurper les droits des autorités générales de l'état; elles ne seront pas de petites républiques, elles formeront un faisceau de forces libres et intelligentes groupées autour du parlement et du roi, symbole vivant et glorieux de la nation tout entière. Il faudrait supposer que nous voulons marcher contre toutes les idées modernes, que nous ne comprenons rien aux grands intérêts qui dominent aujourd'hui partout, que l'expérience du passé et les présages de l'avenir sont sans influence sur nos opinions et notre conduite, pour croire que nous puissions nous exposer à voir renaître en plein XIXe siècle l'Italie du moyen âge. Ce qui s'est passé dans l'Italie centrale depuis la paix de Villafranca, la persévérance, l'accord des populations, offrent à coup sûr un spectacle rassurant, et sont une preuve de sagesse autant qu'une garantie de succès.

Aurions-nous à redouter d'un autre côté les influences extérieures qui chercheraient à contrarier notre organisation politique dans un certain sens? Un des plus grands avantages pour nous aujourd'hui, c'est que toute l'Europe est d'accord pour considérer ce qui se passe en Italie comme une affaire qui ne regarde que les Italiens seuls. Le principe de non-intervention nous couvre. Il n'y a donc aucun motif sérieux de croire que des considérations de politique internationale puissent peser sur notre développement intérieur. Nous croyons au contraire que l'opinion universelle nous est favorable, qu'elle nous encourage à mettre le plus promptement possible la main à cette œuvre longue et difficile, consistant à organiser un royaume composé de diverses provinces dont il est bon de conserver la vie propre en tant que la force et la grandeur de la nation n'en peuvent recevoir aucune atteinte. Les grands résultats que nous avons obtenus depuis un an sont le fruit de la patience, du courage, de la persévérance des Italiens et de l'assistance de nos alliés. L'avenir nous est assuré aux mêmes conditions. Dans le parlement, dans les conseils municipaux, dans la presse, chacun de nous, selon la portée de son influence, n'a aujourd'hui qu'un devoir à remplir, celui de seconder et de fortifier le gouvernement, afin qu'il puisse constituer le royaume de Victor-Emmanuel, noyau de notre nationalité. Restons donc fidèles à cette ligne de conduite, sans oublier que dans un pays comme l'Italie, où tant d'intérêts sont à ménager, le vrai problème à résoudre est de concilier les droits supérieurs de la nation avec le développement libre des populations de goûts, de mœurs, d'esprit divers, qui composent la péninsule. Là est pour nous la force, là est l'avenir. C. MATTEUCCI.

---

V. DE MARS.